



**Direction du Secrétariat
Général
Service Assemblées et Vie des
Institutions**

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
MARS 2022**

SOMMAIRE

RAA

MARS 2022

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (*Conseil du 29 mars 2022*)

3

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du 29 mars 2022*)

290

PARTIE 3 : ARRÊTES REGLEMENTAIRES (*Mois de mars 2022*)

473

PARTIE I - DELIBERATIONS

	Pages
AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	10
HORS COMMISSION	47
RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	115
RESSOURCES	171
SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	213

SOMMAIRE

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-072	Plan "France Relance" - Contrat de relance du logement entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres concernées - Autorisation de signature	11
V2022-074	Programme d'Agriculture Urbaine et préfiguration sur le site d'Aigoual Nord Quartier Mosson soutenu par le dispositif Quartiers Fertiles de l'ANRU - Convention cadre de partenariat entre ACM Habitat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de groupement de commande - Approbation - Autorisation de signature	14
V2022-085	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Demande d'agrément de candidature du groupement Bouygues/Vestia immobilier (lot 2c) - Approbation	17
V2022-086	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Demande d'agrément de candidature d'ACM Habitat (lot 2d) - Approbation	20
V2022-087	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Pagézy - Suppression de la ZAC - Approbation	23
V2022-089	Quartier Croix d'Argent - Acquisition de la parcelle cadastrée EL n°29 - Approbation - Autorisation de signature	25
V2022-090	Maîtrise Foncière - Convention cadre entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature	28
V2022-091	Immeuble sis 38 rue Henri-René propriété de Roger NIVARD - Proposition de legs - Renonciation	31
V2022-092	Quartier Centre les Aubes - Acquisition de la parcelle cadastrée CL 716 à l'association diocésaine de Montpellier, sis 49 bis boulevard Ernest Renan - Approbation	33
V2022-093	Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Approbation	36
V2022-140	Contrat de location entre ACM Habitat et la Ville de Montpellier - Local 91 square Uranus - Autorisation de signature	38
V2022-141	Mise à disposition de locaux associatifs - Pavillon Jean-Nouvel - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'UNICEF - Redevance minorée - Avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et le Comité de quartier de Port Marianne sud - Autorisation de signature	40
V2022-142	Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) - Année 2021 - Approbation	43
V2022-143	Epidémie de Covid-19 - Maintien de l'exonération du loyer de la Société d'Exploitation et de Production Musicale (SEPM) du Rockstore - Avenant n°4 au bail commercial - Autorisation de signature	45

SOMMAIRE

N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
V2022-071	Attribution de subventions aux associations de sauvegarde des cimetières algériens - Association des Amis des Cimetières Saint Eugène Bologhine - Comité de Sauvegarde des Cimetières d'Oranie - Approbation	48
V2022-084	Dénomination de voies et espaces publics - Approbation	50
V2022-121	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Droits des femmes" - Exercice 2022 - Approbation	53
V2022-122	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	55
V2022-123	Attributions de subventions dans le cadre de la "thématique Lutte contre les exclusions" - Exercice 2022 - Approbation	57
V2022-124	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	60
V2022-125	Attributions de subvention dans le cadre de la thématique "Prévention routière" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	62
V2022-126	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Bien-être animal" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	64
V2022-127	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Relations Internationales" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	67
V2022-128	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Annulation de subventions au titre de l'exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	69
V2022-129	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sport et Partenariat Sport" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	87
V2022-130	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Économie / Commerce" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	90
V2022-131	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	92
V2022-132	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	94
V2022-134	Élections professionnelles 2022 - Composition du Comité Social Territorial (CST) - Approbation	96
V2022-137	Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	99

SOMMAIRE

N° DELIB	HORS COMMISSION (Suite)	PAGE
V2022-144	Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Modifications Statutaires relatives à l'objet social - Approbation - Autorisation de signature	103
V2022-145	Délégations du Conseil municipal au Maire - Approbation	107
V2022-146	Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation	111
V2022-150	Procès-verbal du Conseil municipal du 1er février 2022 - Approbation	113
N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-061	Soutien au peuple Ukrainien - Aide d'urgence au Fonds d'Action extérieure des collectivités territoriales - Attribution de subvention à l'association SOS Montpellier Ukraine - Mise à disposition gratuite de la Maison des Relations Internationale Nelson Mandela - Prise en charge du déplacement à la frontière Ukrainienne pour la remise des dons - Approbation	116
V2022-062	Candidature Capitale Européenne de la Culture 2028 - Création de l'association ' Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture ' - Approbation	119
V2022-075	Soutien à l'association SOS MÉDITERRANÉE - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature	122
V2022-076	Relations culturelles entre les Villes de Palerme, Sète et Montpellier - Programmation - Approbation	124
V2022-080	Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Procédure de rétrocession de baux commerciaux - Lancement d'un appel à candidatures - Cahier des charges - Approbation	126
V2022-081	Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions	129
V2022-082	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association des Ateliers Saint Roch pour la co-organisation du Festival d'Art et de Feu - Autorisation de signature	134
V2022-083	Marché de plein air de Saint Martin - Contrat de prêt à usage entre la paroisse des Saints François et Martin et la Ville de Montpellier - Gratuité des emplacements - Approbation - Autorisation de signature	136
V2022-100	Conventions de mise à disposition à titre gratuit de la salle de réception de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela - Approbation - Autorisation de signature	138
V2022-108	Appel à projets d'investissement à destination des artistes et des associations culturelles - Approbation - Autorisation de signature	142
V2022-109	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Région Occitanie pour l'attribution d'aides financières aux artistes professionnels du territoire - Approbation - Autorisation de signature	145

SOMMAIRE

N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE (Suite)	PAGE
V2022-110	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et les acteurs du BTP pour la mise en art des chantiers dans l'espace public - Autorisation de signature	147
V2022-111	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Enfance et Partage dans le cadre des activités du théâtre Jean Vilar - Autorisation de signature	150
V2022-112	Théâtre Jean Vilar - Opéra Junior - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO) - Approbation - Autorisation de signature	153
V2022-113	Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier - Autorisation de signature	156
V2022-116	Conditions d'intervention des Éducateurs Territoriaux - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	159
V2022-117	Appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités physiques et sportives - Renouvellement pour l'année 2022 - Approbation	161
V2022-118	Quartier Mosson - Les Hauts de Massane - Dénomination du terrain des Tritons "Bruno Martini" - Approbation	164
V2022-119	Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs - Conventions d'occupation du domaine public - Redevances minorées - Approbation - Autorisation de signature	166
V2022-120	Mandat spécial - Réseau européen des villes universitaires - Bruxelles - Printemps 2022 - Approbation	169
N° DELIB	RESSOURCES	PAGE
V2022-065	Taux d'imposition des taxes directes pour 2022 - Adoption	172
V2022-066	Instauration et modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation	174
V2022-067	Modalité d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	184
V2022-088	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Garantie d'emprunt - Approbation - Autorisation de signature	187

SOMMAIRE

N° DELIB	RESSOURCES (Suite)	PAGE
V2022-133	Cotisations à l'Ordre des Architectes - Renouvellement - Exercice 2022 – Approbation	190
V2022-135	Versement d'une partie des indemnités des élus en monnaie locale complémentaire La Graine - Adhésion à l'association Alternatives pour le Développement Économique et Social Local (ADESL) - Convention de partenariat entre l'association ADESL et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	192
V2022-136	Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modification des services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature	195
V2022-138	Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations graphiques et autres - Autorisation de signature	198
V2022-139	Convention de groupement de commandes - Marché n°G0D0065EP - Serrurerie de voirie - Travaux de dépose et de pose, maintenance et fournitures - Avenant n°1 - Modification de la délibération n°V2022-039 - Autorisation de signature	200
V2022-147	Réhabilitation de la serre amazonienne et travaux d'urgence - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation	202
V2022-148	Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Avenant n° 3 au mandat - Autorisation de signature	205
V2022-149	Mise en accessibilité des Établissements Recevant du Public (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et la Ville de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation	210
N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2022-063	Lutte contre les incivilités en Ville - Nouvelles modalités opérationnelles d'intervention à l'encontre des dépôts sauvages - Approbation	214
V2022-064	Centre Communal d'Action Sociale - Présentation des activités 2022	217
V2022-068	Lancement de l'Observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier - Journées d'étude sur les discriminations - Approbation - Autorisation de signature	223
V2022-069	Initiation gratuite à l'autodéfense pour les Montpelliéraines - Attribution d'une subvention à l'association Nuage - Approbation - Autorisation de signature	226

SOMMAIRE

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE (Suite)	PAGE
V2022-070	Instauration d'un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles – Approbation	229
V2022-073	Subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville de Montpellier - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	232
V2022-077	Réalisation d'un nouveau groupe scolaire et d'une crèche dans le quartier Croix d'Argent - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demande de subventions - Approbation	242
V2022-078	Réalisation d'un nouveau groupe scolaire dans le quartier Saint Roch - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demande de subventions - Approbation	244
V2022-079	Extension de l'école maternelle Docteur Roux - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demandes de subventions - Approbation - Autorisation de signature	246
V2022-094	Résorption de l'habitat indigne - Village de transition de la Rauze - Protocole de sécurité et de tranquillité publique - Approbation - Autorisation de signature	248
V2022-095	Lutte contre la LGBTQI + Phobie - Attribution d'une subvention à l'association FLAG! - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	250
V2022-096	Convention de mise à disposition de locaux associatifs en créneaux horaires à titre gracieux - Approbation - Autorisation de signature	252
V2022-097	Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Convention - Autorisation de signature	254
V2022-098	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (CEMEA) pour mise à disposition des salles dans les Maisons pour Tous - Autorisation de signature	257
V2022-099	Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour Tous - Approbation - Autorisation de signature	259
V2022-101	Choix du mode de gestion pour la crèche Henri Salvador - Délibération de principe pour le renouvellement de la délégation de service public - Approbation	262
V2022-102	Conventions d'objectifs et de financement entre la Ville et la CAF de l'Hérault pour le fonctionnement des Relais Petite Enfance - Avenants - Autorisation de signature	268
V2022-103	Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés - Tarif 2022-2023 - Approbation	271

SOMMAIRE

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE (suite)	PAGE
V2022-104	Structures petite enfance - Convention cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Contemporain (MO.CO) - Autorisation de signature	273
V2022-105	Écoles privées sous contrat d'association - Conventions de participation financière de la Ville pour l'année 2021-2022 - Approbation	276
V2022-106	Convention de partenariat pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail (ENT) avec l'Académie de Montpellier 2021-2022 - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature	279
V2022-107	Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2021 - Approbation	281
V2022-114	Bourse Initiatives Jeunes 2022 - Participation de la Ville - Attribution	285
V2022-115	Carte Été Jeunes 2022 - Attributions à titre gratuit - Approbation	288

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Christophe BOURDIN, Sébastien COTE, Mylvia HOUGUET, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD

Plan "France Relance" - Contrat de relance du logement entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres concernées - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du plan « France Relance », un dispositif d'aide à la relance de la construction durable d'une durée de deux ans (2021-2022) a été mis en place par l'Etat afin de soutenir la production de logements neufs tout en favorisant le principe de sobriété de la consommation foncière. Ce dispositif a pour objectif de soutenir les communes qui autorisent des opérations de logements neufs denses entre le 1^{er} septembre 2020 et le 31 août 2022.

Pour 2022, le Gouvernement a souhaité modifier les modalités de versement de cette aide en proposant la mise en place d'une contractualisation tripartite entre l'Etat, les intercommunalités et les communes où les besoins en logements sont les plus tendus. Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes classées en zone A et B1 sont ainsi éligibles, sous conditions, notamment de ne pas être carencées au titre des obligations prévues par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU). La Ville de Montpellier est ainsi éligible pour bénéficier de ce financement.

Le contrat, dénommé « contrat de relance du logement », fixe pour chacune des communes signataires, un objectif global de production de logements en cohérence *a minima* avec les objectifs du Programme local de l'habitat (PLH). Cet objectif par commune tient compte de l'ensemble des logements à produire faisant l'objet d'une autorisation d'urbanisme délivrée entre le 1^{er} septembre 2021 et le 31 août 2022. Le versement de tout ou partie de l'aide est conditionné par l'atteinte de cet objectif de production de logements.

Seules sont éligibles à l'aide les opérations comportant au moins 2 logements et répondant à une densité supérieure ou égale à 0,8 (la densité se définit comme la surface de plancher divisée par la surface de terrain). Cependant, les logements individuels et les opérations présentant une densité inférieure à 0,8, bien que n'ouvrant pas droit à l'aide, participent à l'atteinte de l'objectif global fixé. Le montant de l'aide est de 1 500 € par logement éligible. Pour les logements provenant de la transformation de surfaces de bureaux et d'activités en surfaces d'habitation, l'aide est complétée par un bonus de 500 € par logement.

Dans ce cadre, il est proposé, pour la Ville de Montpellier, un objectif global de production de 2 500 logements, tous pouvant ouvrir droit à une aide ; soit un montant prévisionnel de l'aide de l'Etat de l'ordre de 3 750 000 €.

En cas de différend, un échange contradictoire est prévu avant fixation définitive par le Préfet du niveau d'atteinte de l'objectif et donc du montant de l'aide.

La signature du contrat définitif entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et les communes éligibles qui le souhaitent, dont la Ville de Montpellier, doit intervenir au plus tard le 31 mars 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du contrat de relance du logement 2022 entre l'Etat, la Métropole, et les autres communes de Montpellier Méditerranée Métropole concernées ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ce contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

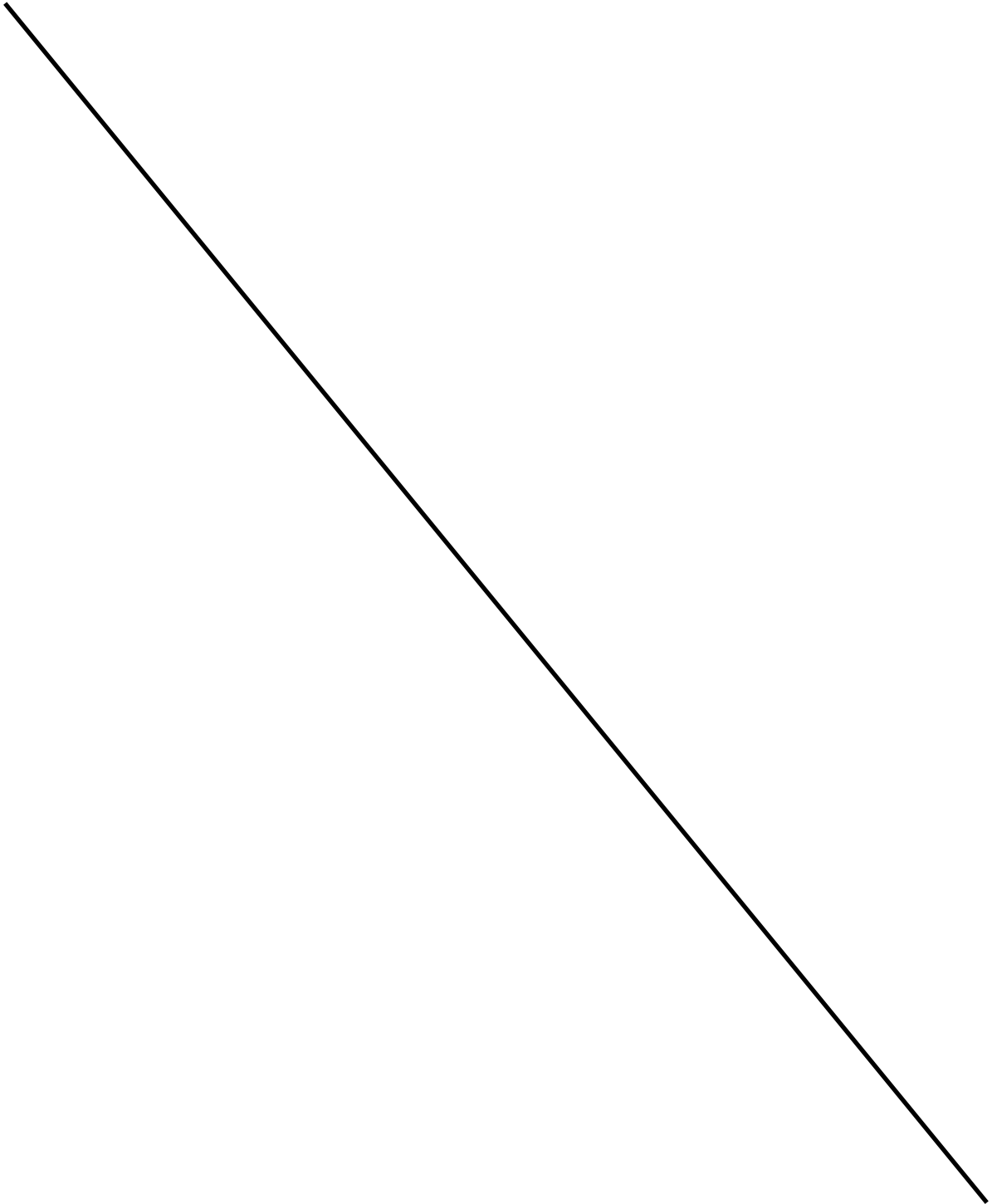
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat de relance du logement

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylvia HOUGUET, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD

**Programme d'Agriculture Urbaine et préfiguration sur le site d'Aigoual Nord
Quartier Mosson soutenu par le dispositif Quartiers Fertiles de l'ANRU -
Convention cadre de partenariat entre ACM Habitat, la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de groupement de commande -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat, premier bailleur social de la Métropole, se sont coordonnés pour proposer la candidature du programme « *Agriculture Urbaine et Préfiguration sur le site d'Aigoual Nord Quartier Mosson* » dans le cadre de l'appel à projets Quartiers Fertiles piloté par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). L'objectif, clairement affirmé, est de proposer un schéma d'agriculture urbaine à l'échelle d'un quartier politique de la ville (QPV) ayant vocation préfiguratrice, dans un premier temps, tout en démontrant, dans un second temps, ses capacités de répliquabilité dans le patrimoine d'ACM Habitat mais aussi sur le territoire de la Métropole.

En profitant de l'ambition locale affirmée de co-construire un programme d'agriculture urbaine, ce laboratoire urbain vient proposer le déploiement d'un programme d'agriculture urbaine aux enjeux multiples :

- Enjeu urbain : inscrire de nouvelles solutions d'agriculture urbaine dans le cadre de projets de renouvellement urbain et de quartier ;
- Enjeu productif et marchand : proposer des productions et valorisations en circuit courts privilégiant le bassin de consommation locale ;
- Enjeu de développement économique, d'innovation et d'emploi : développer de nouvelles activités au sein des quartiers prioritaires et favoriser l'employabilité des habitants par le développement de compétences autour de ces nouveaux métiers ;
- Enjeu social et sociétal pour renforcer le « *mieux-vivre ensemble* » et le bien-être des habitants dans une démarche de co-construction avec les habitants ;
- Enjeu environnemental : privilégier des modes de production à faible impact correspondant aux objectifs de développement durable définis par l'ONU ;
- Enjeu pédagogique, éducatif : accompagner le changement et l'acculturation des populations à des nouvelles méthodes de production et de consommation en s'adressant notamment au jeune public.

Il viendra mobiliser et faire participer, les institutionnels, les habitants, les jeunes entreprises, les associations locales. Le projet, géographiquement situé sur le territoire QPV de la Mosson, s'inscrit pleinement dans les objectifs du contrat de ville. Dans la mesure où ce projet s'inscrit dans une approche pédagogique et de découverte de nouveaux métiers, il sera une voie supplémentaire pour contribuer à la réussite éducative et à l'insertion professionnelle, objectifs affirmés du contrat de ville.

La mise en œuvre du programme passera par le lancement d'un appel à projets au printemps 2022 destinés à identifier et sélectionner des projets relevant de 4 orientations :

- Production marchande en milieu urbain contraint ;
- Démarche pédagogique et éducative ;
- Recherche scientifique et développement ;
- Démarche sociale et sociétale.

Le coût total du projet est de 1 259 500 € sur la période 2021 à 2025.

L'ANRU cofinance le projet à hauteur de 362 500 €, la Ville de Montpellier et la Métropole participeront chacune à hauteur de 149 175 €.

Une convention de groupement de commandes est mise en œuvre entre Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et ACM Habitat afin de piloter les marchés afférents au programme.

Une convention de partenariat vient compléter le cadre de collaboration entre Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et ACM Habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et ACM Habitat ;
- D'approuver les termes de la convention de groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et ACM Habitat ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Philippe SAUREL, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat
- Convention de groupement de commande

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184272-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Demande
d'agrément de candidature du groupement Bouygues/Vestia immobilier (lot 2c) -
Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La reconversion du site de l'Ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) dans le quartier Croix d'Argent constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité.

Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de réinvestissement urbain sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le 26 janvier 2017 la création de la ZAC EAI. Puis en date du 28 juin 2018, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la Ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances... mais aussi en transformant, complétant et en enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie, d'habiter et de travailler ;
- Créer de nouvelles polarités, culturelles et économiques, où se côtoient activités innovantes, structures de formations mais aussi des commerces de proximité et de loisirs urbains en résonance avec le parc Montcalm, lui aussi support d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains ;
- Faire émerger, au cœur de ce quartier, de nombreuses structures et activités confortant l'excellence de la Ville et de la Métropole dans le domaine des Industries Culturelles et Créatives (ICC) et les immerger dans la ville afin qu'elles participent à son animation et son attractivité : écoles, tiers-lieu au service de tous les secteurs en devenir des ICC, immobilier d'entreprise à destination des start-up comme des grands comptes, lieu d'échange et de rencontre ;
- Proposer un nouveau type « d'écosystème urbain » par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une diversité de formes urbaines apte à répondre à de nombreux modes d'habiter, où les activités s'imbriquent à l'habitat, où les nouvelles constructions se greffent aux anciennes et les réinterprètent.

Fort de ces ambitions et afin de conforter la nouvelle identité du quartier, la Ville de Montpellier a approuvé par délibération du Conseil municipal du 21 septembre 2021 la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC du quartier de la Cité créative.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 23 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature Groupement Bouygues/Vestia Immobilier pour le lot n°2d de la ZAC de la cité créative.

Maître d'ouvrage : Groupement Bouygues/Vestia Immobilier

Localisation du projet : Section HY n°596a et 554b

Surface du lot : 4 013 m²

Nature du projet : 115 logements collectifs de 8100 m² de SDP dont 30% de SDP en logement abordable et 70% en logement libre répartis sur trois bâtiments.

SDP envisagée : 8 100 m²

SDP maximale autorisée : 8 500 m²

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature du groupement Bouygues/Vestia Immobilier en vue de la réalisation d'un programme de logements collectifs en accession libre et abordable sur le lot 2c de la ZAC du quartier de la Cité créative ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Christian ASSAF, Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184890-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Demande
d'agrément de candidature d'ACM Habitat (lot 2d) - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La reconversion du site de l'Ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) dans le quartier Croix d'Argent constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de réinvestissement urbain sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le 26 janvier 2017 la création de la ZAC EAI. Puis en date du 28 juin 2018, le conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la Ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances... mais aussi en transformant, complétant et en enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie, d'habiter et de travailler ;
- Créer de nouvelles polarités, culturelles et économiques, où se côtoient activités innovantes, structures de formations mais aussi des commerces de proximité et de loisirs urbains en résonance avec le parc Montcalm, lui aussi support d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains ;
- Faire émerger, au cœur de ce quartier, de nombreuses structures et activités confortant l'excellence de la Ville et de la Métropole dans le domaine des Industries Culturelles et Créatives (ICC) et les immerger dans la ville afin qu'elles participent à son animation et son attractivité : écoles, tiers-lieu au service de tous les secteurs en devenir des ICC, immobilier d'entreprise à destination des start-up comme des grands comptes, lieu d'échange et de rencontre ;
- Proposer un nouveau type « d'écosystème urbain » par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une diversité de formes urbaines apte à répondre à de nombreux modes d'habiter, où les activités s'imbriquent à l'habitat, où les nouvelles constructions se greffent aux anciennes et les réinterprètent.

Forte de ces ambitions et afin de conforter la nouvelle identité du quartier, la Ville de Montpellier a approuvé par délibération du Conseil municipal du 21 septembre 2021 la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC du quartier de la Cité créative.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 23 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour le lot n°2d de la ZAC de la cité créative.

Maître d'ouvrage : ACM Habitat

Localisation du projet : Section HY n°554a

Surface du lot : 1 166 m²

Nature du projet : 50 logements collectifs locatifs sociaux

SDP envisagée : 3 336 m²

SDP maximale autorisée : 3 500 m²

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature d'ACM Habitat en vue de la réalisation d'un programme de logements collectifs locatifs sociaux sur le lot 2d de la ZAC du quartier de la Cité créative ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Christian ASSAF, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184885-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Pagézy - Suppression de la ZAC -
Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dès 2009, avant même la construction de l'Hôtel de Ville dans le quartier Port Marianne, la Ville de Montpellier a lancé une réflexion sur une opération d'urbanisme et de renouvellement urbain de grande envergure, pour requalifier l'ensemble du secteur qui se trouve à l'articulation du centre historique et du quartier Antigone. Par délibération du 30 septembre 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce secteur sous forme de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Par délibération du 27 juillet 2009, au vu des enjeux urbains et de l'ambition du projet, la Ville a décidé de donner à cette opération le nom d'un personnage ayant marqué l'histoire de la Ville de Montpellier en dénommant cette opération « *ZAC Pagézy* ».

Le périmètre proposé pour cette ZAC, d'environ 3,9 ha, englobe l'îlot de l'ancien Hôtel de Ville, ses parkings et leurs abords, ainsi que certains accès automobiles et cheminements piétons/cycliste qui s'y rapportent. Il comprend également plusieurs infrastructures : Allée Frédéric-Mistral, l'Allée Henri-II-de-Montmorency, la rue de la Spirale, la rue des Pertuisanes, la rue du Bastion Ventadour et un secteur de la voie ferrée.

Par délibération du 14 décembre 2009, à la suite des évolutions du programme de la ZAC, le dossier de création a été modifié et soumis à la concertation.

Compte tenu des évolutions et mutations probables générées par la réorganisation des administrations régionales et de l'État, et par la modification des dynamiques économiques urbaines et tertiaires, il est apparu nécessaire pour la Ville de mener des études complémentaires sur un périmètre élargi reliant le centre historique au Lez.

Aujourd'hui, les orientations pour aménager la ville de demain à la fois apaisée, équilibrée et résiliente conduisent à relancer une opération sur un nouveau périmètre de projet de réinvestissement urbain. L'opération à engager constitue une occasion à saisir pour trouver la pleine expression du positionnement, de la programmation notamment économique, commerciale, touristique et de recomposition urbaine des quartiers qui s'étendent depuis la place de la Comédie jusqu'aux rives du Lez. En effet, il est apparu que la double ambition, économique et urbaine, ne pouvait trouver de réponses cohérentes que sur un périmètre élargi, incluant des assiettes foncières sur lesquelles la Ville de Montpellier n'a pas la maîtrise.

A ce titre, il convient de clôturer la précédente procédure de ZAC qui n'avait pas connu de démarrage opérationnel afin de lancer de nouvelles réflexions aboutissant à un projet d'ensemble de renouvellement urbain de ce secteur de ville aux enjeux urbains, économiques et sociaux majeurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté Pagézy ;
- De procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions de l'article R.311-5 du Code de l'urbanisme ;
- De dire que ce dossier est tenu à disposition du public, à l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-181727-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Quartier Croix d'Argent - Acquisition de la parcelle cadastrée EL n°29 -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier connaît une très forte pression démographique. Pour l'accompagner, la Commune a engagé une politique volontariste en matière d'aménagement de son territoire, à travers des opérations publiques d'aménagement et l'encadrement des opérations urbaines en diffus. Le quartier Croix d'Argent, situé au Sud de Montpellier, est un des quartiers connaissant une croissance démographique importante. L'arrivée de nouveaux habitants nécessitent de réajuster l'offre en matière d'équipements publics et notamment pour la petite enfance et la scolarité des enfants.

Le diagnostic des besoins a identifié la nécessité de prévoir un nouveau groupe scolaire et une crèche supplémentaire au cœur de ce quartier. Le projet doit répondre à des modalités d'insertion architecturale et fonctionnelle, afin de favoriser une pédagogie adaptée, en phase avec ses évolutions, ainsi qu'à des objectifs environnementaux notamment par la création d'un futur équipement présentant une performance BEPOS misant sur la sobriété énergétique et une efficacité écoresponsable.

La surface actuelle du terrain appartenant à la Ville, cadastré EL 178, est insuffisante pour respecter les besoins fonctionnels des équipements et leur accessibilité, pour les administrés et les secours. L'acquisition de deux fonciers supplémentaires, auprès d'ACM Habitat et d'une indivision de propriétaires privés, s'avère donc indispensable pour compléter l'emprise nécessaire à la réalisation de ces équipements publics.

Par délibération en date du 1^{er} février 2022, le Conseil municipal a entériné l'acquisition de la parcelle EL n°177 appartenant à ACM Habitat.

Les négociations ont désormais abouti avec l'indivision ESTEBAN concernant le foncier d'assiette restant à acquérir sur un accord de cession d'une emprise de 5 887 m² de terrain constructible moyennant le prix total de 2 946 325 €, toutes indemnités confondues. Ce prix est conforme à l'évaluation du pôle d'évaluation des Domaines. Les propriétaires acceptent une entrée en jouissance anticipée des services municipaux et leurs ayants droits, bureaux d'études techniques, en vue d'avancer les études et sondages préalables à la construction des équipements.

Outre le groupe scolaire de 15 classes et la crèche, dont la programmation actuelle prévoit 68 places, l'unité foncière ainsi constituée, d'une superficie d'environ 1,1ha, permettra à la Ville de Montpellier d'accompagner les mutations de ce quartier par le développement de projets où une multifonctionnalité des usages sera recherchée, en cohérence avec les besoins actuels et futurs des habitants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition auprès de l'indivision ESTEBAN d'une emprise de 5 887 m² à détacher de la parcelle de terrain nu cadastrée EL 29 leur appartenant moyennant le prix de 2 946 325 € toutes indemnités confondues ;
- De demander à Maître LESTRA, notaire à Pignan, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

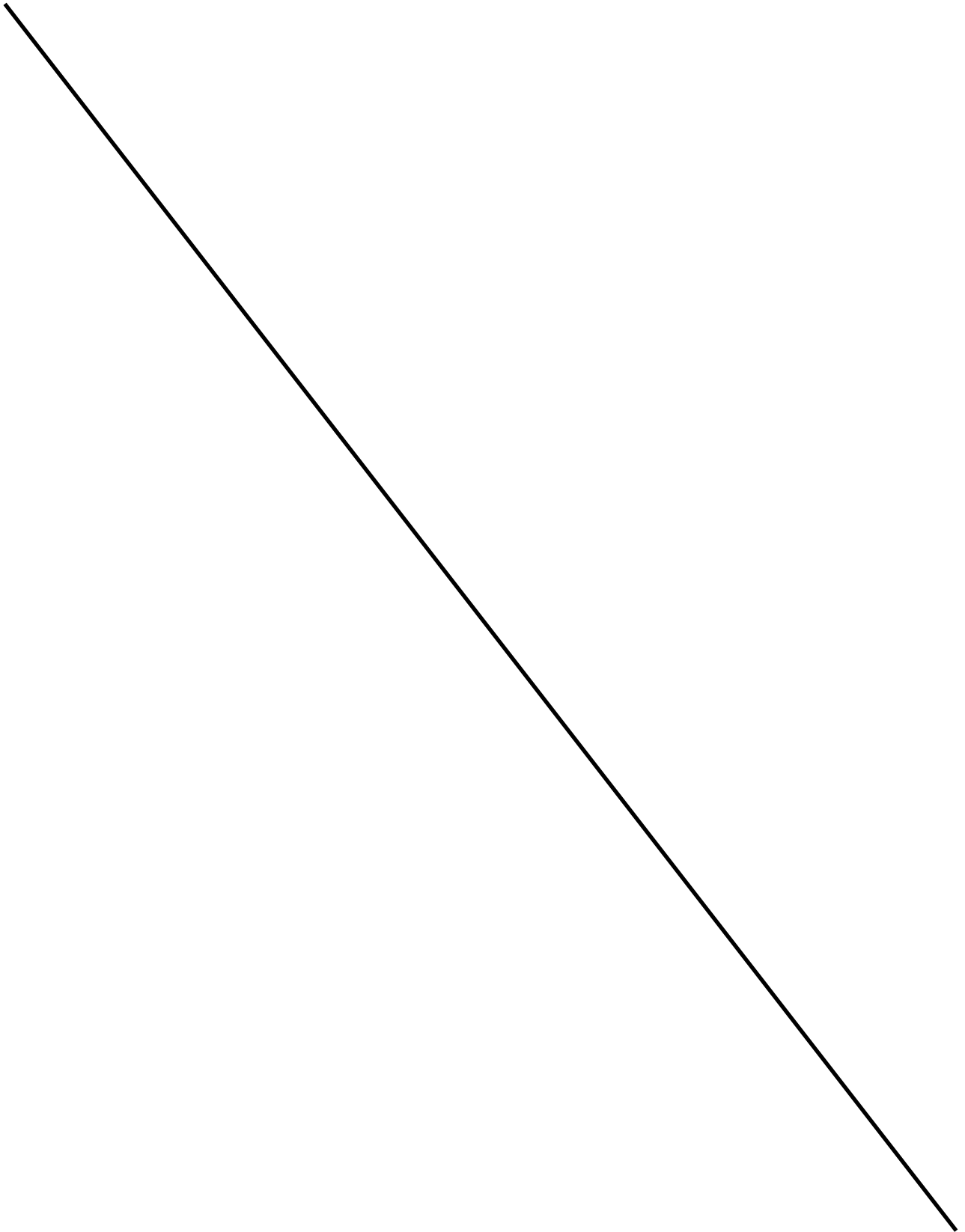
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe avis du domaine EL 29b.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Maîtrise Foncière - Convention cadre entre la Ville de Montpellier et ACM
Habitat - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier connaît une croissance démographique remarquable depuis le milieu du XXème siècle avec une population multipliée par plus de trois en 65 ans, selon une dynamique de croissance qui ne se dément pas.

Cette dynamique démographique cache cependant une réalité sociale marquée sur le territoire. L'analyse à l'échelle des principales grandes villes françaises démontre que Montpellier est la ville dont le revenu médian par habitant est le plus faible et où le taux de pauvreté est le plus élevé. La forte croissance démographique couplée aux revenus faibles des ménages induit des besoins en logements adaptés aux capacités financières de ménages modestes.

Ce constat implique une politique de développement du logement social et de l'accession abordable très active et la plus diversifiée possible. Des logements de grande typologie pour que les familles puissent devenir propriétaires sans quitter le territoire sont particulièrement indispensables. Pour répondre à ces besoins, la Ville de Montpellier s'est depuis longtemps engagée dans une politique volontariste pour répondre aux besoins et développer le logement locatif social.

Ainsi, de 2010 à 2020, près de 9 000 logements locatifs sociaux ont été financés sur le territoire de la ville.

En 2021, 20,4% des résidences principales relèvent du logement locatif social. Pour autant, cette production reste insuffisante pour faire face au volume de demandes. Le parc locatif privé accueille de nombreux ménages modestes.

Pour accélérer et amplifier la réponse aux besoins, de nombreux outils et dispositifs sont mis en œuvre sur le territoire, le renforcement de la servitude de mixité sociale, la mise en place d'une servitude de taille de logement pour assurer une production de grands logements à destination des familles, la mise en place d'un organisme foncier solidaire métropolitain, la mise en place d'un permis de louer expérimental, de la réglementation du changement d'usage des logements pour lutter contre la disparition de résidences principales au profit de meublés de tourisme ou encore l'encadrement des loyers à partir de l'été 2022.

Parmi ces dispositifs, le droit de préemption urbain est évidemment utilisé afin de développer une offre de logements locatifs sociaux dans les quartiers diffus. La Ville, à la suite de la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006, a instauré le droit de préemption urbain sur la majeure partie de son territoire, droit de préemption renforcé, conformément à l'article L.211-4 du Code de l'urbanisme, afin d'intégrer dans son champ d'application les biens en copropriété depuis plus de 10 ans. Cet outil constitue un levier majeur de mise en œuvre des différentes politiques publiques de la Ville. Son exercice permet d'agir à la fois sur des immeubles en mono-propriété ou à travers des lots de copropriété.

Le 1^{er} juillet 2021 le conseil d'administration d'ACM Habitat a adopté le projet stratégique K30 dont l'objectif est d'augmenter le volume de logements sociaux avec l'ambition de porter le parc de l'office à 30 000 logements en passant d'une production annuelle de 500 à 1 000 logements par an en 2025. Cette accroissement quantitatif doit être réalisé en diversifiant l'offre notamment à destination des étudiants et des seniors.

Le nombre d'interventions au titre du partenariat entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat sur le fondement du droit de préemption urbain s'intensifie. Dans ce contexte, les parties se proposent d'encadrer ce partenariat par une convention cadre permettant de prévoir par anticipation les modalités d'intervention d'ACM Habitat à l'occasion de l'exercice par la Ville du droit de préemption urbain sur le parc de logements existant afin de le transformer en logement locatif social.

La Ville transmettra à ACM Habitat les déclarations d'intention d'aliéner concernant des biens susceptibles de répondre à sa politique locale de l'habitat définie dans le projet K30 porté par ACM Habitat. Après étude des dossiers transmis et préemption de la Ville, ACM Habitat interviendra en qualité de tiers payeur aux actes d'acquisition en substitution de la commune, cette dernière lui cédant immédiatement les biens ainsi acquis.

La durée de la convention sera d'une année. Un compte rendu d'activité sera proposé annuellement au Conseil municipal de la Ville et permettra, le cas échéant, de proroger le dispositif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention cadre entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat prévoyant les modalités d'intervention d'ACM Habitat à l'occasion de l'exercice par la Ville du droit de préemption urbain pour développer l'offre locative sociale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Philippe SAUREL, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184186-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Immeuble sis 38 rue Henri-René propriété de Roger NIVARD - Proposition de
legs - Renonciation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Monsieur Roger NIVARD est propriétaire d'un bien situé 38 rue Henri-René à Montpellier, cadastré EW 219, d'une superficie au sol de 178 m², constitué d'un immeuble d'habitation d'environ 258 m² de deux étages avec une cour. Monsieur NIVARD, décédé le 4 janvier 2020, souhaitant faire un geste envers la Ville et ses concitoyens, a légué cette propriété et tout ce qu'elle contient à la Ville de Montpellier, par testament du 1^{er} janvier 2002 reçu par Maître TORREGROSSA, notaire à Sète (34).

Les conditions de ce legs sont que l'immeuble soit légué à la Ville de Montpellier à charge pour elle de le conserver en l'état et de valoriser les différentes collections exposées : santons, cartes postales, crèches, souvenirs de communion et tableaux. Le souhait du légataire serait que la maison soit conservée en l'état pendant 100 ans et ouverte aux chercheurs et aux curieux. En cas de refus de la Ville, le legs sera transmis à l'Evêché.

Le bien, dont deux des quatre logements sont actuellement loués, a été évalué en 2018 par un cabinet immobilier entre 360 000 et 370 000 €. Les deux autres logements comprennent l'ensemble de la collection, estimé à 26 220 € par Monsieur GIUSEPPI, commissaire-priseur, à Montpellier.

Les thèmes de ces collections n'entrent pas dans le champ d'actions mémorielles développées par la Ville de

Montpellier. Les espaces exigus développés ne permettent pas d'autoriser un public à entrer dans les locaux. Ces espaces sont totalement occupés par les collections. Les coûts de maintenance et de gestion de l'immeuble à consacrer par la Ville seront conséquents sur une durée longue, non compensés par les loyers.

Il est proposé de renoncer au legs en permettant au notaire de laisser l'Evêché prendre soin de la succession de Monsieur NIVARD.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De renoncer au legs consenti par Monsieur Roger NIVARD par testament en date du 1^{er} janvier 2002, permettant ainsi à l'Evêché d'accepter le cas échéant la transmission de ce bien ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183131-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD

**Quartier Centre les Aubes - Acquisition de la parcelle cadastrée CL 716 à
l'association diocésaine de Montpellier, sis 49 bis boulevard Ernest Renan -
Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le quartier des Aubes, l'association diocésaine de Montpellier et l'association « la famille diocésaine montpelliéraine » sont propriétaires d'un ensemble immobilier comportant l'église et l'école privée de Sainte-Jeanne-d'Arc sur une unité foncière de 5 196 m².

Le Diocèse a décidé de céder une partie de cet ensemble immobilier voué à la réalisation d'une opération immobilière permettant la construction de quarante-trois logements dont sept logements locatifs sociaux et d'une école de cinq classes. Sur le restant de sa propriété, l'objectif du Diocèse est notamment de pouvoir réhabiliter l'église.

Sur une partie de cette unité foncière, la Ville serait en mesure de créer des espaces et lieux de vie partagés avec le quartier.

Les demandes des riverains représentés par le Comité de quartier se sont avérées particulièrement fortes en ce sens. Le souhait d'offrir une respiration dans un espace très minéral, de créer une polarité complémentaire au marché hebdomadaire qui se tient rue des Paradisiens, à l'arrière de l'église Sainte-Jeanne-d'Arc, d'aménager des espaces verts ou un tiers-lieu a émergé.

Montpellier Méditerranée Métropole s'était déjà rendue propriétaire, avant le projet immobilier, d'une emprise de 222 m² limitrophe constituant une réserve foncière pour la réalisation d'un cheminement piétonnier dans une même logique d'apaisement des circulations dans le quartier.

En l'état et en ce sens, une discussion est intervenue avec l'ensemble des parties prenantes, société de promotion immobilière, Comité de Quartier et Diocèse, afin d'envisager une modification de la programmation immobilière initiale, plus humble, et de réfléchir la vocation et le devenir de ce site, sur le fondement de ces premières pistes et sur la base d'une maîtrise foncière par la Ville d'un espace cohérent, en concertation avec le quartier.

Il est proposé dans ce contexte que la Ville acquiert une surface d'un peu plus de 1 145 m² (parcelle cadastrée CL 716) afin d'étudier en commun avec le quartier le programme opportun pour la vie des habitants et démontrer la convergence possible des attentes de chacun, propriétaire, promoteur et habitants des intérêts pour l'amélioration du cadre de vie des habitants.

En outre, en accompagnement du programme immobilier, des aménagements de voiries, réseaux et espaces publics sont programmés. La création d'un cheminement doux reliant le boulevard Ernest-Renan et la rue des Colombes, l'aménagement du parvis de l'église en lien avec l'école afin de sécuriser ses accès, le renforcement du réseau d'adduction d'eau potable et l'aménagement partiel du boulevard Ernest-Renan pour améliorer le confort des piétons sont prévus et partiellement financés par l'opération immobilière, par le biais d'un projet urbain partenarial adossé au permis de construire.

Pour permettre la création d'un lieu de centralité inexistant mais nécessaire dans le quartier, la Ville se propose l'achat auprès de l'association diocésaine de Montpellier de la parcelle CL 716 d'une surface de 1 145m² au prix de 1 429 000 €. Ce montant comprend le prix de vente de ce foncier constructible sur lequel un permis de construire dont la demande a désormais été retirée avait été octroyé, soit 1 159 000 € conformément à l'avis de France Domaines, complété par une indemnité complémentaire.

En effet, eu égard aux délais de contentieux sur le permis de construire, eu égard à la nécessaire continuité de l'enseignement en cours au sein de l'école Sainte-Jeanne-d'Arc, eu égard aux délais inhérents à la réitération de la vente, l'association diocésaine a en effet dû procéder à la location de structures mobiles pour l'accueil des enfants et enseignants pour un montant de 270 000 € qu'il est proposé de compenser.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée CL 716 située 49 bis boulevard Ernest-Renan à Montpellier, propriété de l'association diocésaine de Montpellier, d'une superficie cadastrale de 1145 m², moyennant le prix de 1 429 000 € nets vendeurs, conformément à la décomposition de prix proposée ci-avant ;
- De demander à Maître Emmanuel DOSSA, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Laurent NISON.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis des domaines

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-186167-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD

**Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de
subventions - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le Code de la construction et de l'habitation et instauré par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016 (n° 2016/210), la Ville de Montpellier a mis en place, sur un périmètre défini du quartier de Celleneuve, des subventions pour la réalisation de travaux de ravalement de façade donnant sur l'espace public circulé ; en application du règlement obligatoire des façades, modifié par délibération du 25 octobre 2018 (n° V2018-363).

Par délibération du Conseil municipal du 14 juin 2021 (n° V2021-180) a été approuvé l'augmentation du taux de subvention de 30 à 40 % du montant TTC des travaux subventionnables pour cette dernière année soit jusqu'en juin 2022.

Ainsi la possibilité de réaliser des travaux partiels, avec un versement de la subvention en deux temps est augmentée de la même manière : une avance de 25 % du TTC des travaux partiels, puis avec déblocage du solde de 15 % lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé complet et conforme aux prescriptions.

Après vérification de la conformité des travaux avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, il est proposé d'attribuer la subvention suivante :

M. AURY Thomas

Adresse : **3095 avenue des moulins**

Total des travaux 20 405,11 € TTC à 25 % de subvention (1ère phase)

Montant à verser : 5 101,28 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement de cette subvention de 5 101,28 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185090-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine municipal et sobriété énergétique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Contrat de location entre ACM Habitat et la Ville de Montpellier - Local 91 square Uranus - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

L'Office Public de l'Habitat ACM a conclu avec la Ville un contrat de location le 31 janvier 2008 relatif aux locaux situés 91 square Uranus à Montpellier afin de le mettre à disposition de l'association I.P.E.I.C.C. Ce contrat avait une durée d'un an, tacitement reconductible par périodes successives d'un an soit jusqu'au 31 mars de chaque année. Il arrive donc à échéance le 31 mars 2022.

Dans le cadre du programme de l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU), la résidence Uranus doit faire l'objet d'importants travaux de réhabilitation et l'implantation d'un poste de police nationale en lieu et place des locaux mis à disposition de la Ville.

ACM Habitat ne souhaite pas renouveler ce contrat. Toutefois, ces travaux ne seraient engagés qu'au courant de l'été 2022, ACM Habitat propose à la Ville de conclure un nouveau contrat de courte durée (trois mois) avec possibilité de reconduction par périodes successives d'un mois, jusqu'à l'engagement des travaux.

Les locaux sont situés 91 square Uranus à Montpellier (référence de l'UG 22992), d'une superficie de 174 m² moyennant un loyer annuel HT de 1462, 26 € + TVA, charges en sus.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du contrat de location entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat de location

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185059-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

**Mise à disposition de locaux associatifs - Pavillon Jean-Nouvel - Convention
d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et
l'UNICEF - Redevance minorée - Avenant n°1 à la convention d'occupation
temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et le Comité de
quartier de Port Marianne sud - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

A la suite de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) réunie le 17 décembre 2021, la Ville de Montpellier propose d'autoriser, par convention, l'occupation du Pavillon Jean-Nouvel au bénéfice de l'UNICEF dont l'une des missions est d'assurer le soutien scolaire.

Cette activité serait dispensée tous les mercredis après-midi, le Pavillon Jean-Nouvel étant déjà occupé par d'autres associations les autres jours de la semaine.

Au vue de l'intérêt communal attaché à cette structure, il est proposé une redevance minorée. La redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association.

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant de la subvention	Montant de la redevance minorée	Date de renouvellement
UNICEF	Allée de la Méditerranée	4 950 €	4 915 €	35 €	31/12/2022

D'autre part, le Comité de quartier Port Marianne Sud, déjà titulaire d'une convention d'occupation temporaire du domaine public dans ce même Pavillon Jean-Nouvel, souhaite bénéficier d'une mise à disposition étendue des locaux.

Les activités associatives du Comité de quartier se sont nettement accentuées et notamment les week-ends. L'extension concerne tous les week-ends (samedis et dimanches de 9 h à 18 h) avec obligation de libérer les locaux en cas de besoin des services de la Ville (journées du Patrimoine...).

Il est proposé un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public pour le Comité de quartier Port Marianne sud.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'UNICEF ;
- D'approuver la redevance minorée proposée à l'association UNICEF et de porter au compte administratif de la Ville le montant de cette aide en nature pour un montant total de 4 915 € ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et le Comité de quartier de Port Marianne sud ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Sophiane MANSOURIA, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°1 Comité quartier
- Convention Unicef

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185301-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Patrimoine municipal et sobriété énergétique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) - Année 2021 - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Par lettre du 7 décembre 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé la Ville de Montpellier que, conformément aux articles R.212-9, R.212-10 et R.235-11 du Code de l'éducation, il envisageait de reconduire le montant de l'indemnité des instituteurs pour l'année 2021.

Son montant sera arrêté après avis des Conseils municipaux, puis du Conseil Départemental de l'Education Nationale, en tenant compte du taux de progression de la dotation spéciale instituteurs (DSI) versée aux communes pour chaque instituteur logé, ou au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) pour chaque instituteur indemnifié.

Les montants proposés pour l'année 2021 sont identiques à ceux de 2020 soit :

- 2 246, 40 € par an pour un instituteur célibataire, veuf ou divorcé sans enfant ;
- 2 808 € par an pour un instituteur marié ou pacsé, avec ou sans enfant à charge et pour les instituteurs célibataires, veufs ou divorcés avec enfant à charge.

Monsieur le Préfet rappelle que l'Indemnité Représentative de Logement (IRL), due aux instituteurs non logés, est versée par le CNFPT au nom de la commune et sollicite l'avis du Conseil municipal sur cette affaire.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable à la proposition de Monsieur le Préfet de l'Hérault de reconduire l'Indemnité Représentative de Logement (IRL) versée par le CNFPT aux instituteurs non logés pour l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182354-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine municipal et sobriété énergétique

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Joëlle URBANI

Epidémie de Covid-19 - Maintien de l'exonération du loyer de la Société d'Exploitation et de Production Musicale (SEPM) du Rockstore - Avenant n°4 au bail commercial - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Compte-tenu de la crise sanitaire et des mesures mises en place par le Gouvernement pour endiguer la pandémie de Covid-19, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de soutenir et accompagner les occupants à vocation économique des bâtiments dont elle est propriétaire et d'exonérer, en séance du 30 novembre 2020, la Société d'Exploitation et de Production Municipale du Rockstore.

Cette exonération de loyer débutait à compter de la date de début du confinement, le 17 mars 2020, jusqu'à l'autorisation de réouverture de son établissement.

Le Gouvernement a autorisé l'ouverture des discothèques le 9 juillet 2021, en imposant toutefois un protocole sanitaire qui n'a pas permis au Rockstore de rouvrir à cette date et a généré des difficultés financières pour l'établissement. Il a alors été décidé de poursuivre l'exonération de loyer jusqu'au 31 décembre 2021.

Le 10 décembre 2021, une nouvelle période de fermeture des boîtes de nuit a été décidée par le Gouvernement. Elles n'ont pu rouvrir que le 16 février 2022.

Face aux nouvelles difficultés que cette interruption représente pour l'établissement et à la baisse de la fréquentation du fait de la circulation du virus et de l'obligation du pass vaccinal, il est décidé de continuer à accompagner le Rockstore en l'exonérant de loyer jusqu'au 30 juin 2022.

L'attribution de cette aide fera l'objet d'un nouvel avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°4 entre la Ville de Montpellier et la Société d'Exploitation et de Production Municipale du Rockstore pour le maintien de l'exonération de son loyer jusqu'au 30 juin 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°4 Bail commercial Rockstore

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184949-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires militaires

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Attribution de subventions aux associations de sauvegarde des cimetières
algériens - Association des Amis des Cimetières Saint Eugène Bologhine - Comité
de Sauvegarde des Cimetières d'Oranie - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le 19 mars 1962 marque la journée nationale du souvenir des victimes de la guerre d'Algérie. La Ville de Montpellier a célébré et célébrera tout au long de l'année 2022 son soixantenaire, par un travail autour de la mémoire de cette guerre et de la mémoire de l'arrivée en France de ceux que l'on a nommés « *les Rapatriés* ». Raconter les conditions de leur installation à Montpellier, saluer leurs contributions à la construction de la Ville : voilà l'enjeu de la célébration de cet anniversaire si marquant dans l'histoire de France et l'histoire de Montpellier.

Ce travail de mémoire est en lien étroit avec l'Histoire, tant les destins individuels des rapatriés sont liés aux événements qui la composent. Ce travail est exigeant, mais absolument nécessaire pour tendre vers l'apaisement et la réconciliation des mémoires. L'annonce par Monsieur le Maire lors des cérémonies du 19 mars de l'installation à Montpellier d'un Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie, qui viendra raconter, entrelacer les mémoires de cette relation, tracer un chemin vers un dialogue de paix entre l'Algérie et la France, vient encore renforcer cette ambition.

La préservation des sépultures des Français d'Algérie est un enjeu mémoriel fort pour ces populations ayant connu l'exil. Deux associations nationales majeures travaillent à la sauvegarde des cimetières dans les régions d'Alger et d'Oran : l'Association des Amis des Cimetières Saint Eugène Bologhine et le Comité de Sauvegarde des Cimetières d'Oranie.

Il est donc proposé de soutenir ces deux structures à hauteur de 5 000 € chacune, afin de leur permettre de continuer cette action nécessaire et indispensable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 5 000 € à l'Association des Amis des Cimetières Saint Eugène Bologhine et de 5 000 € au Comité de Sauvegarde des Cimetières d'Oranie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-186675-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

Dénomination de voies et espaces publics - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Concernant le quartier Centre – Boutonnet, le Conseil municipal dénommait le 1 février 2022 dernier le Square Christine-Boumeester situé à proximité de la Cité des Arts, lieu d'accueil du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole. Le programme du projet prévoit de part et d'autre deux squares.

Le premier est situé au sud-est de la Cité des Arts, à l'angle de la rue Crova et de l'avenue du Professeur-Grasset, il est proposé de le dénommer :

**Place Lise Ott
(1954-2019)
Enseignante et Journaliste**

Professeure de lettres au lycée Nevers, chargée de cours à l'Université Montpellier III et à l'École d'architecture de Montpellier, Lise OTT fut également la compagne de route des premières aventures chorégraphiques montpelliéraines dont elle s'attacha à rendre compte au sein de *Midi Libre* et *Art press*, avec un regard toujours curieux et une plume élégante, de longues années durant.

~

Le deuxième est situé à l'opposé du bâtiment, à l'angle de l'avenue du Professeur-Grasset et de l'avenue Pierre-d'Adhémar, il est proposé de le dénommer :

**Place Raimund Hoghe
(1949-2021)
Danseur, Chorégraphe
et Dramaturge Allemand**

Né le 12 mai 1949 à Wuppertal en Allemagne et mort le 14 mai 2021 à Düsseldorf, est un danseur et chorégraphe de danse contemporaine ainsi que metteur en scène allemand. Danseur au corps non-conforme, pourtant si beau, si émouvant, chorégraphe et metteur en scène de talent, Raimund HOGHE, avait trouvé à Montpellier une terre hospitalière. À chacune de ses créations, présentées régulièrement à Montpellier Danse, s'ouvraient sous les yeux des spectateurs des territoires artistiques inconnus et poétiques. Il laisse une œuvre léguée aux créatrices et créateurs de demain et, à tous ceux qui eurent la chance d'assister à ses représentations, des souvenirs d'instant de grâce gravés à jamais dans les mémoires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les propositions de dénominations exposées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

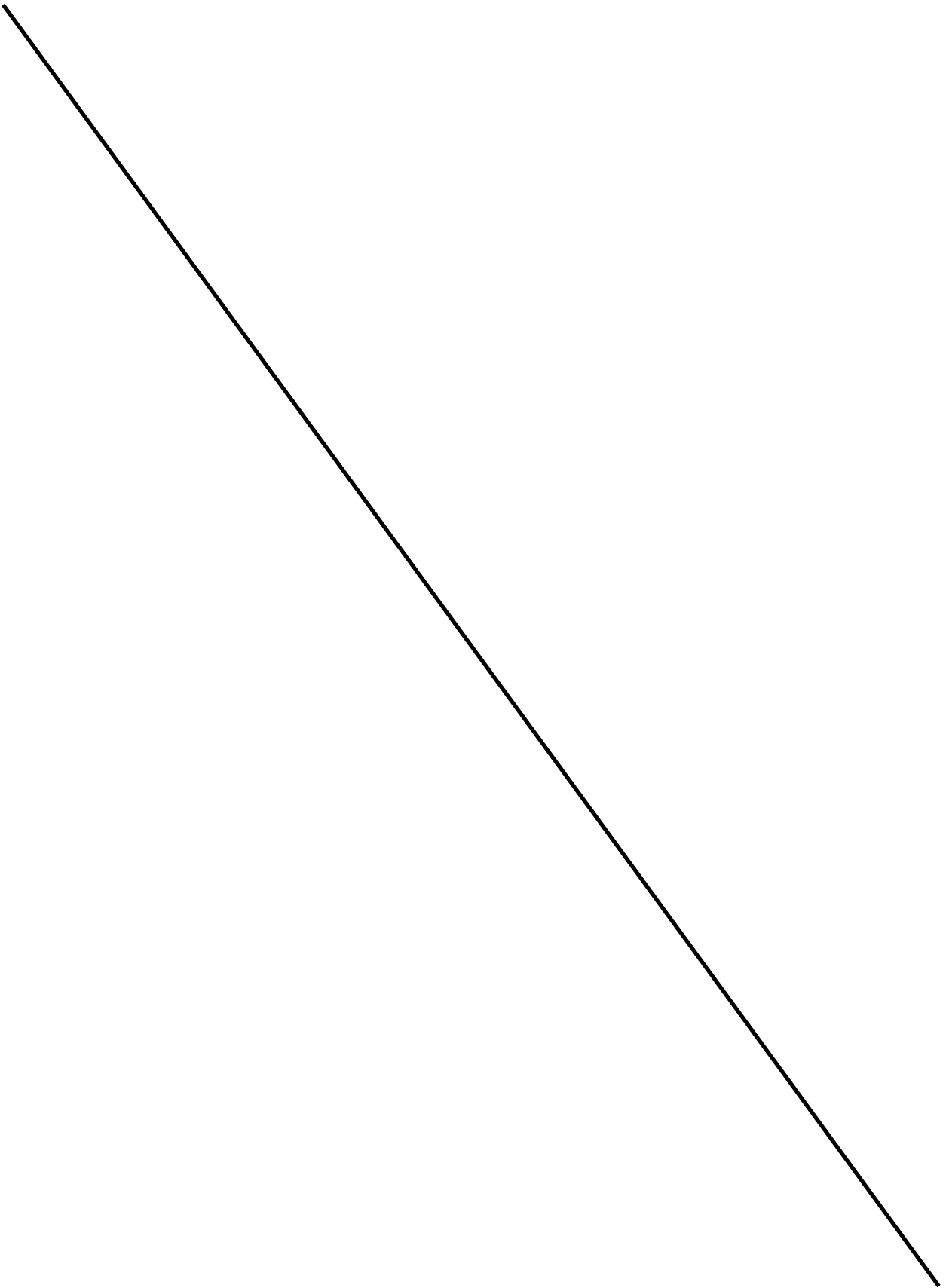
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan Cité des arts.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Droits des femmes" - Exercice 2022 - Approbation

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble. A cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS DROITS DES FEMMES			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
4163	Via Voltaire	Projet sensibilisations aux violences conjugales	3 000 €
4364	Compagnie EXIT	Projet cycle conférences Les Fabuleuses	1 500 €
Total Droit des femmes			4 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183140-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Accessibilité universelle

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS ACCESSIBILITE UNIVERSELLE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
693	Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques - LR	Fonctionnement	1 000 €
1 828	Montpellier Tandem Club Handisport	Randonnée cycliste de personnes aveugles et valides de 5 jours de Montpellier à l'Aubrac	1 250 €
1 828	Montpellier Tandem Club Handisport	Fonctionnement	800 €
TOTAL ACCESSIBILITE UNIVERSELLE			3 050 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182929-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Attributions de subventions dans le cadre de la "thématique Lutte contre les exclusions" - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS			
Code	Structure	Type	Montant
64	ADAGES	PROJET : habitat intercalaire dans le cadre du contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés de Montpellier (Dossier SOLI-000567)	25 000 €
7814	FORUM REFUGIES	PROJET : Fond de sécurisation des parcours locatifs dans le cadre du contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés de Montpellier	19 000 €

666	DELEGATION DE L'HERAULT DU SECOURS CATHOLIQUE	PROJET : Gestion du site intercalaire accueillant les personnes démenagées du site « Court-Circuit ». <i>(Dossier EXCL-000350)</i>	15 000 €
666	DELEGATION DE L'HERAULT DU SECOURS CATHOLIQUE	PROJET : Formation des bénévoles et des habitants du site « Court-Circuit » av de Boiragues. <i>(Dossier EXCL-000348)</i>	15 000€
7812	COALLIA	PROJET : Création du village de transition pour les habitants du bidonville de Celleneuve.	150 532€
TOTAL			224 532 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Caroline DUFOIX.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

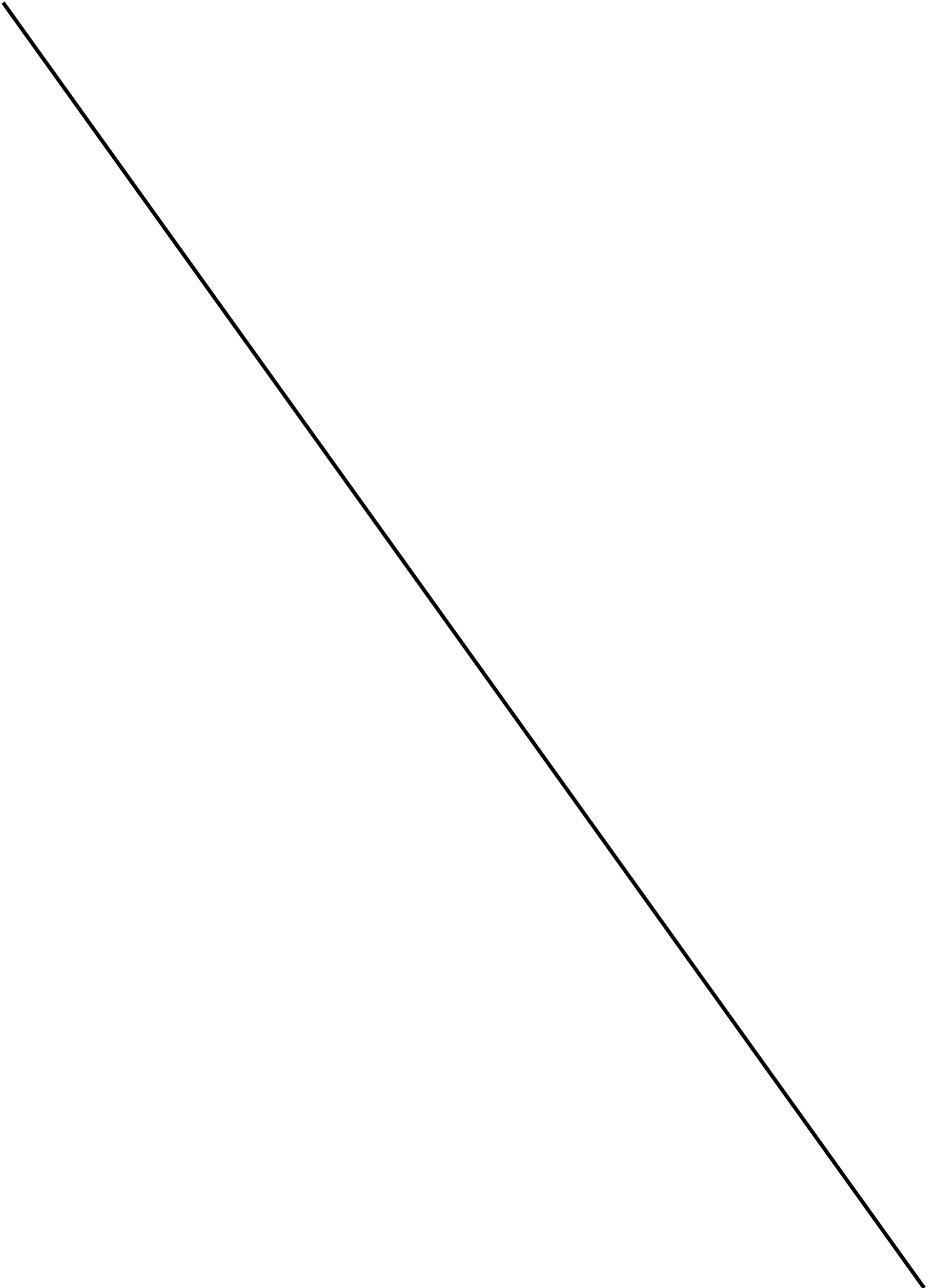
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement
- Convention projet

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTION SANTE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
674	SOS Amitié Montpellier Languedoc	Aide aux personnes	3 000 €
1806	Aides Montpellier	Investissement : Aménagement du centre de santé sexuelle et communautaire – Le SPOT	40 000 €
1948	France Alzheimer Hérault	Mise en place de permanences d'écoute et d'accompagnement	1 000 €

2021	Association des familles de Traumatisés Crâniens LR	Mieux informer les personnes cérébro-lésés	1 000 €
7369	France Dépression Occitanie	Pièce de théâtre – Sans maux dire	1 500 €
7672	France AVC 30 - 34	Café AVC	750 €
TOTAL			47 250 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement
- Convention investissement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185473-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Attributions de subvention dans le cadre de la thématique "Prévention routière" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SECURITE / PREVENTION ROUTIERE				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	PREV ROUT- 000038	Fonctionnement	1 700 €
TOTAL				1 700 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle convention fonctionnement
- Modèle convention projet
- Modèle lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184139-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Bien-être animal" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

BIEN ETRE ANIMAL				
Code	Structure	N° de dossier – Ligne budgétaire	Type	Montant attribué
4401	ECOLE DU CHAT DE MONTPELLIER	SEC / ANIM-000085 – n°25726	Fonctionnement	2 500 €
4431	LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX – DELEGATION DE L'HERAULT	SEC / ANIM-000086 – n°35542	Fonctionnement	2 000 €
6190	LES PATTOUNES	SEC / ANIM-000089	Fonctionnement	2 500 €

	DU CŒUR	– n°25726		
7101	GOUPIL CONNEXION	SEC / ANIM-000090 – n°25726	Fonctionnement	5 000 €
7481	LES GAMELLES PLEINES MONTPELLIER	SEC / ANIM-000091 – n°25726	Fonctionnement	2 000 €
7481	LES GAMELLES PLEINES MONTPELLIER	SEC / ANIM-000092 – n°25726	Projet : Suivi global de l'animal après une morsure - Evaluation comportementale d'un animal mordeur	1 000 €
7505	FELINS POUR L'AUTRE	SEC / ANIM-000084 – n°25726	Fonctionnement	1 000 €
7507	AGISSONS ENSEMBLE	SEC / ANIM-000088 – n°25726	Projet : Organisation d'animations de sensibilisation à la cause animale	2 000 €
7604	LES OIES SAUVAGES	SEC / ANIM-000082– n°25726	Fonctionnement	3 000 €
7712	SOS REPTILES	SEC / ANIM-000081– n°25726	Fonctionnement	1 000 €
	VETO POUR TOUS	En cours	Fonctionnement	1 000€
TOTAL				23 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle convention fonctionnement
- Modèle convention projet
- Modèle lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184129-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Relations Internationales" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur de vivre ensemble à Montpellier. La Ville soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec l'international et les jumelages existants. Ces structures participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Afin d'aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

N°	NOM DE L'ASSOCIATION	INTITULE DU PROJET	MONTANT ATTRIBUE
5072	ASSOCIATION DE GESTION MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	FONCTIONNEMENT	119 673 €
1746	MONTPELLIER HAEDONG KUMDO	PROJET « TKD TOUS AZIMUTS »	1 000 €
		TOTAL	120 673 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver de l'affectation des subventions définies ci-dessus, sous réserve de la signature de la lettre d'engagement ou de la convention d'attribution, le cas échéant ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et de la convention type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions et les lettres d'engagement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2022 Ville.pdf
- Lettre d'engagement 2022 Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182662-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2022 - Annulation de subventions au titre de l'exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Afin d'assurer la transparence de cette action en faveur du tissu associatif, des projets innovants et créatifs sont soutenus en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

1. Attribution de subventions de fonctionnement (F) et projets (P) :

Code	N° dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant
80	006157	LES AMIS DU MUSEE FABRE	ARTS	F		5 000.00
200	006327	OBJECTIF IMAGE	ARTS	F		1 900,00

		MONTPELLIER				
771	006365	CHAMP LIBRE	ARTS	P	Festival architectures vives	7 000,00
1068	006455	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	ARTS	P	Solid'art	20 000,00
1136	006204	MAISON DE LA GRAVURE MEDITERRANEE	ARTS	F		5 000,00
2081	006178	CLAP'ARTS	ARTS	F		1 000,00
2159	006497	BOITE NOIRE UNITES DE RECHERCHE CONTEMPORAINE	ARTS	F		5 000,00
2747	006202	ICONOSCOPE	ARTS	F		5 000,00
3272	006593	ESPACE TRAVAUX PUBLICS	ARTS	P	Happy peinture	1 000,00
3272	006594	ESPACE TRAVAUX PUBLICS	ARTS	P	Arts Vincent	5 000,00
4081	006148	GRAIN D'IMAGE	ARTS	F		18 000,00
5019	006094	VASISTAS	ARTS	F		5 000,00
5036	006241	APERTO	ARTS	F		5 000,00
5059	006540	GALERIE AL/MA	ARTS	P	5 expositions	5 000,00
5149	006120	BRISCARTS	ARTS	F		2 500,00
5374	006413	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ARCHITECTURE, DES ARTS APPLIQUES ET VISUELS APAAAV	ARTS	F		35 000,00
5665	006211	EN TRAITS LIBRES	ARTS	F		5 000,00
6220	006106	2L2M LE LIEU MULTIPLE MONTPELLIER	ARTS	F		5 000,00
6220	006107	2L2M LE LIEU MULTIPLE MONTPELLIER	ARTS	P	Résidence de création	3 000,00
6275	006105	STUDIO 411 GALERIE	ARTS	F		1 500,00
6454	006406	BAR A PHOTO	ARTS	F		1 000,00
6535	006551	LINE UP	ARTS	F		3 000,00
6535	006553	LINE UP	ARTS	P	Œuvres murales	3 000,00
7623	006578	LA JETEE	ARTS	P	Le phare	1 000,00
7623	006579	LA JETEE	ARTS	P	La jetée	5 000,00
Sous-total ARTS						153 900,00
29	006092	MONTPELLIER CONTACTS - RADIO CLAPAS	CINEMA, AUDIO-VISUEL, INDUSTRIES CREATIVES	F		8 000,00
38	006427	RADIO AVIVA AMDCJLR	CINEMA, AUDIO-VISUEL, INDUS-	F		8 000,00

			TRIES CREAT- IVES			
105	6367	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	F		270 000,00
107	006307	LES AMIS DE JEAN VIGO	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	F		12 500,00
307	006369	RCF MAGUELONE HERAULT	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	F		8 000,00
992	006542	CAMESCOPE APPRIVOISE	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	F		800,00
1171	006462	SO BOLLYWOOD MONTPELLIER	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	F		3 000,00
1215	006095	CROQU'OREILLES DIVERGENCE	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	F		8 000,00
1281	006573	KAINA	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	F		4 000,00
1281	006577	KAINA	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	P	Kaïna TV	4 000,00
1810	006270	OAQADI ON A	CINEMA,	F		2 000,00

		QUELQUE CHOSE A DIRE	AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES			
1810	006271	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	P	Festival radio éducative	1 000,00
1810	006272	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	P	Cella'radio	1 000,00
1919	006127	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ETUDIANT ADOREM	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	F		8 000,00
4283	006529	L'EKO DES GARRIGUES	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	F		8 000,00
5095	006541	LES CHIENS ANDALOUS	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	P	Ecole et cinéma	5 000,00
5971	006475	BRAND A PART	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	F		3 000,00
5971	006476	BRAND A PART	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	P	Le cinéma pour tous	4 000,00
6679	006559	ASSEMBLEE REGIONALE DES RADIOS ASSOCIATIVES	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES	F		3 750,00

			CREAT- IVES			
7465	6609	COODIO	CINEMA, AUDIO- VISUEL, INDUS- TRIES CREAT- IVES	F		3 000,00
Sous-total CINEMA						365 050.00
390	006571	CENTRE CULTUREL ITALIEN SOCIETA DANTE ALIGHIERI	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	P	Lieu d'exposition à partager	1 000,00
1201	006564	LA BOUTIQUE D'ECRITURE BE & CO	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	F		10 000,00
1201	006565	LA BOUTIQUE D'ECRITURE BE & CO	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	P	Globe lecteurs	1 500,00
1201	006566	LA BOUTIQUE D'ECRITURE BE & CO	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	P	Le temps des murmures	4 500,00
1201	006567	LA BOUTIQUE D'ECRITURE BE & CO	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	P	Résidences et auteurs associés	4 000,00
1973	006182	LES AMIS DU GRAIN DES MOTS	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	P	voies contemporaines	400,00
3064	006449	LACHE LES MOTS	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	F		1 000,00
3988	006404	MAISON DE LA POESIE JEAN JOUBERT	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	F		10 000,00
3988	006405	MAISON DE LA POESIE JEAN JOUBERT	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	P	Printemps des poètes	5 000,00
4279	006317	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	P	Au fil des contes	500,00
5386	006353	GRAPHIE	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	F		600,00
5386	006355	GRAPHIE	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	P	Ateliers d'écriture	400,00
5872	006397	TEXTE EN COURS	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	F		1 000,00
5872	006398	TEXTE EN COURS	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	P	festival	2 500,00
6069	006436	MANOIR DU CRIME	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	F		1 000,00
6444	006289	SYLLABE	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	F		1 500,00
7107	006319	VOIX DE	LIVRE,	P	Rencontres	4 000,00

		L'EXTREME POESIE ET CULTURE	LECTURE PUBLIQUE		franco- espagnoles	
7811	006643	PLATEFORME CULTURE	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	P	Livrodrome	15 000.00
Sous-total LIVRE						63 900.00
1879	6604	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER ASLM	CULTURE SCIENTI- FIQUE	F		10 000,00
1879	6605	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER ASLM	CULTURE SCIENTI- FIQUE	P	Prix Sabatier d'Espeyran	2 000,00
Sous-total CULTURE SCIENTIFIQUE						12 000.00
783	006383	CENTRE CULTUREL JUIF SIMONE VEIL	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	F		31 000,00
1246	006183	AMISTATS MAX ROUQUETTE	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	F		1 500,00
2119	6606	CENTRE LACORDAIRE	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	F		9 000,00
2732	006118	CERCLE ALGERIANISTE DE MONTPELLIER	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	F		500,00
2732	006119	CERCLE ALGERIANISTE DE MONTPELLIER	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	P	commémoration du 60° anniversaire du retour des Français d'Algérie	2 000,00
4478	006508	IDENTITES ET PARTAGE	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	F		500,00
4478	006509	IDENTITES ET PARTAGE	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE, ARCHIVES	P	Exposition Mammeri	1 000,00
4527	006171	INSTITUT UNIVERSITAIRE MAIMONIDE, AVERROES,	PATRI- MOINE, ARCHEO- LOGIE,	F		40 000,00

		THOMAS D'AQUIN	ARCHIVES			
5432	006502	INTER'CAL	PATRI-MOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	P	Carnaval	1 500,00
5636	006199	LE JT DU OFF DE MONTPELLIER	PATRI-MOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	F		1 000,00
6372	006139	LES CHEVALIERS DE L'ORDRE DES QUATRE VENTS	PATRI-MOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	P	Esplanade médiévale	1 500,00
7503	006187	LES OUVRIERS DE LA COMMUNE CLOTURE DE MONTPELLIER	PATRI-MOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	F		3 000,00
7503	006191	LES OUVRIERS DE LA COMMUNE CLOTURE DE MONTPELLIER	PATRI-MOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	P	étape 2 Montpellier médiéval	10 000,00
7503	006192	LES OUVRIERS DE LA COMMUNE CLOTURE DE MONTPELLIER	PATRI-MOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	P	siège de 1622	10 000,00
Sous-total PATRIMOINE						112 500,00
1110	006492	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	PLURIDISCIPLINAIRE	F		2 000,00
1110	006493	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	PLURIDISCIPLINAIRE	P	Activités culturelles	2 000,00
1110	006494	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	PLURIDISCIPLINAIRE	P	résidence	3 000,00
1315	006283	THEATRE DE LA REMISE	PLURIDISCIPLINAIRE	P	Mes Héroïnes	5 000,00
3746	006555	ASSOCIATION UN'IONS	PLURIDISCIPLINAIRE	F		10 000,00
4191	006395	ILLUSION ET MACADAM	PLURIDISCIPLINAIRE	F		50 000,00
4191	006396	ILLUSION ET MACADAM	PLURIDISCIPLINAIRE	P	festival	38 000,00
4389	006243	ASSOCIATION REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT	PLURIDISCIPLINAIRE	P	Projet 2022	12 000,00

		DES ENTREPRISES CULTURELLES ARDEC				
5049	006110	N.U. (NOS URGENCES) COLLECTIF D'ARTISTES	PLURI-DISCIPLINAIRE	F		1 000,00
5049	006111	N.U. (NOS URGENCES) COLLECTIF D'ARTISTES	PLURI-DISCIPLINAIRE	P	Espaces vivants	1 000,00
6135	006408	L'ATELLINE	PLURI-DISCIPLINAIRE	P	Présences et réciprocités	30 000,00
6838	006373	PAPELART	PLURI-DISCIPLINAIRE	F		1 000,00
6838	006374	PAPELART	PLURI-DISCIPLINAIRE	P	Les forçats de la route	2 500,00
6841	006304	LA COSTUMOTEK	PLURI-DISCIPLINAIRE	P	Médiation culturelle	1 500,00
Sous-total PLURIDISCIPLINAIRE						159 000,00
418	006210	ASSOCIATION RAMA.	DANSE	F		10 000,00
457	006344	ASSOCIATION LE MOOVENEMENT	DANSE	F		1 500,00
1207	006151	ACTION D'ESPACE	DANSE	F		2 500,00
1207	006152	ACTION D'ESPACE	DANSE	P	Lumière	3 000,00
1240	006351	SATELLITE	DANSE	F		2 000,00
1240	006354	SATELLITE	DANSE	P	Le bal populaire	2 000,00
1523	006261	DANSOMANIA ASSOCIATION	DANSE	F		5 000,00
1523	006265	DANSOMANIA ASSOCIATION	DANSE	P	Poisson pilote	10 000,00
2037	006447	ANIMA	DANSE	P	Ask et task	2 000,00
2432	006341	ALLONS'Z'ENFANT S - CIE DIDIER THERON	DANSE	F		25 000,00
2432	006342	ALLONS'Z'ENFANT S - CIE DIDIER THERON	DANSE	P	Accueil chorégraphique	5 000,00
2432	006343	ALLONS'Z'ENFANT S - CIE DIDIER THERON	DANSE	P	Les pièces de Mannheim	3 000,00
2683	006215	LES GENS DU QUAI	DANSE	F		3 000,00
2857	006328	SINGULIER PLURIEL	DANSE	F		3 000,00
2857	006329	SINGULIER PLURIEL	DANSE	P	Molière	1 500,00

2857	006330	SINGULIER PLURIEL	DANSE	P	Signes à bord	1 000,00
3104	006515	ETRE EN SCENE	DANSE	F		8 000,00
3140	006234	A CONTRE POIL DU SENS	DANSE	F		5 000,00
3252	006130	ASSOCIATION ACHLES	DANSE	F		5 000,00
3311	006122	CIA INESPERADA	DANSE	F		5 000,00
3311	006123	CIA INESPERADA	DANSE	P	Paysage humain	3 000,00
3426	006237	LA MENTIRA	DANSE	F		2 500,00
3426	006238	LA MENTIRA	DANSE	P	L'ultima scena	2 000,00
3668	006184	COMPAGNIE COMME CA	DANSE	F		2 000,00
3668	006188	COMPAGNIE COMME CA	DANSE	P	Avec Dominique Bagouet	3 000,00
3961	006245	ASSOCIATION AURELIA	DANSE	F		5 000,00
4377	006207	PULX	DANSE	F		2 500,00
4928	006352	VILCANOTA	DANSE	F		3 000,00
4991	006346	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	DANSE	F		2 500,00
5034	006115	ASSOCIATION CHICANES	DANSE	F		4 000,00
5052	006379	COMPAGNIE AUTRE MINA	DANSE	F		4 500,00
5254	006170	MARIE LOUISE BOUILLONNE	DANSE	F		2 000,00
5505	006274	COMPAGNIE MOUVEMENTS PERPETUELS	DANSE	F		7 000,00
5505	006276	COMPAGNIE MOUVEMENTS PERPETUELS	DANSE	P	A nos combats	5 000,00
5505	006277	COMPAGNIE MOUVEMENTS PERPETUELS	DANSE	P	D'un rêve	5 000,00
5963	006254	MOUVEMENTS SUR LA VILLE	DANSE	P	Festival	5 000,00
6077	006381	COMPAGNIE LES HERBES FOLLES	DANSE	F		1 000,00
6661	006412	COMPAGNIE CORPS ITINERANTS	DANSE	P	Ferusa	3 000,00
6846	006486	FAITS ET GESTES	DANSE	F		1 000,00
7011	006267	ROBERTE & ROBERT R&R	DANSE	F		3 000,00
7108	006542	CHANTIERS PUBLICS	DANSE	F		1 000,00
7108	006543	CHANTIERS PUBLICS	DANSE	P	Black/white	3 000,00

7113	006340	FUTUR IMMORAL	DANSE	F		2 500,00
7185	006530	ART CORPS ET LUMIERE	DANSE	P	Swinging Montpellier	1 500,00
7530	006232	ASSOCIATION ANAGOGIE	DANSE	F		3 000,00
7731	006339	GOLDEN HANDS	DANSE	P	In the garden	2 000,00
7754	006443	MAIASTRA	DANSE	F		5 000,00
7754	006444	MAIASTRA	DANSE	P	C.OM.BAT	3 000,00
Sous-total DANSE						189 500,00
146	006375	AMIS DE L'ORGUE ET CHŒURS DE LA CATHEDRALE	MUSIQUE	F		1 800,00
148	006581	CHOEURS DE L'ENCLOS	MUSIQUE	F		2 300,00
148	006582	CHOEURS DE L'ENCLOS	MUSIQUE	P	concert	2 000,00
149	006563	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	MUSIQUE	F		4 300,00
151	006138	CHOEUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE	MUSIQUE	F		2 300,00
152	006155	GROUPE VOCAL ARLEQUIN	MUSIQUE	F		1 000,00
153	006432	ENSEMBLE VOCAL ET INSTRUMENTAL DE MONTPELLIER	MUSIQUE	F		4 000,00
154	006414	JAM - JAZZ ACTION MONTPELLIER	MUSIQUE	F		20 000,00
382	006325	JULES SONIC PRODS	MUSIQUE	F		1 000,00
412	006203	INTENSITES	MUSIQUE	F		4 000,00
444	006434	AMIS DE L'ORGUE DES SAINTS FRANCOIS	MUSIQUE	F		1 000,00
547	006520	VOCALYS	MUSIQUE	F		1 000,00
565	006348	CARRE MENTHE	MUSIQUE	F		1 500,00
980	006448	ASSOCIATION DU FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER	MUSIQUE	F		50 000,00
1765	006216	JAZZ A TOUS LES ETAGES	MUSIQUE	F		1 000,00
1788	006323	LES NUITS DU CHAT	MUSIQUE	F		2 000,00
1867	006595	PIC ET COLEGRAM	MUSIQUE	F		1 500,00
1889	006273	LA CRUAUTHEQUE	MUSIQUE	P	Noces animales	1 000,00 (complément)

1966	006147	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS EDITEUR DE MUSIQUE EN LANGUEDOC ROUSS	MUSIQUE	P	Export music	5 000,00
1986	006303	CHORALE CANTICA DE MONTPELLIER	MUSIQUE	F		1 300,00
2009	006099	CORALEN	MUSIQUE	F		1 000,00
2057	6186	ARS MUSICA	MUSIQUE	F		4 500,00
2291	006371	COMPAGNIE MELI MELODIE	MUSIQUE	F		2 000,00
2901	006535	MUSIQUE EN PLUS	MUSIQUE	P	duo	2 500,00
3564	006205	JAZZ CLUB MONTPELLIER JCM	MUSIQUE	F		2 000,00
3944	006252	ASSOCIATION DES CHOEURS DU LANGUEDOC	MUSIQUE	P	Hérault les chœurs	1 000,00
3996	006453	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER ECUME	MUSIQUE	F		3 000,00
4311	006338	TOUT A FOND TAF	MUSIQUE	F		4 000,00
4544	006320	CHOEUR POLYPHONIQUE OCCITAN DE MONTPELLIER NADALENCA	MUSIQUE	F		1 000,00
4630	006269	CHOEUR D'O	MUSIQUE	F		1 000,00
4726	006198	L'ACCROCHE CHOEUR	MUSIQUE	F		1 000,00
4755	006588	ASSOCIATION LE SUBSONIC	MUSIQUE	F		6 000,00
4817	006438	VOX RAPIDO	MUSIQUE	F		3 500,00
4923	006214	280COM	MUSIQUE	P	Place de la Musique	10 000,00
4955	006310	CENTRE CULTUREL INTERNATIONAL MUSIQUES SANS FRONTIERES	MUSIQUE	P	Fête des arts du monde	20 000,00
4964	006195	CINEMUSIQUES	MUSIQUE	P	La sultane de l'amour	3 000,00
4967	006253	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	MUSIQUE	F		2 000,00
4977	006296	RANK'ART	MUSIQUE	P	Mama stock	4 500,00
4977	006297	RANK'ART	MUSIQUE	P	Magazine mama sound	1 000,00
5106	006266	LE CAFE DU COMPTOIR	MUSIQUE	P	Jungle cats	2 000,00
5146	006429	PYARE	MUSIQUE	P	Trio mon ivresse	2 000,00
5240	006173	BOOMERANG	MUSIQUE	F		4 000,00
5263	006360	DE BOUCHE A OREILLE	MUSIQUE	F		1 700,00

5319	006358	KLUB KLAMAUK	MUSIQUE	F		2 000,00
5361	006268	L'OREILLE ELECTRIQUE	MUSIQUE	F		2 500,00
5371	006481	LA COMPAGNIE RIBOSOME	MUSIQUE	P	Cabaret galactic	1 000,00
5413	006255	RAMBLIN' BASTRINGUE	MUSIQUE	P	Glabre	2 000,00
5413	006256	RAMBLIN' BASTRINGUE	MUSIQUE	F		1 000,00
5472	006550	VOY'ELLES CHOEUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE	MUSIQUE	F		1 000,00
5861	006474	ACORD PRODUCTION	MUSIQUE	P	Emergency	5 000,00
5867	006366	COMPAGNIE IMPERIAL	MUSIQUE	F		2 000,00
6107	006440	ASSOCIATION DES AMIS DE L'ORGUE DU TEMPLE DE LA RUE DE MAGUELONE	MUSIQUE	F		1 000,00
6232	006213	ENSEMBLE VOCAL TUTTI	MUSIQUE	F		1 200,00
6250	006388	MONTPELLIER ACCORDEON	MUSIQUE	P	Accordéon pluriel	7 000,00
6410	006312	JAZZ IN CLAP'COOP	MUSIQUE	F		1 000,00
6410	006313	JAZZ IN CLAP'COOP	MUSIQUE	P	Jazz et jeune public	2 000,00
6447	006503	LE PETIT CHAT NOIR RECORDS	MUSIQUE	F		1 000,00
6478	006524	NELLY PRODUCTIONS	MUSIQUE	P	Summertime	2 000,00
6478	006528	NELLY PRODUCTIONS	MUSIQUE	P	La ola	2 000,00
6649	006547	HEAD RECORDS	MUSIQUE	P	Oz corporation	2 500,00
6684	006285	NO NEED NAME	MUSIQUE	P	Lisbonne	2 000,00
6684	006286	NO NEED NAME	MUSIQUE	P	Live sessions	5 000,00
6808	006415	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES ADEMASS	MUSIQUE	P	Grande parade météque	7 000,00
6850	006141	LES CARACTERES DE LA MUSIQUE	MUSIQUE	F		5 000,00
6860	006331	KOA JAZZ FESTIVAL	MUSIQUE	P	Koa jazz festival	5 000,00
6916	006525	WHAT THE FEST PRODUCTIONS	MUSIQUE	F		2 000,00
6916	006527	WHAT THE FEST PRODUCTIONS	MUSIQUE	P	Ex tenebris lux	5 000,00
7114	006629	LES FILLES DU MARDI	MUSIQUE	P	Juliette Greco	2 000,00

7147	006454	CENTRE D'ACTIVITES PIANISTIQUES ET ARTISTIQUES CAPA	MUSIQUE	P	CAPA	5 000,00
7250	006545	JORDELAN	MUSIQUE	P	ELA	3 000,00
7278	006554	EKHO CHOEUR DE CHAMBRE	MUSIQUE	F		1 000,00
7353	006499	DARD'ART	MUSIQUE	P	Festival al andalus	3 000,00
7560	006422	LUX NOCTIS	MUSIQUE	F		2 000,00
7592	006161	ORCHESTRE DE CHAMBRE DU LANGUEDOC	MUSIQUE	F		1 000,00
7770	006580	ASSOCIATION LA MORENA	MUSIQUE	F		1 000,00
Sous-total MUSIQUE						275 900,00
227	006471	THEATRE TALHERS PRODUCTION LA RAMPE THEATRE INTERREGIONAL OCCITAN LA RAMPE TIO	THEATRE	F		8 000,00
231	006291	CREATEF	THEATRE	F		1 700,00
532	006097	ATHOME	THEATRE	F		4 000,00
1071	006537	UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER III - THEATRE LA VIGNETTE	THEATRE	F		15 000,00
1143	006257	LA COMPAGNIE LES GRISETTES	THEATRE	F		3 000,00
1176	006376	LA COMPAGNIE PROVISOIRE	THEATRE	F		3 000,00
1176	006378	LA COMPAGNIE PROVISOIRE	THEATRE	P	L'appel de la forêt	2 000,00
1315	006278	THEATRE DE LA REMISE	THEATRE	F		4 000,00
1595	006450	LE CRI DEVOT	THEATRE	F		1 000,00
1595	006451	LE CRI DEVOT	THEATRE	P	Résidence de création	1 500,00
1619	006513	LA DRAILLE COLOREE	THEATRE	F		1 000,00
1619	006514	LA DRAILLE COLOREE	THEATRE	P	L'arbre des merveilles	1 000,00
1625	006442	LA COMPAGNIE DES SHERPAS	THEATRE	P	La purée	2 000,00
1659	006538	LA SPHERE OBLIK	THEATRE	F		1 000,00

1659	006539	LA SPHERE OBLIK	THEATRE	P	Du sable dans la soupière	3 000,00
1949	006531	THEAVIDA	THEATRE	F		1 500,00
1949	006532	THEAVIDA	THEATRE	P	Vida festiv	1 500,00
2255	006236	LA STATION MAGNETIQUE	THEATRE	F		1 500,00
2255	006239	LA STATION MAGNETIQUE	THEATRE	P	Klong !	3 000,00
3073	006275	LES FOURMIS ROUSSES	THEATRE	F		1 000,00
3156	006361	PRIMESAUTIER THEATRE	THEATRE	F		3 500,00
3156	006362	PRIMESAUTIER THEATRE	THEATRE	P	portraits	3 000,00
3283	006124	COMPAGNIE "LES TETES DE BOIS"	THEATRE	F		5 000,00
3314	006133	BLABLA PRODUCTION	THEATRE	F		3 500,00
3471	006464	COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES	THEATRE	F		1 000,00
3845	006108	BALTHAZAR CENTRE DES ARTS DU CIRQUE	THEATRE	F		15 000,00
4010	006586	L'AUTRE THEATRE	THEATRE	P	J'habite où je suis	3 000,00
4214	006143	U STRUCTURE NOUVELLE	THEATRE	F		6 500,00
4364	006372	EXIT COMPAGNIE	THEATRE	F		8 000,00
4799	006224	CABOMUNDO - CAP MONDE	THEATRE	F		3 000,00
4812	006309	COMPAGNIE ADESSO E SEMPRE	THEATRE	F		10 000,00
4819	006240	L'ATALANTE	THEATRE	F		3 500,00
4932	006135	COMPAGNIE DORE	THEATRE	F		3 000,00
4932	006136	COMPAGNIE DORE	THEATRE	P	Gare aux clowns	2 000,00
4936	006125	INTERSTICES	THEATRE	F		5 000,00
4937	006495	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE	THEATRE	F		10 000,00
4962	006153	GROGNON FRERES	THEATRE	F		3 500,00
4962	006154	GROGNON FRERES	THEATRE	P	Faisons le pari d'être heureux	2 000,00

5016	006335	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	THEATRE	F		5 000,00
5016	006336	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	THEATRE	P	Saison la baignoire	10 000,00
5016	006337	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	THEATRE	P	Atelier hors les murs	3 000,00
5039	006420	MACHINE THEATRE	THEATRE	F		8 000,00
5105	006294	L'ADRESSE	THEATRE	F		10 000,00
5109	006417	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	THEATRE	F		6 000,00
5109	006418	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	THEATRE	P	L'imprimerie	1 000,00
5113	006322	COMPAGNIE CARACOL	THEATRE	F		1 000,00
5122	006356	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	THEATRE	F		1 000,00
5122	006357	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	THEATRE	P	Gardarem lo moral	2 500,00
5205	006114	COMPAGNIE MOEBIUS	THEATRE	F		4 000,00
5305	006385	LA MAISON THEATRE	THEATRE	F		2 000,00
5305	006386	LA MAISON THEATRE	THEATRE	P	Actions#	2 500,00
5499	006463	COMPAGNIE LA HURLANTE	THEATRE	F		1 500,00
5499	006466	COMPAGNIE LA HURLANTE	THEATRE	P	Ailes chroniques	1 500,00
5513	006194	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	THEATRE	F		3 000,00
5575	006490	JE PARS A ZART	THEATRE	P	Théâtre de la plume	4 000,00
5662	006411	LE BARIL	THEATRE	F		3 500,00
5774	006264	COMPAGNIE MOUSTACHE	THEATRE	F		1 000,00
5804	006142	CHAGALL SANS M	THEATRE	F		3 500,00
5814	006293	LA RAFFINERIE	THEATRE	F		2 000,00
5979	006249	PLATEAU NEUF	THEATRE	F		1 000,00
6114	006399	MECANIKA	THEATRE	F		2 000,00

6314	006393	LA COMPAGNIE D'AUTRE PART	THEATRE	F		1 000,00
6314	006394	LA COMPAGNIE D'AUTRE PART	THEATRE	P	De part et d'autre	2 500,00
6644	006128	COMPAGNIE LA CONCIERGERIE	THEATRE	F		1 000,00
6656	006308	ACETONE	THEATRE	F		2 000,00
6656	006311	ACETONE	THEATRE	P	Genova 01	2 500,00
6675	006401	COMPAGNIE PLATFORM 88	THEATRE	F		1 500,00
6675	006403	COMPAGNIE PLATFORM 88	THEATRE	P	Mime in motion	2 500,00
6701	006521	ACQUAFORTE THEATRE	THEATRE	F		1 000,00
6701	006523	ACQUAFORTE THEATRE	THEATRE	P	VéMé	1 000,00
6814	006233	RHAPSODIES NOMADES	THEATRE	F		2 000,00
6946	006315	QUARTIER GARE	THEATRE	F		4 500,00
7096	006242	NOIR TITANE	THEATRE	F		1 500,00
7218	006174	BRAQUAGE SONORE & CIE	THEATRE	F		1 500,00
7321	006287	LA COMPAGNIE CAREVELLE	THEATRE	P	L'eau de la vie	1 000,00
7331	006121	COMPAGNIE NAGEURS DE NUIT	THEATRE	F		1 000,00
7355	006409	ASSOCIATION COMPAGNIE PARADISIAQUE	THEATRE	F		1 000,00
7497	006230	EFFET MER	THEATRE	F		2 000,00
7598	006590	LA COMPAGNIE DU VENT SOUS LES SEMELLES	THEATRE	P	La petite bulle	2 000,00
7598	006592	LA COMPAGNIE DU VENT SOUS LES SEMELLES	THEATRE	P	L'homme aux valises	1 000,00
7613	006390	CREATURES CREATRICES	THEATRE	F		1 000,00
7719	006126	COMPAGNIE LA ZELEE	THEATRE	P	Héroïnes	1 500,00
7729	006244	COMPAGNIE NONII	THEATRE	F		1 000,00
7729	006246	COMPAGNIE NONII	THEATRE	P	La route du Mont Fin	2 000,00

7746	006363	SURTOUT NE LACHEZ RIEN	THEATRE	F		1 000,00
7746	006364	SURTOUT NE LACHEZ RIEN	THEATRE	P	L'enfant, être à la hauteur	1 000,00
7750	006426	WANDA	THEATRE	P	Les rings invisibles	2 500,00
5542	006599	L'USINE A REVE CIE LA CHOUETTE BLANCHE	THEATRE	F		5 000,00
5542	006624	L'USINE A REVE CIE LA CHOUETTE BLANCHE	THEATRE	P	Pink	2 500,00
Sous-total THEATRE						279 200
TOTAL ATTRIBUTIONS						1 610 950

2. Attribution d'un complément de subvention :

Un acompte de subvention de 1 600 000 € a été attribué le 16 décembre 2021 à l'établissement public Montpellier Contemporain, afin de permettre un fonctionnement normal en début d'année. Il est aujourd'hui proposé de compléter ce montant comme suit :

Nom de la structure	Montant attribué le 16/12/2021	Complément de subvention	Total attribué
MoCo Montpellier Contemporain	1 600 000	1 400 000	3 000 000

3. Annulation de subventions de fonctionnement et projets au titre de l'exercice 2021 :

Les conditions sanitaires liées à la crise de la Covid-19 n'ont pas permis la tenue d'un certain nombre de manifestations qui avaient fait l'objet d'attribution de subventions au titre de l'exercice 2021. Il est donc proposé d'annuler attributions suivantes :

N° dossier	Code	Nom de la structure	Rubrique	Nom du projet	Montant à annuler
CULTURE-005729	368	Amicale des Corses de Montpellier	Patrimoine	Concert polyphonique	1 000
CULTURE-005815	5432	Inter'Cal	Patrimoine	CARNAVAL O LA FESTA DEL MONDE AL REVES	1 500

4. Transformation d'une subvention Projet en subvention de fonctionnement titre de l'exercice 2021 :

N° dossier	Code	Nom de la structure	Rubrique	Nom du projet	Montant à transformer en subvention de fonctionnement
CULTURE-005633	6987	Ecrans partagés	Cinéma	Ciné mon quartier	1 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'affectation des subventions et compléments de subvention aux associations et organismes tels que définis ci-dessus, sous réserve de signature de lettre d'engagement ou de convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et des conventions d'attribution ;

- D'annuler les deux subventions 2021 correspondant à des projets annulés et de transformer en subvention de fonctionnement la subvention projet attribuée à l'association Ecrans partagés ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 38 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, Mme Françoise BOUTET-WAISS, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Max LEVITA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- modèle fonctionnement
- modèle projet
- lettre engagement
- convention Maison de la Poésie
- convention Cinemed
- convention Grain d'images

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20220329-178647-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasme AKBARLY, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris
BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO,
Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny
DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET,
Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN,
Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD,
Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge
GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant
donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind
EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE,
Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel
SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné
pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné
pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant
donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Mustapha
MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sport et Partenariat Sport" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du
partage, et qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Pour aider les associations à mener à
bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions

- Dans le cadre de la thématique JEUNESSE & SPORT / SPORT :

Code	Nom de la structure	N° de dossiers	Type	Montant
878	MUC CYCLOTOURISME	3586	Fonctionnement	900,00 €
931	SAINT MARTIN	3602	Fonctionnement	12 000,00 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	3596	Fonctionnement	8 700,00 €
1702	LUMIERE ET AVENIR	3402	Fonctionnement	1 000,00 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT	536	Projet	1 250,00 €

2184	IAIDO CLUB MONTPELLIER	3458	Fonctionnement	500,00 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	3579	Projet	4 000,00 €
4561	ASSOCIATION SPORTIVE DES TERRITORIAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	3588	Fonctionnement	8 500,00 €
6482	SPORT TALENT 34	3599	Fonctionnement	2 000,00 €
7737	EVENT CUP INTERNATIONAL	3514	Projet	4 000,00 €
TOTAL				42 850,00 €

- Dans le cadre de la thématique **PARTENARIAT SPORT** :

Code	Nom de la structure	N° de dossier	Type	Attribué
931	AS SAINT MARTIN MONTPELLIER	Partspo 000590	Projet	2 500,00 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSALL	Partspo 000586	Projet	2 200,00 €
5943	ANSA	Partspo 000589	Projet	2 300,00 €
6482	SPORT TALENT 34	Partspo 000587	Projet	1 000,00 €
7510	MONTPELLIER BOXING PAILLADE	En cours de régularisation	Projet	1 500,00 €
Total				9 500,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'attribution des subventions telles que détaillées ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution correspondantes ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conv Fonctionnement
- Conv Projet 2022
- lettre d'engagement 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185084-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Commerces de proximité, artisanat et tourisme

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Économie / Commerce" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

ECONOMIE / COMMERCE				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
249	UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS QUE CHOISIR	ECO / DEC- 000167	Fonctionnement	2 000 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	ECO / DEC- 000166	Fonctionnement	1 800 €

4309	CENTRE TECHNIQUE REGIONAL DE LA CONSOMMATION	ECO DEC- 000165	/ Fonctionnement	3 000 €
TOTAL				6 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle convention fonctionnement
- Modèle convention projet
- Modèle lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184132-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires militaires

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS COMMEMORATIONS			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
1 878	Société des Membres de la Légion d'Honneur 34	Fonctionnement	220 €
4 845	Souvenir Français Comité de Montpellier	Projet fleurissement carré militaire et parcours mémoire QR-Code	654 €
TOTAL COMMEMORATIONS			874 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183698-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES				
Code	Structure	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Montant attribué le 01/02/2022	Nouvelle attribution
2866	COSC	Fonctionnement	842 000 €	852 000 €
TOTAL				852 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Yves BARRAL, Mme Françoise BOUTET-WAISS, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- MODELE CONVENTION FONCTIONNEMENT

- Avenant convention COSC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182860-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Élections professionnelles 2022 - Composition du Comité Social Territorial (CST) - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi du 6 août 2019 modifie la cartographie des instances du dialogue social dans la fonction publique territoriale. En application de cette loi, le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 créer les comités sociaux territoriaux (CST) qui ont vocation, à partir du 1^{er} janvier 2023, à remplacer le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

En effet, un CST doit être créé à l'issue des élections professionnelles du 8 décembre 2022 dans les collectivités territoriales employant au moins 50 agents qui doivent disposer d'un CST propre. Celui-ci contiendra une formation spécialisée en hygiène, sécurité et conditions de travail.

Rôle du Comité Social Territorial

Le Comité Social Territorial est consulté sur :

- 1° Les projets relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services ;
- 2° Les projets de lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et à la promotion et à la valorisation des parcours professionnels ;
- 3° Le projet de plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ;

- 4° Les orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et aux critères de répartition y afférents ;
- 5° Les orientations stratégiques en matière d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire ;
- 6° Le rapport social unique ;
- 7° Les plans de formations ;
- 8° La fixation des critères d'appréciation de la valeur professionnelle ;
- 9° Les projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service ;
- 10° Les règles relatives au temps de travail et au compte épargne-temps des agents publics territoriaux ;
- 11° Les autres questions pour lesquelles la consultation du comité social territorial est prévue par des dispositions législatives et réglementaires.

La composition du Comité Social Territorial

Le Comité Social Territorial sera présidé par Monsieur le Maire ou son représentant, qui ne peut être qu'un élu local.

Chaque Comité Social Territorial est composé à nombre égal de représentants des élus et de représentants du personnel. Les représentants de la Collectivité seront désignés par Monsieur le Maire parmi les membres de l'assemblée délibérante ou parmi les agents de la collectivité ou de l'établissement public.

La composition de l'instance est déterminée en fonction du nombre d'agents qui compose le périmètre de l'instance. L'effectif apprécié au 1er janvier 2022 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel siégeant au comité social territorial est de 3 971 agents. Compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier au 1er janvier 2022, le nombre de représentants titulaires doit être compris entre 7 à 15 représentants par collège.

Actuellement le Comité Technique est composé de 15 membres titulaires représentants du personnel et 15 membres suppléants représentants du personnel.

Les organisations syndicales de la Ville ont été consultées le 21 mars 2022.

Elections des représentants du personnel

Les élections professionnelles auront lieu le 8 décembre 2022. Les représentants du personnel titulaires et suppléants du comité social territorial sont élus au scrutin de liste. La durée du mandat des représentants du personnel est fixée à quatre ans.

La part respective de femmes et d'hommes composant l'effectif doit être déterminée au plus tard six mois avant la date du scrutin. En effet, l'effectif retenu pour déterminer la composition d'un comité social territorial ainsi que la part respective de femmes et d'hommes sont appréciés au 1er janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel.

L'effectif apprécié au 1er janvier 2022 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel siégeant au comité social territorial est de 3 971 agents dont 2 582 femmes (65.02%) et 1 389 hommes (34.98%) ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De composer le Comité Social Territorial de quinze représentants titulaires du personnel et quinze représentants suppléants du personnel ;
- De maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel pour le Comité Social Territorial et sa formation spécialisée ;
- De procéder au recueil, par le Comité Social Territorial et sa formation spécialisée, de l'avis des représentants de la collectivité en complément de l'expression de l'avis des représentants du personnel ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-186803-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs en raison de l'optimisation de l'organisation des services municipaux et dans l'intérêt général.

Concernant les postes permanents, il est proposé de se prononcer sur la création de deux cent trente et un postes, la suppression de six cent quatre-vingt-dix-huit postes et l'ouverture de huit postes au recrutement d'un agent non titulaire. Ces évolutions sont majoritairement dues à la campagne des avancements de grades (quatre cent cinquante suppressions) et des promotions internes (neuf créations et suppressions), au reclassement des postes sur le nouveau cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture de catégorie B (deux cent treize créations et suppressions).

Il est également proposé de se prononcer sur la suppression de dix postes suite à des changements de besoin de la collectivité et sur la création de trois postes. Le premier d'adjoint administratif pour l'ouverture d'une nouvelle Maison pour Tous, le second d'attaché pour un poste de chargé de mission au Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen et le troisième d'administrateur pour un poste de responsable de la mission laïcité.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I. Créations et suppressions de postes permanents issues du fonctionnement des services

1. Créations de postes permanents

Filière administrative :

- Adjoint administratif : la création d'un poste à temps complet ;
- Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Rédacteur principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Attaché : la création de trois postes à temps complet ;
- Administrateur : la création d'un poste à temps complet ;

Filière Technique :

- Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Agent de maîtrise : la création de six postes à temps complet ;
- Technicien principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Ingénieur : la création d'un poste à temps complet ;

Filière animation :

- animateur : la création d'un poste à temps complet ;

Filière médico-sociale, sous filière médico-sociale :

- Auxiliaire de puériculture de classe normale : la création de quatre-vingt-trois postes à temps complet ;
- Auxiliaire de puériculture de classe supérieure : la création de cent trente postes à temps complet ;

Filière police municipale :

- Chef de service de PM : la création d'un poste à temps complet.

2. Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 17 mars 2022

Filière administrative :

- Adjoint administratif : la suppression de seize postes à temps complet ;
- Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la suppression de trente-trois postes à temps complet ;
- Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : la suppression de deux postes à temps complet ;
- Rédacteur principal de 2^{ème} classe : la suppression de quatre postes à temps complet ;
- Rédacteur principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Attaché : la suppression de quatre postes à temps complet ;
- Attaché principal : la suppression de deux postes à temps complet ;

Filière animation :

- Adjoint d'animation : la suppression de trente-neuf postes à temps complet ;
- Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la suppression de seize postes à temps complet ;
- Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;
- animateur : la suppression d'un poste à temps complet ;
- animateur principal de 2^{ème} classe : la suppression de deux postes à temps complet ;
- animateur principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;

Filière culturelle :

- Adjoint du patrimoine : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;

Filière technique :

- Adjoint technique : la suppression de cent quarante-huit postes à temps complet ;
- Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la suppression de soixante postes à temps complet ;
- Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : la suppression de six postes à temps complet ;
- Agent de maîtrise : la suppression de vingt-trois postes à temps complet ;
- Agent de maîtrise principal : la suppression de deux postes à temps complet ;
- Technicien : la suppression de deux postes à temps complet ;
- Technicien principal de 2^{ème} classe : la suppression de six postes à temps complet ;
- Technicien principal de 1^{ère} classe : la suppression de deux postes à temps complet ;
- Ingénieur : la suppression de trois postes à temps complet ;
- Ingénieur principal : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Ingénieur en chef : la suppression d'un poste à temps complet ;

Filière médico-sociale, sous filière sociale :

- ATSEM principal de 2^{ème} classe : la suppression de quarante-quatre postes à temps complet ;
- ATSEM principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;
- EJE de première classe : la suppression de sept postes à temps complet ;
- Assistant socio-éducatif : la suppression d'un poste à temps complet ;

Filière médico-sociale, sous filière médico-sociale :

- Auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe : la suppression de cent quatorze postes à temps complet ;
- Auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe : la suppression de cent trente-trois postes à temps complet ;
- Cadre de santé de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Cadre de santé de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Puéricultrice de classe supérieure : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes : la suppression d'un poste à temps complet ;

Filière police municipale :

- Gardien-brigadier de PM : la suppression de douze postes à temps complet ;
- Brigadier-chef principal de PM : la suppression de deux postes à temps complet ;
- Chef de service de PM principal de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;

Filière sportive :

- Educateur territorial de APS : la suppression d'un poste à temps complet.

II. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 confirmations

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184909-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Joëlle URBANI

**Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée
Métropole (SA3M) - Modifications Statutaires relatives à l'objet social -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est actionnaire de la SA3M au capital de 1 770 000 € composé de 17 700 actions, à hauteur de 22,60 % du capital ; la Ville de Montpellier occupe à cet effet 4 sièges sur 18 au sein du Conseil d'Administration.

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal de la SA3M. Elle détient 50,79% du capital, soit 8 990 actions et occupe 9 sièges sur 18 au sein du Conseil d'Administration de la société, dont la Présidence de la société, en la personne de Michaël DELAFOSSE.

La société est également détenue par les collectivités suivantes : la Région Occitanie (10,06% du capital), les Communes de Lattes (1,69%), Castelnau-le-Lez (1,13%), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85% chacune), Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68% chacune).

La lutte contre le changement climatique est un enjeu capital tant sur le plan international qu'au niveau des territoires. Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes membres ont placé la transition écologique et solidaire à la convergence de leurs politiques publiques menées en matière d'habitat et de logement, de déplacements, de qualité de l'air, d'urbanisme et d'aménagement, de préservation et de gestion économe des ressources et de l'espace, de préservation de la biodiversité, de politique de gestion des risques, d'évolution et de gestion des réseaux énergétiques, de politique agroécologique et alimentaire et de développement économique.

Cet engagement s'est traduit par l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) dont la révision approuvée le 7 juin 2021 a permis de préciser les ambitions pour la transition écologique du territoire et de définir 10 orientations stratégiques des politiques publiques.

La SA3M, outil de la Métropole et de ses communes pour l'aménagement, l'urbanisme, l'environnement, et le développement économique, touristique et de loisirs, propose d'étendre ses compétences à la transition énergétique pour apporter sa contribution au PCAET et promouvoir la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Fort de son expérience en énergie au sein du groupe SERM/SA3M, la Société Publique Locale (SPL) SA3M, dans le cadre de son conseil d'administration, en date du 10 février 2022, a proposé à la Métropole et à ses communes membres, de réaliser, pour leur compte, et dans le cadre de la relation in-house, des missions d'assistance et de conseil, des études, du financement, de la construction, de la gestion et de l'exploitation directe ou indirecte des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et de récupération, comme à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la rénovation thermique des bâtiments publics. Ce projet entraîne nécessairement la convocation d'une future Assemblée Générale Exceptionnelle (AGE) en vue d'approuver une modification des statuts de la société, relative à son objet social.

Cette modification statutaire exige, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des entités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

L'objet social de la SA3M est actuellement le suivant :

« La Société a pour objet, exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires, et sur leur territoire géographique, d'apporter une offre globale de services de qualité en termes :

- *d'aménagement,*
- *d'urbanisme et d'environnement,*
- *de développement économique, touristique et de loisirs.*
-

Dans ces domaines, la société pourra :

- *assurer des missions d'information, de promotion et d'animation, de recherche et de formation,*
- *réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,*
- *réaliser des opérations de construction, de rénovation d'équipements de tout immeuble, local ou ouvrage,*
- *assurer l'exploitation et l'entretien d'ouvrages et d'équipements,*
- *étudier et réaliser des équipements publics,*

Et, plus généralement, la société pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, présentant un intérêt général pour les actionnaires, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social. »

Il est ainsi proposé de modifier l'objet social de la SA3M tel que ci-dessus présenté, en y adjoignant les activités et prestations supplémentaires suivantes :

« - *apporter une offre globale de services de qualité en termes :*

- *de production et de distribution d'énergie principalement d'origine renouvelable ou de récupération,*
- *d'efficacité énergétique,*
- *de rénovation thermique du bâtiment,*

- *réaliser de nouvelles missions dans ces domaines :*

- *intervenir en assistance conseil, et réaliser des études, financer, construire, gérer, exploiter directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie,*
- *réaliser des opérations visant à améliorer l'efficacité énergétique et notamment à la rénovation thermique des bâtiments. »*

Il est précisé que le Comité Social et Economique de la SA3M du 30 novembre 2021 a dès à présent donné un avis favorable à cette modification.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications statutaires de la SA3M relative à l'objet social ;
- D'autoriser le représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SA3M, Monsieur Christophe BOURDIN à voter en faveur de ces modifications ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

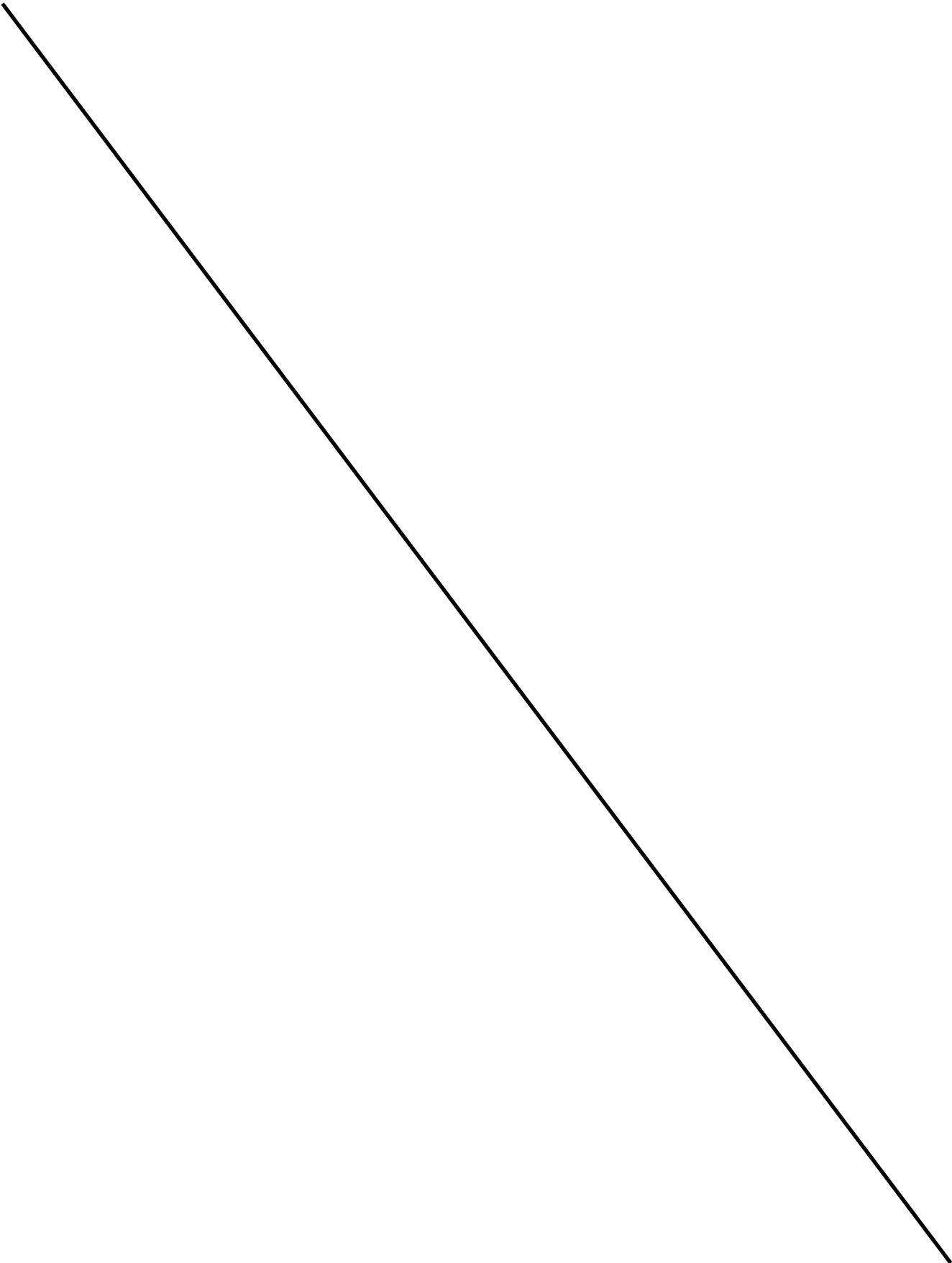
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- STATUTS SA3M 2022.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Joëlle URBANI

Délégations du Conseil municipal au Maire - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

En application de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal peut déléguer au Maire un certain nombre de compétences. Ces délégations permettent de faciliter le fonctionnement quotidien des services en permettant de ne pas soumettre la totalité des sujets que la commune doit traiter au formalisme et au calendrier des réunions du Conseil municipal. Ainsi, en application de ces dispositions, il est proposé de déléguer au Maire, et pour la durée de son mandat, les pouvoirs suivants :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;

3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

La signature de ces décisions, comme de toutes les autres, peut librement être subdéléguée par le Maire à des adjoints ou conseillers municipaux.

Néanmoins, afin de permettre une gestion courante des affaires communales la plus fluide possible dans le domaine des marchés publics, le Conseil municipal autorise également le Maire à subdéléguer la signature de ces décisions aux fonctionnaires prévus par l'article L. 2122-19 du Code général des collectivités territoriales selon les modalités suivantes :

- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est inférieur à 40 000 € HT. Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil municipal accepte également que pour ces marchés de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Maire pour le faire vaille décision d'attribution ;

- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est égal ou supérieur à 40 000 € HT. Pour ces marchés, les décisions d'attribution ne peuvent être subdéléguées aux responsables de services communaux et restent de la compétence exclusive du Maire ou de l'élue ayant obtenu délégation de ce dernier.

4° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

5° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;

6° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

7° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

8° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

9° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

10° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

11° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;

15° D'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles,

d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en oeuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;

16° De transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 euros ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même Code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 60 millions d'euros ;

21° D'exercer, au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du Code de l'urbanisme ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° De demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;

26° De procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

27° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

28° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du Code de l'environnement.

Les décisions prises par le Maire, en vertu de l'article L. 2122-22 du CGCT, sont soumises aux mêmes règles que celles applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets. Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Par ailleurs, l'assemblée délibérante, délègue au Maire le pouvoir de saisir la commission consultative des services publics locaux conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT et ce, sans condition d'aucune sorte.

Il est précisé que le Conseil municipal peut mettre fin à ces délégations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De donner au Maire de Montpellier, délégation pour la durée de son mandat, pour prendre les actes prévus et énumérés aux articles L. 1413-1 et L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser, en application des articles L. 2122-17 et L. 2122-23 de ce même code, qu'en cas d'empêchement du Maire, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de cette délégation soient prises par un Adjoint dans l'ordre des nominations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182900-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Joëlle URBANI

Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture	CA et AG Michaël DELAFOSSE (titulaire) Boris BELLANGER (suppléant) Agnès ROBIN (titulaire) Fanny DOMBRE-COSTE (suppléante)

Aucune autre candidature n'est proposée, les désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Boris BELLANGER, Mme Françoise BOUTET-WAISS, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Agnès ROBIN.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-186889-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER

Procès-verbal du Conseil municipal du 1er février 2022 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le procès-verbal du Conseil municipal du 1^{er} février 2022 est annexé à la présente délibération accompagnée de la synthèse des décisions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 1^{er} février 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV - CM 01.02.2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-187240-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER

**Soutien au peuple Ukrainien - Aide d'urgence au Fonds d'Action extérieure des
collectivités territoriales - Attribution de subvention à l'association SOS
Montpellier Ukraine - Mise à disposition gratuite de la Maison des Relations
Internationale Nelson Mandela - Prise en charge du déplacement à la frontière
Ukrainienne pour la remise des dons - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Trente ans après la dissolution de l'Union soviétique, et l'indépendance des anciennes républiques populaires, l'acte de guerre commis par Vladimir Poutine a fait voler en éclat la paix et la relative stabilité de l'Europe de l'Est. Alors que la mobilisation s'organise autour du gouvernement ukrainien, des centaines de milliers de personnes ont défilé en Europe pour dénoncer l'invasion russe. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole soutenue par l'ensemble des maires des communes membres, souhaitent participer aux actions tendant à promouvoir et défendre la solidarité entre les peuples et la paix internationale.

Jean-Yves LE DRIAN, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a activé le fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) afin de fédérer les initiatives et l'élan de solidarité exceptionnel avec le peuple ukrainien dans les territoires.

Face à l'urgence de la situation, et afin de financer des opérations humanitaires d'urgence répondant aux besoins prioritaires des victimes du conflit, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, souhaitent, toutes deux, contribuer à verser une aide d'urgence au FACECO, à hauteur de 50 000 € chacune.

Depuis le début de l'invasion russe, la Ville de Montpellier affiche son soutien total à l'Ukraine en pavoisant l'Hôtel de Ville. Elle met également à disposition de la communauté ukrainienne, la Maison des Relations Internationales-Nelson Mandela, afin d'en faire un point d'information, lien avec l'ambassade d'Ukraine en France, et d'accueil pour les ressortissants ukrainiens vivant sur le territoire français. En complément, et en accompagnement de la démarche entamée avec la constitution de l'association SOS Montpellier-Ukraine, la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela sera également désignée comme lieu de collecte des produits de première nécessité (couvertures thermiques, sacs de couchage, produits d'hygiène, antiseptiques, alcool, masques jetables, fournitures d'habillement, tentes, lits de camp, piles, bougies, torches, alimentation) destinés à être rapidement acheminés vers l'Ukraine.

Cette mise à disposition de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela est gratuite et pour une durée aujourd'hui indéterminée. Elle est valorisable comme une subvention en nature au tarif indiqué dans la délibération générale 2022 des tarifs de la Ville de Montpellier, adoptée au Conseil municipal de décembre 2021. Elle sera à ce titre portée au compte administratif de la Collectivité.

Engagée aux côtés des associations locales, la Ville de Montpellier souhaite également soutenir l'activité de l'association nouvellement créée, SOS Montpellier-Ukraine, en lui permettant de coordonner l'effort collectif d'accueil et de soutien aux populations ukrainiennes via une subvention de 2 000 €.

En partenariat avec la Région Occitanie, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier, et l'association SOS Montpellier Ukraine, ont acheminé par convoi humanitaire les dons récoltés au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, ainsi que dans l'ensemble des communes de la Métropole. Six agents volontaires de la Ville, 2 agents de Montpellier Méditerranée Métropole, un agent du CHU et un membre de l'association SOS Montpellier Ukraine ont participé au convoi humanitaire, qui a acheminé les dons de première nécessité.

Ce convoi parti de Toulouse, s'est arrêté le samedi 12 mars devant l'hôtel de Ville, avant de rejoindre la Pologne pour la remise des dons collectés auprès de la Croix Rouge, et des organisations non gouvernementales s'occupant de l'accueil et l'accompagnement des réfugiés, au plus près de la frontière avec l'Ukraine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder une aide d'urgence de 50 000 € au Fonds d'Action extérieure des collectivités territoriales (FACECO), fonds de concours géré par le Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) ;
- D'octroyer une subvention de 2 000 € à l'association SOS Montpellier Ukraine ;
- D'autoriser la mise à disposition gratuite de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela à l'Ambassade d'Ukraine et à l'association SOS Montpellier Ukraine ;
- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition ;
- De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de l'aide en nature ;
- D'accorder des mandats spéciaux pour le déplacement de 6 agents volontaires de la ville pour la remise des dons en Pologne à la frontière ukrainienne ;
- D'autoriser la prise en charge financière du déplacement d'un agent du CHU de Montpellier et d'un membre de l'association SOS Montpellier Ukraine ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modele_convention_temporaire_de_mise_a_disposition1638889744379.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185283-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Emilie CABELLO, Hind EMAD, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER

Candidature Capitale Européenne de la Culture 2028 - Création de l'association ' Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture ' - Approbation

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

En 1985, l'actrice Melina MERCOURI, alors ministre grecque de la Culture, lançait l'idée « *d'une ville européenne de la culture* » renouvelée chaque année. Ce sera chose faite deux ans plus tard, avec la désignation d'Athènes, qui inaugure la longue série de ce qui deviendra, dès 1999, les « *capitales européennes de la culture* ». Un dispositif qui permet la mise en lumière de la richesse et de la diversité de la culture européenne dans le but de rapprocher les peuples européens et de cultiver une compréhension mutuelle.

C'est dans ce contexte qu'ont été définis les objectifs généraux de l'initiative : d'une part, sauvegarder et promouvoir la diversité des cultures en Europe et mettre en valeur les traits communs qu'elles partagent, tout en renforçant chez les citoyens le sentiment d'appartenance à un espace culturel commun ; d'autre part, renforcer la contribution de la culture au développement à long terme des villes, sur les plans économique, social et urbanistique, en tenant compte de leurs stratégies et de leurs priorités respectives.

Chaque année, le titre est décerné à une ville, dans deux pays de l'Union Européenne selon une liste chronologique préétablie jusqu'en 2033. Tous les trois ans, une troisième ville d'un pays candidat ou candidat potentiel à l'adhésion à l'Union Européenne, est également désignée. Pour 2028, la France et la République Tchèque sont les deux pays désignés.

Les critères de sélection sont répartis selon différentes catégories :

- La contribution de la candidature à la stratégie du territoire à long terme ;
- La dimension européenne du projet ;
- Le contenu culturel et artistique ;
- La capacité de réalisation du projet ;
- La portée du projet et sa capacité notamment à associer population et société civile ;
- La gestion (budget, gouvernance, pilotage, communication, moyens humains).

Un territoire artistique, culturel et patrimonial en partage

Après l'éprouvante crise sanitaire de la Covid-19, notamment pour le secteur de la culture et du patrimoine, et au moment où le monde est confronté à des crises profondes de toutes sortes, dont une guerre en Ukraine où des artistes, journalistes et professionnels de la culture sont menacés dans leurs libertés, il est nécessaire d'affirmer l'importance et la force de la culture pour lutter contre les obscurantismes, développer les connaissances, réunir les personnes et les territoires, favoriser la création et la créativité dans tous les domaines.

Le bassin de vie élargi de Montpellier-Sète est une terre de culture, forte d'un héritage incontestable. En dialogue et en complémentarité, les deux villes et leurs aires urbaines dévoilent une richesse artistique dans de nombreux secteurs (arts visuels, spectacle vivant, industries créatives et culturelles...) sont historiquement accueillantes pour les artistes.

Une candidature commune de ce territoire artistique, culturel et patrimonial partagé, pour devenir Capitale européenne de la culture en 2028, permettra une mobilisation de la population autour des arts et de la culture, un renforcement du rayonnement international du territoire, une valorisation de son image auprès des citoyens, le renforcement des synergies au sein du secteur culturel, une sensibilisation et un accès à la culture favorisé, ainsi que la stimulation du tourisme culturel. L'occasion de faire toute sa place au nouveau souffle à l'œuvre dans les politiques culturelles de ces territoires.

Un nouveau souffle, un engagement et une dynamique partenariale autour de la culture et du patrimoine

Territoire jeune, cosmopolite, curieux, où les valeurs de fraternité dominent, généreux en espace public, où le savoir occupe une place très importante, le bassin Montpellier-Sète regorge d'atouts pour porter ensemble une nouvelle énergie. Un projet commun autour de la jeunesse, de l'hospitalité aux artistes et à la création, de la dynamique des industries créatives et culturelles, du respect, de la préservation et de la mise en valeur des patrimoines et des paysages, du renouvellement urbain et de la transformation des villes par la culture.

C'est dans ce cadre que la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète Agglopôle Méditerranée, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés s'unissent pour porter, ensemble, une candidature utilisant le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire.

Gouvernance de l'association

Il est proposé la création d'une association dénommée « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* » qui a pour objet de concevoir et organiser la candidature de Montpellier et de ses partenaires. Il est proposé l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association ainsi que l'approbation de des statuts de l'association, prévoyant notamment une représentation des collectivités partenaires au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'association. Monsieur le Maire doit être mandaté pour participer à l'assemblée générale constitutive.

Participation financière à l'association

Le montant de la cotisation sera voté en Conseil municipal et imputé sur le budget 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création et les statuts de l'association « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* » ;
- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à cette association et le paiement de la cotisation ;
- De mandater Monsieur le Maire pour participer à l'assemblée générale constitutive ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Statuts association

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-186274-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

**Soutien à l'association SOS MÉDITERRANÉE - Attribution de subvention -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

La Ville de Montpellier soutient, depuis 2020, l'association SOS Méditerranée. Cette association civile et européenne de sauvetage en haute mer a été créée par des citoyennes et des citoyens décidés à agir face à la tragédie des naufrages à répétition en Méditerranée centrale. Chaque année, des milliers de personnes meurent en mer en tentant de fuir leur pays en traversant la Méditerranée, sur la route migratoire la plus dangereuse au monde. Initiative franco-allemande, née en 2015, après la fin de l'opération de sauvetage *Mare Nostrum*, l'association est aujourd'hui présente en France, en Allemagne, en Italie et en Suisse.

En 2021, La Ville de Montpellier a voté l'adhésion à « la Plateforme des collectivités solidaires française » (délibération n° V2021-068) qui fédère un maximum de communes, de départements et de régions autour de la mission de SOS Méditerranée. Ces membres apportent un soutien financier à la structure mais la plateforme est également une caisse de résonance pour les citoyennes et les citoyens mobilisés dans leurs territoires, en facilitant leurs actions de témoignage et de sensibilisation.

Cette même année, la Ville de Montpellier a également voté une subvention de 10 000 € (délibération n° V2021-386) pour la participation à l'achat d'un canot de sauvetage destiné à équiper l'*Ocean Viking*. Ce navire, lancé en août 2019, a déjà secouru plus de 5 300 femmes, hommes et enfants.

D'un coût de 160 000 €, ce nouveau canot de sauvetage bénéficie également de l'aide financière d'autres collectivités, mais aussi de particuliers via une campagne de financement participatif.

La Ville de Montpellier souhaite renouveler son soutien à l'association SOS Méditerranée en proposant d'accorder une subvention de 15 000 €, en fonctionnement, pour l'année 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation d'une subvention de 15 000 € à l'association SOS Méditerranée, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Françoise BOUTET-WAISS, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2022 3M.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20220329-186277-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Relations culturelles entre les Villes de Palerme, Sète et Montpellier - Programmation - Approbation

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

L'hospitalité aux artistes, qu'ils soient émergents ou confirmés, est l'une des priorités de la politique culturelle portée par la Ville de Montpellier, au même titre que le rayonnement du territoire, à l'échelle locale et européenne. Montpellier s'affirme comme une ville ouverte, prenant place au sein d'un réseau de villes culturelles amies, au premier rang desquelles la Ville de Sète, et celle de Palerme, ville jumelle de Montpellier.

Comme Montpellier, Palerme se distingue par un riche écosystème d'acteurs et d'institutions culturelles (Kultur Ensemble, Cantier Cultarli all Zisa, Atelier Panormos...) avec lesquels des partenariats peuvent être imaginés.

Des pistes de coopérations culturelles et artistiques ont d'ores et déjà été identifiées entre ces territoires. Afin de poursuivre et de concrétiser cette dynamique, le déploiement d'un programme d'échanges de résidences artistiques, d'accueil et de coproduction d'expositions est envisagé avec la Ville de Palerme afin de favoriser le dialogue entre les créateurs de tous les champs artistiques et ces territoires.

Comme première pierre de cette nouvelle dynamique de coopération à venir, il est proposé que la Ville de Montpellier prenne part à l'organisation du festival « Sète-Palermes », prévu en septembre et octobre 2022, en accompagnant l'organisation d'événements et d'expositions artistiques à Montpellier durant la période, et en encourageant la participation de plusieurs artistes Montpelliérains au festival et à son dispositif de résidences. Une convention de partenariat dédiée sera prise avec l'association porteuse du festival d'ici à cet automne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le programme d'échanges de résidences artistiques, d'accueil et de coproduction d'expositions avec la Ville de Palermes ;
- D'approuver le principe d'une convention de partenariat à venir pour l'organisation du festival « Sète-Palermes » à l'automne 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185311-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Procédure
de rétrocession de baux commerciaux - Lancement d'un appel à candidatures -
Cahier des charges - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du cœur de la cité constitue un des axes prioritaires de l'opération « *Montpellier Grand Cœur* » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier afin d'améliorer le cadre de vie général pour ceux qui y résident, le fréquentent, y consomment ou qui y travaillent. Dans cette perspective, la Ville de Montpellier dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 a défini par délibération en date du 26 juillet 2010 un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux s'appliquant aux secteurs suivants :

- Rue de la République et rue d'Alger ;
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – avenue Georges-Clemenceau ;
- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin ;
- Rue Faubourg du Courreau ;
- Rue Saint Guilhem ;
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide-Ollivier ;
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot ;
- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam-de-Craponne ;

- Place Roger-Salengro – rue du Faubourg Figuerolles ;
- Boulevard Louis-Pasteur – Boulevard Louis-Blanc – place Albert-1er – rue de l'Université ;
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila Saint Gély ;
- Rue Maguelonne – Grand' rue Jean-Moulin (partie sud-ouest) ;
- Boulevard Victor-Hugo.

Ce droit de préemption a été délégué à la SA3M titulaire d'une concession d'aménagement par décision du 20 février 2017 assurant à ce titre la propriété et la gestion pour le compte de la Ville de la Montpellier de locaux commerciaux, de baux commerciaux et de fonds de commerce.

Conformément aux articles L.214-1 à L.214-3, et R.214-11 à R.214-17 du Code de l'urbanisme, la Ville entend par la présente délibération procéder à la rétrocession de baux commerciaux concernant les 7 locaux situés aux adresses suivantes :

- 38 rue du Faubourg du Courreau ;
- 39 bis rue du Faubourg du Courreau ;
- 46 rue du Faubourg du Courreau ;
- 1 boulevard du Jeu de Paume ;
- 14 boulevard du Jeu de Paume ;
- 20 boulevard Victor-Hugo / 3 Rue Denis-Diderot ;
- 31 rue Saint Guilhem.

Il convient de rappeler que la procédure de rétrocession du droit au bail acquis par voie de préemption prévoit :

- Une délibération du Conseil municipal approuvant l'engagement de la procédure et les conditions des rétrocessions définies dans le cahier des charges ;
- Un affichage en mairie pendant 15 jours qu'il est proposé de compléter par un avis de publicité sur les sites internet de la Ville, de la SA3M et dans la presse locale ;
- Une délibération du Conseil municipal par laquelle seront indiqués les acquéreurs retenus et précisées les raisons de ces choix ainsi que les conditions des cessions.

Conformément à l'article R.214-11 du Code de l'urbanisme, le cahier des charges servira de support à l'appel à candidatures pour procéder aux rétrocessions des baux commerciaux concernés.

La date de remise des candidatures proposée est fixée au jeudi 2 juin 2022 à 16 heures.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De lancer l'appel à candidature pour procéder à la rétrocession des locaux préemptés au titre du droit de préemption « commerce » ;
- D'approuver le cahier des charges de rétrocession ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- cahier des charges appel à candidatures.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182708-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux
d'activités - Attribution de subventions**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à requalifier la devanture de leurs locaux d'activités du cœur marchand.

Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n° 2012/284) a été renouvelé à l'issue de la délibération du 14 juin 2021 (n° V2021-178) afin de poursuivre l'amélioration de la qualité des rez-de-chaussée commerciaux dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir l'activité commerciale au cœur de la Ville de Montpellier.

Il a été envisagé pour les dossiers de subventions déposés avant le 31 mai 2021 et donc assujettis au règlement attributif des aides, lié à la précédente campagne 2017-2021, la possibilité d'octroyer une aide pour les travaux réalisés avant le 31 décembre 2021.

Il est proposé, au titre de la campagne 2017-2021, d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « Etablissement BAYLE », serrurier-feronnier

Gérant : M. Bruno BAYLE

15 rue du Four des Flammes / rue Alexandre-Cabanel

Subvention travaux = 4 662,50 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 850,00 €

Montant à verser : 5 512,50 €

Enseigne « CAFE BIBAL », torréfacteur et cafetier

Gérant : M. Philippe BERTRAND

4 rue Jacques-Coeur

Subvention travaux = 6 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Montant à verser : 7 000,00 €

Enseigne « SENEGAL BEAUTY », coiffeur et magasin

Gérante : Mme Racky WONE

11 rue Maguelone

Subvention travaux = 6 000 €

Montant à verser : 6 000,00 €

Enseigne « Le VIRGINIE », tabac

Gérant : M. Kamel SEBAA

1 rue Aristide-Ollivier

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 4 106,67 €

Montant à verser : 2 053,33 €

Enseigne « DE LA LUCE », magasin décoration

Gérant : M. Olivier BARDOU

2 rue Saint-Côme

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 6 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Montant à verser : 3 500,00 €

Enseigne « La Crèmerie du Faubourg », Crémier-Fromager

Gérante : Mme Cécile BROQUERE

16 rue du Faubourg de la Saunerie

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 5 959,96 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Montant à verser : 3 479,98 €

Enseigne « Atelier AGOSTINI », cours musique

Gérant : M. Christophe PEPIN

7 rue Aristide-Ollivier

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 169,50 €) par décision prise par le Conseil municipal du 14/04/2021

Solde, pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux totale = 4 339,00 €

Montant à verser : 2 169,50 €

Enseigne « Docteur COHEN-SCALI et MACH », cabinet médical
Gérant : M. Jonathan COHEN-SCALI (SCM des Drs COHEN-SCALI et MACH)
4 rue Jules-Grévy

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 662 €) par décision prise par le Conseil municipal du 12/04/2021
Solde, pour travaux totalement réalisés
Subvention travaux = 4 324 €
Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 € **Montant à verser : 2 662,00 €**

Enseigne « Cabinet d'ostéopathe », médical
Gérant : M. Alexis MARCHAND
30 rue Lakanal

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (1 184,21 €) par décision prise par le Conseil municipal du 12/06/2019
Solde, pour travaux totalement réalisés
Subvention travaux = 1 368,42 €
Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 € **Montant à verser : 1 184,21 €**

Enseigne « EBULLITION », restaurant
Gérant : M. Boris CAILLLOL
10 rue du Pila Saint Gely

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (3 200 €) par décision prise par le Conseil municipal du 30/07/2020
Solde, pour travaux totalement réalisés, avec facture complémentaire
Subvention travaux = 6 000 €
Subvention maîtrise d'œuvre = 775 € **Montant à verser : 3 575,00 €**

Enseigne « CHEZ OUAM », restaurant
Gérant : M. Alexandre BECUWE
5 rue Alexandre-Cabanel

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (3 200 €) par décision prise par le Conseil municipal du 08/02/2021
Solde, pour travaux totalement réalisés, avec facture complémentaire
Subvention travaux totale = 6 000 €
Subvention maîtrise d'œuvre totale = 500 € **Montant à verser : 3 500,00 €**

Enseigne « CYBERLAND Multimédia », cyber-café imprimerie
Gérant : M. Sabir LAKEHAL
19 rue du Faubourg du Courreau

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 984 €) par décision prise par le Conseil municipal du 25/10/2018
Solde, pour travaux totalement réalisés
Subvention travaux totale = 5 568 €
Subvention maîtrise d'œuvre totale = 400 €
Prime travaux pour personnes à mobilité réduite (PMR) = 500 € **Montant à verser : 3 234,00 €**

Enseigne « L'Agence du Courreau », agence immobilière
Gérant : M. Marc BEZOUÏ
51 rue du Faubourg du Courreau

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 812 €) par décision prise par le Conseil municipal du 30/11/2020
Solde, pour travaux totalement réalisés
Subvention travaux totale = 5 000 €
Subvention maîtrise d'œuvre totale = 624 € **Montant à verser : 2 812,00 €**

Enseigne « Brasserie CHEZ REGIS », restaurant
Gérante : Mme Joëlle COUSINIE
3 place Jean-Jaurès

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 598,86 €) par décision prise par le Conseil municipal du 26/07/2021

Solde, pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux totale = 5 197,73 €

Montant à verser : 2 598,86 €

Au titre du dispositif d'aide à la rénovation des devantures commerciales 2021-2026, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « CITRON », petite restauration

Gérante : Mme Cécile GRETHER-REMONDON

1 rue du Bras de Fer

Subvention travaux = 7 630,00 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 108,80 €

Montant à verser : 8 738,00 €

Enseigne « MIAW », bijouterie

Gérant : M. Jean MAZOYER

21 Grand Rue Jean-Moulin

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 030 €

Montant à verser : 9 030,00 €

Enseigne « L'Atelier beauté d'Anaïs », salon de beauté

Gérante : Mme Anaïs TAGNITSAP

9 rue du Pont de Lattes

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 4 922,40 €

Montant à verser : 2 461,20 €

Enseigne « MY POKÉ », restaurant

Gérant : M. Youcef REDOUANE

50 rue Saint-Guilhem

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 6 090 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 3 420,00 €

Enseigne « SH EPICERIE », épicerie

Gérante : Mme Safaa HACHHOUFH

31 rue du Faubourg du Courreau

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 5 578,50 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 420 €

Montant à verser : 2 999,25 €

Enseigne « CARREMENT IMMO », agence immobilière

Gérant : M. David D'ERAMO

2 boulevard Victor-Hugo

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 4 750,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 80 187,33 € correspondant à la rénovation des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184776-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association des
Ateliers Saint Roch pour la co-organisation du Festival d'Art et de Feu -
Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

En 2018, la Ville de Montpellier a travaillé en étroite collaboration avec l'Association des Ateliers Saint Roch dans l'objectif de monter une manifestation qualitative autour de l'artisanat d'art verre, métal, céramique. Depuis 4 ans, durant deux jours au mois de juin, le Festival d'Art et de Feu regroupe 40 exposants, des animations et des démonstrations et met à l'honneur les multiples formes de travail du verre, du métal et de la terre.

Ce Festival d'Art et de Feu contribue à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville et Métiers d'Art » en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art. Cette manifestation est l'un des axes de soutien de la Ville de Montpellier à ces artisans et métiers d'art présents sur Montpellier et sa Métropole parfois méconnus du grand public. A terme, l'objectif de la Ville de Montpellier est d'inscrire cette rencontre dans la durée et d'en faire une référence Art et Feu incontournable.

Après trois éditions où l'association des Ateliers Saint Roch a apporté un soutien conséquent pour lancer cette manifestation, la Ville de Montpellier redevient l'organisateur principal. Néanmoins, afin de garantir une sélection de qualité et strictement d'artisans créateurs, l'association des Ateliers Saint Roch reste un partenaire privilégié pour garantir une expertise sur l'artisanat d'art.

Une nouvelle convention est donc proposée afin de préciser ce partenariat pour l'organisation de l'édition 2022 du Festival d'Art et de Feu qui se déroulera sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle les 11 et 12 juin 2022.

En sa qualité d'expert des Métiers d'Art et de Feu, il est proposé que l'Association des Ateliers Saint Roch soit en charge de l'analyse des candidatures d'artisans-créateurs. Elle assurerait ainsi une sélection professionnelle de qualité, gage de succès pour le Festival d'Art et de Feu.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association des Ateliers Saint Roch pour l'organisation du Festival d'Art et de Feu 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat relative au festival d'art et de feu

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183439-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Marché de plein air de Saint Martin - Contrat de prêt à usage entre la paroisse
des Saints François et Martin et la Ville de Montpellier - Gratuité des
emplacements - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

L'emplacement actuel du marché de plein air de Saint Martin est également utilisé pour le stationnement public.

La conclusion d'un contrat de prêt à usage permettra à la Ville de jouir d'un accès au parking privé de la paroisse des Saints François et Martin pour un élargissement de la surface utile du marché. Le parking est d'une superficie d'environ 600 m², il est prêté à titre gratuit les jeudis pour la tenue des marchés. Ce prêt est consenti pour une durée de 1 an, avec tacite reconduction possible pendant 3 ans.

Cette disposition qui a reçu l'avis favorable de la commission municipale des marchés, réunie en séance le 6 décembre 2021, facilitera l'accès aux commerçants tout en renforçant l'attractivité du marché et diversifiant l'offre pour la clientèle.

En complément, pour appuyer la relance de l'activité, il est proposé de recourir à la gratuité des emplacements du marché jusqu'au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du contrat de prêt à usage entre la Ville de Montpellier et la paroisse des Saints François et Martin ;
- D'approuver la gratuité des emplacements du marché Saint Martin jusqu'au 31 décembre 2022,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention St Martin

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183863-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Marie MASSART, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, François VASQUEZ

Conventions de mise à disposition à titre gratuit de la salle de réception de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

Trois lieux gérés par le Service des Relations Internationales de la Ville de Montpellier sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment au service des Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public ;
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière ;
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 16 décembre 2021 concernant les tarifs 2022 prévoit d'accorder la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire, ainsi que pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la Collectivité et pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon).

Il est proposé au Conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations et structures partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela en fonction d'un calendrier complété durant l'année 2022, de manière ponctuelle, pour 16 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 17 376 €.

Nom	Date	Objet de la réservation	Lieu	Valorisation / avantage en nature
Association Allemagne Occitanie l'Europe au Cœur	27/01/2022	Table ronde franco-allemande sur le thème de la démarche RSE (insertion des personnes en situation de handicap)	Salle de réception de la Maison des Relations Internationales (MRI)	912 €
Association Italiens à Montpellier	12/02/2022	Présentation des réformes à venir pour les italiens vivants à l'étranger	Salle de réception de la MRI	912 €
CIRAD	4 au 31/03/2022	Exposition sur la promotion de l'agroécologie	Salle de réception de la MRI	2634 €
Association Montpelliéraine des Etudiants Togolais (AMET)	5/03/2022	Soirée d'intégration pour l'accueil de nouveaux étudiants togolais à Montpellier	Salle de réception de la MRI	912 €
CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole)	7/03/2022	Débat sur projets de recherche	Salle de réception de la MRI	912 €
Consulat Honoraire de Suisse	10/03/2022	Passation de mandat	Salle de réception de la MRI	912 €
Réseau d'Affaires Franco-Allemand	17/03/2022	Réunion	Salle de réception de la MRI	912 €
Association Mozaïc Outre-Mer	21/04/2022	Réception d'accueil pour le trophée des étoiles	Salle de réception de la MRI	912 €
Consulat du Liban	7 et 8/05/2022	Elections législatives libanaises	Salle de réception de la MRI	912 €

Consulat Général d'Espagne et le Conseil des Résidents Espagnols	12/05/2022	Conférences sur des sujets d'intérêts juridique	Salle de réception de la MRI	912 €
Consulat Général du Japon à Marseille	25/05/2022	Permanence consulaire	Salle de réception de la MRI	912 €
	5/10/2022		Salle de réception de la MRI	912 €
Centre international UNESCO sur l'eau de Montpellier	30/05 au 3/06/2022	Exposition de l'association « The Lost Compass »	Salle de réception de la MRI	658 €
Agropolis International	5/07/2022	Soirée d'ouverture suite à la conférence internationale « Worldwide perspectives on Geographical Indications »	Salle de réception de la MRI	912 €
Association Zé Té Dessine	16/09/2022	Conférence dans le cadre du Colloque International « le dessin d'enfant en psychotérapie »	Salle de réception de la MRI	912 €
Association AFIVAM	21 au 26/09/2022	6 ^{ème} édition du festival What a Trip	Salle de réception de la MRI	658 €
Consulat Général de la République de Pologne	4 au 10/11/2022	Exposition de peinture de Marian Mokwa et célébration de la Fête Nationale Polonaise	Salle de réception de la MRI	658 €
			TOTAL	17 376 €

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une subvention en nature qui doit être valorisée, à ce titre, dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau ci-dessus décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition ;
- De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de ces aides en nature ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès ROBIN.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modele_convention_temporaire_de_mise_a_disposition.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182688-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL.

**Appel à projets d'investissement à destination des artistes et des associations
culturelles - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Les actions menées par les associations culturelles prennent actuellement place dans un contexte fortement marqué par des changements majeurs, notamment une baisse des ressources liée aux fermetures d'établissements culturels et aux mesures prises dans le cadre des contraintes sanitaires liées à la Covid-19.

Lors d'échanges, plusieurs constats ont été faits quant aux difficultés à financer les investissements nécessaires à la mise en œuvre de projets. C'est pourquoi la Ville de Montpellier a lancé en 2021 un appel à projets visant à soutenir les associations culturelles, dont le siège est implanté sur la Ville de Montpellier, afin de leur permettre d'investir dans des équipements matériels ou immatériels.

L'appel à projets, qui concernait tous les champs culturels soutenus par la Ville de Montpellier, a donné lieu à l'attribution de 34 subventions en 2021, pour un montant global de 369 191 €.

Il est proposé, à partir de 2022, de pérenniser ce dispositif pour les années à venir, conformément aux montants inscrits et approuvés dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement, soit une enveloppe de 500 000 € par an de 2022 à 2026.

La subvention allouée à chacun des projets sera plafonnée à 50 000 € et 70 % maximum des dépenses

éligibles du projet. L'attribution de la subvention s'inscrira, le cas échéant, dans le respect de la réglementation européenne des aides économiques.

A compter de cette année et dans le cadre d'une convention entre la Ville et la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée, il est proposé d'étendre ce dispositif aux artistes professionnels du territoire (organisés sous forme associative ou inscrits à la Maison des Artistes à titre individuel), pour accompagner la rénovation d'ateliers et favoriser le maintien de leur activité sur le territoire.

Les dépenses éligibles doivent être des dépenses d'investissement (comptabilisées au bilan de la structure comme dépenses d'immobilisation) et il pourra s'agir :

- D'outils informatiques et numériques ;
- De travaux de restauration d'œuvres, de patrimoine mobilier ou immobilier ;
- De la rénovation d'un bien immobilier en vue de l'installation d'ateliers d'artistes ;
- De l'achat d'équipements ou de matériel en lien direct avec l'activité de la structure ;
- De l'achat de véhicules de transport de personnes (minibus) avec une priorité donnée aux acquisitions les plus respectueuses de l'environnement.

Seules les dépenses engagées à compter de la date de dépôt du dossier de candidature à l'appel à projets et dûment justifiées seront considérées comme éligibles. Toutes les dépenses antérieures à cette date ne seront pas prises en compte.

Le projet sera apprécié par la Ville de Montpellier sur les critères suivants :

- Son intérêt au regard du développement culturel du territoire de la Ville ;
- Sa pertinence pour l'activité de l'association ou de l'artiste en regard de son objet ;
- La viabilité de son modèle économique, tant en investissement qu'en fonctionnement.

Le cadre financier d'attribution de la subvention sera précisé dans une convention attributive signée entre la Ville de Montpellier et le porteur de projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la prolongation et l'élargissement de l'appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités culturelles selon les objectifs, conditions et critères exposés ci-dessus, pour les années 2022 à 2026 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre de cadrage subvention d'investissement Culture 2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182445-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE

**Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Région Occitanie
pour l'attribution d'aides financières aux artistes professionnels du territoire -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le territoire de la Ville de Montpellier est riche d'artistes issus des grandes écoles d'art (École Supérieure des Beaux-Arts Montpellier Contemporain (ESBAMA), Cité des Arts) ou désireux de s'y installer pour exercer leur activité dans un milieu propice au développement de leur art. Beaucoup d'entre eux sont confrontés à des difficultés matérielles pour y parvenir. Afin d'offrir aux artistes un terrain propice à une croissance structurée et pérenne, la Ville de Montpellier souhaite participer à leur installation ou leur maintien sur le territoire, en complémentarité des dispositifs régionaux de soutien à la création.

Conformément aux dispositions de l'article L.1511-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) le Conseil régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la Région Occitanie. Dans le cadre d'une convention passée avec la Région Occitanie, les communes et leurs groupements peuvent participer au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région Occitanie. La Ville de Montpellier s'est rapprochée de la Région Occitanie afin de pouvoir participer à la politique publique régionale menée en faveur des artistes.

Il est ainsi proposé une convention entre la Région et la Ville. La Région Occitanie autorise la Ville de Montpellier à venir participer aux aides et régimes d'aides mis en place par la Région en matière d'aide aux artistes, en complément des dispositifs de la collectivité régionale, notamment ceux approuvant le dispositif d'intervention intitulé « *dispositif d'aide aux équipements culturels et patrimoniaux structurants* ». Elle interviendra en complément des dispositifs votés par la Région Occitanie et conformément aux règles définies par la Ville de Montpellier. L'instruction de la demande de participation financière de la Ville de Montpellier sera assurée par les services la Ville de Montpellier et s'effectuera en complément aux aides définies par la Région Occitanie.

La convention prendra effet après signature par les deux parties et pour une durée de 1 an renouvelable tacitement 3 fois

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la région Occitanie pour l'attribution d'aides financières aux artistes professionnels du territoire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-186212-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Annie YAGUE

**Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et les acteurs du BTP
pour la mise en art des chantiers dans l'espace public - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole soutiennent et valorisent la création artistique contemporaine. En échos aux expositions d'art contemporain proposées sur la Ville et la Métropole, et afin de mettre en valeur les talents présents sur leur territoire, les deux entités s'engagent conjointement à développer les interventions artistiques dans le champ des arts visuels hors-les-murs.

Dans le cadre de leurs politiques d'aménagement du territoire et d'urbanisme, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole collaborent dans le secteur du Bâtiment, Travaux Publics (BTP) avec des aménageurs, promoteurs et entreprises de travaux publics. Lors de la mise en œuvres des travaux, différents espaces ont été identifiés pour accueillir des interventions artistiques :

- Des panneaux de chantier ;
- Des barrières de chantier ;
- Des façades de bâtiments ayant vocation à être détruits ou rénovés.

A l'instar de l'urbanisme temporaire, ces espaces transitoires d'intervention artistique deviennent des espaces de création artistique et de fabrique d'un imaginaire collectif sur le territoire. Ces interventions artistiques s'inscrivent dans la préfiguration d'espaces urbains en renouvellement.

Ce dispositif poursuit plus particulièrement les objectifs suivants :

- Valoriser et soutenir la création artistique sur le territoire ;
- Favoriser de nouveaux modes de création et de diffusion de la création artistique contemporaine ;
- Mettre en art la ville et la Métropole au plus près des habitants ;
- Apporter un nouveau regard sur des espaces urbains en renouvellement.

Il est ainsi proposé une convention cadre de partenariat avec les acteurs du BTP, pour la mise en art des chantiers dans l'espace public. Cette convention formalise les engagements réciproques des parties. Dans la lignée de cette convention cadre, un appel à projets annuel visera à sélectionner un vivier d'artistes pouvant être sollicités par les aménageurs pour répondre à une intervention artistique.

La Ville et la Métropole s'engagent à :

- Mettre à la disposition de l'aménageur un fichier d'artistes préalablement sélectionnés par le biais de l'appel à projets ;
- Fournir à l'aménageur les documents transmis par l'artiste concernant sa démarche artistique ;
- Assurer l'intermédiation entre le commanditaire et l'artiste ;
- Mettre à la disposition de l'aménageur son expertise, ses compétences et savoir-faire dans le domaine ;
- Valoriser le partenariat dans la presse locale et sur les réseaux sociaux, et à toute autre occasion.

Les aménageurs s'engagent à :

- Sélectionner un artiste faisant partie du choix préalable fourni par la Ville et la Métropole et les en informer ;
- Etablir un contrat avec l'artiste, contrat qui précisera le montant des honoraires et la date de la réalisation artistique, ainsi que les conditions de cession des droits d'exploitation et de représentation de l'œuvre ;
- Prendre en charge les honoraires de l'artiste et tous les frais inhérents à la réalisation de l'intervention artistique ;
- Valoriser le partenariat dans la presse locale et sur les réseaux sociaux, et à toute autre occasion.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les commanditaires, dans le cadre de la mise en art des chantiers dans l'espace public ;
- D'approuver le lancement de l'appel à projets en direction des artistes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention cadre.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183188-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Annie YAGUE

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Enfance et Partage dans le cadre des activités du théâtre Jean Vilar - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Théâtre Jean Vilar a parmi ses missions de collaborer au maillage social et culturel du quartier de la Mosson. Une de ses dominantes est son implication en matière d'éducation artistique et culturelle.

Enfance et Partage est une association reconnue d'utilité publique qui se bat pour la reconnaissance, la promotion et la défense des droits de l'enfant en France et dans le monde. L'association lutte pour protéger et défendre les enfants contre toutes les formes de maltraitance.

C'est dans cet esprit que le comité d'Enfance et Partage de Montpellier a initié le projet d'offrir aux enfants vivant avec leur mère au Centre Bouissonnade, centre d'hébergement et de réinsertion sociale pour femmes victimes de violences, un stage de théâtre. Il s'agit d'une activité leur permettant de sortir du cadre confiné du foyer, de s'exprimer, voire de libérer un non-dit lié à leur histoire, même si le stage proposé n'est pas directement à visée thérapeutique. Le stage s'adresse à tous les enfants de la Ville de Montpellier et de sa Métropole, et en priorité aux enfants des femmes hébergées par le Centre Bouissonnade.

Il est ainsi proposé d'établir une convention de partenariat entre l'association Enfance et Partage et le théâtre Jean Vilar, pour l'organisation d'un stage de pratique théâtrale du 25 au 29 avril 2022 et une présentation publique pour les familles à l'issue du stage.

Le théâtre Jean-Vilar s'engage à :

- Organiser l'accueil des enfants pendant la semaine du stage ;
- Proposer un artiste intervenant et son remplacement en cas de défaillance : Anne-Juliette VASSORT de la compagnie Buissonnière ;
- Mettre à disposition le plateau du théâtre pour le bon déroulement du stage.

Enfance et Partage s'engage à :

- Rémunérer l'artiste intervenant à hauteur de 48€ de l'heure pour 25 heures d'encadrement, soit un total de 1200 €
- Tout mettre en œuvre pour permettre un bon déroulement des activités autour de l'atelier, plus particulièrement de permettre aux enfants du Centre Bouissonnade de sortir de l'établissement pour se rendre au Théâtre Jean-Vilar ;
- Valoriser, au sein de l'établissement et vers l'extérieur, les activités et productions théâtrales des élèves de l'atelier ;
- Prendre en charge les droits d'inscription des enfants participants (issus du Centre Bouissonnade) qui s'élèvent à 50 € par enfant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Enfance et Partage pour l'organisation d'un stage de pratique théâtrale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

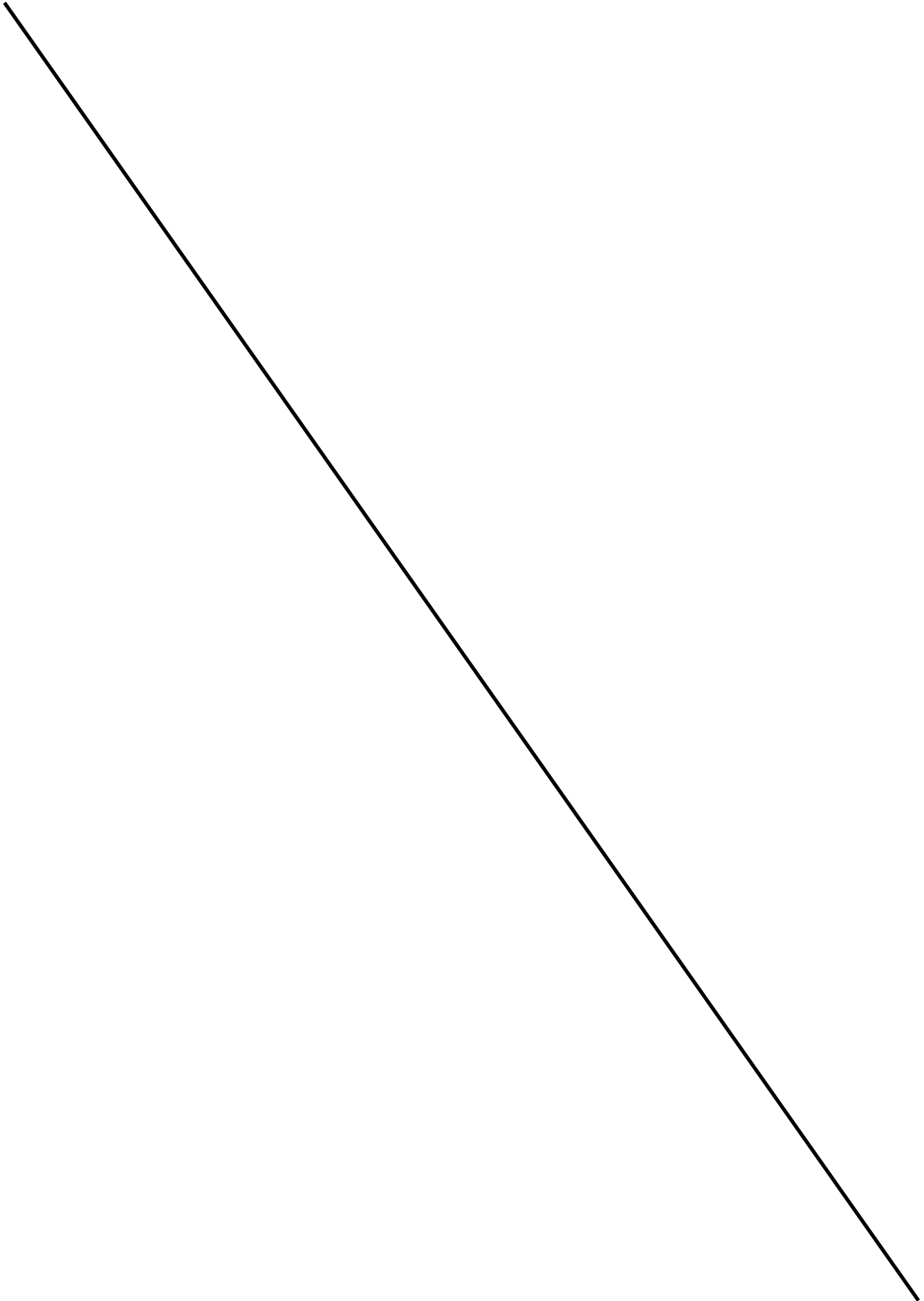
Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention Enfance et Partage

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183017-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Annie YAGUE

**Théâtre Jean Vilar - Opéra Junior - Convention de partenariat entre la Ville de
Montpellier et l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie
(OONMO) - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier ambitionne pour son théâtre municipal Jean-Vilar une programmation variée et de qualité à destination du plus grand nombre avec une attention particulière en direction des personnes les plus éloignées de l'offre culturelle. Le travail mené auprès de nouveaux publics issus du quartier de la Mosson au Théâtre Jean-Vilar s'inscrit dans cet objectif d'un théâtre ouvert. Il est ainsi proposé la construction d'une programmation et d'actions culturelles en collaboration avec des acteurs culturels qui mobiliseront leurs compétences au profit des habitants de ce quartier.

Depuis 1989, en collaboration avec l'Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie Opéra Junior propose à des enfants et adolescents de découvrir l'art lyrique en participant à des créations de spectacles réalisés dans des conditions professionnelles. Les jeunes chanteurs sont formés au chant, à la danse, au théâtre, et découvrent tous les métiers de l'opéra, en côtoyant artistes et techniciens professionnels.

Le projet s'appuie sur la vocation « populaire » que s'est fixée Opéra Junior, dès sa création, qui permet à des jeunes, quel que soit leur milieu social et culturel, de découvrir un univers artistique diversifié, tant au travers des répertoires musicaux étudiés et joués, qu'au moyen des disciplines théâtrales ou chorégraphiques utilisées pour les besoins des spectacles.

A l'inverse des méthodes qui privilégient une approche progressive et prudente, la démarche d'Opéra Junior consiste d'emblée, à placer les jeunes dans une situation concrète et active leur permettant d'exprimer et affirmer leur personnalité.

Chacun des projets est l'aboutissement d'une collaboration entre le travail de l'équipe pédagogique et celui d'une équipe artistique forte, menée par un metteur en scène qui s'entoure de professionnels du spectacle vivant, de chefs d'orchestre et de musiciens professionnels.

Le Théâtre Jean-Vilar participe au projet d'Opéra Junior et s'engage à mettre gracieusement à disposition de l'Opéra Orchestre, du 20 au 24 juin 2022, son lieu en ordre de marche comprenant le grand plateau, les loges, son personnel d'accueil technique ainsi que la fiche technique, pour le montage, les répétitions et les représentations du spectacle *Sous le ciel de Paris*. Le Théâtre Jean-Vilar pourra diffuser une présentation du partenariat sur ses différents supports de communication internes et externes. Il intégrera notamment le projet dans sa plaquette de saison. Le Théâtre Jean-Vilar prendra à sa charge le personnel d'accueil et de surveillance nécessaire aux représentations

L'Opéra Orchestre prendra à sa charge l'intégralité de l'émission de la billetterie, ainsi que les coûts afférents et encaissera l'ensemble des recettes. Il prendra également en charge la rémunération du personnel technique, d'accueil et de sécurité nécessaire aux représentations, en complément de ceux mis à disposition par le théâtre Jean-Vilar.

Conformément à la délibération n°V2021-477 du Conseil municipal du 16 décembre 2021 portant sur les tarifs applicables en 2022, le montant de location du Théâtre Jean-Vilar est fixé à 2 690 € par journée de 9h à 23 h. Au regard du caractère d'intérêt public de l'événement, la Ville de Montpellier exonère l'Opéra Orchestre de la redevance. Cette occupation du domaine public à titre gratuit sera considérée comme une subvention en nature.

Par conséquent, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre l'association Opéra et Orchestre National Montpellier Occitanie et la Ville de Montpellier dans le cadre d'Opéra Junior.
- De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de cette subvention en nature pour un total de 13 450 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183094-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL.

Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

L'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier est un établissement dont l'activité s'inscrit dans les domaines scientifiques et culturels. Elle a été instituée en 1706 par lettres patentes de Louis XIV sous le nom de Société Royale des Sciences, et confirmée sous son nom actuel par un arrêté ministériel en 1847. Ses statuts ont été adoptés par le Conseil d'État en 1884. Elle est depuis cette date, en vertu d'un décret, reconnue établissement d'utilité publique. Elle est membre de la Conférence Nationale des Académies (CNA) placée sous l'égide de l'Institut de France.

La mission qui lui a été confiée par l'Etat dès 1706, et qui demeure la sienne aujourd'hui, est de « *faire fleurir les arts et les sciences* » : composée de 90 académiciens qui partagent et discutent leurs connaissances et leurs réflexions dans les domaines scientifiques et artistiques, elle a également pour vocation la diffuser à Montpellier et dans le pays montpelliérain le savoir et la culture et de les mettre en réflexions et en débats. Ses échanges avec d'autres académies, ses publications et son site internet étendent son activité et son rayonnement sur l'ensemble du territoire national.

L'Académie est organisée en trois sections (Lettres, Sciences, Médecine). Elle est un acteur de la vie culturelle et une vitrine de la science et de la culture montpelliéraines.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de leur politique culturelle et patrimoniale, s'engagent à la promotion et à la valorisation des savoirs scientifiques et universitaires.

Ce partenariat avec l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier participe d'une démarche volontaire de partage et de transmission des connaissances et des savoirs à destination de tous les publics.

Dans le cadre de cette convention pluriannuelle, la Ville de Montpellier accorde à l'association une subvention de fonctionnement de 10 000 € au titre de l'exercice 2022, apporte son aide au Prix Sabatier d'Espeyran en dotant le Prix, via une subvention, à hauteur de 2 000 € au titre de l'exercice 2022.

Afin de permettre à l'Académie la tenue des séances privées, publiques et des journées de colloque qu'elle organise, la Ville met à sa disposition :

- Le Centre Rabelais 12 jours par an, de 17h à 19h30, pour la programmation allant jusqu'en décembre 2022 ;
- La Salle des Rencontres de l'Hôtel de Ville (ou le Centre Rabelais si celle-ci devait être dédiée à l'accueil du centre de vaccination) pour la séance solennelle du mois de janvier.

Cette contribution de la Ville correspond, pour la première année, à une aide en nature de 17 252 €.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de l'Académie, pour la bonne tenue de ses séances, l'auditorium du Musée Fabre et l'auditorium de la Cité des Arts. Ces mises à disposition sont déjà encadrées par des conventions pluriannuelles votées en 2021 par le Conseil de Métropole. L'utilisation de l'auditorium du musée Fabre est valorisée à hauteur de 27 200 € et celle de l'auditorium Varèse à la Cité des Arts à hauteur de 5 512 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier ;
- De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant des aides en nature pour un total de 17 252 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michaël DELAFOSSE.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention pluriannuelle

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182441-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

**Conditions d'intervention des Éducateurs Territoriaux - Convention de
partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de la réussite éducative, a toujours affirmé son engagement fort envers les jeunes. La pratique sportive s'inscrit dans des projets de socialisations et permet ainsi d'organiser des partenariats.

L'éducation physique et sportive en temps scolaire est une mission qui incombe au personnel de l'Education Nationale, mais dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister l'équipe pédagogique. Ainsi, à la demande des écoles partenaires et des services de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, la Ville de Montpellier apporte son soutien par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériels et d'éducateurs sportifs territoriaux.

Il est proposé une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier définissant les conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux de la Ville dans le temps scolaire en Education Physique et Sportive pour l'année 2021-2022. Elle fixe les conditions de co-enseignement afin d'atteindre les objectifs fixés dans le socle commun de connaissances et compétences à acquérir par les enfants.

Les éducateurs sportifs municipaux titulaires d'une carte professionnelle en cours de validité, et exerçant dans le cadre des missions de leur statut particulier interviennent sur des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier, en raison d'un module de 10 séances par classe au cours de l'année scolaire, sous la responsabilité pédagogique de l'enseignant. Des stagiaires en formation au Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (BPJEPS) pourront être accueillis lors de ces séances sous la responsabilité des tuteurs de stages et des enseignants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat 2021-2022 entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier ;
- D'autoriser la mise à disposition à titre gratuit les moyens humains et techniques de la Ville pour les séances en co-enseignement eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention intervention Educ EPS Ville Montpellier - DSDEN 2021.2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182622-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

**Appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités
physiques et sportives - Renouvellement pour l'année 2022 - Approbation**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le sport est un formidable outil de lien, de cohésion sociale et la pratique sportive fait désormais partie de la vie d'un nombre croissant de nos concitoyens. Les actions menées par les associations sportives véhiculent des valeurs de solidarité et de partage, nécessaires pour favoriser l'intégration.

Dans un contexte fortement marqué par des changements majeurs, notamment par une baisse des ressources issues du sponsoring privé et des mesures prises dans le cadre des contraintes sanitaires liées à la Covid-19, les associations sportives ont des difficultés à financer les investissements nécessaires à la mise en œuvre de projets. C'est pourquoi, la Ville de Montpellier lance un appel à projets qui vise à soutenir des investissements d'associations sportives, dont le siège est implanté sur la Ville de Montpellier, pour investir dans des équipements matériels ou immatériels. L'objectif est de faciliter et d'accompagner un investissement préalable qui ne devra pas, à terme, générer de besoins de financement complémentaire en fonctionnement de la part de la Ville de Montpellier.

Le budget prévisionnel global de l'appel à projets pour l'année 2022 est de 500 000 €. Le projet doit viser la mise en place ou l'acquisition d'équipement, matériel ou immatériel (logiciel), destiné à être utilisé dans la durée par les associations sportives.

Ces projets pourront par exemple favoriser la formation des jeunes sportifs et sportives, le développement des pratiques sportives féminines, ou concourir au croisement des politiques insertions / santé / sport de la Ville de Montpellier.

Les associations sportives pouvant répondre à l'appel à projets devront cumuler les deux critères suivants :

- Compter plus de 30 licenciés lors de la saison 2020-2021 ;
- Être affiliée à une fédération sportive agréée en date du 31 décembre 2021.

La subvention allouée à chacun des projets devra être comprise entre un minimum de 1 000 € et un maximum de 40 000 €. La subvention de la Ville de Montpellier est plafonnée à 70% maximum des dépenses éligibles du projet. L'attribution de la subvention s'inscrira, le cas échéant, dans le respect de la réglementation européenne des aides économiques.

Les dépenses éligibles doivent être des dépenses d'investissement (comptabilisées au bilan de la structure comme dépenses d'immobilisation) et il pourra s'agir :

- D'outils informatiques et numériques ;
- De l'achat d'équipements ou de matériel en lien direct avec l'activité de la structure ;
- De l'achat de véhicules de transport de personnes (minibus) avec une priorité pour des acquisitions respectueuses de l'environnement.

Seules les dépenses engagées à compter de la date de dépôt du dossier de candidature à l'appel à projet et dûment justifiées seront considérées comme éligibles. Toutes les dépenses antérieures à cette date ne seront pas prises en compte.

Le projet sera apprécié par rapport à :

- Leur pertinence au regard des activités de l'association et de la discipline sportive concernée ;
- Leur intérêt au regard du développement des activités physiques et sportives à l'échelle du territoire de la Ville (développement de l'activité auprès de nouveaux publics par exemple) ;
- La viabilité de son modèle économique, tant en investissement qu'en fonctionnement.

Le cadre financier d'attribution de la subvention sera précisé dans une convention attributive signée entre la Ville de Montpellier et le porteur de projet.

Le calendrier prévisionnel de l'appel à projets est le suivant :

- Publication de l'appel à projets : 22 avril 2022 ;
- Date limite de dépôt des projets : 30 mai 2022 ;
- Analyse des dossiers : juin 2022 ;
- Validation des projets soutenus et de l'attribution des subventions : Conseil municipal de juillet 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement de l'appel à projets 2022 d'investissement en faveur du développement des activités sportives et physiques selon les objectifs, conditions et critères exposés ci-dessus ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre de cadrage
- Convention d'investissement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185064-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Quartier Mosson - Les Hauts de Massane - Dénomination du terrain des Tritons "Bruno Martini" - Approbation

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive et de réussite éducative, la Ville de Montpellier a réhabilité le local associatif sur le terrain des Tritons, aux Hauts de Massane, Allée des Hauts de Montpellier. Situé proche du groupe scolaire Marc-Bloch, les associations ont réinvesties le terrain et le local afin d'y mener des actions de soutien aux enfants du quartier, et une pratique du football orientée vers les plus jeunes.

Afin d'honorer sa mémoire, la Ville de Montpellier avec l'accord de sa famille, propose que cet équipement porte le nom « Bruno-Martini ».

Gardien de but, il avait effectué la majeure partie de sa carrière sous le maillot de l'AJ Auxerre et avait été sélectionné à 31 reprises avec l'équipe de France. En 1995, il part pour le club de Montpellier, où il passera quatre saisons. Il y atteindra deux fois les demi-finales de la coupe de France et jouera un trentième et dernier match de Coupe de l'UEFA.

Entraîneur national à la Direction Technique Nationale (DTN) du football français de 2001 à 2013, Bruno MARTINI était entre août 1999 et 2010, l'entraîneur des gardiens de l'équipe de France A. Après avoir quitté ses fonctions à la DTN, Bruno MARTINI intégrait le Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) courant 2014.

Directeur Adjoint du Centre de Formation de Montpellier, Bruno MARTINI né le 25 janvier 1962 à Nevers, s'est éteint à Montpellier le 20 octobre 2020 à l'âge de 58 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la dénomination du terrain les Tritons, le nom de « Bruno-Martini » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185071-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

**Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs - Conventions
d'occupation du domaine public - Redevances minorées - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville met à disposition d'associations sportives, des équipements et locaux associatifs, afin de leur permettre de gérer des activités sportives spécifiques. En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville perçoit une redevance annuelle et des créneaux d'occupation pour ses stages en vacances scolaires ou périscolaires, qui fait l'objet d'une convention établie entre la Ville et l'association concernée.

Dans ce cadre, comme chaque année, il est proposé de délibérer sur des redevances spécifiques telles que présentées ci-après, et ce jusqu'au 31 décembre 2022. Cette délibération spécifique est complémentaire à celle relative aux locaux associatifs sportifs, proposée aussi au vote du Conseil municipal du 21 décembre 2021.

Au vu de l'intérêt communal attaché de chacune de ces structures, il est proposé, en contrepartie de la mise à disposition de ces locaux, une redevance forfaitaire composée d'un loyer minoré à 35 € et une participation aux charges de consommation révisable chaque année.

Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau ci-dessous, qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

ASSOCIATION	ADRESSE LOCAUX	Valeur Locative	Loyer Minoré	Aide annuelle en nature	Charges 2022	Redevance 2022
ASPTT Montpellier Omnisports	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	9 315 €	35 €	9 290 €	5 080 €	5 115 €
ASPTT Montpellier Tennis Léon Cazal	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	0	0	0	3 930 €	3 965 €
ASPTT Montpellier Tennis Grammont	Avenue Albert-Einstein 34000 Montpellier	3 240 €	35 €	3 205 €	3 820 €	3 855 €
Tennis Club Paillade	Avenue d'Heidelberg 34080 Montpellier	11 200 €	35 €	11 165 €	650 €	685 €
Centre Equestre Montpellier Grammont	Domaine de Grammont 2733, avenue Albert Einstein 34000 Montpellier	15 930 €	35 €	15 895 €	3 330 €	3 365 €
TOTAL		39 685 €	140 €	39 545 €	16 810 €	16 985 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions d'occupation du domaine public entre la Ville de Montpellier et les associations listées ci-dessus ;
- D'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus
- De porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature, pour un montant total de 3 945 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Eddine ARIZTEGUI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2022 ASPTT Omnisports
- 2022 ASPTT Tennis Cazals
- 2022 ASPTT Tennis Grammont
- 2022 Centre Equestre Grammont
- 2022 Tennis Club Paillade

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185350-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Mandat spécial - Réseau européen des villes universitaires - Bruxelles - Printemps 2022 - Approbation

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

La Ville de Montpellier est membre, depuis de nombreuses années, de l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF). Elle regroupe une centaine de collectivités locales, municipalités, agglomérations, métropoles et départements. Ce réseau a pour objectif de développer le partage de bonnes pratiques mais aussi de contacts entre collectivités locales au niveau européen afin de soutenir le développement des mobilités au travers de quatre objectifs : rendre les mobilités accessibles pour tous les publics, améliorer l'accompagnement des individus, diversifier les parcours de mobilité via la valorisation des parcours professionnalisants et d'apprentissage, accroître et renforcer les liens entre individus en mobilité et les territoires d'accueil et/ou de départ via le développement des dimensions citoyennes et européennes des programmes de mobilité.

Au printemps 2022, deux élus et deux accompagnateurs (au maximum) se rendront à Bruxelles pour assister à une réunion organisée par l'AVUF. Cette rencontre en présentiel s'inscrira dans le parachèvement d'un travail de constitution du réseau engagé en 2021 entre collectivités locales à l'échelle européenne sur les défis actuels en lien avec les mobilités. Cette rencontre a pour ambition de faire connaître cette initiative auprès des acteurs européens et universitaires. C'est pourquoi, des moments de rencontre et d'échanges avec les institutions européennes sont envisagés.

Les frais d'hébergement et de restauration seront pris en charge par l'AVUF. Seul, les frais de déplacement et frais annexes sur place seront à la charge de la Municipalité (estimé à 800 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder un mandat spécial pour le déplacement de deux élus et deux accompagnateurs au maximum à Bruxelles, au printemps 2022 (dates non connues à ce jour) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182691-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER

Taux d'imposition des taxes directes pour 2022 - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

L'année 2021 a marqué la première année d'application de la réforme de la fiscalité locale engagée par l'article 16 de la loi de finances pour 2020, actant la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales. Ainsi, la taxe d'habitation au titre des résidences principales n'est plus perçue par la Ville de Montpellier : seule la taxe d'habitation des résidences secondaires subsiste. Son taux d'imposition est néanmoins figé jusqu'en 2022 inclus, et ne peut donc être modifié.

Le produit perdu est compensé par le transfert du taux départemental de la taxe foncière. Un mécanisme dénommé coefficient correcteur permet de garantir une stricte neutralité de la réforme pour toutes les communes. Le taux communal 2021 correspondait à la somme du taux communal 2020 et du taux départemental 2020, il n'a provoqué aucune augmentation fiscale pour les contribuables. Pour mémoire, les taux communaux et départementaux étaient respectivement de 31,18% et 21,45%, soit un taux cumulé de 52,63%.

En 2022 à nouveau, seuls les taux d'imposition de taxe foncière bâtie et de taxe foncière non bâtie peuvent être adoptés par le Conseil municipal.

Il est proposé à l'assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de Montpellier de + 0 % pour 2022.

Taxes	Taux d'imposition 2022	% d'évolution des taux en 2022
Taxe sur le Foncier Bâti	52,63 %	0 %
Taxe sur le Foncier Non Bâti	112,71 %	0 %
Taxe d'Habitation	22,49 %	(taux gelé au taux 2019)

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De maintenir les taux d'imposition 2022 à leur niveau de 2021 :
 - o Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 52,63% ;
 - o Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71 % ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Etat de notification des produits prévisionnels et taux d'imposition des taxes directes locales-2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184277-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Clara GIMENEZ, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

Instauration et modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) se substitue à la plupart des primes et indemnités existantes dans la Fonction Publique d'Etat, lesquelles constituent le fondement du régime indemnitaire actuel.

Selon le principe de parité et d'équivalence entre les corps de la Fonction Publique d'Etat et des cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale doivent mettre en œuvre ce nouveau régime indemnitaire qui se substitue de droit au régime indemnitaire existant.

Le RIFSEEP est constitué de deux parts cumulables :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) : elle est fonction d'une part, du poste occupé et du groupe de fonctions auquel ce poste est rattaché, et d'autre part, du grade de l'agent. Elle est versée mensuellement ;

- Le complément indemnitaire annuel (CIA) : il repose sur l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent et est lié à l'entretien professionnel. Il peut être versé en une ou plusieurs fois.

Dans le cadre de ce nouveau régime indemnitaire, les collectivités territoriales demeurent libres de fixer les plafonds applicables à chacune de ces deux parts, sous la seule réserve que leur somme ne dépasse pas le plafond global des primes octroyées aux agents de l'État. Elles sont également libres de déterminer les critères d'attribution des primes correspondants à chacune de ces parts.

Par délibération en date du 3 avril 2018, la Ville de Montpellier a instauré le RIFSEEP ; cette première délibération, complétée en 2021, ne couvre cependant pas l'ensemble des cadres d'emplois aujourd'hui concernés par ce régime indemnitaire alors même que l'ensemble des arrêtés ministériels de référence des corps de la Fonction Publique d'Etat attendus est paru. Le dispositif en place à la Ville n'est de surcroît pas complet dans la mesure où l'une des deux composantes obligatoires du RIFSEEP, le complément indemnitaire annuel, n'existe pas.

Ainsi la présente délibération a notamment pour objet de corriger les carences de la première version du RIFSEEP mise en place en 2018.

* *
*

Le régime indemnitaire aujourd'hui soumis à approbation constitue l'un des principaux piliers du Pacte social du mandat qui reste à finaliser. Traduction d'un engagement réciproque de l'ensemble des acteurs de la Collectivité, ce Pacte concilie l'exigence d'un service public de qualité et la nécessaire reconnaissance et valorisation des agents qui y contribuent.

La crise sanitaire a révélé au grand public l'importance vitale du service public : de santé en premier lieu, mais de manière plus large de tous les acteurs publics et en particulier les collectivités locales. Les agents des deux collectivités, Ville et Métropole, ont poursuivi, durant cette crise, de manière exemplaire leur engagement au service du territoire et des habitants. C'est cet engagement, déjà reconnu, qu'il faut reconnaître et encourager afin de le pérenniser, voire de le renforcer encore.

Pour ce faire, la Ville, le CCAS et la Métropole ont fait le choix fort et assumé d'investir sur le capital humain que constituent leurs 8 000 agents.

Durant tout le mandat et selon un agenda qui reste à finaliser, la politique de gestion des ressources humaines porte les objectifs suivants :

- La mise en place d'une rémunération plus sociale, plus équitable et plus juste ;
- Une amélioration de conditions de travail ;
- Un accompagnement des agents tout au long de leur carrière afin de renforcer leur employabilité ;
- Le développement des compétences et des savoir-faire ;
- Un dialogue permanent tant avec les organisations syndicales qu'avec les agents ;
- Une politique managériale humaine et responsabilisante.

Sur le premier point, Ville, Métropole et CCAS assument un agenda social qui prend la forme suivante :

- La mise en œuvre d'une prime « spéciale Covid-19 » en 2020 ;
- La création de la prime d'intéressement collectif en 2021 ;
- L'adoption du RIFSEEP en mars 2022 pour une application à mi-année ;
- La seconde partie du RIFSEEP en 2023 ;
- L'évolution de la participation de l'employeur sur les prestations sociales en 2023 et 2024.

Cette politique volontariste s'accompagne de la création régulière de nouveaux moyens humains afin de déprécier et renforcer les pôles qui structurent dorénavant l'organisation administrative.

Cet investissement affirmé pour soutenir et reconnaître l'action des agents des collectivités s'inscrit dans le cadre d'une refonte globale de la politique RH au service des objectifs ambitieux qui est porté pour le territoire et des politiques publiques déployées.

C'est dans cet esprit que la Ville, le CCAS et la Métropole ont décidé de faire de la contrainte réglementaire qui s'impose à elles, une véritable opportunité pour rebâtir une politique de rémunération plus juste, plus équitable, et plus sociale, garante d'une plus grande attractivité des collectivités. C'est donc un engagement politique et financier fort des deux collectivités qui verront leurs budgets consacrés à la masse salariale progresser de manière significative.

Avec la valorisation des différents niveaux de régime indemnitaires proposés, et notamment à l'égard des agents les plus précaires et de ceux qui sont au plus près des citoyens, il est fait le choix d'une politique sociale renforcée et solidaire. En cohérence avec la nouvelle organisation des services, ce régime indemnitaire se donne aussi les leviers pour mieux reconnaître et valoriser les prises de responsabilités et l'engagement professionnel des agents.

Il doit permettre, dans un souci d'équité renforcée, à tendre vers l'harmonisation des régimes indemnitaires entre collectivités, mais aussi vers un rapprochement des écarts indemnitaires entre filière à même niveau de responsabilité. C'est un enjeu d'autant plus important dans un contexte de mutualisation renforcée des services, qui doit favoriser les passerelles et les mobilités des agents entre collectivités. Cette dynamique de rapprochement et de convergence se prolongera sur la durée du mandat.

La présente délibération qui institue le RIFSEEP abroge, pour les agents compris dans son champ d'application, les délibérations existantes relatives aux primes pouvant être attribuées aux personnels. Le présent dispositif s'applique à compter du 1^{er} juillet 2022.

Article 1 - Champ d'application du RIFSEEP

Bénéficient du régime indemnitaire, l'ensemble des fonctionnaires, titulaires et stagiaires, et des agents contractuels mensualisés de droit public.

En sont exclus les agents de droit privé, les agents vacataires, les assistantes familiales et maternelles ainsi que les agents saisonniers, à l'exception des emplois nécessitant une qualification particulière, les contrats pris en référence aux articles 110, 110-1 (collaborateur de Cabinet ou de groupe d'élus).

Par exception, les agents contractuels percevant au moment de l'adoption du RIFSEEP, un régime indemnitaire plus favorable, conserveront le bénéfice de ce dernier jusqu'à la fin de leur contrat en cours.

Les montants des différentes composantes de ce régime indemnitaire sont attribués dans la limite des montants maximums du régime indemnitaire prévus par les textes de référence pour chaque grade ou cadre d'emplois.

Article 2 - Les cadres d'emplois non éligibles au RIFSEEP

Au vu de la parution des arrêtés ministériels de référence des corps de la Fonction Publique d'Etat, seule la filière police municipale et les cadres d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique et assistants territoriaux d'enseignement artistique ne rentrent pas dans le champ d'application du RIFSEEP.

Pour ces cadres d'emplois, les délibérations actuellement en vigueur sont maintenues ; les modalités et niveaux d'attributions actuels sont inchangés.

Les montants des différentes composantes de ces régimes indemnitaires sont attribués dans la limite des montants maximums du régime indemnitaire prévus par les textes de référence pour chaque grade ou cadre d'emplois.

En cohérence avec les dispositions de la présente délibération :

- En cas de mobilité conduisant à une baisse de régime indemnitaire, l'agent peut se voir maintenir sur une période de 12 mois maximum le régime indemnitaire correspondant au poste occupé antérieurement ;
- Lors d'une décharge d'activité à titre syndical, l'agent conserve le régime indemnitaire correspondant aux fonctions exercées précédemment à la décharge totale d'activité.

Enfin, pour ces cadres d'emplois, il sera fait application de l'article 3.1.6 de la présente délibération, ainsi que des dispositifs de sujétions et bonifications décrits aux annexes 2 et 3, et des dispositions de l'annexe 4 relative aux autres primes et indemnités.

Article 3 - Architecture du RIFSEEP

Le RIFSEEP est constitué de deux parts cumulables :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) ;
- Le complément indemnitaire annuel (CIA).

3.1 L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)

Le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions. Il tient compte des critères professionnels suivants (décret n° 2014-513 du 20 mai 2014) :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

3.1.1 Principes de l'IFSE

L'IFSE peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions. L'IFSE est versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué. Pour l'application de l'IFSE, des montants maximaux d'attribution sont déterminés selon le groupe de fonctions, ils sont arrêtés par la délibération instituant le RIFSEEP.

Ces montants ne peuvent dépasser le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat. Conformément au principe de libre administration, il est précisé que l'appréciation du plafond pour chacun des groupes de fonctions est le résultat de la limite du plafond global des deux parts (IFSE et CIA).

Un montant mensuel minimum d'IFSE par grade et par groupe de fonctions est également défini. Ce montant est fixé pour un temps complet sur la totalité d'un mois. Ainsi en application des articles 60 et 105 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les montants sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

Le montant individuel de l'IFSE est fixé, dans le respect des plafonds réglementaires, en fonction du grade de l'agent et du groupe de fonctions auquel est rattaché son poste.

Par ailleurs, en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité, l'IFSE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par l'arrêté du 27 août 2015 pris pour application de cet article du décret notamment, dès lors que l'agent en remplit les conditions et modalités de versement.

Les primes et indemnités cumulables et instituées figurent en annexe 4.

Pour chaque agent, l'autorité territoriale pourra tenir compte de contraintes afférentes à l'emploi occupé par l'agent ou du contexte de l'emploi pour moduler cette attribution.

Dans le cas particulier d'un agent logé pour nécessité absolue de service, l'IFSE part fonctions qui lui est attribué au regard de son groupe fonctions et de son grade, est appréciée au regard des plafonds réglementaires spécifiques applicables aux agents logés.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté. Cet arrêté précisera également si l'agent est susceptible, après service fait, de percevoir l'une ou plusieurs composantes de l'IFSE liées aux sujétions particulières telles que décrites dans l'annexe 2.

3.1.2 Composantes de l'IFSE

L'IFSE attribuée individuellement à chaque agent résulte de l'addition de différentes composantes, dans le respect des principes précédemment énoncés.

L'IFSE est ainsi constituée de 3 parts, dont seule la première est obligatoire :

- **Une IFSE Part fonctions**, part principale attribuée à chaque agent, qui valorise les fonctions d'encadrement, de coordination technique et administrative transversale, d'expertise et de technicité (annexe 1) ;
- **Une IFSE Part sujétions**, attribuée sur certains postes en fonction des situations de sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste retenues (annexe 2). L'indemnisation de contraintes particulières associées à l'exercice de certains postes donne ainsi droit à la perception d'une IFSE sujétions qui s'ajoute à l'IFSE part fonctions ;
- **Une IFSE Part bonifications** peut également être versée au regard de certaines missions complémentaires propres à l'agent, indépendamment du poste occupé, telles que décrites à l'annexe 3. Elle s'ajoute à l'IFSE part fonctions, et, le cas échéant, à l'IFSE part sujétions identifiée sur le poste occupé par l'agent.

L'IFSE sera donc attribuée, en fonction du grade détenu, d'une part au regard des fonctions occupées (IFSE Part Fonctions) et d'autre part au regard des sujétions et bonifications associées.

3.1.2.1 IFSE part fonctions

Critères liés à l'occupation des fonctions

La mise en œuvre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) reposera sur la notion de groupes de fonctions dont le nombre est défini pour chaque cadre d'emplois, conformément aux dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014.

Il est proposé d'arrêter les groupes de fonctions suivants et de répartir les emplois en leur sein, comme suit :

POSTE CAT.	GRUPE	EMPLOI
A	AG1	Directeur général / Directeur général délégué / Directeur de Pôle
	AG2	Directeur adjoint de Pôle / Directeur délégué / Directeur d'établissement Niveau E1 / Directeur de mission / Responsable de service Niveau S1
	AG3	Responsable de service Niveau S2 / Fonctions à expertise forte ou en pilotage de projets complexes / Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité
	AG4	Tout autre emploi - Fonctions de grade
B	BG1	Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité
	BG2	Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité / Responsable d'équipe
	BG3	Tout autre emploi - Fonctions de grade
C	CG1	Responsable d'unité / Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité / Responsable de structure Niveau E4 / Responsable d'équipe / Responsable adjoint d'équipe / Emplois de référent - coordonnateur
	CG2	Tout autre emploi - Fonctions de grade

L'attribution de l'IFSE part fonctions est ainsi déterminée en fonction du groupe auquel l'emploi occupé est rattaché.

3.1.2.2 IFSE part sujétions

Le mécanisme de la part sujétions est engagé :

- Soit au regard des conditions récurrentes de travail de l'agent : la part sujétions est alors forfaitaire et mensualisée ;
- Soit après service fait : il est lié dans ce cas à un évènement particulier et la part sujétions versée est calculée chaque mois en fonction du service effectué.

Un agent peut cumuler ces deux mécanismes au titre de la part sujétions. Pour tous ces cas, il sera fait application des plafonds d'IFSE tels que définis à l'annexe 1.

Il est précisé que lorsqu'un agent n'exerce plus les fonctions justifiant l'attribution d'une IFSE Part sujétions (à l'occasion d'un changement de poste, ou bien lorsque les conditions d'exercice des fonctions ne justifient plus l'attribution d'une IFSE Sujétions), celle-ci est retirée.

Part sujétions liée aux conditions récurrentes de travail.

Une IFSE Part sujétions peut être versée en fonction des situations retenues de sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste. En effet, l'indemnisation de contraintes particulières associées à l'exercice de certains postes donne droit à la perception d'une IFSE Sujétions. Les postes et emplois seront définis dans un règlement d'application visant à traiter les situations concrètes et individuelles dans les limites des plafonds définies par la présente délibération. Cette part sujétions est réduite au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet selon les règles de paie en vigueur.

Cette part sujétions mensualisée ne pourra excéder 50% du montant minimal de l'IFSE part fonctions versée à l'agent.

Part sujétions après service fait lié à un évènement particulier

Certaines situations de sujétions, telles que décrites dans l'annexe 2, sont conditionnées à la réalisation d'un service fait pour enclencher la part sujétions correspondante.

3.1.3 Réexamen de l'IFSE

Le montant de l'IFSE Part fonctions fait l'objet d'un réexamen :

- En cas de mobilité vers un poste relevant d'un même groupe de fonctions ;
- Tous les 4 ans, en l'absence de changement de poste ;
- En cas de changement de grade suite à une promotion.

Il est rappelé que le principe du réexamen du montant de l'IFSE n'implique pas une revalorisation automatique.

3.1.4 Mobilité

Lors d'une mobilité conduisant à une baisse de l'IFSE part fonctions, l'agent peut se voir maintenir sur une période de 12 mois maximum l'IFSE part fonctions correspondante au poste occupé antérieurement.

3.1.5 Dispositif métiers en tension

A titre exceptionnel et si aucune compétence interne n'a pu être identifiée, l'IFSE part fonctions peut être modulée sur décision de l'autorité territoriale, dans la limite des plafonds instaurés, afin de permettre le recrutement de profils expérimentés dans des secteurs où les compétences évoluent rapidement et/ou sont rares. Ces dispositions doivent permettre de renforcer l'attractivité de la collectivité dans des secteurs identifiés en tension.

Cette modulation se fondera notamment sur les éléments suivants :

- Le parcours professionnel de l'agent avant l'arrivée sur son poste ;
- L'approfondissement des savoirs techniques, des pratiques ;
- Les qualifications et diplômes obtenus ;
- La maîtrise d'une compétence présentant un avantage significatif pour la collectivité.

En vue de veiller à l'équité salariale, une attention particulière sera accordée à la cohérence de l'IFSE Part fonctions servie au titre de cet article avec les emplois similaires présents au sein de la collectivité.

3.1.6 Modalités de maintien en cas d'absence

En application des dispositions du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congé, les agents publics relevant de la fonction publique de l'État conservent le bénéfice de l'IFSE dans les mêmes proportions que leur traitement en cas de :

- Congés annuels ;
- Congés de maladie ordinaire ;
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service ;
- Congé pour maternité ;
- Congé pour adoption ;
- Congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Ainsi l'ensemble des primes et indemnités définies dans le cadre du présent régime indemnitaire sera maintenu dans les mêmes proportions que la rémunération principale en cas de congés pour raison de santé définis par la loi du 26 janvier 1984 et notamment son article 57 et par le Décret n°88-145 du 15 février 1988 et notamment ses articles 7 et 8, ainsi qu'au cours de la période de préparation au reclassement (PPR) prévue par l'article 85-1 de la loi du 26 janvier 1984, dans le respect des dispositions du décret n°2010-997 du 26 août 2010 susvisé et du principe de parité tel que défini à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984.

En conséquence, les primes et indemnités ainsi que leurs éventuelles majorations et les montants relatifs à un éventuel maintien de rémunération, sont suspendus totalement pendant le congé de longue maladie, le congé de longue durée ou le congé de grave maladie (pour les agents contractuels), à compter de la date de réception du procès-verbal de décision du comité médical plaçant le fonctionnaire dans ces types de congés maladie.

Toutefois, afin de préserver la situation des agents placés en congés de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, l'article 2 du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 permet à l'agent de conserver, en congé maladie ordinaire et placé rétroactivement dans un de ces deux congés, la totalité des primes d'ores et déjà versées.

En outre, dans le cadre d'un congé pour maladie ordinaire, l'IFSE sera réduite à raison de 1/30 par jour d'absence après application d'une franchise sur une période de référence. Les modalités pratiques d'application seront précisées dans le cadre d'une prochaine délibération, en vue d'une mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2023.

3.1.7 Situation spécifique

Les agents bénéficiant d'une décharge totale d'activité au titre du droit syndical sont classés dans le groupe de fonctions correspondant aux fonctions exercées précédemment à la décharge totale d'activité.

3.1.8 Situation des agents pour lesquels la mise en place de l'IFSE induirait une diminution de régime indemnitaire

Conformément à l'article 6 du décret 2014-513 du 20 mai 2014, un maintien individuel du montant de régime indemnitaire détenu précédemment est garanti aux agents dans le cas où le nouveau montant indemnitaire issu de la mise en place de l'IFSE qui leur est attribué serait inférieur au montant versé au titre de leur régime indemnitaire antérieur et ce, jusqu'au premier changement de fonction.

Cette compensation au titre du maintien du régime indemnitaire pourra être diminuée à due concurrence de la progression de rémunération induite par le déroulement de carrière, jusqu'à sa complète neutralisation.

3.2 Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

A titre liminaire, le caractère d'avantage collectif n'ayant pas été reconnu à la « prime semestrielle » historiquement versée, il est proposé d'en affecter le montant dans le CIA pour les cadres d'emplois relevant du RIFSEEP.

A contrario, pour les cadres d'emplois non encore concernés par le RIFSEEP, la « prime semestrielle » sera appliquée selon les montants et modalités de versement actuellement en vigueur.

De même la « prime semestrielle » sera maintenue selon les montants et modalités de versement actuellement en vigueur pour les assistantes familiales et maternelles.

3.2.1 Les principes

Le CIA est versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle de l'année N-1.

En application du principe de parité fixé à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 et en vertu du principe de libre administration des collectivités territoriales, le montant du CIA attribué s'articulera autour d'un montant de 1 230 euros, susceptible d'être majoré à titre individuel jusqu'à 1 830 euros annuels en fonction de l'évaluation professionnelle et de la satisfaction des objectifs fixés, et selon des critères qui seront précisés dans un règlement d'application.

En conséquence, la part des plafonds du RIFSEEP consacrée au CIA pour chaque groupe de fonctions est fixée à 1 830 euros annuel.

3.2.2 Les conditions de versement

Le CIA est proratisé suivant le temps de travail et versé annuellement en 2 fractions en mai et en novembre.

Le CIA est réduit au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet selon les règles de paie en vigueur.

Le CIA fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le régime indemnitaire applicable aux agents selon les modalités ci-dessus définies ;
- De préciser que ce régime indemnitaire sera applicable à compter du 1^{er} juillet 2022 ;
- D'abroger les délibérations du 17 décembre 2015, du 3 avril 2018 et du 12 avril 2021 instaurant le RIFSEEP à compter de la mise en œuvre du nouveau RIFSEEP ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- De prendre acte qu'un règlement d'attribution sera rédigé dans le cadre de l'application concrète et individuelle des principes ici définis en faveur des agents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ANNEXE_1.docx

- ANNEXE 2.docx

- ANNEXE_3docx

- ANNEXE 4.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-186426-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Clara GIMENEZ, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

Modalité d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En application du décret n° 2019-1261 du 26 novembre 2019 modifiant le décret n° 2012-624 du 3 mai 2012 fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, et afin de reconnaître l'investissement collectif des agents de la Ville de Montpellier, il est proposé pour l'exercice 2022 la reconduction au sein des services de la Ville de Montpellier de la prime d'intéressement à la performance collective.

I- Bénéficiaires

La prime d'intéressement pourra être attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires, aux agents contractuels de droit public mensualisés, aux agents mis à disposition auprès de la Collectivité, aux agents en position de détachement, et également aux agents de droit privé dans la mesure où ces derniers participent effectivement à l'atteinte des objectifs du service (ou groupe de services) pour lequel a été instituée cette prime.

II- Montant

Dans le respect du plafond annuel défini par le décret n° 2019-1262 du 28 novembre 2019, le montant de cette indemnité est fixé à 300 € brut par an et par agent des services ayant atteint les résultats fixés.

III- Conditions de versement

En application de l'article 5 du décret n° 2012-624 du 3 mai 2012, pour bénéficier de la prime, une présence effective au sein de la Ville de Montpellier ou de Montpellier Méditerranée Métropole d'au moins trois mois pendant la période de référence, soit du 1^{er} avril au 30 septembre 2022, est requise.

Pour la comptabilisation de la durée de présence effective, sont considérées comme de la présence effective les périodes :

- De congés annuels, congés pris au titre du compte épargne temps, congés liés à la réduction du temps de travail ;
- De congés de maladie ordinaire, congés de maternité, congés d'adoption, congés de paternité ;
- De congés pour accident de service ou pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions, pour accident de travail ou maladie professionnelle des agents contractuels ;
- De congés pour formation syndicale, les autorisations d'absence et décharges de service pour l'exercice d'un mandat syndical ;
- De formation professionnelle, à l'exception de la durée du congé pour formation professionnelle.

Pour la prise en compte du temps de présence effective, les services à temps partiel et à temps non complet sont considérés comme des services à temps plein.

Un agent peut être exclu du bénéfice de la prime au titre d'une année, en raison d'une insuffisance caractérisée de sa manière de servir. Cette exclusion est formalisée par un rapport joint à l'entretien professionnel de l'agent.

IV- Objectifs pris en compte

A cet effet, chacun des pôles et missions de la collectivité a pour double objectif :

- De mobiliser l'ensemble des agents dans les projets de réorganisation découlant de la nouvelle organisation des services, et dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement interne, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques ;
- De respecter le cap financier pour répondre à un projet de mandat ambitieux.

V- Versement de la prime

Le montant individuel attribué à chaque agent est fixé, pour chaque service à l'issue de la période de référence.

Le montant est identique pour chaque agent composant le service en fonction des résultats atteints. Le caractère forfaitaire de la prime permet en effet de répondre aux objectifs de mobilisation des agents autour d'un objectif commun au service ou au groupe de services.

Conformément aux dispositions de la circulaire du ministère de l'Intérieur n° INTB1234383C du 22 octobre 2017, la prime d'intéressement à la performance collective suit les mêmes règles que le traitement de l'agent (proratisation en fonction du temps de travail de l'agent et des absences notamment).

La prime d'intéressement à la performance collective s'ajoute aux diverses primes et indemnités composant le régime indemnitaire individuel de l'agent et est versée en supplément du régime indemnitaire.

Elle sera versée à chaque agent au terme de l'évaluation des résultats collectivement atteints.

Les modalités de création de la prime d'intéressement à la performance collective ont fait l'objet d'un avis du comité technique.

Le montant total de cette prime est estimé à 1 325 000 € en année pleine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modalités d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la ville ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-180703-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Concession
d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de
Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Garantie d'emprunt -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes situé au sud de la Ville, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy. Les premières études engagées début des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2008.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération l'atelier Nebout pour la conception de ce projet.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier) devenue SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signée en 2012 et pour une durée de 30 ans.

Le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été approuvé par le Conseil municipal

du 30 mars 2009.

Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont, quant à eux, été approuvé le 19 décembre 2019. La ZAC couvre une surface de 125 ha et le programme prévisionnel prévoit environ 7500 logements, des commerces, des activités et des équipements publics.

Depuis 2019, la ZAC a connu de grandes avancées, notamment :

- La redéfinition d'un plan guide et d'une programmation optimisée, plus exigeant avec les principes d'une ville résiliente, solidaire et active (désimperméabilisation accrue, mixité sociale revue, part d'activités et commerces augmentée, place accrue pour le Marché d'intérêt National etc...) ;
- La poursuite du démarrage des premières opérations de constructions ;
- La délivrance du permis de construire pour une première école de 15 classes ;
- Une activité soutenue sur les acquisitions foncières ;

La Ville de Montpellier qui poursuit l'aménagement de ce vaste quartier, soutient la SA3M dans ses démarches. Notamment, la concession d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être accordée par la Ville de Montpellier, au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par la SA3M pour la réalisation de l'opération.

Aussi, la SA3M, dans le cadre de la poursuite de cette opération d'aménagement, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Ville de Montpellier sur l'emprunts suivant :

Emprunt Banque Postale :

- Montant de 10 000 000 € ;
- Durée : 10 ans ;
- Taux fixe : 0,62 % par an ;
- Périodicité : trimestrielle ;
- Commission d'engagement : 0.1% ;
- Garantie d'emprunt de la Ville de Montpellier à hauteur de : 80%.

Au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Cette garantie est accordée dans le respect des ratios réglementés aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville de Montpellier à hauteur de 80% de l'emprunt de 10 000 000 € souscrit par la SA3M auprès de la Banque Postale, soit 8 000 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 20211223 LBP Offre retenue 10 M€ signée DG.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-180290-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Cotisations à l'Ordre des Architectes - Renouvellement - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les missions pour lesquelles l'intervention d'un architecte est rendue obligatoire par la loi, notamment la signature des permis de construire, nécessitent une adhésion à l'Ordre des Architectes qui se renouvelle annuellement. L'adhésion préalable à l'Ordre et la souscription de l'assurance professionnelle sont effectivement des conditions indispensables pour se prévaloir de la qualité d'architecte.

Afin de permettre aux agents de la Ville de Montpellier concernés par cette qualité, de poursuivre l'accomplissement de leurs missions dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, il est proposé au Conseil municipal d'approuver leur adhésion à l'Ordre des Architectes pour l'année 2022, pour un montant global de 3 450 €, un recrutement d'un architecte étant en cours.

Nom	Prénom	Direction
BRIDON	Christine	Architecture & Immobilier
COLL	Swan	
HILAIRE	Anne-Josée	
MAGNIN FEYSSOT	Salomé	
PEETERS	Marie	
Recrutement en cours		
TOTAL (en €)		3 450

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les renouvellements d'adhésion à l'Ordre des Architectes pour l'année 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182670-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

**Versement d'une partie des indemnités des élus en monnaie locale
complémentaire La Graine - Adhésion à l'association Alternatives pour le
Développement Économique et Social Local (ADESL) - Convention de
partenariat entre l'association ADESL et la Ville de Montpellier - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur Bruno PATERNOT, Conseiller municipal, rapporte :

La Graine est une monnaie locale complémentaire (MLC) lancée le 9 septembre 2018 sur l'ensemble du département de l'Hérault et fonctionnant conformément à l'article 16 de la loi du 31 juillet 2014 sur l'Économie sociale et solidaire. Elle est gérée bénévolement et démocratiquement par l'association sans but lucratif Alternatives pour le Développement Économique et Social Local (ADESL) – la Graine

Une MLC est un titre de paiement, qui n'a de valeur que sur un territoire donné et au sein d'un réseau d'accepteurs adhérents agréés par l'association émettrice : entreprises, associations et collectivités locales.

La Graine est ainsi utilisée en janvier 2022 par près de 160 professionnels et plus de 500 utilisateurs particuliers, qui peuvent, après avoir adhéré, changer des euros en graines au taux de 1 euro = 1 Graine, pour les utiliser ensuite auprès des accepteurs agréés.

Les euros reçus par ADESL – la Graine contre les graines sont dans leur intégralité placés dans un fonds de réserve, sur des comptes et livrets ouverts auprès d'organismes bancaires.

La Graine est aussi un outil de relocalisation et de dynamisation de l'économie de l'Hérault, qui réoriente une partie du pouvoir d'achat local vers le commerce et les services de proximité, vers les producteurs locaux et les associations du territoire ; tous ces acteurs étant engagés dans l'économie éco-responsable et la transition écologique et solidaire. Il développe également la solidarité entre les différents territoires ruraux de l'Hérault et les zones plus urbanisées de la façade sud, grâce aux relations notamment commerciales qu'il permet de créer.

C'est également un outil de changement des pratiques vers une économie solidaire, un développement durable et la relocalisation d'activités agricoles, artisanales ou industrielles dans l'optique de l'économie circulaire. Les professionnels rejoignant le réseau devant s'engager à relever des défis simples pour la relocalisation de leurs achats, l'environnement, ou encore l'utilisation de méthodes de production plus éco-responsables.

La Ville de Montpellier a la volonté de soutenir le dynamisme économique et social local, la transition écologique et solidaire, l'économie circulaire, ainsi que la vie associative locale. Pour cela il est proposé au Conseil municipal d'adhérer à l'association ADESL – la Graine à compter du 1^{er} juin 2022 pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction jusqu'à la fin du mandat.

Le montant de cette adhésion est de 5 800 € par année civile. Pour l'année en cours, la Ville adhère à compter du 1^{er} juin 2022, le montant de l'adhésion est donc proratisé au nombre de mois restant à couvrir sur l'année 2022 soit 2 916 €.

Les élus municipaux devront être volontaires et adhérer individuellement à l'association. Pour les élus municipaux volontaires, la Ville de Montpellier pourra ainsi verser tout ou partie du montant des indemnités d'élus à l'association, laquelle convertira les indemnités en Graine et les reversera aux élus adhérents.

Pour ce faire, il est proposé la signature d'une convention de partenariat entre l'association ADESL – la Graine et la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association ADESL – la Graine ;
- D'approuver la possibilité de verser tout ou partie du montant des indemnités des élus volontaires en Graine ;
- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre l'association ADESL – la Graine et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182734-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

**Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole - Modification des services communs - Avenants aux
conventions de services communs - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir les services communs suivants afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le service commun **Pôle Numérique et Données**, qui s'inscrit dans la volonté de rassembler les équipes et les métiers du numérique afin de répondre aux enjeux de la transformation numérique des collectivités et de faciliter l'usage du numérique pour les agents.

Le service commun **Pôle Finances et Conseil en gestion** qui en tant que prestataire de services fournira un appui stratégique et tactique permettant aux autres Pôles de trouver dans la trajectoire de gestion du mandat les moyens d'un déploiement fluide et efficient du projet politique.

Le service commun **Pôle Développement Urbain**, afin de constituer un Pôle cohérent, à l'échelle métropolitaine, rassemblant les équipes autour des métiers de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la politique de l'habitat.

Le service commun **Pôle Proximité Espaces Publics** dont la réorganisation permet de répondre aux enjeux suivants :

- Une gestion réactive de l'espace public au quotidien et en proximité avec les communes, enjeu renforcé au regard du Pacte de gouvernance ;
- La mise en œuvre d'une gestion patrimoniale rationnelle sur les plans technique et financier qui contraste avec la superposition de 33 modes de gestion différents qui ont permis lors du précédent mandat d'assurer la continuité ;
- La construction d'une politique métropolitaine de l'espace public adaptée à chaque territoire, avec en particulier une politique volontariste de transformation de l'espace public au bénéfice des modes actifs, qui s'inscrit dans le cadre de la révision du pacte financier et fiscal.

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs. Ces mutualisations ont fait l'objet d'un avis des comités techniques en date des 17 mars pour la Ville, 10 et 18 mars pour la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des avenants aux conventions des services communs Pôle Numérique et Données, Pôle Finances et Conseil en Gestion, Pôle Développement Urbain, Pôle Proximité Espaces Publics ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention service commun DRIEV
- convention service commun PFCG
- convention service PDU
- convention PND

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184705-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Marchés publics et commande publique éco- responsable

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations graphiques et autres - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Depuis le 1^{er} mars 2017, la Direction de la communication, mutualisée, œuvre indifféremment pour le compte de la Ville et de la Métropole, aussi tous les marchés publics doivent également être mutualisés dans un souci d'économies et pour permettre un fonctionnement optimal des missions de la direction.

Dans ce cadre, il est proposé une convention constitutive du groupement de commandes concernant des prestations graphiques annexes à des prestations de communication indiqué ci-après :

- Prestations d'élaboration de cartographie et fond de plan ;
- Prestations d'études et de conseil ;
- Prestations d'accompagnement à la réalisation de concertation publique (toutes thématiques) ;
- Prestations de réalisation de vues perspectives.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée comme coordonnatrice du groupement. Après signature et notification des marchés par la Métropole, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière du marché pour la partie qui le concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation de marchés de prestations graphiques annexes ;
- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention groupement commandes presta annexe.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182432-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Marchés publics et
commande publique éco-
responsable**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

**Convention de groupement de commandes - Marché n°G0D0065EP - Serrurerie
de voirie - Travaux de dépose et de pose, maintenance et fournitures - Avenant n°1
- Modification de la délibération n°V2022-039 - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La délibération n°V2022-039 a autorisé la signature d'un avenant n°1 à la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la conclusion des lots 6 à 10 du marché de maintenance et de travaux de voirie.

Une erreur matérielle a été commise dans le titre de cette délibération n°V2022-039. Il a été inscrit le titre suivant :

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES - MARCHÉ n°4592EP16 - SERRURERIE DE VOIRIE - TRAVAUX DE
DÉPOSE ET DE POSE, MAINTENANCE ET FOURNITURES - AVENANT n°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Alors qu'il convenait d'inscrire :

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES - MARCHÉ n°G0D0065EP - SERRURERIE DE VOIRIE - TRAVAUX DE
DÉPOSE ET DE POSE, MAINTENANCE ET FOURNITURES - AVENANT n°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification du titre de la délibération n°V2022-039 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184142-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Joëlle URBANI

Réhabilitation de la serre amazonienne et travaux d'urgence - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

La serre amazonienne est un site aux dimensions exceptionnelles (2600 m² d'emprise au sol, 14,5 mètres de haut et 300 m² de chemin). Elle présente également une scénographie immersive au cœur de la forêt tropicale ainsi qu'une végétation remarquable (3500 végétaux tropicaux recréant ainsi un décor naturel amazonien). La serre amazonienne est aussi l'emblème d'un écosystème en danger et c'est l'occasion pour le public de prendre conscience de sa fragilité et du danger qui pèse sur lui.

Dans le cadre de sa réhabilitation, conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants) et afin de gérer au mieux un projet techniquement complexe, nécessitant des processus d'ingénierie, de mise en œuvre technique et de pilotage de chantiers spécifiques en site occupé, la Collectivité a décidé de déléguer à un mandataire le soin de faire réaliser les éléments de projet restant à mener, en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat.

Par décision n°VD2017-218, signée le 20 septembre 2017, la Ville de Montpellier a autorisé la signature d'une convention de mandat conclue avec la SA3M pour la mise en œuvre du programme de réhabilitation et de travaux d'urgence de la serre amazonienne du parc zoologique de Lunaret.

Les opérations confiées à la SA3M sont décrites dans le cadre du compte rendu annuel. L'avancement financier et la révision du bilan prévisionnel sont également détaillés dans le même document.

L'année 2020 a été consacrée notamment à l'engagement d'expertises spécifiques relatives à ces travaux et à la poursuite des travaux urgents (dépose du mur végétal).

Le bilan actuel ne tient pas compte du souhait d'intégration par les équipes exploitantes de la dimension pédagogique, réorganisation spatiale et fonctionnelle de la serre, du restaurant et de l'entrée du Parc zoologique, non prévus initialement au programme.

En outre, le programme de diagnostic et travaux établi par ELEV Architecture présente d'ores et déjà des écarts financiers substantiels par rapport au budget travaux fixé initialement au contrat.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier souhaite la création d'un Grand Parc de Lunaret. Ce dernier, d'une surface d'environ 172 ha correspond, en grande partie, au périmètre historique des propriétés acquises par la Ville de Montpellier dans le cadre du legs de la famille DE LUNARET.

Ce périmètre englobe, en plus du parc zoologique situé en son cœur et donc la serre amazonienne, le bois de Montmaur, la réserve naturelle du Lez, la base nautique de Lavalette avec l'ancien orphelinat (ancienne maison de maître d'Henri de Lunaret) et l'ensemble des parcelles expérimentales situées de part et d'autres du Lez, mises à disposition aux différents organismes de recherches œuvrant dans le domaine de la protection de la biodiversité et de l'agronomie, très présents sur le territoire de Montpellier. Le projet de Grand Parc de Lunaret doit permettre :

- De révéler l'histoire exceptionnelle de ce site ;
- De préserver un patrimoine naturel et paysager exceptionnel mais aussi fragile (risque incendie, risque d'inondation, pression humaine...) ;
- De présenter les enjeux liés à la biodiversité et l'histoire du rapport de l'Homme avec la Nature ;
- De créer un hôpital de la faune sauvage ;
- De constituer un cadre de travail de qualité pour les nombreux chercheurs œuvrant dans les laboratoires et institutions de recherche présents in-situ ;
- De renforcer le lien avec la communauté scientifique locale et de s'ouvrir encore plus au reste du monde, dans un contexte de réchauffement climatique planétaire avec des conséquences dramatiques sur la diversité biologique et la santé humaine, cœur des préoccupations des acteurs de Med Vallée ;
- D'accompagner la transition écologique de ce territoire en créant de nouvelles connexions accessibles à tous et en facilitant les flux de circulation à l'intérieur du site ;
- D'offrir au plus grand nombre des espaces de loisirs pour tous.

Ce projet doit répondre à l'attractivité que génère déjà le parc zoologique mais aussi les berges du Lez et qui va augmenter avec l'arrivée de la ligne 5 de tramways et la création de 3 stations dont la station CNRS/Lunaret sur la route de Mende, qui desserviront le site.

Le projet de restauration de la serre amazonienne, aujourd'hui fermée aux publics à cause de non-conformités concernant des problèmes de sécurité sur l'accueil du public, confirmés par un rapport de la Direction Départementale de la Protection des Populations, d'août 2021, doit être réinterrogé à la lumière de ce projet de Grand Parc de Lunaret.

En revanche, le mandataire poursuivra en 2022 le remplacement du filet des ibis, espèces conservées et visibles par les visiteurs du parc zoologique depuis l'extérieur de la serre amazonienne, avec l'accord du maître d'ouvrage.

Concernant le suivi et la réalisation de la suite du programme et de son évolution au regard de l'état des lieux réalisé en 2020 et du projet de Grand Parc de Lunaret, le mandataire reste en attente de décisions sur le devenir de l'équipement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « réhabilitation de la serre amazonienne » établi en septembre 2021, par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- synthèse CRAC 2020
- Bilan financier CRAC 2020
- Bilan financier suite CRAC 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183383-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Avenant n° 3 au mandat - Autorisation de signature

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le parc zoologique de Lunaret, ouvert au public depuis 1964, est un secteur de promenade et de visite très prisé des montpelliérains qui aiment à flâner dans cet espace caractéristique de garrigues méditerranéennes de 80 ha abritant le zoo sur une partie de 30 ha environ. Depuis 52 ans, il ne cesse de s'agrandir et de se transformer pour accueillir dans les meilleures conditions plusieurs milliers de visiteurs chaque année avec des pointes recensées à 3 000 visiteurs jour.

En 2011, en réponse aux prescriptions de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP), la direction du parc zoologique a mis en place un certain nombre de mesures palliatives, et a missionné, parallèlement, la société QCS SERVICES, pour la réalisation d'un vaste diagnostic sécurité des installations, du point de vue de toutes les réglementations applicables au site (espaces verts, ERP, ICPE, Secteur rouge du PPRIF).

Aussi, conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants) et afin de gérer au mieux un projet techniquement complexe, nécessitant des process d'ingénierie, de mise en œuvre technique et de pilotage de chantier spécifiques en site occupé, la Collectivité a décidé de déléguer à un mandataire le soin de faire réaliser les éléments de projet restant à mener, en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat.

A cet effet, le parc zoologique de Lunaret fait l'objet d'un programme de réhabilitation et de mise en sécurité depuis 2012. Cette étude, finalisée fin 2012, a permis une vision globale de l'état des installations du parc.

Elle a dressé une première liste d'actions urgentes à planifier ainsi qu'un phasage de l'ensemble des mises en conformité et en évalue les grandes masses financières.

Par décision n°VD2018-256 du 06 août 2018 un mandat a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la mise en œuvre du programme de mise en sécurité et de réhabilitation du parc zoologique de Lunaret. Le mandat de maîtrise d'ouvrage a été notifié le 06 septembre 2018, après transmission à la Préfecture de l'Hérault le 30 août 2018.

Par décision n°VD2019-574 du 29 novembre 2019, la Ville de Montpellier a approuvé l'avenant n°1 prévoyant le versement d'une avance complémentaire de 2 000 000 € répartie entre janvier 2020 et janvier 2021. Le projet ainsi que les opérations confiées à la SA3M sont décrits dans le cadre du compte rendu annuel. L'avancement financier et la révision du bilan prévisionnel sont également détaillés dans le même document susvisé.

Par délibération en date du 12 avril 2021, la Ville de Montpellier a approuvé l'avenant n°2 prévoyant le versement d'une avance complémentaire de 2 000 000 € répartie entre janvier 2020 et janvier 2021 ainsi que le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) pour l'exercice 2019.

Le projet ainsi que les opérations confiées à la SA3M sont décrits dans le cadre du compte rendu annuel. L'avancement financier et la révision du bilan prévisionnel sont également détaillés dans le même document susvisé.

Par ailleurs, il a été arbitré par le maître d'ouvrage en comité de pilotage du 20 avril 2021 une modification de périmètre sur la partie réhabilitation du parc zoologique (réduction) et le souhait d'une reprise de la programmation (mise au point du programme scientifique, pédagogique et culturel et mise au point et suivi d'une maîtrise d'œuvre étoffée scénographique notamment) avec modification du plan de collection animalière.

Cette modification s'inscrit dans la volonté de réhabiliter le parc zoologique au sein d'un projet ambitieux : la création d'un Grand Parc de Lunaret. Ce dernier, d'une surface d'environ 172 ha correspond, en grande partie, au périmètre historique des propriétés acquises par la Ville de Montpellier dans le cadre du legs de la famille DE LUNARET. Ce périmètre englobe, en plus du parc zoologique situé en son cœur, le bois de Montmaur, la réserve naturelle du Lez, la base nautique de Lavalette avec l'ancien orphelinat (ancienne maison de maître d'Henri DE LUNARET) et l'ensemble des parcelles expérimentales situées de part et d'autres du Lez, mises à disposition aux différents organismes de recherche œuvrant dans le domaine de la protection de la biodiversité et de l'agronomie, très présents sur le territoire de Montpellier. Le projet de Grand Parc de Lunaret doit permettre :

- De révéler l'histoire exceptionnelle de ce site ;
- De préserver un patrimoine naturel et paysager exceptionnel mais aussi fragile (risque incendie, risque d'inondation, pression humaine...) ;
- De présenter les enjeux liés à la biodiversité et l'histoire du rapport de l'Homme avec la Nature ;
- De créer un hôpital de la faune sauvage ;

- De constituer un cadre de travail de qualité pour les nombreux chercheurs œuvrant dans les laboratoires et institutions de recherche présents in-situ ;
- De renforcer le lien avec la communauté scientifique locale et de s'ouvrir encore plus au reste du monde, dans un contexte de réchauffement climatique planétaire avec des conséquences dramatiques sur la diversité biologique et la santé humaine, cœur des préoccupations des acteurs de MedVallée ;
- D'accompagner la transition écologique de ce territoire en créant de nouvelles connexions accessibles à tous et en facilitant les flux de circulation à l'intérieur du site ;
- D'offrir au plus grand nombre des espaces de loisirs pour tous ;
- De restructurer la serre Amazonienne aujourd'hui fermée aux publics à cause de non-conformités concernant des problèmes de sécurité sur l'accueil du public.

Ce projet doit répondre à l'attractivité que génère déjà le parc zoologique mais aussi les berges du Lez et qui va augmenter avec l'arrivée de la ligne 5 de tramways et la création de 3 stations dont la station CNRS/Lunaret sur la route de Mende, qui desserviront le site.

Ainsi, la nouvelle autorisation de programme arbitrée en 2021 par la collectivité et arrêtée à 27.7 MK€ TTC visant la refonte du projet de réhabilitation du parc zoologique et poursuite de l'opération, ne tient pas compte des antécédents réglés à ce jour couverts par la précédente autorisation de programme.

Le bilan inscrit au CRAC 2020 est augmenté de 546 K € TTC correspondant au cumul des dépenses réglées depuis l'engagement du contrat jusqu'à fin décembre 2021 et tient donc compte de ces arbitrages.

Aussi un avenant n°3 est nécessaire pour entériner les modifications des termes contractuels de la convention de mandat de travaux et ce de la manière suivante :

1°- L'article 13 – « détermination du montant des dépenses à engager par le mandataire » est substitué comme suit :

« Le montant des dépenses à engager par le Mandataire pour le compte du Mandant est provisoirement évalué à 28 299 k€ Toutes taxes comprises ; son montant définitif sera déterminé en tenant compte de toutes les dépenses constatées par le Mandataire (y compris sa rémunération) pour la réalisation de l'ouvrage, notamment en ajoutant les révisions et actualisations constatées

Ce montant entendu toutes dépenses comprises (honoraires- travaux et frais divers), couvre les éléments de programme suivants, et dans l'attente de leur mise au point :

- Réhabilitation du Parc Zoologique, dans son échelle réduite
- Réalisation de la ZT3 et Espace pédagogique selon nouveau programme à définir
- Réalisation des supports scénographiques (pédagogiques- sportifs- et culturels), »

2°-L'article 14.1 « Montant de la rémunération » est remplacé comme suit :

« Le montant de la rémunération forfaitaire est fixé à :

Montant total HT : 125 449.00€

TVA au taux de 20% : 25 089.80€

Montant TTC : 150 538.80€

Montant TTC (en lettres) : Cent cinquante mille cinq cent trente-huit euros et quatre-vingts centimes »

La décomposition de la rémunération forfaitaire du mandataire est détaillée dans le présent avenant n°3.

3°- L'article 14.4 « Modalités de règlement » est complété comme suit :

A compter du 01^{er} janvier 2022, la rémunération du mandataire sera réglée trimestriellement en fonction de l'avance de l'opération.

4°- L'article 15.2 « Avance de la convention de mandat –b) avance complémentaire » est modifié comme suit :

1 000 000 € en janvier 2020

1 000 000 € en janvier 2024

Les autres dispositions de la convention de mandat de travaux demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret » établi en octobre 2021 par la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par SA3M ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°3 à la convention de mandat de travaux ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

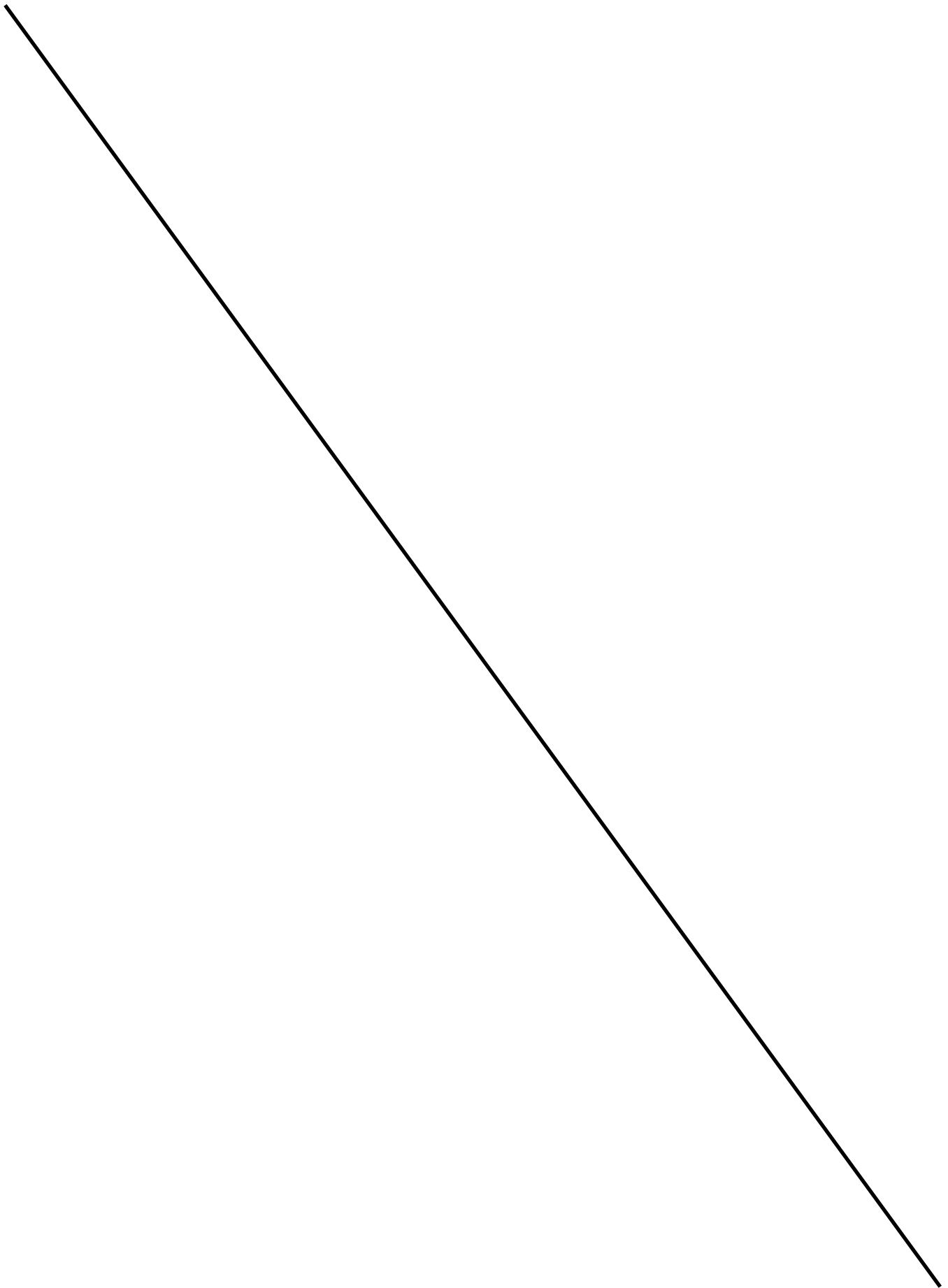
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Synthèse CRAC 2020
- bilan CRAC 2020
- Bilan CRAC 2020
- Avenant n°3 à la convention de mandat.doc

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine municipal et sobriété énergétique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Mise en accessibilité des Établissements Recevant du Public (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et la Ville de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de la loi n°2005-102 du 11 février 2005, relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, créant obligation aux gestionnaires d'Établissements Recevant du Public (ERP), de mettre en accessibilité leurs bâtiments, la Ville de Montpellier par délibération du Conseil municipal du 29 septembre 2015, approuvait la mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'ap), validé par la Préfecture le 31 décembre 2015.

En s'inscrivant dans ce dispositif dérogatoire en application de l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, la Ville a ainsi pu bénéficier de la possibilité de mettre ses bâtiments en conformité par le biais d'une programmation pluriannuelle de réalisation des travaux.

La période de réalisation, inscrite dans l'agenda programmé de mise en accessibilité, porte sur une période allant de 2017 à 2024.

Dans cet objectif, la Ville de Montpellier, par délibération n°2016/0238 du 23 août 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, a décidé de confier à la SA3M le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage, entré en vigueur à la notification le 3 octobre 2016.

Par délibération n°V2017/416 du 23 novembre 2017, un avenant n° 1 a été approuvé pour le versement d'une avance remboursable supplémentaire de 850 000 €, portant le montant total des avances à 880 000 €.

En 2018, 21 sites ont été mis en conformité accessibilité et 37 ERP au cours de l'année 2019.

En 2020, toutes les études du programme annuel de mise en accessibilité des 27 ERP ont été réalisées. Néanmoins, compte tenu des contraintes liées à la crise sanitaire seul 10 sites ont pu être mis en conformité accessibilité sur cette période.

Ainsi, 44 sites sont programmés en 2021 dont les équipements reportées pour compte tenu de la Covid-19 : soit 17 au titre du programme 2020 et 27 au titre du programme 2021.

Au 31 décembre 2020, le nouveau bilan de l'opération n'indique aucune évolution par rapport au bilan initial de 24 225 000 € HT, soit 29 070 000 € TTC. Néanmoins, il convient de noter que l'actualisation des prix n'a jusqu'à présent pas été intégrée.

Aussi une actualisation du bilan sera à prévoir lors des prochains exercices en fonction de l'évolution des coût travaux constatés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier communal, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 02993_CRAC_2020_VD.pdf
- 2993 CRAC 2020 Bilan détail.pdf
- 2993 CRAC 2020 Bilan synthèse.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182306-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICES A LA POPULATION ET COHESION
SOCIALE**

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Emilie CABELLO, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER

**Lutte contre les incivilités en Ville - Nouvelles modalités opérationnelles
d'intervention à l'encontre des dépôts sauvages - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La propreté est la responsabilité de chacune et de chacun. Les incivilités renvoient l'image d'un espace public dégradé, non entretenu et non régulé par les pouvoirs publics. Par ailleurs elles entretiennent un sentiment d'insécurité.

Ces comportements inciviques, qui portent atteinte aux règles essentielles du vivre ensemble sont variés :

- La malpropreté et souillures sur l'espace public ;
- Le dépôt sauvage ;
- Le débordement de végétations sur le domaine public ;
- Le stationnement gênant voir dangereux ;
- Le stationnement abusif et les vélos épaves ;
- L'occupation illicite du domaine public par des activités commerciales non autorisées ou abusives ;
- L'affichage sauvage ;
- Les animaux errants, les chiens non tenus en laisse ;

Pour lutter contre ces incivilités persistantes, contre la délinquance environnementale, la Ville de Montpellier

entend, dans le cadre des pouvoirs de police qui sont conférés au Maire, intervenir fermement en prenant en compte la gravité des faits et leur éventuelle réitération.

Pour ce faire, elle dispose des leviers suivants :

- Rappel à la réglementation ;
- Rappel à l'ordre en Mairie en présence du Maire et/ou de l'Adjoint à la Sécurité ;
- Amende forfaitaire (135 €) pour les dépôts sauvages ;
- Amende forfaitaire (1 500 €) pour décharge illégale avec impact sur la santé et l'environnement ;
- Contravention de 2^{ème} classe (150 €) pour les infractions aux arrêtés de police générale ;
- Contravention de 4^{ème} classe (750 €) pour les déchets sauvages ;
- Contravention de 5^{ème} classe (1 500 € personne physique ; 7 500 € personne morale) pour dépôt sauvage à l'aide d'un véhicule ;
- Amende administrative, d'un montant maximum de 15 000 €, en cas de dépôts sauvages, prononcée par le Maire, en vertu de l'article L 541-3 du code de l'environnement.

En outre, les incivilités de malpropreté/dépôt caractérisées par une certaine gravité, et qui font l'objet d'un rapport de constatation peuvent donner lieu à une refacturation de l'enlèvement de la part de la Métropole de Montpellier au titre de la remise en état du domaine public, en complément de l'amende pénale de 4^{ème} classe.

L'ensemble de ces procédures offre donc au Maire un arsenal juridique complet permettant de lutter contre la malpropreté et les dépôts sauvages. Celles-ci ne sont possibles que si un agent assermenté prend en flagrance l'auteur des faits. C'est d'autant plus le cas concernant les gros dépôts sauvages réalisés dans des lieux isolés et en périphérie de la Ville.

Afin de lutter avec plus d'efficacité contre ces points noirs, et en complément des patrouilles quotidiennes, la Ville de Montpellier propose d'engager deux modes d'intervention innovants à l'encontre des dépôts sauvages réalisés à partir d'un véhicule :

1. Le développement de la vidéo-verbalisation :

L'article R635-8 du code pénal dispose qu'est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe, le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, lorsque ceux-ci ont été transportés avec l'aide d'un véhicule.

Pour assurer la prévention et la constatation de ces infractions, des moyens de vidéoprotection peuvent être mis en œuvre par les autorités publiques compétentes, avec la transmission et l'enregistrement d'images prises sur la voie publique, en application de l'article L251-2 du code de la sécurité intérieure.

La responsabilité du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule pourra ainsi être engagée en vertu de l'article 121-1 du code de la route.

La délibération n°V2022-022 adoptée au Conseil municipal du 1^{er} février 2022 a d'ores et déjà identifiée cinq caméras de vidéoprotection urbaine pouvant également être dédiées à la vidéo-verbalisation des automobilistes auteurs des dépôts sauvages. Cette vidéo-verbalisation est le fruit de l'association des deux technologies que sont la vidéoprotection des espaces publics et le procès-verbal électronique rendant possible aujourd'hui la dématérialisation de la procédure de verbalisation.

Pour rappel les sites concernés sont les suivants :

- Avenue Albert Einstein (Caserne Marx Dormoy) ;
- Point propreté Montpellier – Prés d'Arènes ;
- Point propreté Montpellier – Les Cévennes ;
- Début de l'avenue de Monsieur Teste ;
- Rue des Marels.

2. La mise en œuvre de pièges photos :

A l'instar d'autres communes, et en complément de la vidéo-verbalisation en cours de déploiement, la Ville de Montpellier souhaite généraliser l'utilisation de nouveaux moyens techniques tels que les « pièges photos » pour lutter contre les dépôts sauvages réalisés à partir d'un véhicule. Les appareils peuvent être mobiles sur l'ensemble du territoire communal et seront installés à partir de l'environnement urbain.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les nouvelles modalités opérationnelles, que sont la vidéo-verbalisation et la mise en place de pièges photos, afin de lutter contre les dépôts sauvages réalisés à partir d'un véhicule ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 4 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184729-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

Centre Communal d'Action Sociale - Présentation des activités 2022

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'objet de cette délibération est d'effectuer une présentation des politiques sociales et médico-sociales du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier (CCAS) impulsées à partir de la subvention de la Ville de Montpellier, attribuée chaque année lors du vote du budget, à hauteur de **13 050 000 € en 2022**. En organisant ce débat, ayant vocation à être renouvelé chaque année, l'objectif est de permettre au Conseil municipal de s'approprier l'activité du CCAS et d'intervenir sur ses orientations.

Avec cette subvention de la Ville, le CCAS réalise 47 500 000 € d'activité (fonctionnement) et 11 250 000 € d'investissement et ce, en mobilisant les compétences légales des institutions partenaires et différentes autorités de tarification. En effet, si la Mairie de Montpellier reste le principal financeur avec 27,5%, l'Etat (Agence Régionale de Santé (ARS) et Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) notamment) finance 26 % de ces activités, le Conseil départemental 15,7 %, les usagers 19,5 % (prestations de services – Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD), Services de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD), Service d'Aide à Domicile (SAD)...) et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) 0,5%.

Le CCAS est un établissement public communal placé sous la présidence du Maire et dirigé par un Conseil d'administration composé du Président, de 8 élus représentants du Conseil municipal et de 8 représentants d'associations ou de personnes qualifiées œuvrant dans le domaine social. Fort de 800 agents publics, qui se sont fortement mobilisés durant les deux années de crise sanitaire, le CCAS est le bras armé de la Ville dans l'exercice de ses missions obligatoires telles que définies dans le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) :

- La domiciliation des personnes ayant un lien suffisant avec la commune ;
- L'instruction des demandes d'aide sociale légale ;
- La réalisation d'une analyse des besoins sociaux au début de chaque mandature.

Au-delà de ses compétences obligatoires, le CCAS déploie de nombreuses politiques publiques, dispositifs ou mesures d'accompagnement des citoyens précaires, en difficulté ou en situation de fragilité que l'on qualifie de compétences facultatives. Actuellement, elles s'inscrivent dans :

- La prévention de la perte d'autonomie et du maintien du lien social des personnes âgées ;
- L'accueil et la mise à l'abri des femmes victimes de violences et leurs enfants ;
- Des actions innovantes en matière d'insertion sociale et de lutte contre la fracture numérique ;
- Un Programme de Réussite Educative (PRE) ;
- Un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME).

La présentation de l'activité du CCAS s'organise autour des axes suivants :

1. Garantir un accueil inconditionnel à toutes et tous ;
2. Assurer un accompagnement global dans un tiers lieu numérique et social autour de l'emploi, la fracture numérique, l'isolement social, le budget et la santé ;
3. Permettre aux aînés de « bien-vieillir » ;
4. Accompagner des publics spécifiques : pour garantir l'égalité des chances dès l'enfance, être aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants.

A la fin de chacune des thématiques, il sera fait référence aux inflexions et initiatives nouvelles qui insèrent le CCAS dans la construction du bouclier social.

1. GARANTIR UN ACCUEIL INCONDITIONNEL A TOUTES ET TOUS

Le CCAS accueille de manière inconditionnelle les Montpelliéraines et Montpelliérains. Situé dans le quartier Port Marianne, il dispose également d'une antenne généraliste dans le quartier de la Mosson, qui déménagera en septembre 2022 au sein de l'Espace Gisèle-Halimi.

En 2021, 55 436 passages soit 219/jour (154/jour au siège et 65/jours à Mosson) ont été enregistrées ainsi que 55 500 contacts téléphoniques.

Les équipes sociales veillent à identifier les besoins de chacun afin d'orienter, d'accompagner les demandes vers les institutions compétentes et d'assurer une aide subsidiaire le cas échéant.

Elles proposent :

- Une domiciliation postale aux personnes qui ne disposent pas d'une adresse afin qu'elles puissent recevoir et consulter leur courrier de manière régulière et confidentielle (**4 790 domiciliés en 2021**) ;
- Une aide aux démarches administratives ;
- Un accompagnement social direct ou indirect, jusqu'à ce la personne puisse bénéficier de ses droits, avec le Point Information Orientation (PIO) et les espaces numériques ;
- Une aide au maintien ou à l'installation dans le logement ;
- Un dispositif de lutte contre la précarité énergétique : le SLIME.

A ces missions sans cesse adaptées aux besoins de la population bénéficiaire, depuis 2021, a été adjointe une nouvelle mission, la mission « Aller vers ». Cette mission, initiée par le CCAS, est assurée par **2 travailleurs sociaux** dans le cadre d'un contrat de projet et se déploie selon deux axes :

- La résorption des squats : à l'issue d'une première expérience réussie d'évacuation concertée et préparée avec les occupants du squat Luttopia soutenue par l'Etat, le CCAS a souhaité poursuivre son engagement volontariste sur deux squats Court-circuit et Marie-Caizergues ;
- L'accompagnement vers l'accès aux droits des publics ayant recours aux distributions alimentaires des associations telles que la Table d'Anouk, l'Association Humanitaire de Montpellier ou la distribution du Camion du Cœur des Restos du Cœur : les deux travailleurs sociaux ont mis en place des Points Information Orientation, sur le même modèle que réalisés dans les locaux CCAS. Ainsi, du 4 octobre au 24 décembre 2021, **41 permanences** se sont tenues sur les lieux de distribution générant **139 rencontres**.

Les perspectives de cet accompagnement en 2022 : articuler les actions mises en œuvre pour s'adapter au public et aux acteurs déjà présents et proposer au cas par cas un appui à l'existant ou un accompagnement renforcé à moyen terme. Les réflexions engagées avec le Département, l'Etat et la CAF autour du Premier Accueil Social Inconditionnel de Proximité (PASIP) permettent d'intégrer ces engagements dans une nouvelle gouvernance de l'action sociale et ainsi dans une synergie constructive des acteurs institutionnels et de la société civile.

2. PROPOSER UN ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DANS UN TIERS-LIEU SOCIAL ET NUMERIQUE

Depuis 2018, le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS) est le premier tiers-lieu social et numérique de Montpellier créé POUR les citoyens et évoluant PAR eux, grâce à leur expertise d'usage. Il constitue un espace collaboratif de mixité sociale favorisant les échanges entre des personnes issues de quartiers hétérogènes.

Il propose aux publics du CCAS un parcours complet d'inclusion sociale et professionnelle à travers un accompagnement global décliné en 4 thématiques :

A - Favoriser le retour à l'emploi à travers plusieurs dispositifs – 650 personnes accompagnées dans l'année dans le cadre d'un partenariat avec Pôle Emploi :

- Le dispositif Unis'Vers ;
- Un chantier d'insertion sur des métiers en tension au CCAS ;
- Des contrats aidés (Parcours Emploi Compétences) pour devenir aide-soignant et intégrer l'un des EHPAD, tout en préparant l'entrée à l'école d'aide-soignant) ;

B - Lutter contre la fracture numérique et l'isolement social – 8 000 personnes accompagnées par an. A ce titre, le CEIS est labellisé Fabrique numérique de territoire et a bénéficié du recrutement de 2 conseillers numériques en lien avec le dispositif Territoire d'Accueil pour un Numérique Inclusif (TANI) ;

C - Mieux gérer son budget – 900 personnes suivies. Le CEIS est labellisé Point Conseil Budget :

- Bénéficier d'un suivi individuel et participer à des ateliers collectifs ;
- Etre accompagné en cas de surendettement ou pour financer un projet professionnel et/ou social avec un micro-crédit ;

D - Se maintenir en bonne santé – 1 700 personnes suivies. Le CEIS est en partenariat avec le Conseil départemental de l'Hérault :

- Participer à des ateliers collectifs et thématiques ouverts à tous ;
- Etre accompagné pour accéder aux droits liés à la santé (en tant que bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (RSA)).

Pour 2022, un accompagnement est proposé aux personnes bénéficiaires de la protection internationale dans le cadre du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR). Signé fin 2021 entre la Ville et l'Etat, ce contrat vise à mettre en œuvre des actions concrètes pour favoriser l'intégration de ces publics. Dans ce cadre, le CEIS met en œuvre un **parcours Unis'Vers Réfugiés** qui propose un accompagnement global suivi d'une mise en parcours de professionnalisation grâce à un appui socioprofessionnel individualisé, ciblé et renforcé pour avoir une expérience et faire le lien avec le dispositif « promesse d'embauche » porté par l'association Forum Réfugiés.

Implanté stratégiquement au cœur de la ville, à la frontière entre les Arceaux et Figuerolles, le CEIS va être reconstruit et rouvrira ses portes en 2024. Une épicerie sociale et solidaire et l'extension d'une cuisine pédagogique lui permettront de s'inscrire le CEIS dans les politiques d'aide alimentaire.

3. PERMETTRE AUX AINÉS DE « BIEN VIEILLIR »

Les actions auprès des aînés ont toujours eu une place particulière au sein des politiques publiques du CCAS qui sera réaffirmée et renforcée.

A. Accompagner les seniors dans leurs démarches administratives : dossier de retraite, demande d'Allocation Personnalisée d'Autonomie, couverture santé, carte de transport, entrée en EHPAD ;

B. Maintenir la personne à son domicile :

- Un Service d'Aide à Domicile pour permettre de rester autonome en bénéficiant d'une aide pour les courses et le ménage ;
- Un Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) pour bénéficier de soins d'hygiène et infirmiers quotidiens.

Les nouvelles orientations gouvernementales instaurent la création de services Autonomie à domicile à travers **la fusion des SSIAD et des SAD**. Il semble indispensable à côté de ce nouveau dispositif de créer un service renforcé du lien social qui se préoccupe des seniors les plus isolés.

C. Lutter contre l'isolement des seniors et prévenir la perte d'autonomie :

- **17 Clubs de l'Age d'Or :** ces clubs restés fermés durant les périodes de confinement, sont actuellement au centre d'une réflexion sur l'ensemble de leur projet pédagogique. Outils formidables de socialité des personnes âgées, ils représentent une richesse précieuse en maintenant leurs **6 700 adhérents** en activité autour d'actions culturelles, sportives, de solidarité (Téléthon) et de loisirs. **Pour 2022**, il est prévu d'harmoniser la dénomination des clubs, de les informatiser et de relancer les sorties et voyages après 2 années contraintes par la Covid-19 ;
- La tenue à jour du registre des personnes fragiles et isolées recense et veille sur les personnes vulnérables inscrite sur ce registre communal.

Projet 2022 : Un quartier solidaire pour nos aînés : Le CCAS lance un projet solidaire expérimental en faveur des aînés. Au sein des quartiers Lemasson et Croix d'Argent, les habitants et les acteurs du quartier sont appelés à se mobiliser en signalant au CCAS les seniors en situation d'isolement ou ayant besoin d'accompagnement. Cette expérimentation vise à créer une mobilisation solidaire autour de l'isolement des aînés et à retisser du lien social.

D. Héberger dans 7 EHPAD en favorisant le lien social

Le CCAS gère **7 EHPAD représentant 561 lits dont 58 en secteur protégé** et dans lesquels interviennent **380 professionnels**.

Les EHPAD ont subi le confinement et ont traversé cette période difficile grâce à une très forte mobilisation de leurs personnels. Les EHPAD sont ouverts sur le quartier pour favoriser la mixité sociale, notamment grâce aux tables d'hôtes et aux colocations étudiantes proposées à 20 étudiants dans 5 EHPAD. De nombreuses actions sont mises en place afin que les résidents puissent participer à la vie de la cité au travers de manifestations culturelles et sportives impliquant différentes structures de la Ville de Montpellier (Opéra, Orchestre, Conservatoire, théâtres...).

En 2022, la 3^{ème} édition de « Dis-moi l'histoire », projet de médiation culturelle du Collectif Le Baril, sera proposée aux résidents des EHPAD Montpelliéret et Simone-Gillet-Demangel et aux lycéens de Georges-Clémenceau et Jules-Ferry.

4. ACCOMPAGNER DES PUBLICS SPECIFIQUES

A. Le Programme de Réussite Educative (PRE)

Dans le cadre de la politique de la Ville et pour garantir l'égalité des chances dès le plus jeune âge, le CCAS gère le PRE. Celui-ci a vocation à structurer et à renforcer le partenariat avec l'Ecole. **Actuellement, 1013 enfants** sont pris en charge dont **847** ont bénéficié d'un parcours individualisé. Des actions partenariales sont menées avec **55 établissements scolaires**. Le PRE compte une équipe composée de 14 professionnels, agents du CCAS, dont **7 recrutés en 2021**.

B. Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) Elisabeth-Bouissonade aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et de leurs enfants

Depuis plus de 40 ans, le CCAS est fortement engagé dans la lutte contre les violences faites aux femmes et leurs enfants au travers le CHRS Elisabeth-Bouissonade. Les équipes du CCAS proposent une aide et une orientation, un soutien psychologique et éducatif, un accès aux droits et un accompagnement dans les démarches, un soutien dans la recherche d'hébergement, en partenariat avec les services sociaux.

En 2021, 1565 appels ont été traités par la plateforme d'écoute téléphonique, **244 personnes** ont été reçues au Service d'Accueil et d'Orientation (SAO), **233 femmes et 69 enfants** ont été reçus et suivis en accueil de jour. **124 personnes** sont hébergées en CHRS et Urgence. **81 personnes** ont bénéficié des dispositifs logements adaptés.

Dans le futur, le SAO et l'accueil de jour devraient intégrer les nouveaux locaux du CEIS et les dispositifs de logements adaptés devraient être diversifiés et augmentés.

PERSPECTIVES GENERALES :

Au-delà de l'indispensable accueil des réfugiés ukrainiens qui va mobiliser le CCAS dans les mois à venir, de nouveaux projets sont à l'étude pour répondre à l'urgence et renforcer le bouclier social au service des Montpelliéraines et des Montpelliérains :

- La création d'une plateforme regroupant tous les services intervenant autour des violences faites aux femmes et de la prise en charge des enfants ayant subi un traumatisme : elle devrait être localisé sur le site de Marie-Caizergues, une fois que l'établissement actuel (Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS)) aura avancé dans la redéfinition de son projet pédagogique global ;
- La poursuite du repositionnement des clubs de l'âge d'or comme des lieux de prévention et de lutte contre l'isolement ;
- Le rapprochement avec l'ensemble du dispositif d'hébergement d'urgence de l'Etat et notamment la création d'une résidence sociale dans un ancien hôtel ;
- La création d'un dispositif pour alléger la charge mentale des femmes seules avec enfants et apporter des solutions concrètes aux difficultés spécifiques qu'elles rencontrent ;
- La concrétisation du projet de mutuelle communale, en cours d'élaboration ;

- Le renforcement de l'évolution des EHPAD en lieux de vie territorialisés, projet déjà initié et notamment mis en œuvre à partir des ouvertures culturelles et sociales qui s'y déroulent ;
- La reconstruction de l'EHPAD Montpelliéret sur le site du legs GUIRAUD sera l'occasion de franchir un pas supplémentaire dans l'ouverture d'une résidence plateforme de services pour les habitants du quartier et l'articulation d'une crèche à l'EHPAD ;
- La restructuration complète de l'EHPAD les Aubes participera du même objectif de faire de chaque EHPAD un lieu de vie ouvert sur son territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du programme des engagements 2022 du Centre Communal d'Action Sociale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte du programme des engagements 2022 du Centre Communal d'Action Sociale.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-186427-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Charles SULTAN, Radia TIKOUK

Lancement de l'Observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier - Journées d'étude sur les discriminations - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

La création d'un observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier (délibération du Conseil municipal du 16/12/2021) fait suite aux travaux du groupe de recherche action financé depuis 2018 par la Dotation Politique de la Ville (DPV) et coordonné par la Ville de Montpellier (Service de la cohésion sociale), dont les préconisations ont nourri les politiques publiques de Lutte Contre les Discriminations (LCD) sur le territoire.

En effet, de 2018 à 2021, sept études ont été réalisées sur les thématiques suivantes :

- État des lieux généraliste des discriminations ;
- Discriminations vécues par les familles monoparentales ;
- Discriminations vécues par les personnes en situation de handicap ;
- Discriminations dans l'accès à la formation et à l'emploi des femmes et des jeunes diplômés issus des Quartiers Politique de la Ville (QPV) ;
- Discriminations liées à la dématérialisation des services publics ;
- Discrimination dans l'accès au logement public et privé.

Pour chaque étude, des préconisations ont été émises, dessinant au fil des thématiques un plan ambitieux de lutte contre les discriminations pour les signataires du contrat de ville.

L'observatoire des discriminations propose une suite à cette première étape de diagnostic. Son objectif est d'assurer un suivi en deux volets :

- Le premier volet est l'observation de l'évolution des situations de discriminations dans les domaines identifiés : celles-ci s'aggravent-elles ? Peut-on au contraire observer des améliorations liées au développement de politiques publiques efficaces ? ;
- Le second volet porte sur le suivi de l'application des préconisations émises.

L'observatoire veut être un appui pour les différentes institutions, afin d'accompagner les déclinaisons opérationnelles des politiques publiques de lutte contre les discriminations et d'en mesurer l'efficacité. Un rapport annuel permettra de suivre les changements dans l'élaboration des politiques publiques et les résultats obtenus sur le terrain en mesurant l'évolution des situations de discriminations.

L'observatoire se fixe pour ambition de revisiter chaque année deux champs discriminatoires parmi ceux explorés :

- Année 1 : discriminations vécues par les familles monoparentales / discriminations et dématérialisation des services publics ;
- Année 2 : discrimination vécues par les personnes en situation de handicap / discriminations et insertion professionnelle des jeunes diplômés issus des QPV ;
- Année 3 : discrimination dans l'accès au logement public et privé / discrimination dans l'accès à la formation et à l'emploi des femmes habitant en QPV.

Pour accompagner la création de l'observatoire et présenter trois des thématiques explorées par le groupe de recherche-action, deux Journées d'étude sur les discriminations sont proposées les 30 et 31 mars prochains à l'annexe Saint Charles de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, salle 003-Caryatides (capacité 70 places) à l'attention des élus, des professionnels institutionnels et associatifs et de la communauté universitaire.

Ces journées d'étude s'ouvriront par une présentation de l'observatoire et une conférence sur « *L'épreuve de la discrimination* ». Elles se poursuivront, sur trois demi-journées, en proposant trois modules autonomes, explorant chacun un champ de discrimination. Chaque module débutera par la présentation des recherches menées sur le territoire de Montpellier, et sera complété par les témoignages de professionnels de terrain et les interventions de chercheurs en sciences sociales offrant une perspective plus générale sur la thématique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'organisation des journées d'étude sur les discriminations à l'occasion du lancement de l'observatoire des discriminations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183146-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK

Initiation gratuite à l'autodéfense pour les Montpelliéraines - Attribution d'une subvention à l'association Nuage - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes 2022, la Ville de Montpellier et le monde associatif local ont développé des actions autour du thème « *Place aux femmes dans l'espace public* », visant à trouver des solutions pour que les femmes s'approprient ou se ré-approprient l'espace public sous toutes ses formes. En France, 86% des Françaises ont été victimes « *d'au moins une forme d'atteinte ou d'agression sexuelle dans la rue au cours de leur vie* », d'après une étude de la Fondation Jean-Jaurès publiée en 2018.

La Ville de Montpellier, en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), a décidé d'accroître les mesures de protection à destination des femmes dans l'espace public en créant, d'ici la fin du mois de mai, tout un réseau de « *zones refuges* » (géolocalisables et identifiables au moyen d'un sticker apposé sur les vitrines) en cas d'agression, de harcèlement ou de sentiment d'insécurité dans l'espace public.

En complément de cette disposition et conformément à un engagement de campagne, il est proposé d'accorder une subvention à l'association Nuage pour donner la possibilité aux Montpelliéraines de s'initier à la self défense : dix sessions de six cours permettront à 120 Montpelliéraines d'accéder chaque année aux bases de la self défense.

L'association Nuage a été créée par des professionnels du droit et de la santé qui ont fait le constat d'un manque d'informations et d'une prise en charge inadaptée des victimes de violences sexuelles. Elle permet également aux femmes de suivre des cours de self défense grâce à des instructeurs qualifiés et sensibilisés aux violences faites aux femmes.

Ces cours sont ponctuellement complétés par des temps d'échanges sur le droit des victimes d'agressions sexistes et sexuelles ainsi que par un groupe de parole animé par une psychologue.

Apprendre à se défendre est une démarche qui peut aider les femmes au quotidien par l'acquisition des gestes simples de défense pour faire face à une agression physique, avoir les bons réflexes à tout moment et acquérir une meilleure confiance en elles.

Les ateliers se dérouleront dans la salle (dojo) du gymnase La Babotte, mise à disposition gratuitement par la Ville les samedis hors vacances scolaire de 14h à 16h et de 16h30 à 18h30, avec un effectif réduit permettant de progresser dans les meilleures conditions.

La Ville mobilise donc toute son énergie pour faire bloc contre le fléau des violences et tendre ainsi vers une ville plus solidaire, plus sûre et égalitaire.

SUBVENTIONS COURS DE SELF DEFENSE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
7391	Nuage	Projet ateliers de self-défense	6 000
7391	Nuage	Projet suivi psy et groupe de parole	500

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2022 Ville.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-186270-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Abdi EL KANDOUSSI, Serge GUISEPPIN, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Instauration d'un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Monsieur Christophe BOURDIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020-2024 souhaite que le « *renforcement de la prise en charge des mineurs* » devienne une priorité.

La prévention de la délinquance est un maillon essentiel et complémentaire des politiques de sécurité et de tranquillité publique de la Ville de Montpellier. Plusieurs démarches ont ainsi été initiées ces dernières années en direction des auteurs de trouble à l'ordre public ou des publics les plus exposés dont notamment :

- L'extension aux mineurs de la possibilité d'accueillir des personnes sous mains de justice pour l'exécution d'un Travail d'Intérêt Général (TIG). La délibération n°V2020-109 du Conseil municipal du 5 octobre 2020, a réaffirmé l'importance de ce dispositif pour accompagner certains auteurs de faits dans des projets d'insertion et limiter par la même occasion les perspectives de récidive ;
- La mise en place du Rappel à l'Ordre à la suite de la délibération n°V2020-108 du Conseil municipal du 5 octobre 2020, une convention a été signée à ce titre, le 12 janvier 2021, avec le Parquet du Tribunal Judiciaire de Montpellier permettant, de convoquer dans un cadre solennel à l'Hôtel de Ville, certains majeurs ou mineurs auteurs d'incivilités ou de faits générateurs de troubles à l'ordre public.

Il est, aujourd'hui, proposé de compléter la liste des outils déjà mis en œuvre en matière de prévention de la délinquance ou de la récidive en direction des mineurs. L'article 9 de la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance autorise le Maire, dans le cadre de l'action sociale facultative, à instaurer un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (CDDF).

Le CDDF est une instance collégiale se composant :

- Des représentants de l'État désignés par le Préfet ;
- Des représentants des collectivités territoriales ;
- Des personnes œuvrant dans le domaine de l'action sociale, sanitaire, éducative, ainsi que de l'insertion et de la prévention de la délinquance.

Il est aussi possible de faire appel à des personnes pouvant apporter une expertise utile à la résolution des problèmes rencontrés par les familles.

Ce dispositif de prévention a pour objectif d'entendre et d'accompagner les familles rencontrant des difficultés dans l'éducation de leur enfant, lorsque son comportement entraîne des troubles à la tranquillité ou à la sécurité publique.

Sur le principe, ce dispositif prend la forme d'un espace de dialogue, permettant au Maire, ou son représentant, en qualité de président de cette instance, d'entendre les parents ou les titulaires de l'autorité parentale concernés, de les informer sur leurs droits, de leur rappeler leurs devoirs et obligations en lien avec l'éducation de leurs enfants et d'examiner, avec eux, les mesures les plus appropriées à prendre afin de les aider dans l'exercice de leur autorité parentale.

Lorsqu'il ressort de ces constatations ou d'informations portées à sa connaissance que la sécurité, la tranquillité ou l'ordre public sont menacés à raison du défaut de surveillance ou d'assiduité scolaire d'un mineur, un accompagnement parental peut, alors, être proposé aux parents ou représentant légal du mineur concerné.

Il s'agit là d'une mesure de premier niveau consistant en un suivi individualisé s'appuyant sur des actions de conseil, mais qui ne peut concerner les familles ayant déjà conclu un contrat de responsabilité parentale avec le Conseil départemental, ou pour lesquelles une mesure d'assistance éducative a été ordonnée.

La création d'un CDDF au sein de la Ville de Montpellier apparaît comme une réponse adaptée et complémentaire aux dispositifs de prévention déjà existants, aux besoins et aux enjeux identifiés en matière de tranquillité publique sur le territoire. Le dispositif suppose, toutefois, de s'accorder entre membres et acteurs sur les conditions de fonctionnement, d'échanges et de partage de l'information.

Un groupe de travail sera constitué dans les semaines à venir afin de poser les bases et de définir les règles de fonctionnement du CDDF. La préfiguration de cette instance et la coordination des travaux seront confiées au Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de création d'un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184141-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Emploi et création
d'entreprises**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Christophe BOURDIN, Sébastien COTE, Mylvia HOUGUET, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT

**Subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville de Montpellier -
Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 22 janvier 2019, le contrat de ville de Montpellier a été prolongé jusqu'en 2023 et rénové sous la forme d'un nouvel avenant appelé Protocole d'engagements renforcés et réciproques (PERR), approuvé par délibération du 18 novembre 2019. Ce protocole tient compte des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville, intègre les priorités gouvernementales en matière d'éducation, de sécurité, d'emploi, de logement et de lien social et identifie les engagements renforcés de chacun des partenaires en fonction de leurs compétences respectives.

Les fiches opérationnelles ont été ajustées pour mieux répondre aux besoins des habitants.

Un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2022, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville. Les actions proposées devront s'inscrire dans les objectifs des fiches opérationnelles ajustées et ouvertes à l'appel à projets, et concernant les 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- Favoriser la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement) ;
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;

- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs) ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

La prise en compte de l'égalité femmes/hommes est appréciée, particulièrement en matière :

- D'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle (levier essentiel pour l'autonomie des femmes) ;
- D'accès aux droits et la lutte contre les violences faites aux femmes ;
- D'éducation à l'égalité dès la petite enfance et auprès de la jeunesse ;
- D'accès aux soins ;
- D'accès à des pratiques sportives.

En 2022, la Ville de Montpellier a été sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de 308 projets à destination des habitants des 12 quartiers prioritaires, portés par 144 associations et pour un montant total sollicité de **1 039 317 €**.

La présente délibération concerne l'affectation de subventions, pour un montant total de **313 500 €**, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville de Montpellier pour mettre en œuvre des projets définis comme prioritaires au regard des axes opérationnels du contrat de ville. L'affectation des subventions se répartit comme suit :

- 238 500 € au titre de la thématique « Cohésion sociale » pour 101 projets et 72 associations ;
- 50 000 € au titre de la Mission « Mosson-Cévennes » pour 11 projets et 9 associations ;
- 17 000 € au titre de la thématique « Jeunesse » pour 12 projets et 12 associations ;
- 8 000 € au titre de la thématique « Sport » pour 8 projets et 8 associations.

CONTRAT DE VILLE - FINANCEMENTS COHESION SOCIALE 2022			
n° asso	Nom de l'association	Intitulé du projet	<i>Montant</i>
3659	3MTKD (Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo)	Animations Sociales en QPV	3 000 €
		Cités Sport Tour 2021	1 000 €
5359	5ème (La) (La Cinquième Saison)	Champ d'Actions	1 500 €
4360	ACTEURS	Sc Combine - MLDS Monnet / Acteurs / Unicité Booster	1 500 €
64	ADAGES (Association de Développement, d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés) Espace Famille	Aller vers les publics les plus en difficulté	1 000 €
913	AFEV (Association de la Fondation Etudiante pour la Ville)	Lutter contre les inégalités éducatives sur les Cévennes 2022	4 000 €
		Accompagnement vers la lecture (AVL) 2022	1500
		Ambassadeurs du Livre / Lectures en famille Aiguelongue Pompignane 2022	4 000 €

2004	AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Accès aux Droits et Médiation Sociale	3 500 €
		Promotion des Actions Éducatives	7 000 €
25	APDOC (Association Les Petits Débrouillards Occitanie)	Séjour Scientifique - Nature et débrouillardises 2022	1 500 €
2701	ANIM'AIDANTS 34 (Clos de la Fontaine)	Favoriser les liens familiaux et intergénérationnels	1 500 €
1261	APIEU - Territoires de Montpellier (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier)	Clubs de Ville	1 000 €
2142	APIJE (Association pour l'Insertion des Jeunes par l'Economie)	Femmes VIP : Vers L'Insertion Professionnelle	2 000 €
		Expérience souhaitée	2 000 €
7473	APPART (L') (L'Association pour la Prévention au service de la Parentalité et pour l'Accompagnement en Réseau, pour Tous)	Les Pâtes au Beurre (Pab)	2 000 €
1036	APS34 (Association de prévention spécialisée 34)	Chantiers éducatifs	10 000 €
7570	L'Atelier populaire	Groupe Ados	2 000
4841	AVEC (Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le quartier des Cévennes)	Vivre Ensemble - Animation de la Vie Locale	2 000 €
1201	BE&Co (La Boutique d'écriture & Co)	Vacances solidaires	1 000 €
5971	Brand à Part	Le cinéma pour tous	1 500 €
6370	BVA (Bien vivre à Aiguelongue)	Accompagnement à la Scolarité	1 500 €
		Partage à Aiguelongue	1 500 €
7461	Cap au Large	Découverte de la Navigation et des Métiers de la Mer	1 000 €

4900	CBO - Compagnons Bâtisseurs Occitanie (Association Compagnons Bâtisseurs Occitanie)	Atelier de Quartier de Montpellier (ARA Locataire)	4 000 €
		Chantiers Citoyens Lutte Contre la Précarité Energétique	5 000 €
		Espace Ressources Habitat de la Mosson	3 500 €
5233	CDAD (Conseil départemental de l'accès au droit de l'Hérault)	Consultations Juridiques à la Maison Justice Montpellier	4 000 €
6183	CDD (Chant Dessus Dessous)	Petite enfance, Musique et Langage	800 €
1755	Centre APAJ (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Accès aux Droits et E-Administration	2 000 €
		Accompagnement à la Culture	2 500 €
		Médiation Sociale et Scolaire	2 000 €
		Prévention Santé Environnement	1 500 €
		Médinum	3 500 €
1464	Césam (Césam Migrations Santé)	Langage, Environnement et Pouvoir d'Agir 2021	2 000 €
		Médiation Interculturelle et Psychosociale Montpellier	5 000 €
5377	CICADE (Centre pour l'Initiative Citoyenne et l'Accès au(x) droit(s) des Exclus)	Lieu ressource en droit de la famille	1 000 €
1909	CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault)	Médiation Familiale et Accès aux Droits	10 000 €
		Femmes Egalité Emploi	2 000 €
5542	Cie La Chouette Blanche (L'Usine à rêves)	Pink	2 000 €
3777	Cité citoyenne	Près d'Arènes Quartier Eco Responsable	1 000 €
244	CLCV de Montpellier (Association Locale de la	Animation de la vie locale à la Pompignane	1 000 €

	Consommation, du Logement et Cadre de Vie : Montpellier et environs)		
1559	CLJ - La Paillade (Centre de Loisirs des Jeunes de Montpellier PAILLADE-MOSSON)	Educap City	1 000 €
1330	CODES 34 (Comité d'Education Pour la Santé de l'Hérault)	Maraudes Santé dans Les QPV	2 000 €
		Médiation santé dans les quartiers Figuerolles-Gély	5 000 €
	CSF UD 34 (Confédération Syndicale des Familles Union Départementale de l'Hérault)	Permanences solidaires de défense des consommateurs	1 000 €
6841	Costumotek (La)	L'habit fait la femme	2 000 €
4773	DéFI (Développement de la Formation et de l'Insertion)	AIMS - Accueil Insertion et Médiation Sociale	8 000 €
4360	EPE 34 (Ecole des Parents et des éducateurs de l'Hérault)	Point Ecoute pour Les Parents Montpellier Cévennes	5 000 €
3675	ESSOR (Savoirs et partage)	Vacances et Week-Ends pour Adolescents	2 000 €
		Vacances et Week-Ends pour Enfants	1 000 €
3075	FRFD 34 (Fédération Familles Rurales de l'Hérault)	Rifi - Relais Information Familles Itinérant / Pcb	2 000 €
661	FV 34 (France Victimes 34)	Aide aux Victimes d'Infractions Pénales	6 500 €
650	Gammes	Animation de la vie locale EVS Paillade	1 000 €
		Animation de la vie locale Gambetta/Figuerolles	1 000 €
		Animation de la vie locale Pompignane-Millénaire	1 000 €
		Animation de la vie locale Vert Bois	1 000 €
71	i.PEICC (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Tiers Lieu Artistique et Culturel	3 500 €
7117	IMEIF (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Tremplin Vers Les Métiers du Sanitaire et Social	1 000 €

296	Jasmin d'Orient (Association Féminine Jasmin d'Orient)	Accès aux Droits et Services	1 000 €
5939	JPA 34 (Comité Départemental de La Jeunesse au Plein Air de l'Hérault)	d'une Coordination à un Projet Fédérateur	1 000 €
1281	KAINA TV	Forum Paillade 22	1 000 €
		Masterclass "Médias et quartiers populaires"	2 500 €
		Pailladin - Des mots qu'on s'aime	2 000 €
6167	KALISI	Lutter Contre la Précarité Alimentaire	1 000 €
3064	Lâche les Mots	Les Vacances S'Écrivent	1 000 €
		On S'Anime à la Cité	1 000 €
6380	Main verte (La)	Les jardins partagés, moteurs de cohésion sociale	1 500 €
3568	MBM (Montpellier Basket Mosson)	Basket au féminin	2 000 €
		Passerelle	1 000 €
7510	MBP (Montpellier Boxing Paillade)	Stage sportif et socio culturel	2 000 €
494	MDA (Maison des Adolescents)	Prévention santé mentale Ado	1 000 €
4556	MCKEV (Montpellier Canoë Kayak Eau Vive)	Ecole "Planet Kayak" Environnement Bien-Être	1 000 €
		Le Lez de sa source à l'embouchure [Quartier d'été]	1 000 €
777	MFPF 34 (Mouvement Français pour le Planning Familial de l'Hérault)	Femmes Santé Citoyenneté	3 000 €
		Permanence d'Écoute et d'Accueil	2 000 €
6721	Moho	Devenir Philosophe	1 000 €
6374	Mosaïque HJ	Ateliers Jardins Adaptés aux seniors fragilisés	1 000 €
5846	Mot'Son	RPO	2 500 €
6519	MPBA (Montpellier Petit Bard Athlétique)	Insertion Sociale par le Sport au Quartier Petit Bard	1 000 €
1810	OAQADI (On a quelque chose à dire)	Vacances à voix hautes	1 000 €
1783	Octopus Expression	Chantier Citoyen "Précarité Énergétique"	3 000 €

		Education au Civisme	1 000 €
1110	Odette Louise	Espace de Vie Sociale	2 000 €
1033	PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Kawa-Rencontre Police-Population Mosson	4 000 €
		Décoll'âge	3 500 €
4388	Passe Muraille (Le)	Nature en Ville et Jardins au Coeur de la Mosson	1 000 €
3794	PEPA (Association Groupe SOS Solidarités Point Ecoute Parents Adolescents)	Point Accueil Ecoute Jeunes - MTP - QPV Près d'arènes	1 000 €
5722	PePs (Pratique éducatives & plaisirs sportifs)	Du PePS dans ta vie de famille	2 000 €
4977	Rank'art	La Familiale des Cévennes 2022	1 000 €
7162	Rebonds!	Projet Insertion Rugby	3 500 €
7460	SEVE (Association Savoir Etre et Vivre Ensemble)	Ateliers Philosophiques Pas du Loup Val-de-Croze	1 000 €
2835	Solidarité Dom-Tom (Solidarité Dom-Tom Hérault / La CSF)	Accès aux droits	1 000 €
5249	SOMIS (Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale)	Médiation Administrative et Sociale, Écrivain Public	5 200 €
6036	Strata'j'M Sud	Rencontres autour du Jeu	1 500 €
4807	Tin Hinan	Lever Les Freins à L'Accès à la Citoyenneté	4 500 €
		Egalite Santé Citoyenneté	2 000 €
		Accompagner les seniors d'origine étrangère allophones	2 000 €
3746	UNI'SONS	L'Art Est Public	4 000 €
4163	Via Voltaire	Jeunes en Situation de Précarité	7 000 €
3294	Ziconofages (Les)	Stages Vidéo Jeunes d'Été	1 000 €
		TOTAL	238 500 €

CONTRAT DE VILLE - FINANCEMENTS MISSION MOSSON CEVENNES 2022			
n° asso	Nom de l'association	Intitulé du projet	Montant
913	AFEV (Association de la Fondation Étudiante pour la Ville)	Kolocs à projets Solidaires (KAPS) à la Mosson 2022	12 000 €
	Cap!Lab	Les couleurs du Grand Mail	3 000 €
3104	Etre en scène (Cie Yann LHEUREUX)	Les insolistes	5 000 €
4904	HE ! (Association Habiter Enfin !)	Accompagnement des ménages mal logés	2 000 €
		Haut Lieu de Mémoire (HLM) chibanias	6 000 €
71	i.PEICC (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Université du citoyen 2022	7 000 €
1281	KAINA TV	Kaina TV	3 000 €
789	UFOLEP 34 (Comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique)	Parcours coordonné vers l'emploi	2 500 €
		Projet Sport et Bien Etre aux Cévennes	3 500 €
3746	UNI'SONS	L'Art Est Public	3 000 €
3294	Ziconofages (Les)	Outils vidéos participatifs	3 000 €
TOTAL			50 000 €

CONTRAT DE VILLE – THEMATIQUE JEUNESSE 2022			
n° asso	Nom de l'association	Intitulé du projet	Montant
64	ADAGES (Association de Développement, d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés)	Espace Jeunesse	750 €
25	APDOC (Association Française des Petits Débrouillards Occitanie)	Aux Sciences Citoyennes – Montpellier 2022	2 500 €
1201	BE & Co (La boutique d'écriture & Co)	La belle jeunesse	750 €
5423	BVA (BIEN VIVRE A AIGUELONGUE)	Club Ados	2 000 €
5463	FACE (FACE HÉRAULT)	Cite éducative	500 €
6404	GSC (Génération solidaires et citoyennes)	Accueil jeunes Oxford 11-17 ans	1 750 €

71	i.PEICC (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Accompagner les initiatives des jeunes de La Mosson	4 500 €
4388	Passe Muraille (Le)	Séjours "Au fil de l'Hérault, sport et patrimoine"	500 €
5722	PePs (Pratique éducatives & plaisirs sportifs)	Les Jeunes ont du PePs !!	750 €
6749	PLMP (Pas les mêmes Projets)	Rap Académie Occitanie (Quartiers d'été 2022)	2 000 €
5658	Strata'j'M Sud	Des jeux dans ton quartier	500 €
789	UFOLEP 34 (Comité départemental de l'Union Française des Oeuvres Laïques d'Education Physique)	VVV Séjours Citoyens et Sportifs Adolescents	500 €
TOTAL			17 000 €

CONTRAT DE VILLE - FINANCEMENTS SPORT 2022			
n° asso	Nom de l'association	Intitulé du projet	Montant
5943	ANSA (Association Nouvelle pour la Solidarité au Féminin)	Ateliers sportifs pour tous	1 000 €
5683	EJMA (Ecole de Judo de Montpellier Agglomération)	Judo à l'école : Identification d'un parcours de réussite	1 500 €
102	FCPB (Football Club Petit-Bard Montpellier)	Inclusion sociale par le sport	1 000 €
5167	GTKD	Elaborer des parcours sportifs	1 000 €
4556	M.C.K.E.V. (Montpellier Canoë Kayak Eau Vive)	L'Aventure Citoyenne En Kayak	500 €
5792	MJO (Montpellier Judo Olympic)	Ateliers Découverte Judo Filles	1 500 €
1417	MUC Baseball et Softball (Montpellier Baseball Université Club "Les Barracudas")	Baseball5	500 €
7162	Rebonds!	Projet Insertion Rugby	500 €
	CDSA (Comité Départemental de Sport Adapté de l'Hérault)	Sport adapté pour enfants et adolescents avec autisme	500 €
TOTAL			8 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'attribution des subventions telles que détaillées ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution correspondantes ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, Mme Caroline DUFOIX, Mme Clare HART, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Yvan NOSBE, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte à signer_Laïcité_Montpellier.pdf
- Projet de convention 2022.doc
- Lettre d'engagement Type subvention 2022 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20220329-186481-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Réalisation d'un nouveau groupe scolaire et d'une crèche dans le quartier Croix
d'Argent - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demande de
subventions - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Afin de répondre à la pression démographique très forte que connaît la Ville de Montpellier, la construction d'un groupe scolaire et d'une crèche dans le quartier Croix d'Argent est souhaitée pour la rentrée 2025.

Le quartier Croix d'Argent se situe au Sud de la ville de Montpellier. Il fait partie des quartiers connaissant une croissance démographique importante liée notamment à plusieurs opérations de renouvellement urbain.

Le programme général de cette opération comprend la réalisation d'un groupe scolaire de 16 classes (5 maternelles, 10 élémentaires et une classe d'enseignement spécifique) ainsi que la création d'une crèche de 68 berceaux. En accompagnement de ces deux équipements, une voie de desserte et la connexion aux réseaux existants devront être entrepris.

Le programme du groupe scolaire prévoit une superficie totale d'environ 3 800 m² et celui de la crèche de 1200 m². Le coût global de l'opération est estimé à 18,1 M € TTC (13 M€ pour le groupe scolaire et 5,1 M€ pour la crèche). Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée au service Architecture de la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération. Il conviendra également de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le programme général de l'opération décrit ci-dessus ;
- De lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183372-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

Réalisation d'un nouveau groupe scolaire dans le quartier Saint Roch - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demande de subventions - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Afin de répondre à la pression démographique très forte que connaît la Ville de Montpellier, la construction d'un groupe scolaire dans le quartier Saint Roch est souhaitée pour la rentrée 2025.

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch se développe sur les friches de l'ancienne gare de marchandises, dans la continuité sud de la gare de Montpellier. Tout en créant un nouveau quartier, cette ZAC accompagne la modernisation de la gare. Le quartier du Nouveau Saint Roch proposera un ensemble bâti dévolu aux activités, aux logements et le groupe scolaire bordés par le parc René-Dumont, nouvel espace vert.

Le programme général de cette opération comprend la réalisation d'un groupe scolaire de 10 classes (4 maternelles, 6 élémentaires). Le groupe scolaire sera implanté sur une parcelle d'une superficie totale de 2 366 m². Le coût global de l'opération est estimé à 11 M € TTC.

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée au service Architecture de la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération. Il convient également de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le programme général de l'opération décrit ci-dessus ;
- De lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183387-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Eddine ARIZTEGUI, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Extension de l'école maternelle Docteur Roux - Autorisation de déposer les
autorisations d'urbanisme - Demandes de subventions - Approbation -
Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier, fortement engagée dans une démarche d'amélioration de l'accueil des enfants dans les écoles, attache une importance particulière à la rénovation et l'entretien de ses bâtiments scolaires, au travers d'un programme ambitieux dans l'objectif de contribuer à la réussite de tous les jeunes montpellierains.

Face à l'expansion démographique que connaît la Ville, certaines écoles ne sont plus en adéquation avec le besoin nécessaire à un bon fonctionnement. Des travaux de réhabilitation ou restructuration des locaux existants deviennent indispensables en vue de garantir un accueil adapté aux enfants. En ce sens, l'école maternelle Docteur Roux située rue du Faubourg Figuerolles, partie intégrante de ce programme, nécessite une adaptation de ses locaux afin d'accueillir de façon optimale les enfants fréquentant cet établissement.

Ainsi, cette opération se définit par :

- La création d'une classe supplémentaire pour les enfants de moins de 3 ans ;
- La redéfinition des dortoirs pour permettre l'accueil d'au moins 40 enfants ;
- La création de locaux annexes indispensables à l'organisation de l'école maternelle (bureaux, espaces de stockage) ;

- La redéfinition de l'espace périscolaire ;
- La mise en conformité des offices.

En ce qui concerne la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée au Service Architecture de la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier. Le coût global de l'opération est estimé à 2,5 M€ TTC.

Par conséquent, afin de réaliser ces travaux, il conviendra dans un premier temps de déposer les autorisations d'urbanisme auprès des services compétents et dans un second temps de lancer toutes les consultations nécessaires à la l'extension et réhabilitation de l'école maternelle Docteur Roux. Il convient également de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le programme général de l'opération précité ;
- D'autoriser le lancement de toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183377-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

Résorption de l'habitat indigne - Village de transition de la Rauze - Protocole de sécurité et de tranquillité publique - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la stratégie de résorption de l'habitat indigne, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, en coordination avec la Préfecture de l'Hérault se sont engagées dans une démarche de résorption des bidonvilles. Le site de Celleneuve a été identifié comme prioritaire pour l'année 2022, au regard de son ancienneté et du nombre important de personnes qu'il regroupe.

Cette résorption implique une approche d'insertion globale de ses habitants ; celle-ci passe par l'éducation, l'insertion professionnelle, l'autonomie administrative, l'apprentissage de la langue française et bien entendu l'insertion par le logement. Dans le cadre de cette stratégie, les familles identifiées les plus éloignées de l'insertion seront orientées vers un village dit de « *transition* » pour y être temporairement hébergées et accompagnées dans leurs démarches afin de favoriser, à terme, leur accès à un logement autonome. Ce village, composé d'habitats modulaires légers et d'équipements collectifs sera aménagé rue de la Rauze au sein de la Commune de Montpellier.

La gestion globale du dispositif, sa sécurisation ainsi que son accompagnement ont été confiés à l'opérateur associatif COALLIA pour une durée de 18 mois.

Pour accompagner cette installation et garantir une cohabitation sereine avec les habitants du quartier, il est

proposé la mise en œuvre d'un protocole de sécurité et de tranquillité publique du village transitoire de la Rauze entre la Ville de Montpellier, la Préfecture de l'Hérault, la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault, ainsi que l'association gestionnaire.

Ce protocole, d'une durée de 18 mois, formalise une coordination des interventions de tous les acteurs, afin de veiller au bon fonctionnement de ce village de transition, ainsi qu'à la sécurisation de ses abords immédiats.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du protocole de sécurité et de tranquillité publique lié à l'installation du village de transition rue de la Rauze ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ProtocoleVillageTransitoire.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20220329-184216-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

**Lutte contre la LGBTQI + Phobie - Attribution d'une subvention à l'association
FLAG! - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La promotion de l'égalité et la lutte contre les formes de discriminations sont deux éléments participant au renforcement de la cohésion sociale sur un territoire. La Ville de Montpellier a fait de la lutte contre les actes LGBTQI+phobes dans l'espace public et dans la sphère privée, une priorité.

Un travail a été amorcé ces derniers mois afin de renforcer le repérage et la qualification de ces violences sur le territoire montpellierain. L'application « FLAG ! » développée par l'association du même nom est, un outil occupant une place particulière dans cette démarche. Elle permet, en effet, à toute personne de signaler une violence LGBTQI+phobe dont elle a été victime ou témoin et de bénéficier d'une première réponse en termes d'orientation.

Une convention a, été signée entre la Ville de Montpellier et « FLAG ! », le 17 mai 2021 dans le but de fixer les conditions d'accès à la base de données de l'application. La promotion de « FLAG ! » s'est accompagnée d'une hausse des signalements sur le territoire. L'application a, par ce biais, contribué à une meilleure identification des types de violences auxquels les publics étaient exposés, facilité l'orientation des victimes et participé au renforcement du travail de prévention en réponse.

Afin de poursuivre le développement de cette application, l'association « FLAG ! » a déposé une demande

de subvention à la Ville de Montpellier d'un montant de 2 000 € pour l'année 2022. Un soutien financier à l'association serait pertinent afin de poursuivre son action.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation d'une subvention de 2 000 € à l'association « FLAG ! » sous réserve de la signature de la lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2022 Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183437-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Convention de mise à disposition de locaux associatifs en créneaux horaires à titre gracieux - Approbation - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

A la suite de la Commission d'Attribution des locaux associatifs réunie en date du 17 décembre 2021, la Ville de Montpellier souhaite proposer une mise à disposition en créneaux horaires à l'association « Partageons ensemble 34 » dans le local dit « La Ruche ». Elle prendra effet à compter du 1er avril 2022 et se terminera le 31 décembre 2022. Elle sera renouvelable une fois par tacite reconduction pour une période d'un an.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, la mise à disposition est consentie à titre gracieux. La valeur locative annuelle constituera une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association concernée :

Association	Adresse du local	Nombre d'heures	Aide annuelle en nature
Partageons ensemble 34	11 rue des abeilles	60h/mois	2 866 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de location du domaine privé de la Ville entre la Ville de Montpellier et l'association « Partageons ensemble 34 » ;
- D'approuver la gratuité proposée à l'association « Partageons ensemble 34 » ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de cette aide en nature pour un total général de 2 866 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention créneaux Partageons ensemble 34

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185255-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Convention - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

A la suite de la Commission d'Attribution des locaux associatifs réunie en date du 17 décembre 2021, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de locaux associatifs mutualisés du 1^{er} avril au 31 décembre 2022 renouvelable une fois par tacite reconduction pour les associations mentionnées dans le tableau ci-dessous, dont la gestion est assurée par la Direction Proximité et Citoyenneté.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, un loyer ou une redevance minoré leur sera proposé. Le loyer ou la redevance minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées :

Nom l'association	de	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant subvention	Montant du loyer minoré	Date de renouvellement
AVA Arceaux Vie Active		3 rue Raoul	11 590 €	11 555 €	35 €	31/12/2022

Projet Avenir Harkis Français Musulmans	31 rue Emile Chartier	1 210 €	1 175€	35 €	31/12/2022
Association des Parents et futurs parents Gays et Lesbiens	2 place Pétrarque	4 063€	4 028€	35 €	31/12/2022
Mouvement du Nid - Délégation de l'Hérault	56 rue de l'Université	1 430 €	1395 €	35 €	31/12/2022

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville ;
- D'approuver les loyers et redevances minorés proposés aux 4 associations listées ci-dessus ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 18 153 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

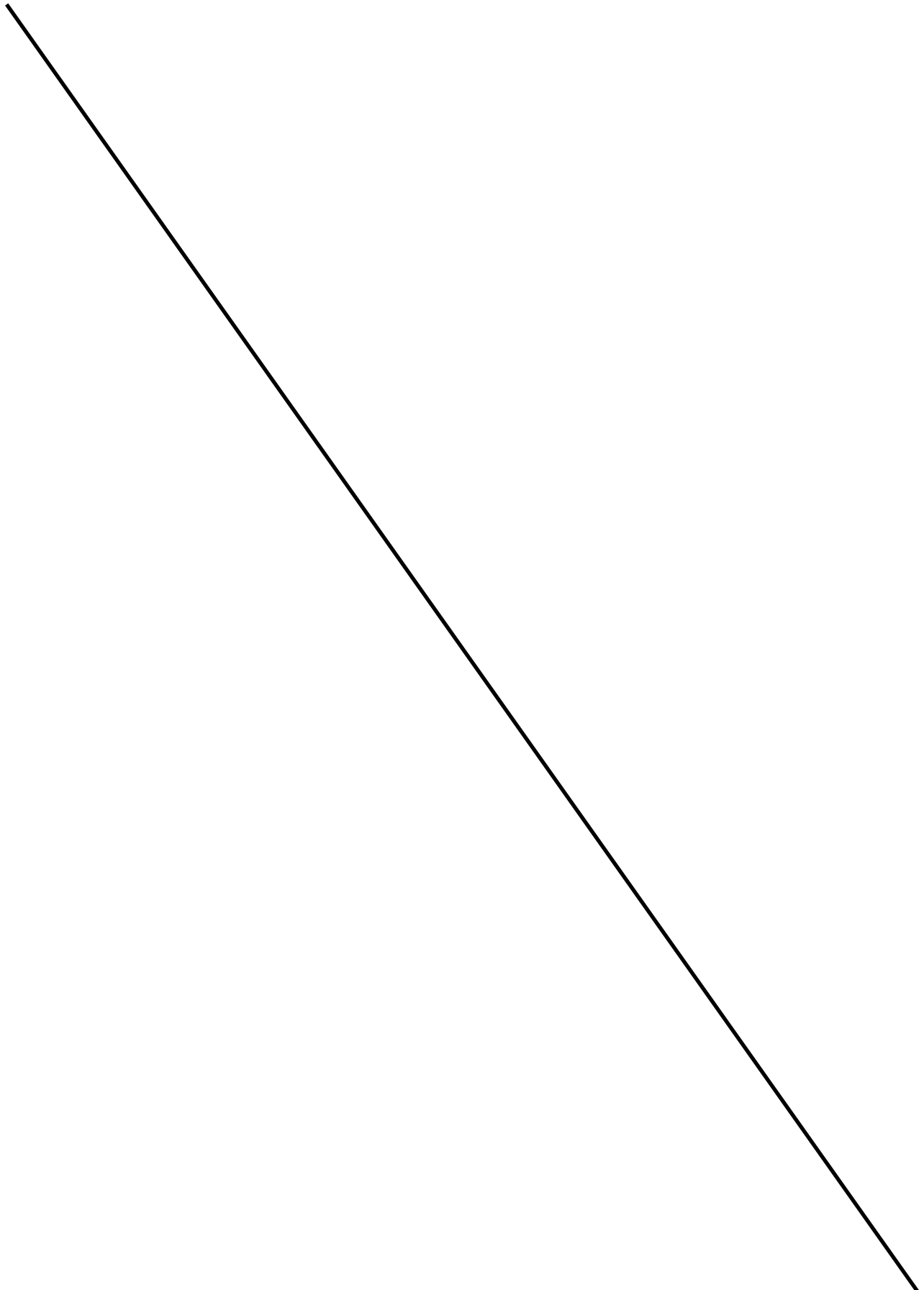
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type Domaine public 2022
- Convention type Domaine privé 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (CEMEA) pour mise à disposition des salles dans les Maisons pour Tous - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Les Maisons pour tous de la ville de Montpellier poursuivent une mission d'animation socio-culturelle dans les différents quartiers de la Ville. A ce titre, elles cherchent à « *favoriser l'investissement des jeunes dans le cadre de leur projet socio culturel* ». Pour répondre à cet objectif, le service des Maisons pour Tous propose d'établir une convention de partenariat avec l'association d'éducation populaire, les CEMEA.

Cette convention permet :

- L'organisation par les CEMEA de 7 sessions de formation Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) pour l'année 2022 dans les Maisons pour Tous ;
- L'accès gratuit à 3 jeunes montpelliérains par session à la formation initiale et à 2 jeunes par session à la formation d'approfondissement BAFA.

Aux termes du partenariat, la Ville de Montpellier s'engage, pour la réalisation de l'action, à mettre à disposition des salles pour chaque session de formation organisée par les CEMEA et à repérer et orienter des jeunes engagés dans la vie des Maisons pour Tous vers ces formations.

Les CEMEA s'engagent pour à assurer l'organisation des formations et la prise en charge des frais de

formation pour 3 jeunes par formation générale et 2 jeunes par formation d'approfondissement. Cette convention de partenariat a pour objectif d'offrir un parcours enrichissant à des jeunes autour des métiers de l'animation et du développement social.

Dans ce cadre, dès l'âge de 17 ans, les jeunes investis dans le champ de la citoyenneté et dans les projets d'animations des Maisons pour Tous pourront se voir proposer un accès vers la formation BAFA, s'ils souhaitent faire l'expérience de l'encadrement et de l'animation volontaire auprès des mineurs et s'engager dans une première expérience professionnelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et les CEMEA ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition pour chaque session de stages qui se déroulera dans les Maisons pour Tous concernées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Boris BELLANGER.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- planning des sessions de formation
- Projet de convention de partenariat avec les CEMEA

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183444-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Vie associative et Maisons
pour Tous**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

**Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour Tous -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le projet des Maisons pour Tous implique l'occupation du domaine public de ses salles par des associations. Ces structures de la Ville de Montpellier hébergent chaque année de nombreuses associations. Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une subvention en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville. Dans ce cadre, il est proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité qui se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison pour Tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2021/2022, les Maisons pour Tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations la mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 12 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 4 835 €, ainsi que la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 28 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 7 652 €.

Des tableaux joints en annexe décrivent le nom des associations, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 16 décembre 2021 pour la mise à disposition à partir du 1^{er} janvier 2022 et du 14 décembre 2020 pour la mise à disposition des salles avant le 1^{er} janvier 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les tableaux joints en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver les termes des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour Tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de ces aides en nature ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, M. Sébastien COTE, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- tableau annuel 1
- tableau annuel 2
- tableau ponctuel 1
- tableau ponctuel 2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183402-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO

Choix du mode de gestion pour la crèche Henri Salvador - Délibération de principe pour le renouvellement de la délégation de service public - Approbation

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La crèche municipale Henri Salvador est située 6 rue Boussinesq à Montpellier, dans le quartier des Arceaux. Cet établissement d'accueil du jeune enfant offre une capacité de 89 places d'accueil collectif et 12 places d'accueil familial pour des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans ou moins de 6 ans en accueil périscolaire.

Depuis 2018, année d'ouverture de la crèche, la structure est gérée par la société « LPCR DSP Montpellier » dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP) d'une durée de 5 ans et 7 mois.

Ce contrat arrivant à son terme le 31 juillet 2023, il a été engagé une nouvelle réflexion sur le choix du mode de gestion à adopter à partir du 1^{er} août 2023. En effet, conformément à l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales, il appartient au Conseil municipal de se prononcer sur le principe du recours à la délégation de service public pour la gestion d'un équipement. En amont, la Commission Consultative des Services Publics Locaux a été consultée le 08/03/2022 sur ce projet de gestion déléguée ainsi que le Comité Technique le 17/03/2022.

Les principaux avantages du recours à la délégation de service public et les principales caractéristiques du futur contrat, si ce mode de gestion est retenu, sont présentés ci-après :

1. Le recours à la délégation de service public

Le recours à la délégation de service public pour la gestion de la crèche Henri Salvador est une solution qui permet d'offrir des places d'accueil aux familles de ce quartier, tout en conservant une maîtrise publique de ce service par la collectivité. En s'appuyant sur l'expérience des quatre dernières années de gestion déléguée pour cette structure d'accueil, plusieurs avantages sont mis en évidence :

L'optimisation de l'offre : la Ville de Montpellier accueille chaque année près de 4 000 nouveaux arrivants dont le profil-type est celui d'une femme (53%), âgée de 27 ans et vivant seule (39%). Ce solde migratoire exponentiel (en 35 ans, la Ville a vu sa population multipliée par trois) s'accompagne d'une natalité élevée (3 543 naissances en 2020). Au regard de ce dynamisme démographique, il est nécessaire de développer et d'adapter l'offre d'accueil. Or, cette pression du besoin, ainsi que les contraintes budgétaires et les exigences réglementaires qui se cumulent et ne cessent d'augmenter, se répercutent déjà sur les 28 établissements d'accueil que la Ville gère en régie directe.

En conséquence, cela implique inévitablement une augmentation de la masse salariale difficile à envisager pour la Ville dans le contexte financier actuel. Dans un contexte de maintien de la croissance démographique, cette optimisation permet en outre à la collectivité de se donner les moyens de continuer à développer l'offre sur le territoire montpellierain, à court et moyen terme.

La maîtrise des coûts d'exploitation : le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise des coûts car ces derniers sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle dans le cadre de la mise en concurrence. D'autre part, des études de coûts ont démontré, qu'à nombre de berceaux et niveaux de prestation équivalents, le reste à charge pour la Ville d'une place en gestion déléguée est très nettement inférieur à celui d'une place en gestion directe.

L'échange d'expériences : le recours à une entreprise expérimentée dans la gestion d'une crèche municipale permet également l'échange enrichissant de pratiques et d'expertise.

Cet échange peut être profitable notamment dans le cadre des pratiques professionnelles telles que l'accueil des enfants, les relations avec les familles, le partage des projets pédagogiques ou encore l'optimisation de la fréquentation des établissements. La crèche municipale déléguée participe comme les autres établissements municipaux à la mise en œuvre du service public, par exemple au moment des fermetures estivales (crèche de garde).

Eu égard à la nécessité d'adapter l'offre d'accueil et à la nécessaire maîtrise des coûts qu'impose la conjoncture économique des finances locales, la Ville préconise donc de recourir à la délégation de service public pour cet établissement plutôt qu'une exploitation en régie directe.

2. Principales caractéristiques du futur contrat

2-1 Objet du contrat

La Ville de Montpellier confiera au délégataire l'exploitation du service public et mettra à disposition l'ensemble des infrastructures nécessaires au bon fonctionnement dudit service. Le délégataire gèrera l'ouvrage pour le compte de la Ville et devra assumer en tout temps, à ses risques et périls, l'exploitation, la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et des équipements mis à sa disposition dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité. Il devra assurer en totalité les prestations et missions nécessaires au bon fonctionnement de la crèche.

2-2 Durée du contrat

La durée du contrat sera de 5 ans et prendra effet à compter du 1^{er} août 2023.

2-3 Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

2-3-1 Missions

Le délégataire assurera un service d'accueil collectif, régulier ou occasionnel, des enfants montpelliérains âgés de moins de quatre ans (ou de moins de six ans en accueil périscolaire). Le service délégué offrira 101 places au total, sur la base d'un accueil mixte comprenant 89 places en accueil collectif, régulier ou occasionnel de 7h30 à 18h30 et jusqu'à 12 places en accueil familial de 6h à 20h chez des assistantes maternelles rattachées à l'établissement et salariées du délégataire. Les enfants devront être accueillis dans le respect des normes d'encadrement prévues par les textes réglementaires. Le délégataire sera également chargé de la rédaction du projet d'établissement et du projet pédagogique qui devra satisfaire aux principes posés par le projet éducatif municipal.

La livraison des denrées alimentaires, la réalisation et la distribution des repas devront être assurés dans les conditions d'hygiène, de sécurité sanitaire et d'équilibre nutritionnel adaptées aux jeunes enfants.

Le délégataire est responsable du recrutement et de la rémunération de l'ensemble des personnels nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement, dans le respect des dispositions du Code du travail et de l'ensemble des réglementations applicables aux personnels de ce secteur d'activité (décrets du 1^{er} août 2000, du 20 février 2007 et du 7 juin 2010 et du 30 août 2021). De plus, le délégataire aura seul la responsabilité des relations avec les familles.

2-3-2 Investissements

Certains investissements peuvent être demandés au délégataire s'ils sont étroitement liés à son projet d'exploitation. Ces investissements, biens de retour, seront remis au délégant à la fin du contrat.

2-3-3 Entretien, renouvellement et GER

La Ville mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des biens et équipements affectés à la crèche, qui lui fera retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat. Le délégataire procédera au renouvellement nécessaire à l'exploitation du service.

Le délégataire sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge. Le délégataire souscrira, pour son propre compte, et pour la durée de la convention de délégation, l'ensemble des contrats de maintenance, entretien et prestations de service nécessaires pour satisfaire aux obligations de l'exploitation.

Il entretiendra l'ensemble des locaux et matériels et effectuera toutes les réparations nécessaires à la bonne utilisation et à la conservation des lieux, en assumant notamment les prestations suivantes :

- Entretien courant et nettoyage périodique des locaux (sols, vitres, murs, peintures...) ;
- Maintenance préventive et curative de tous les équipements de stockage, cuisson, refroidissement, préparations, pesage, ... conformément aux normes prévues par le Plan de Maitrise Sanitaire ;
- Maintenance préventive et curative (dératissage, désinfection...) ;
- Et toutes les autres maintenances nécessaires à l'exploitation.

Ces prestations devront être effectuées en conformité avec toutes les réglementations en vigueur, notamment avec les règles de sécurité applicables à l'activité déléguée.

La Ville, en qualité de propriétaire de l'ouvrage, assumera les grosses réparations de l'équipement (clos, couvert, structure...).

Le délégataire devra constituer, en sa comptabilité, un compte destiné aux travaux de gros entretien et renouvellement, communément dénommé compte « GER ». Ledit compte sera alimenté notamment par les dotations effectuées par le délégataire au titre des provisions pour risques contractuels et débité des dépenses de gros entretien et renouvellement dont il a la charge.

Le montant du compte « GER » sera négocié et fixé contractuellement. Au terme du contrat de délégation de service public et quelle qu'en soit la cause, le solde créditeur du compte GER sera restitué à la Ville de Montpellier dans le mois suivant la date de terme du contrat. Au contraire, dans l'hypothèse d'un solde débiteur, celui-ci demeurera à la charge du délégataire.

2-4 Conditions financières

En contrepartie de la gestion de la crèche, le délégataire percevra pour son propre compte les recettes d'exploitation suivantes :

- les participations des familles calculées selon la tarification prévue par la Caisse Nationale des Allocations Familiales ;
- les différentes prestations de la Caf ;
- la participation de la Ville telle que définie dans le contrat.

Si besoin, il s'engagera à solliciter toutes les subventions possibles au titre de la gestion du service auprès des partenaires financeurs de l'activité (Caf, Conseil départemental...).

2-5 Rôle de la Ville en tant qu'autorité délégante

La Ville dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Pour veiller à la bonne exploitation du service, le délégataire devra produire les éléments permettant à la Ville de s'assurer de la qualité du service et d'apprécier les conditions d'exécution du service public. La Ville de Montpellier exercera son contrôle sur le service délégué. Elle aura notamment la faculté de contrôler la qualité des prestations (accueil des enfants ...), le bon entretien des locaux et les installations concernées par la convention et pourra vérifier que la destination des locaux est conforme aux dispositions prévues dans la convention. Elle exercera également son contrôle sur les conditions d'exploitation pour s'assurer que celles-ci sont conformes aux règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Le délégataire transmettra également à la Ville, chaque trimestre, un tableau de bord d'activité fournissant tous les éléments statistiques mensuels de cette période et concernant les principaux ratios de fonctionnement et de fréquentation de l'établissement. La Ville et le délégataire se rencontreront trimestriellement en vue d'échanger sur les données d'activité et sur l'exploitation et l'exécution du service.

D'une façon générale, la Ville de Montpellier aura le droit de faire procéder à toutes les vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés. Les locaux et installations pourront faire l'objet de visites soit par des agents de la Ville, soit par des prestataires mandatés par elle pour vérifier le nettoyage, le bon entretien et la sécurité.

Ces contrôles ne sauraient en aucune manière dégager le délégataire de ses responsabilités, ni engager celles de la Ville. La Ville conserve le contrôle du service et s'engage à fournir au délégataire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

De surcroît, la Ville pourra mettre fin à la délégation de manière unilatérale en cas de faute du délégataire, conformément aux dispositions légales, ou pour motif d'intérêt général, sous réserve du versement d'indemnités.

2-6 Conditions principales d'exécution du service

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls. Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service. Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service et en produira copie à la Ville.

La Ville remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera communiqué à l'attribution de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris des précédents exploitants ou issus de nouveaux recrutements.

2-7 Sort des biens

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprise.

Il sera prévu que les biens de reprise reviennent gratuitement au délégant s'ils sont comptablement amortis. Les biens devront être remis en parfait état d'entretien.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la gestion de la crèche Henri Salvador dans le cadre d'une délégation de service public ;
- D'approuver les caractéristiques principales de la délégation ;
- De décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles de la troisième partie du code de la commande publique et aux articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales qui conduira à la désignation du futur exploitant de la crèche Henri Salvador ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 6 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport de présentation crèche Henri Salvador VF.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184692-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO

Conventions d'objectifs et de financement entre la Ville et la CAF de l'Hérault pour le fonctionnement des Relais Petite Enfance - Avenants - Autorisation de signature

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier compte 6 Relais Assistants Maternels (RAM) regroupant près de 800 assistants maternels indépendants et offrant une capacité d'accueil pour environ 2100 enfants. Ces relais ont un rôle d'information et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil individuel ainsi qu'un rôle d'animation pour les enfants accueillis chez ces assistants maternels.

Dans le cadre de la réforme des modes d'accueils conduite en 2021, les RAM ont été renommés Relais Petite Enfance (RPE). Désormais, ces structures sont définies comme un « *service de référence de l'accueil du jeune enfant pour les parents et les professionnels* ». Ainsi, conformément au décret du 25 août 2021 relatif aux RPE, leurs missions « *socles* » ont été enrichies. De plus, pour répondre aux enjeux du secteur, les RPE peuvent également proposer des missions renforcées, ces dernières ayant été redéfinies dans un référentiel national.

Par délibération du 18 juillet 2019, le Conseil municipal a autorisé la signature de conventions d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault pour le fonctionnement des RAM.

Afin de tenir compte des évolutions réglementaires, il est proposé des avenants qui visent à redéfinir les missions des RPE et à préciser la mission renforcée dans laquelle chaque RPE souhaite s'inscrire.

Les missions socles des RPE sont les suivantes :

- Participer à l'information des candidats potentiels au métier d'assistant maternel selon les orientations définies par le comité départemental des services aux familles ;
- Offrir aux assistants maternels, et le cas échéant, aux professionnels de la garde d'enfants à domicile un cadre pour échanger sur leurs pratiques professionnelles ainsi que les conseiller pour mettre en œuvre les principes applicables à l'accueil du jeune enfant, prévus par la charte nationale d'accueil du jeune enfant, notamment en organisant des temps d'éveil et de socialisation pour les enfants qu'ils accueillent ;
- Faciliter l'accès à la formation continue des assistants maternels et, le cas échéant, aux professionnels de la garde d'enfants à domicile et les informer sur les possibilités d'évolution professionnelle, sans préjudice des missions spécifiques confiées au service départemental de protection maternelle et infantile ;
- Assister les assistants maternels dans les démarches à accomplir sur le site monenfant.fr ;
- Informer les parents ou représentants légaux, sur les modes d'accueil du jeune enfant, individuels et collectifs, présents sur le territoire et les accompagner dans le choix de l'accueil le mieux adapté à leurs besoins en tenant compte des orientations définies le cas échéant, par le comité départemental des services aux familles.

Les missions renforcées des RPE sont les suivantes :

- Guichet unique et traitement des demandes formulées sur le site monenfant.fr ;
- Analyse de la pratique ;
- Promotion renforcée de l'accueil individuel par la mise en œuvre d'une stratégie de communication.

Les avenants sont conclus du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 pour les RPE suivants :

- **RPE « Aiguelongue »** situé 2 rue des Tourterelles dont le secteur géographique concerne les quartiers Aiguelongue, Arceaux, Beaux-Arts, Boutonnet, Hôpitaux-Facultés, les Aubes et le Plan des Seigneurs ;
- **RPE « Antigone 1 et 2 »** situé 438 boulevard d'Antigone dont le secteur géographique concerne les quartiers Antigone, Centre Historique, Comédie, Figuerolles, Gambetta, Gare et Pompignane pour le secteur 1 et Chamberte, Mas Drevon, Près d'Arènes, Saint Martin et Tournezy pour le secteur 2 ;
- **RPE « Croix d'Argent »** situé 635 rue Jacques-Bounin, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Bagatelle-Ovalie, Croix d'Argent, Estanove et Pas du Loup ;
- **RPE « Mosson »** situé 123 rue de Lausanne, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Celleneuve, les Hauts de Massane, Malbosc-Euromédecine et Mosson ;
- **RPE « Odyseum »** situé 280 boulevard Pénélope, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Aiguerelles, Pont Trinquat, Port Marianne et Grammont ;
- **RPE « Saint Clément »** situé 311 avenue Saint-Clément, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Alco, Cévennes et La Martelle.

Toutes les autres clauses de la convention initiale restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ainsi, la CAF s'engage à verser :

- Une prestation de service à partir d'un prix de revient dans la limite d'un plafond fixé chaque année par la CNAF ;
- Une prestation supplémentaire de 3 000 € pour les RPE qui s'investissent dans une des trois missions renforcées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des avenants aux conventions de financement avec la Caisse d'allocations familiales, relatives au fonctionnement des 6 RPE de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant RPE Aiguelongue
- Avenant RPE Mosson
- Avenant RPE Odysseum
- Avenant RPE Saint Clément
- Avenant RPE Antigone 1 et 2
- Avenant RPE Croix d'Argent

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183871-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO

Réservation de berceaux municipaux au profit d'organismes publics ou privés - Tarif 2022-2023 - Approbation

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a autorisé la réservation de berceaux d'établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) municipaux au profit de salariés d'organismes publics ou privés.

La réservation de berceaux municipaux présente en effet l'avantage pour la Ville de favoriser la mixité sociale au sein de certains Eaje municipaux en accueillant des enfants de familles n'étant pas exclusivement issues du quartier.

Conformément à cette délibération, cette réservation de berceaux s'effectue en contrepartie d'une redevance annuelle versée pour chaque berceau réservé. Le montant annuel de cette redevance, au profit de la Ville de Montpellier, doit réglementairement correspondre au coût net moyen d'exploitation d'une place d'accueil collectif gérée en régie directe.

Par ailleurs, pour mettre en adéquation la clause tarifaire de la convention de réservation de berceaux avec le calendrier d'accueil des enfants courant de septembre à septembre, il a été acté que la périodicité d'application du montant de la redevance annuelle s'établit du 1^{er} septembre au 31 août.

Ainsi, pour la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023, le montant de la redevance s'élève à 6 000 €,

un montant identique à celui de l'année précédente.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le montant de la redevance annuelle pour la période d'application du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-183236-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL.

Structures petite enfance - Convention cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Contemporain (MO.CO) - Autorisation de signature

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique petite enfance, la Ville de Montpellier s'est, depuis de nombreuses années, largement orientée vers une sensibilisation artistique et culturelle des tout-petits et notamment pour les jeunes enfants qui bénéficient d'un accueil dans les structures petite enfance gérées par la collectivité. Afin de formaliser et développer ces projets, il est proposé d'établir une convention cadre de partenariat avec le Montpellier Contemporain (MO.CO) qui précise les engagements de chacune des deux parties.

L'éveil artistique et culturel des tout-petits libère leur créativité, leur émerveillement, leur sensibilité. Il permet l'expression de leurs émotions et participe à leur développement cognitif et moteur. Cette orientation répond ainsi aux principes édictés dans la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant et s'inscrit également dans le protocole d'accord interministériel de mars 2017 pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants, invitant les gestionnaires d'établissements d'accueil du jeune enfant et les structures culturelles à s'engager ensemble dans un parcours de généralisation de l'éducation artistique et culturelle.

Ce choix est largement renforcé par le rapport de Sophie MARINOPOULOS, « *Une stratégie nationale pour la santé culturelle* » (janvier 2019), qui place la culture au cœur de l'accompagnement du lien parent/enfant.

Enfin, le rapport de la commission des 1000 premiers jours (septembre 2020) définit l'éveil culturel et artistique comme essentiel au développement de l'enfant.

C'est dans ce contexte que la Ville, par l'intermédiaire de son Pôle Petite Enfance, a amorcé dès 2013 un partenariat avec le MO.CO dont les principaux objectifs sont les suivants :

- Structurer l'action éducative menée conjointement depuis 2013 par le MO.CO et le Pôle Petite Enfance de la Ville de Montpellier en direction de la petite enfance via le réseau des établissements d'accueil du jeune enfant ;
- Concevoir et mettre en œuvre les axes culturels des programmes d'activités à destination des tout-petits au sein du MO.CO. en fonction de son actualité ;
- Initier des projets innovants en partenariat ;
- Concevoir et mettre en œuvre des dispositifs pédagogiques ;
- Etendre ces actions à l'ensemble des structures de la Ville de Montpellier ;
- Développer des actions de formation et de sensibilisation des personnels de la petite enfance en vue de construire des prolongements de visite, en lien avec les expositions ;
- Mettre en place des orientations pédagogiques adaptées au développement de l'enfant et ancrer les projets dans la relation de l'enfant et de sa famille ;
- Construire conjointement des projets liés à l'accompagnement à la parentalité.

La convention prend effet à la date de la signature par les parties, pour une durée d'un an. Elle sera renouvelable par tacite reconduction pour une durée d'un an, dans la limite de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier et le MO.CO ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention cadre de partenariat avec le MO.CO

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-181744-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL

Écoles privées sous contrat d'association - Conventions de participation financière de la Ville pour l'année 2021-2022 - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2021-2022, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître, pour les enfants domiciliés à Montpellier, les effectifs suivants :

- Pour les classes maternelles : 1 193 enfants ;
- Pour les classes élémentaires : 2 144 enfants ;

Soit au total : 3 337 enfants.

La dotation 2022, s'établit à :

- 650,00 € par enfant en maternelle ;
- 650,00 € par enfant en élémentaire.

Le montant global de la dotation 2022, compte tenu des effectifs, s'élève, par conséquent, à :

- 775 450,00 € pour les enfants scolarisés en maternelle ;
- 1 393 600,00 € pour les enfants scolarisés en élémentaire.

Les écoles privées sous contrat d'association concernées sont les suivantes :

- Saint François d'Assise – 24, boulevard de Strasbourg, 34000 MONTPELLIER ;
- Sainte Famille et Saint Charles – 10, place Roger Salengro, 34000 MONTPELLIER ;
- Sainte Marie Les Jonquilles – 255, rue Croix de Figuerolles, 34000 MONTPELLIER ;
- Notre Dame de Bonne Nouvelle – 3, rue Aristide Ollivier, 34000 MONTPELLIER ;
- Sainte Thérèse Assomption – 2, rue Portalière des masques, 34000 MONTPELLIER ;
- Sainte Geneviève – 1093, avenue Louis Ravas, 34000 MONTPELLIER ;
- Saint Jean Baptiste de la Salle – 84, rue de Lunaret, 34090 MONTPELLIER ;
- Saint Francois Régis – 3, rue de la Merci, 34000 MONTPELLIER ;
- Sainte Emilie – 4, rue de la Croix Bonhomme, 34070 MONTPELLIER ;
- Sainte Odile – 80, rue du Pré aux Clerc, 34090 MONTPELLIER ;
- Les Anges gardiens – 2958, avenue des Moulins, 34080 MONTPELLIER ;
- Sainte Jeanne d'Arc – 51, boulevard Ernest Renan, 34000 MONTPELLIER
- Ecole juive de Montpellier – Rue Edouard Villalonga, ZAC Blaise Pascal, 34000 MONTPELLIER.

Une convention d'attribution sera signée avec chacun des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement de cette participation aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de participation financière

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-184127-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 29 mars 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL

**Convention de partenariat pour la mise à disposition d'un environnement
numérique de travail (ENT) avec l'Académie de Montpellier 2021-2022 -
Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la mise en œuvre d'une politique numérique en direction des écoles, consciente des enjeux pour la réussite des élèves. Dans son rapport de 2016, l'Institut Montaigne a estimé que l'apport du numérique dès la maternelle fait chuter l'échec scolaire de 50 %. Le déploiement de ces équipements se fait en collaboration étroite avec les services de l'Académie de Montpellier, afin de garantir que leur mise en œuvre donne lieu à un usage effectif dans les classes.

L'Académie de Montpellier a mis en place, depuis 2013, un Environnement Numérique de Travail (ENT) 1^{er} degré et propose aux communes une convention de partenariat pour la mise à disposition de cette solution applicative. Les ENT ont pour objet de fournir à tous les acteurs du système éducatif (élèves, enseignants, parents) un accès simple et unifié à un ensemble d'outils, de contenus pédagogiques et de services : agenda partagé, messagerie, cahier de texte, ressources pédagogiques.

La convention 2021-2022 a pour objet de définir le cadre général de mise en œuvre de l'ENT-Ecole et ses modalités d'organisation. Elle prendra effet au moment de la signature et s'achèvera au 1^{er} septembre 2022.

Le financement de l'ENT-Ecole est assuré par l'engagement de l'Académie et par la participation des

communes, à hauteur de 50 euros TTC par école et par année scolaire, soit un montant total de 5 800 € TTC pour cette année.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat 2021-2022 entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention ENT ecole 2021 2022 Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182181-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL

Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2021 - Approbation

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise à « *garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance* ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation de l'Etat aux côtés des acteurs de terrain est indispensable, car ils disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Au premier rang de ces acteurs figurent les collectivités territoriales, auxquelles leur compétence en matière d'aide sociale confère une légitimité et une expertise particulières.

L'ensemble des politiques publiques portées par les collectivités territoriales, l'État et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir efficacement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins. Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Le pilotage local est la garantie de la mise en œuvre d'actions répondant aux besoins repérés sur les territoires. C'est donc dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté qu'une convention d'appui entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier a été signée le 31 octobre 2020 pour une durée de 3 ans (2020-2021-2022).

Cette convention définit des priorités conjointes, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats. Ces engagements réciproques permettent de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs.

Un avenant a été signé en date du 25 juillet 2021 entérinant la programmation proposée pour 2021. Au titre de l'année 2021, l'Etat a apporté un soutien financier à la Métropole, la Ville et le CCAS à hauteur de 500 000 €, identique à l'année 2020.

Les actions prévues à la convention ont été réalisées ou ont connu un démarrage. Certaines ont nécessité des adaptations pour tenir compte de décisions telles la résorption des bidonvilles.

Les actions qui ont été engagées sont les suivantes :

Pour casser la reproduction de la pauvreté et un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité :

- Création d'un accueil de jour "Maison des familles" ;
- Création d'un lieu de vie modulable pour grands marginaux ;
- Développement d'actions pour un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité : distribution de kits hygiène – amélioration de l'accès aux douches – soutien à la bulle douche nomade – développement du logiciel Pratik ;
- Extension des maraudes du Samu social sur la Métropole ;

Au titre de l'aide alimentaire :

- Consolidation du marché solidaire géré par le secours populaire ;

Dans le domaine de l'insertion professionnelle et la mobilisation des entreprises :

- Soutien à des expérimentations de parcours innovants portées par le CCAS, l'APIJ, APSH34, Passerelles synergies, France active AIRDIE, CREER - Maison des chômeurs et citoyens solidaires ;
- Développement de dispositifs d'insertion par l'activité économique :
 - Soutien à des chantiers d'insertion portés par IMEIF, Recycl&Vs, les jardins de Cocagne ;
 - Création de postes pour la mise en place du dispositif Territoires zéro chômeurs et le développement de la clause sociale (les postes seront pourvus en 2022) ;
 - Aide au démarrage d'associations de préfiguration d'entreprises d'insertion (MRBC 20, ENVIE) ;
- La mobilisation des entreprises en faveur des publics en précarité :
 - Soutien à des associations innovantes en termes de méthodes : UCRM (IOD) Coraline / MosaïqueRH ;

Pour l'accompagnement et l'accès aux droits des personnes en situation de précarité :

- La prise en compte des besoins essentiels des personnes vivant en bidonvilles : les actions prévues initialement ont dû être adaptées pour tenir compte de la décision prise en cours d'année 2021 de résorber les bidonvilles et les squats et mises en œuvre. Les actions ajustées ont été engagées fin 2021 mais feront l'objet d'un paiement en 2022 (report financier) ;
- Le développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en précarité et d'expérimentations visant à réduire l'habitat illicite : mise en place d'une ingénierie adaptée, soutien au projet d'habitat intercalaire Luttopia, prospection et développement de projets d'habitat intercalaire ;
- La mise en place d'un accompagnement global des habitants Marels-Montauberou prenant en compte les besoins sociaux, éducatifs et de santé ;

Pour faciliter l'accès aux soins et à la prévention des habitants les plus éloignés des dispositifs :

- L'étude de faisabilité d'une mutuelle communale, réalisée.

Le rapport d'exécution 2021, établi par la Métropole en lien avec la Ville et le CCAS, rend compte de l'exécution des crédits versés en 2021 au titre de ladite convention d'appui. Il rappelle ainsi, action par action, le projet et les engagements. Il rend compte de son exécution en présentant les résultats obtenus, les écarts éventuellement observés et les ajustements réalisés.

Enfin, ce document contient un bilan financier global synthétisant l'ensemble des actions conduites par la Métropole, la Ville et ses partenaires sur le territoire, par rapport au cadre financier initial.

Le vote de ce rapport d'exécution qui est soumis à votre approbation, conditionne la délégation des crédits qui seront alloués par l'Etat en 2022, à l'occasion de la prise d'un nouvel avenant à la convention initiale. Cet avenant fera également l'objet d'une délibération qui sera présentée aux Conseils métropolitain et municipal de juin 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport d'exécution 2021 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01_03_Rapport_d_execution_20211646238164964.docx
- Tableau_de_suivi_financier_global_20211646238188804.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185376-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Bourse Initiatives Jeunes 2022 - Participation de la Ville - Attribution

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains. Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement. Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de mars, il est proposé d'attribuer, pour un montant total de **4 800 €** les subventions selon les projets décrits ci-dessous et de les financer de la manière suivante :

Emilie Saël SIMON, 22 ans, étudiante

Titre du Projet : **EPHPHATHA**

Production Culturelle :

Opéra, création d'une troupe de musiciens lyriques, opération pédagogique dans les écoles de la Ville, pour démocratiser l'art lyrique.

Montant du projet : 7 053, 81 € ;

Montant demandé : 1 662, 50 € ;

Montant proposé : 1 400 €.

Lorenzo BARBA, 20 ans, salarié

Titre du projet : **Mets du respect sur ma ville**

Production Culturelle :

Concept de Live radiophonique filmé, avec performances d'artistes Rap.

Montant du projet : 9 490 €

Montant demandé : 3 000 €

Montant proposé : 1 100 €

Méridith COURTE, 27 ans, étudiante

Titre du Projet : **DEV&GO**

Destination Monde :

Projet de reconstruction du dispensaire du Village de Devego, en partenariat avec l'association togolaise « Voisins solidaires Togo »,

Montant du projet : 9 200 € ;

Montant demandé : 1 500 € ;

Montant proposé : 900 €.

Illian NAVARRO, 16 ans, lycéen

Titre du Projet : Projet humanitaire et culturel au Maroc

Destination Monde :

Suivi et validation du projet au Maroc dans le secteur d'Iknioune (province de Tinghir) (ordinateurs et cadeaux pour un orphelinat, financement appareil d'échographie pour l'hôpital et creusement d'un puits), Echanges culturels ; rencontres avec les villageois, d'autres jeunes, et des responsables d'entreprises... en partenariat avec une ONG internationale Human Appeal.

Montant du projet : 10 625 € ;

Montant demandé : 3 000 € ;

Montant proposé : 1 400 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer, dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiative Jeunes, les subventions d'un montant total de 4 800 € pour les projets détaillés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182599-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Charles SULTAN

Carte Été Jeunes 2022 - Attributions à titre gratuit - Approbation

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports. A ce titre, il a été mis en place la Carte Été Jeunes, qui constitue un véritable passeport pour vivre pleinement la période estivale. Valable durant l'Opération Carte Été Jeunes, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et permet, pour un prix de 25€, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de découvrir ou redécouvrir la Ville.

Dans ce cadre, un volet spécifique du dispositif est mis en place et permet d'octroyer des gratuités pour 300 jeunes. Cette proposition de gratuités fait l'objet d'une délibération annuelle en Conseil municipal, et les bénéficiaires proposés sont les suivants :

- Des associations montpelliéraines œuvrant auprès d'un public jeune en situation de précarité ou rencontrant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle ;
- Des étudiants des villes jumelles de Louisville et de Sherbrooke reçus dans le cadre du programme d'échanges ;
- Le service des Maisons pour Tous, pour identification de jeunes susceptibles de bénéficier de ce dispositif dans les différents quartiers ;

- Le Centre Communal d'Action Sociale, pour des attributions dans le cadre du Projet de Réussite Educative ;
- Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse ;

Pour les associations, ces attributions à titre gratuit constituent une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.

Un tableau de suivi des gratuités accordées est établi par le Service Jeunesse et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux avec une liste indiquant les noms, prénoms et informations (âge, adresse...) des bénéficiaires auprès de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'attribution de 300 Cartes Eté Jeunes à titre gratuit pour l'année 2022, auprès de bénéficiaires remplissant les critères d'attribution listés ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-182600-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE II

DECISIONS

Conseil municipal du 29 mars 2022

Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23
du Code Général des Collectivités Territoriales

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	PAGES
VD2022-207	Décision relative à l'avenant n°3 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur de l'Hortus confié à la SA3M - Autorisation de signature	298
VD2022-527	Décision d'ester en justice "Requête TA n°2105692-1 - BEC Gaëtan"	300
VD2022-528	Décision d'ester en justice "Requête n°2105727-3-4 TA - Ressources humaines"	302
VD2022-529	Décision d'ester en justice "Requête TA n°2105852-4 - Société OGF"	304
VD2022-563	Décision relative au marché n°2993 S21.02 - Missions de diagnostics avant travaux et avant démolition à mener sur les E.R.P de la ville de Montpellier dans le cadre et en vue des travaux de mise en accessibilité - Programme 2022 à 2024 - Attribution	306
VD2022-001	Décision relative au marché n°V1A2374GC - Réalisation d'une étude sur les devantures commerciales en sites patrimoniaux remarquables - Attribution	308
VD2022-002	Décision relative à l'adhésion obligatoire aux réseaux professionnels des parcs zoologiques - Exercice 2022	310
VD2022-003	Décision relative au renouvellement d'adhésion du parc de Lunaret aux organisations de conservation in situ des espèces animales menacées - Exercice 2022	312
VD2022-004	Décision relative au marché n° 202102917S2103 pour une mission d'urbanisme, paysage et programmation dans le cadre du mandat de prestations foncières et d'étude préalables à l'aménagement du secteur Port Marianne - Cavalade avec SA3M - Attribution	314
VD2022-010	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de produits bois pour l'agencement intérieur, la construction et les aménagements extérieurs - V1B0062EM - Attribution	316
VD2022-011	Décision relative au marché V1B0067EM - Maîtrise d'œuvre relative à la construction de centrales photovoltaïques pour la Ville de Montpellier	318
VD2022-015	Décision d'ester en justice "Requête TA n°2106857-3 - Ressources Humaines"	320

VD2022-016	Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel de Montpellier - Ville contre Monsieur DRIHMOU - SARL EPICES ET CHARBON"	322
VD2022-017	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association ' Dante Alighieri ' les 7 et 28 janvier 2022 – Autorisation	324
VD2022-018	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Conspectus ' pour les 4 et 16 janvier 2022 - Autorisation de signature	326
VD2022-019	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' pour les 5 et 12 janvier 2022 - Autorisation de signature	328
VD2022-020	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' La Morena ' pour le 9 janvier 2022 - Autorisation de signature	330
VD2022-021	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Tutti ' pour les 3,10,24 et 31 janvier 2022 - Autorisation de signature	332
VD2022-022	Décision relative au marché N°G1D0022RI Fourniture et mise à jour de licences logicielles pour les postes de travail utilisateurs, développeurs et serveurs Attribution	334
VD2022-023	Décision d'ester en justice "Tribunal correctionnel de Montpellier - FAVERDIN Christian"	336
VD2022-024	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association "Un Plus Bio" - Autorisation de signature	338
VD2022-027	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Stand de Tir - Police 25m Couvert - Montmaur - Ville de Montpellier - Ville de Castelnau-le-Lez	340
VD2022-028	Décision d'ester en justice "Requête n°2106890-3 TA - Ressources humaines"	342
VD2022-029	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Alice de Miramon du 8 au 30 janvier 2022 - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Autorisation	344
VD2022-030	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Simon Pradaut, Thaïs Guimard, Timothée Pellisier, Malo Gagliardini du 5 au 27 février 2022 - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Autorisation	346
VD2022-031	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Marie Pourchot du 5 au 27 mars 2022 - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Autorisation	348

VD2022-032	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif les Briscarts du 1er au 3 avril 2022 - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens – Autorisation	350
VD2022-033	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Alba Sagols du 9 avril au 1er mai 2022 - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens – Autorisation	352
VD2022-034	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Vanessa Avila du 7 au 29 mai 2022 - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Autorisation	354
VD2022-035	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Eric Pradalié du 4 au 26 juin 2022 - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens – Autorisation	356
VD2022-036	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Frauke Furthmann-Batbedat du 2 au 24 juillet 2022 - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Autorisation	358
VD2022-037	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Stéphanie Marais du 30 juillet au 21 août 2022 - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens - Autorisation	360
VD2022-038	Décision relative à un droit de préemption urbain - ZAC République - Propriété BRUNNER - parcelle SE 23 - 550 rue du Mas Rouge - Exercice du droit de préemption	362
VD2022-039	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "France Parkinson" pour les 6 et 13 janvier 2022, les 10 et 17 février 2022 et les 17 et 24 mars 2022	365
VD2022-040	Décision d'ester en justice "Requête n°2106526-4 TA - Amine ALLAOUI"	367
VD2022-041	Décision relative au marché n°202102917 S 21.04 - Prestations d'études de voirie et réseaux divers et hydraulique dans le cadre du mandat de prestations foncières et d'étude préalables à l'aménagement du secteur Port Marianne - Cavalade avec SA3M – Attribution	369
VD2022-042	Décision relative aux renouvellements de cotisations auprès de différentes associations nationales - Année 2022	371
VD2022-043	Décision relative au renouvellement de cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2022 - Autorisation	373
VD2022-044	Décision relative à l'accord-cadre n°V1B0070EM - Achat de produits pharmaceutiques - Attribution	375
VD2022-045	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2022	377
VD2022-047	Décision relative à l'accord cadre n°V1D0014PB - Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'accompagnement de la stratégie Montpellier Ville Nature - Attribution	379

VD2022-048	Décision relative à la rétrocession de concession quinquennale au cimetière Saint-Etienne - Acte 47350	381
VD2022-049	Décision relative au marché n°V9D0028AI - Construction de l'école primaire - ZAC de la RESTANQUE - Avenants n°1 pour les lots 2,3,5,6,7,8,10,11,13 - Avenant n°2 lot 9 - Prolongation de la durée d'exécution du marché	383
VD2022-050	Décision relative au marché n°V9D0028AI-2 - Construction de l'école primaire - ZAC de la RESTANQUE - Avenant n°1 - Lot 1 - Prolongation de la durée d'exécution du marché	386
VD2022-051	Décision relative au marché n°V9D0028AI-3 - Construction de l'école primaire - ZAC de la RESTANQUE - Avenant n°1 - Lot 12 - Prolongation de la durée d'exécution du marché	388
VD2022-052	Décision relative au marché n°V9D0028AI-4 - Construction de l'école primaire - ZAC de la RESTANQUE - Avenant n°1 pour le lot 4 - Prolongation de la durée d'exécution du marché	390
VD2022-053	Décision relative à la donation à la Ville de 2 œuvres de Christian MARTEL par Madame CRIVELLO	392
VD2022-054	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "ECUME" pour le 23 janvier 2022	394
VD2022-055	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "What the Fest Productions" pour le 21 janvier 2022	396
VD2022-056	Décision relative au marché n°V1D0030AI - Transformation du site du conservatoire en école primaire - Démolition de corps d'états secondaires – Attribution	398
VD2022-057	Décision relative aux travaux de remise en état des bâtiments communaux de la Ville - Opérations programmées pour l'année 2022 - Demande de permis de construire - Administration des Cimetières	400
VD2022-059	Décision relative à l'accord-cadre n°G0D0051CO - "Magazines institutionnels pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier" - Lot 1 : Impression - Avenant n°1 - Autorisation de signature	402
VD2022-060	Décision relative au marché n°V9B0081AI - Réfection de la toiture de l'église Sainte Eulalie Mission de maîtrise d'œuvre - Avenant n° 1 - Avenant de transfert	404
VD2022-062	Décision relative à un avenant n°5 au mandat de gestion technique de l'ancienne mairie A et de sa salle polyvalente Ville /SA3M - Autorisation de signature	406
VD2022-064	Décision relative au marché n°V1D0008AI - Missions d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) - Attribution	408

VD2022-065	Décision relative au renouvellement d'adhésion du parc de Lunaret aux réseaux professionnels des parcs zoologiques - Exercice 2022 - Modification de la décision n°VD2022-002 en date du 13/01/2022	410
VD2022-066	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ECUME ' pour le 30 janvier 2022	412
VD2022-067	Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels - Ancien Hôtel de Ville de Montpellier 1 place Francis Ponge - Autorisation de signature	414
VD2022-068	Décision relative à un recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition d'une solution de gestion des subventions et des prestations informatiques - Marché n°V2D0006RI - Autorisation de recours	416
VD2022-069	Décision relative au marché n°V2B0001RI - Prestation d'assistance aux utilisateurs, installation et maintenance – Attribution	418
VD2022-072	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et de l'Association des Maires du Département de l'Hérault	420
VD2022-073	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre n°V1B0066EM - Achat de peintures bâtiment, lasures pour les aménagements extérieurs et fournitures pour l'agencement intérieur - Lots 1 et 2 - Attributions	422
VD2022-074	Décision d'ester en justice "Requête n°2005308-5 TA - Association LES VERTS - Thierry TEULADE"	424
VD2022-075	Décision d'ester en justice "Requête n°2200271-5 TA - SAS AVVA GARDEN"	426
VD2022-076	Décision d'ester en justice "Requête en appel CAA de Marseille - Jugement TA n°1906274-4"	428
VD2022-078	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CIMM ' pour les 14-15-22-23 et 24 janvier 2022	430
VD2022-079	Décision d'ester en justice "Requête Juge de l'expropriation de Montpellier - Immeuble 9 rue André MICHEL"	432
VD2022-080	Décision relative à la mise en place de structures modulaires à l'école élémentaire Charles Baudelaire - Demande d'autorisation d'urbanisme	434
VD2022-081	Décision relative à l'extension du restaurant scolaire de l'école élémentaire Victor Schoelcher - Demande d'autorisation d'urbanisme	436

VD2022-082	Décision relative à un avenant de transfert - Accord cadre n°V1D0018RH ayant pour objet l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de la Mairie de Montpellier	438
VD2022-083	Décision relative au marché n°V1B0077ST - Gestion de l'Animal Domestique en Ville – Attribution	440
VD2022-084	Décision d'ester en justice "Requête Conseil d'Etat - Contre le décret n°2021-1583 du 7 décembre 2021 portant création de la Cour Administrative d'Appel de Toulouse"	443
VD2022-087	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'Ribosome ' pour les 2-5 et 6 février 2022	445
VD2022-088	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' pour les 2 et 16 février 2022, puis les 2 et 16 mars 2022	447
VD2022-089	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LA MORENA ' pour les 6 février, 13 mars, 3 avril, 25 mai et 12 juin 2022	449
VD2022-090	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' pour le 13 février 2022	451
VD2022-095	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' TUTTI ' pour les 14 février, 14 mars, 21 mars et 28 mars 2022	453
VD2022-096	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DU VENT DANS LA VOIX ' pour le 8 février 2022	455
VD2022-097	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' L'ART SCÈNE ' pour les 7-8-9-10 et 11 février 2022	457
VD2022-099	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DANTE ALIGHIERI pour le 11 février 2022	459
VD2022-100	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ENSEMBLE VOCAL ET INSTRUMENTAL DE MONTPELLIER ' pour le 19 mars 2022	461
VD2022-101	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' pour les 21 et 28 février 2022.	463
VD2022-107	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LES AMIS DE TRISTAN ' pour les 4-5 et 6 mars 2022	465
VD2022-112	Décision d'ester en justice "Requête Société du Parking du Polygone - Juge de l'Exécution"	467

VD2022-113	Décision d'estimer en justice "Requête n°2200357-1 TA - Eddie LEQUETTE"	469
VD2022-121	Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Ba.BACH ' pour le 20 novembre 2022 -	471



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant n°3 au mandat
d'études préalables à l'aménagement du secteur
de l'Hortus confié à la SA3M - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation et l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant les avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme durable et à la maîtrise foncière ;
- VU le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.300-3 ;
- VU la décision du Maire n°2017/106 en date du 6 juin 2017 concluant le mandat d'études sur le secteur Hortus/Mende, entre la Ville de Montpellier et la SA3M ;
- VU la convention du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Hortus/Mende entre la Ville et SA3M conclue le 12 juillet 2017 ;
- VU la décision n°VD2019-631 portant la durée du mandat au 31 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité, afin de prendre en compte les contraintes hydrauliques et de finaliser les études urbaines et VRD, d'augmenter les enveloppes budgétaires et de prolonger la durée du mandat jusqu'au 31 décembre 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché de mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Hortus/Mende avec la SA3M, tel qu'annexé à la présente décision.

ARTICLE 2 : D'autoriser que le montant de l'enveloppe prévisionnelle des dépenses à engager par le mandataire soit porté de 300 000 € HT à 410 000 € HT.

ARTICLE 3 : D'autoriser que le montant de la rémunération du mandataire soit porté de 117 400 € HT à 152 000 € HT.

ARTICLE 4 : D'autoriser que la durée du mandat soit prolongée d'un an, jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 5 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier, Chapitre : 905.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Maryse FAYE



Publiée le : 19 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête TA
n°2105692-1 - BEC Gaëtan"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- La requête n°2105692-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 octobre 2021 par Monsieur Gaëtan Bec tendant à annuler le permis de démolir délivré le 3 septembre 2021 par Monsieur le Maire de Montpellier sous le numéro DP 34 17221M00029 à la SAS AEKO destiné à permettre la dépose du bardage installé en façade de l'ancien cinéma le Royal ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville dans ce dossier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105692-1 par Monsieur Gaëtan BEC ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 JAN. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 11 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

13 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2105727-3-
4 TA - Ressources humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête 2105727-3 déposée le 1^{er} novembre 2021 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Abdelkader AMEUR sollicitant l'annulation de la décision implicite de rejet de la commune sur sa demande de report de congés en date du 6 juillet 2021 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105727-3 par Monsieur Abdelkader AMEUR ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 JAN. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 13 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

13 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2105852-4
- Société OGF"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2105852-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier 5 novembre 2021 par la société OGF contre le marché public relatif aux obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes ou sans famille conclu entre la Ville de Montpellier et la société SAEML-SFMA ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville dans ce dossier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 2105852-4 par la société OGF ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 JAN. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 13 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

13 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au marché n°2993 S21.02 -
Missions de diagnostics avant travaux et avant
démolition à mener sur les E.R.P de la ville de
Montpellier dans le cadre et en vue des travaux
de mise en accessibilité - Programme 2022 à 2024
- Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;
- VU la délibération n°2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- VU la décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée mandatant la SA3M pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;

CONSIDERANT :

- Que, par délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- Que, par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016, la Ville a autorisé la signature de la convention de mandat de Maîtrise d'Ouvrage déléguée mandatant la SA3M pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;

- Qu'il est nécessaire de lancer une mission de diagnostic avant travaux et avant démolition pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public pour la réalisation du programme 2022-2024 ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation a été lancée, conformément aux articles 2123-1et L2123-1 du code de la commande publique, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande L'accord-cadre est conclu avec un maximum (sans minimum) fixé en valeur à 198 000 € HT, pour une durée de trois (3) ans à compter de sa notification. L'accord-cadre pourra être reconduit une fois sans que la durée totale de l'accord-cadre n'excède quatre (4) ans ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique de l'offre pour 60% et le prix pour 40% ;
- Après l'analyse des offres, il est proposé de retenir l'offre de QUALITAT EXPERTISES - 92/98 Boulevard Victor Hugo à CLICHY (92110), offre économiquement la plus avantageuse ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° n°2993 S21.02 « Missions de diagnostics avant travaux et avant démolition à mener sur les E.R.P de la ville de Montpellier dans le cadre et en vue des travaux de mise en accessibilité - Programme 2022 à 2024 » à la société QUALITAT EXPERTISES, pour un accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum) fixé en valeur à 198 000 € HT, pour une durée de trois (3) ans à compter de sa notification. L'accord-cadre pourra être reconduit une fois sans que la durée totale de l'accord-cadre n'excède quatre (4) ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 19 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Coeur
Service Patrimoine Historique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1A2374GC -
Réalisation d'une étude sur les devantures
commerciales en sites patrimoniaux
remarquables - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Boris BELLANGER, adjoint au Maire délégué au « Quartier Centre et au Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la réalisation d'une étude sur les devantures commerciales présentant un intérêt patrimonial dans le périmètre des sites à enjeux patrimoniaux se justifie pour disposer des éléments de connaissances et des fiches de prescriptions spécifiques en cas d'intervention sur celles-ci ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R. 2123-1 du code de la Commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 12 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
 - 1- Valeur technique : 70 points
 - o 1.1 Moyens humains (30 points)
 - o 1.2 Méthodologie (20 points)
 - o 1.3 Analyse technique (20 points)

2- Prix : 30 points ;

- qu'après analyse, « Serge AIMETTI, architecte DPLG », demeurant 27, rue des Cèdres, 34830 JACOU présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché d'une étude sur les devantures commerciales en sites à enjeux patrimoniaux « Serge AIMETTI, architecte DPLG » demeurant 27, rue des Cèdres, 34830 JACOU, pour un montant de 36 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 10 janvier 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Boris BELLANGER

Publiée le : 13 JAN, 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

13 JAN, 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'adhésion obligatoire aux
réseaux professionnels des parcs zoologiques -
Exercice 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier, notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du « Bien-être animal » ;
- VU la Directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999, appelée « Directive zoo », transposée dans l'arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle le rôle des parcs zoologiques en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que le Parc de Lunaret, pour assurer son fonctionnement et la gestion de sa collection animale, se doit d'adhérer aux réseaux professionnels des parcs zoologiques au niveau français et européen ;
- que les parcs zoologiques sont encouragés à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées ;
- que le Parc de Lunaret participe aux Programmes Européens d'Élevage (E.E.P), Studbooks Européens (E.S.B) et Studbooks Internationaux (I.S.B) mis en place par l'European Association of Zoos and Aquarias (EAZA), qui développe des partenariats d'élevage et d'échanges d'espèces animales menacées ;
- que l'adhésion à cette association et l'implication dans ces programmes d'élevage est par ailleurs une reconnaissance de l'implication concrète du Parc dans sa mission de conservation et de recherche scientifique ;

-que cette mission, qui devait faire l'objet en 2021 d'une inspection de l'EAZA en vue de renouveler l'accréditation du zoo, a été reportée en 2022 du fait de la crise sanitaire liée à la COVID 19 ;

- que ce programme d'accréditation offre un cadre pour valider les efforts et résultats issus des bonnes pratiques professionnelles et ce pour une durée de 10 ans. Les frais liés à cette inspection sont à la charge du parc et inscrits dans le montant de la cotisation demandée en 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler son adhésion aux associations de conservation des espèces animales menacées et aux réseaux professionnels de parcs zoologiques ;

ARTICLE 2 : De fixer le montant des cotisations pour l'exercice 2022 de la manière suivante :

Nom des organismes	Montant en euros TTC
AFVPZ : Association Francophone des Vétérinaires de Parcs Zoologiques	150
AFDPZ : Association Française des Parcs Zoologiques	3250
EAZWV Association Européenne des Vétérinaires de Zoos et de la Faune Sauvage	510
EAZA : European Association of Zoos and Aquarias + INSPECTION	5884
SPECIES 360 : International Species Informations Systems-ONG internationale	2100
IFAP-identification de faune sauvage	300
Ordre national des vétérinaires	1005,30
Oiseau Club de Palavas	60
AMCSTI-Association de médiation scientifique	150
Total adhésions renouvelées	13.409,30

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.


 Montpellier, le 06 JAN. 2022
 Monsieur l'Adjoint au Maire

 Eddine ARIZTEGUI

Publiée le : 13 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

13 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement d'adhésion
du parc de Lunaret aux organisations de
conservation in situ des espèces animales
menacées - Exercice 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier notamment celle d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du « Bien-être animal » ;
- VU la Directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999, appelée « Directive zoo », transposée dans l'arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle le rôle des parcs zoologiques en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que les parcs zoologiques sont encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine (conservation in situ) ;
- que la ville de Montpellier n'est pas en mesure d'organiser et de financer ce type de projets en son nom propre, l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales expérimentées et reconnues en la matière est une bonne alternative ;
- que l'adhésion à ces organisations est par ailleurs une reconnaissance de la qualité et de l'implication concrète du Parc de Lunaret dans sa mission de conservation et de recherche scientifique.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement d'adhésion aux associations et fondations de conservation « in situ » des espèces animales menacées pour l'exercice 2022 et de fixer le montant total des cotisations à 36 000 € répartis de la manière suivante :

Nom de l'organisme	Montants en euros TTC
Cheetah Conservation Fund (CCF)	4000
AEECL : Association Européenne pour l'Etude et la Conservation des Lémuriens	3000
Helpsimus	3000
Sahara Conservation Fund	3000
Save the Rhino International	4000
Namibia Nature Foundation	2000
CIKANANGA Conservation Breeding Centre	2000
Marwell Wildlife	3000
Vulture conservation foundation	4000
Le refuge des tortues	4000
Mabula ground Hornbill Project	4000
Total cotisations	36 000

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3: D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire ;



Montpellier, le 06 JAN. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Eddine ARIZTEGUI

Publiée le : 13 JAN. 2022

Notifiée le :

13 JAN. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n° 202102917S2103
pour une mission d'urbanisme, paysage et
programmation dans le cadre du mandat de
prestations foncières et d'étude préalables à
l'aménagement du secteur Port Marianne -
Cavalade avec SA3M - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse FAYE dans le domaine de l'Urbanisme durable et de la Maîtrise foncière ;
- VU la convention de mandat de prestations foncières et d'études préalables à l'aménagement du secteur Port Marianne - Cavalade en date du 6 avril 2021 au bénéfice de la SA3M ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a décidé d'engager une réflexion d'urbanisme, ainsi qu'une veille foncière, sur un secteur d'environ 6 hectares situé quartier Port-Marianne et dénommé Cavalade ;
- Qu'une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat pour prestations d'études de faisabilité et de cadrage paysagères et urbaines conformément à l'article L2123-1 du Code de la Commande publique sur le périmètre du mandat d'études préalables du site Cavalade ;
- Qu'il s'agit d'un accord cadre à bons de commande de 4 ans non reconductible avec un montant maximum de 70 000 € HT ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix de la prestation : 30 %
- Valeur technique : 70 %

- Qu'après analyse, l'entreprise SCE (4 rue Viviani, CS 26220, 44262 NANTES cedex 2) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché pour prestations d'études de faisabilité et de cadrage paysagères et urbaines n°202102917S2103 à l'entreprise SCE, pour un montant maximum de 70 000 € HT (sans minimum). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans, non reconductible.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, sur les exercices budgétaires 2022, 2023, 2024, 2025.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 JAN. 2022

Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution d'un accord cadre
passé selon une procédure adaptée pour l'achat
de produits bois pour l'agencement intérieur, la
construction et les aménagements extérieurs
V1B0062EM - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine des Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de produits bois pour l'agencement intérieur, la construction et les aménagements extérieurs conformément aux besoins exprimés par les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V1B00062EM) a été lancée en date du 26 octobre 2021, sous forme d'un Accord Cadre, pour un montant total maximum de 80 000 € HT et une durée d'exécution de deux ans à compter de la notification sans toutefois dépasser la date butoir du 31 décembre 2023 ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 30%, le prix des prestations pour 40%, le mémoire environnemental pour 20 % et le délai réduit de livraison pour 10% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise DISPANO DMBP, 546/666 rue de la Haie Plouvier, CS 90325, 59813 LESQUIN, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Achat de produits bois pour l'agencement intérieur, la construction et les aménagements extérieurs » n°V1B0062EM à la société DISPANO DMBP, pour un montant total maximum de 80 000 € HT et une durée d'exécution de deux ans à compter de sa notification sans toutefois dépasser la date butoir du 31 décembre 2023 ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tout chapitre ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 19 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché V1B0067EM -
Maîtrise d'œuvre relative à la construction de
centrales photovoltaïques pour la Ville de
Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique ».

Considérant :

- qu'il y a lieu de s'adjoindre d'une maîtrise d'œuvre relative à la construction de centrales photovoltaïques pour la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée le 15 novembre 2021 conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un marché à procédure adaptée, accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 88 000€ HT, pour une durée d'exécution de sa notification jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : analyse de la valeur technique au regard du mémoire technique pour 60%, prix des prestations au regard du bordereau de prix unitaire (B.P.U) et du détail quantitatif estimatif (D.Q.E) pour 40% ;

- qu'après analyse, l'entreprise IDESUN, domiciliée 40 avenue des Gardians à Castries (34160) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Maîtrise d'œuvre relative à la construction de centrales photovoltaïques pour la Ville de Montpellier » n° V1B0067EM à l'entreprise IDESUN sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 88 000€ HT. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2022, 2023 et 2024 d'investissement de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 24 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête TA
n°2106857-3 - Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

-la requête n°2106857-3 déposée le 27 décembre 2021 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Florence YOUNG contre la décision du 5 octobre 2021 prise par le Maire de Montpellier refusant la prise en charge de la rechute de l'accident de service du 2 août 2010 ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2106857-3 par Madame Florence YOUNG.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 JAN. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 27 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

27 JAN. 2022



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Tribunal
Correctionnel de Montpellier - Ville contre
Monsieur DRIHMOU - SARL EPICES ET
CHARBON"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- l'avis d'audience devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier dans la procédure concernant la SARL EPICES ET CHAMBON, représentée par Monsieur DRIHMOU Abderrahim, consécutivement à une construction nouvelle sans avoir obtenu au préalable un permis de construire et exécuté ou fait exécuter des travaux sans déclaration préalable sur la parcelle cadastrée OL 45 sise à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal correctionnel de Montpellier dans la procédure contre la SARL EPICES et CHARBON représentée par Monsieur DRIHMOU Abderrahim.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 JAN, 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 27 JAN, 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

27 JAN, 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs avec l'association ' Dante
Alighieri ' les 7 et 28 janvier 2022 - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Dante Alighieri » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 7 et 28 janvier 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,40€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN, 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

The image shows a handwritten signature in blue ink over a circular official stamp. The stamp contains the coat of arms of Montpellier and the text 'MAIRIE de MONTPELLIER (Hérault)'.

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Conspectus ' pour les 4 et 16 janvier 2022 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Conspectus » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 4 et 16 janvier 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Chœur Universitaire de Montpellier
Méditerranée ' pour les 5 et 12 janvier 2022 -
Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 5 et 12 janvier 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association ' La
Morena ' pour le 9 janvier 2022 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « La Morena » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 9 janvier 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Tutti ' pour les 3,10,24 et 31 janvier 2022 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Tutti » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 3,10,24 et 31 janvier 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60,80€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché N°G1D0022RI
Fourniture et mise à jour de licences logicielles
pour les postes de travail utilisateurs,
développeurs et serveurs Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, déléguée au renouveau démocratique et à l'innovation sociale ;

Considérant

- Que la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action sociale ont constitué un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique dont la Ville est le coordonnateur ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres n° G1D0022RI a été lancée conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6, et R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour un montant estimatif de 2 047 517,22 € HT et avec un maximum de 8 880 000 € HT ;

L'accord-cadre est conclu pour une période de 3 ans à compter de la notification de l'accord-cadre ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 60 %
- Valeur technique au regard du mémoire technique : 40 %

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 06 janvier 2022 a choisi la société SCC France 96, rue des Trois Fontanot 92744 Nanterre cedex présentant l'offre la plus économiquement avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché à la société SCC pour un montant estimé de 2 047 517,22 € pour une période de 3 ans, pour un montant maximal de 8 880 000 € HT sur la durée du marché. Le marché prend effet à compter de la date de notification.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits seront imputés sur les budgets 2022 et suivants de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 20 JAN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN



Publiée le : 24 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Tribunal
correctionnel de Montpellier - FAVERDIN
Christian"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- l'avis d'audience devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier dans la procédure concernant Monsieur Christian FAVERDIN consécutivement à l'exécution de travaux ou utilisation du sol en méconnaissance du Plan Local d'Urbanisme et ce, sur la parcelle cadastrée OA 18 sise à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal correctionnel de Montpellier dans la procédure contre Monsieur Christian FAVERDIN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 JAN. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 13 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

13 JAN. 2022



Direction de la Politique Alimentaire

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion
à l'association "Un Plus Bio" - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la Commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération n°V2020-119 du Conseil municipal du 5 octobre 2020, autorisant l'adhésion à l'association « Un Plus Bio » pour l'année 2020 ;

CONSIDERANT :

- que l'association « Un Plus Bio » a pour objet de
 - favoriser l'accès de tous à une alimentation saine et équilibrée ;
 - éduquer la population à des comportements alimentaires plus vertueux pour la santé ;
 - concourir à l'échelle locale, nationale et internationale à la protection de la santé publique sur le plan de la prophylaxie en contribuant à l'éducation et la protection sanitaire de la population ;
 - promouvoir des modèles de consommations alimentaires plus respectueux de la santé des populations et de l'environnement notamment par la mobilisation des acteurs de territoire et le recours à l'alimentation biologique ;
 - élaborer des projets alimentaires liés à la restauration scolaire ;
- que la ville de Montpellier s'engage dans une politique alimentaire ambitieuse pour ses restaurants scolaires qui rejoint les valeurs portées par l'association à travers son collège Collectivités Territoriales « Club des Territoires ».

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association « Un Plus Bio » Club des Territoires pour 2022.

ARTICLE 2 : d'accepter le versement de la cotisation 2022 à l'association « Un Plus Bio » pour un montant annuel de 3 752 €.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense est inscrite au Budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet de signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JAN. 2022
Monsieur le Maire


Michaël DELAFOSSE


Publiée le : 20 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

20 JAN. 2022



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à une convention d'occupation
temporaire du domaine public - Stand de Tir -
Police 25m Couvert - Montmaur - Ville de
Montpellier - Ville de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville est sollicitée par la Ville de Castelnau-le-Lez pour la mise à disposition temporaire du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur dans le cadre de l'habilitation au tir et de la formation de son personnel de Police Municipale ;
- que la Ville de Montpellier, propriétaire du Pas de Tir de Montmaur, accepte de mettre à disposition de la Ville de Castelnau-le-Lez le Stand de Tir Police 25 mètres pour un montant de 206,00 euros la séance de 3 heures pour 7 personnes, conformément à la Délibération du Conseil municipal du 21 décembre 2021 ;
- que la Ville de Castelnau-le-Lez précisera, par un état en fin de mois, le nombre de séances occupées, les dates et le nombre de participants.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'une convention pour l'utilisation du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur entre la Ville de Montpellier et la Ville de Castelnau-le-Lez, du 1^{er} Janvier 2022 jusqu'au 31 Décembre 2022.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JAN. 2022

Monsieur l'Adjoint au Maire



Hervé MARTIN



Publiée le : 24 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2106890-3
TA - Ressources humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2106890-3 déposée par Madame Hélène MASSON RIPOLL devant le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'annulation de la décision de la Ville de Montpellier en date du 28 octobre 2021 lui refusant l'attribution d'un congé d'invalidité temporaire imputable au service ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2106890-3 déposée par Madame Hélène MASSON RIPOLL.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 25 JAN. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 26 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Alice de Miramon du 8 au
30 janvier 2022 - Exposition d'œuvres d'artistes
plasticiens - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Qu'Alice de Miramon, 15 rue Thérèse, 34090 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 8 au 30 janvier 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Alice de Miramon à exposer à l'Espace Saint Ravy du 8 au 30 janvier 2022 (installation à partir du 3 janvier et démontage jusqu'au 31 janvier) ;

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy au collectif Simon Pradaut,
Thaïs Guimard, Timothée Pellisier, Malo
Gagliardini du 5 au 27 février 2022 - Exposition
d'œuvres d'artistes plasticiens - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que le collectif Simon Pradaut, Thaïs Guimard, Timothée Pellisier, Malo Gagliardini, 3 place de Strasbourg 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition doit se dérouler du 5 au 27 février 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le collectif Simon Pradaut, Thaïs Guimard, Timothée Pellisier, Malo Gagliardini, à exposer à l'Espace Saint Ravy du 5 au 27 février 2022 (installation à partir du 31 janvier et démontage jusqu'au 28 février) ;

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Marie Pourchot du 5 au 27
mars 2022 - Exposition d'oeuvres d'artistes
plasticiens - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que Marie Pourchot, 5 rue Proudhon, 34090 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 5 au 27 mars 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Marie Pourchot à exposer à l'Espace Saint Ravy du 5 au 27 mars 2022 (installation à partir du 28 février et démontage jusqu'au 28 mars) ;

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy au collectif les Briscarts du
1er au 3 avril 2022 - Exposition d'œuvres
d'artistes plasticiens - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que le collectif les Briscarts organise le 30^{ème} parcours d'ateliers d'artistes au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette exposition, aura lieu du 1^{er} au 3 avril 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le collectif les Briscarts à exposer à l'Espace Saint Ravy du 1^{er} au 3 avril 2022 (installation à partir du 28 mars et démontage jusqu'au 4 avril) ;

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Alba Sagols du 9 avril au
1er mai 2022 - Exposition d'œuvres d'artistes
plasticiens - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que Alba Sagols, 663 rue du Pré aux clercs, 34090 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 9 avril au 1^{er} mai 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Alba Sagols à exposer à l'Espace Saint Ravy du 9 avril au 1er mai 2022 (installation à partir du 4 avril et démontage jusqu'au 2 mai) ;

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Vanessa Avila du 7 au 29
mai 2022 - Exposition d'oeuvres d'artistes
plasticiens - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que Vanessa Avila, 145 rue Guillaume Janvier, 34070 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 7 au 29 mai 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Vanessa Avila à exposer à l'Espace Saint Ravy du 7 au 29 mai 2022 (installation à partir du 2 mai et démontage jusqu'au 30 mai) ;

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Eric Pradalié du 4 au 26
juin 2022 - Exposition d'oeuvres d'artistes
plasticiens - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que Eric Pradalié, 33 boulevard Ernest Renan, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 4 au 26 juin 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Eric Pradalié à exposer à l'Espace Saint Ravy du 4 au 26 juin 2022 (installation à partir du 30 mai et démontage jusqu'au 27 juin) ;

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022

Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Frauke Furthmann-
Batbedat du 2 au 24 juillet 2022 - Exposition
d'oeuvres d'artistes plasticiens - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que Frauke Furthmann-Batbedat, 33 boulevard Ernest Renan, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 2 au 24 juillet 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Frauke Furthmann-Batbedat à exposer à l'Espace Saint Ravy du 2 au 24 juillet 2022 (installation à partir du 27 juin et démontage jusqu'au 25 juillet) ;

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022

Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Stéphanie Marais du 30
juillet au 21 août 2022 - Exposition d'œuvres
d'artistes plasticiens - Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que Stéphanie Marais, le Petit Mas, route de Murviel, 34570 Murviel les Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 30 juillet au 21 août 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Stéphanie Marais à exposer à l'Espace Saint Ravy du 30 juillet au 21 août 2022 (installation à partir du 25 juillet et démontage jusqu'au 22 août) ;

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un droit de préemption urbain
- ZAC République - Propriété BRUNNER -
parcelle SE 23 - 550 rue du Mas Rouge - Exercice
du droit de préemption**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à « l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière » ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;

- **VU** la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne-République ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 19 février 2015 approuvant la désignation de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne-République ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la ZAC Port Marianne-République ;
- **VU** le constat dressé le 20 décembre 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville de Montpellier et de la SA3M conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** l'estimation de France Domaines ;

CONSIDERANT :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 18 octobre 2021, Maître BOYER Notaire à Clermont-Ferrand a déposé une déclaration d'intention d'aliéner portant sur la propriété de Monsieur Pierrick BRUNNER, située 550 rue du Mas Rouge, à Montpellier, cadastrée SE 23 au prix de 1 850 000 € (un million huit cent cinquante mille euros) ;
- que la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - République située sur le territoire communal, s'insère dans le projet urbain d'ensemble dénommé Port Marianne, et engagé depuis plusieurs années afin de permettre l'urbanisation de la partie Est de la Ville de Montpellier. Les objectifs de la ZAC République répondent principalement aux besoins de logements et d'emplois d'une population en continuelle croissance, et doivent permettre de développer une programmation diversifiée : habitat, activités tertiaires d'affaires, activités de commerces de détail, activités de services, équipements d'intérêt collectif publics ou privés, et espaces libres publics ou privés ;
- que la maîtrise foncière du secteur est nécessaire pour assurer une cohérence opérationnelle de la ZAC Port Marianne- République, afin de permettre un remembrement foncier conforme à l'opération d'aménagement d'ensemble ;
- que ce projet est conforme aux articles L. 210-1 et L. 300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain ;
- que le prix proposé paraît excessif.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Pierrick BRUNNER, située 550 rue du Mas Rouge, cadastrée section SE 23 au prix de 500 000 € (cinq cent mille euros).

ARTICLE 2 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de la ZAC Port Marianne-République en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé.

ARTICLE 4 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"France Parkinson" pour les 6 et 13 janvier 2022,
les 10 et 17 février 2022 et les 17 et 24 mars 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la « Culture » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « France Parkinson » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 6 et 13 janvier 2022, les 10 et 17 février 2022 et les 17 et 24 mars 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- que compte tenu du caractère caritatif de l'association, cette convention est conclue à titre gratuit, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 26 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2106526-4
TA - Amine ALLAOUI"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

CONSIDÉRANT :

- La requête n°2106526-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur et Madame ALLAOUI tendant à obtenir réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute dont a été victime leur enfant, Amine au sein du parc public municipal de Saint Martin; situé rue du Grau.
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE


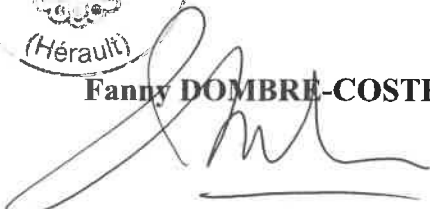
ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2106526-4 par Monsieur et Madame ALLAOUI.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Phelip GONZAGUE, Avocat.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 25 JAN. 2022
Madame la Première Adjointe
Fanny DOMBRE-COSTE


Publiée le : 26 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°202102917 S 21.04
- Prestations d'études de voirie et réseaux divers
et hydraulique dans le cadre du mandat de
prestations foncières et d'étude préalables à
l'aménagement du secteur Port Marianne -
Cavalade avec SA3M - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse FAYE dans le domaine de « l'Urbanisme durable et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la convention de mandat de prestations foncières et d'études préalables à l'aménagement du secteur Port Marianne - Cavalade en date du 6 avril 2021 au bénéfice de la SA3M ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville de Montpellier a décidé d'engager une réflexion d'urbanisme, ainsi qu'une veille foncière, sur un secteur d'environ 6 hectares situé quartier Port-Marianne et dénommé Cavalade ;
- qu'une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat pour prestations d'études de voirie et réseaux divers (VRD) et hydraulique conformément à l'article L2123-1 du Code de la Commande publique sur le périmètre du mandat d'études préalables du site Cavalade ;

- qu'il s'agit d'un accord cadre à bons de commande de 4 ans non reconductible avec un montant maximum de 140 000 € HT ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix de la prestation : 30 %
- Valeur technique : 70 %

- qu'après analyse, l'entreprise PRESENTS (31 rue Mazenod – 69426 Lyon cedex 3) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché pour prestations d'études de voirie et réseaux divers (VRD) et hydraulique n°202102917 S 21.04 à l'entreprise PRESENTS, pour un montant maximum de 140 000 € HT (sans minimum). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans, non reconductible.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, sur les exercices budgétaires 2022, 2023, 2024, 2025.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 8.02.2022
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE

Publiée le : 9.02.2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

9.02.2022



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative aux renouvellements de
cotisations auprès de différentes associations
nationales - Année 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser au nom de la Commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint à la Protection de la Population, à la Tranquillité Publique et aux Affaires Militaires ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville de Montpellier adhère à des associations nationales par le versement de cotisations, depuis de nombreuses années afin de participer aux réseaux de professionnels et bénéficier de la capitalisation des initiatives conduites aux différentes échelles ;
- que dans la thématique « Sécurité », la Ville de Montpellier souhaite reconduire l'adhésion au Forum Français pour la Sécurité Urbaine pour un montant de 5 829 € ;
- que dans la thématique « Santé », la Ville de Montpellier souhaite poursuivre sa participation au soutien et au développement du Réseau Français des Villes Santé, en référence aux objectifs de la Santé pour Tous et du Programme Villes-Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé et propose de reconduire l'adhésion, au Réseau Français des Villes Santé OMS pour un montant de 1 295 € ;
- que dans la thématique « Santé - Lutte contre le bruit », la Ville de Montpellier souhaite reconduire son adhésion au Club Décibel Villes, pour un montant de 900 € ;
- que dans la thématique « Santé - Environnement », la Ville de Montpellier souhaite reconduire son adhésion à l'Association des Pollinariums Sentinelles de France, pour un montant de 900 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le versement des cotisations au Forum Français pour la Sécurité Urbaine, au Réseau Français des Villes Santé, au Club décibel Villes et à l'Association des Pollinarius Sentinelles de France.

ARTICLE 2 : De prélever le montant de la dépense pour un montant total de **8 924 €** sur les crédits inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 JAN. 2022**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Sébastien COTE



Publiée le : **28 JAN. 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

28 JAN. 2022



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de cotisations
à des organismes nationaux pour l'année 2022 -
Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, Adjointe au Maire déléguée à la culture et à la culture scientifique ;

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le biais de cotisations ;
- Que, dans la thématique « Culture », la Ville souhaite renouveler son adhésion aux organismes suivants, au titre de l'exercice 2022 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant de la cotisation 2022
933	6281	Association des archivistes français	105 €
933	6281	Avenio utilisateurs	60 €
933	6281	ICA Conseil International des Archives	250 €
933	6281	Association Française des Cinémas d'Art et d'Essai (AFCAE)	755 €
933	6281	Association des Cinémas et Circuits Itinérants du Languedoc-Roussillon (ACCILR)	200 €
933	6281	Agence pour le Cinéma Indépendant et sa Diffusion (ACID)	140 €
933	6281	Agence pour le Développement Régional du Cinéma (ADRC)	100 €
933	6281	Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC)	100 €
933	6281	Collectif en jeux du réseau Occitanie en scène	3000 €
933	6281	Occitanie en Scène	20 €

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le renouvellement des adhésions et le versement des cotisations aux organismes ci-dessus désignés, pour un montant global de 4 730 € au titre de l'exercice 2022.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les bulletins d'adhésion et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : d'imputer la dépense sur le budget principal de la Ville.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre n°V1B0070EM
- Achat de produits pharmaceutiques -
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité de 10^{ème} Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances à l'évaluation des politiques publiques et aux Ressources humaines et dialogue social ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de produits pharmaceutiques conformément aux besoins exprimés par les Services de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V1B00070EM) a été lancée en date du 1^{er} décembre 2021, sous forme d'un Accord Cadre, pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 85 000 € HT, pour une durée d'exécution prévue pour 3 ans à partir de sa notification.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique au regard du mémoire technique pour 20%
 - prix des prestations pour 80% ;

- qu'après analyse, la Société Medaoui Touhami (Pharmacie Châtelets Richemont), 1047 avenue Villeneuve d'Angoulême, 34070 MONTPELLIER, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Achat de produits pharmaceutiques » n°V1B0070EM à la société Mehdaoui Touhami (Pharmacie Châtelets Richemont) pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 85 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 3 ans à partir de sa notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 FEV. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 03 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception -- Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

03 FEV. 2022



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la Commune, le renouvellement de l'adhésion dont elle est membre ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association France urbaine, née de la fusion de l'Association des Maires de Grandes Villes de France et de l'Association des Communautés Urbaines de France, regroupe les élus des métropoles, des grandes communautés et des villes centres ou périphériques et qu'elle compte, 97 membres de toutes tendances politiques confondues, représentant près de 30 millions d'habitants ;
- qu'elle a pour objectif de promouvoir le fait urbain auprès des pouvoirs publics et de tous les citoyens. Dans un dialogue renouvelé avec l'Etat, l'association participe pleinement à la structuration du monde urbain dans notre pays et à l'attractivité de tout son territoire. En développant des services auprès de ses membres afin de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, elle apporte une réflexion nouvelle dans les débats locaux, nationaux, européens et internationaux ;
- que l'association est organisée en 4 collèges représentant toute la diversité urbaine : métropoles et communautés urbaines, communautés d'agglomération, villes, et villes et communautés d'Ile-de France. Elle est administrée par un conseil d'administration de 38 membres et un bureau de 14 élus ;
- que pour l'année 2022, la cotisation a été fixée à 0,13 € par habitant, soit pour la Ville de Montpellier : 0,13 x 293 410 habitants = 38 143,30 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'Association France Urbaine pour l'exercice 2022, dont le montant de cotisation s'élève à 38 143,30 € TTC.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits en nature 6281, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JAN. 2022
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 17 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

17 JAN. 2022



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord cadre n°V1D0014PB -
Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage
d'accompagnement de la stratégie Montpellier
Ville Nature - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil municipal relative à l'élection de Monsieur Stéphane JOUAULT en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'Arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la « Nature en Ville et à la Biodiversité » ;

Considérant :

- qu'une mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) a été lancée pour accompagner la Ville de Montpellier dans la mise en œuvre de son plan stratégique Montpellier Ville Nature ;
- que la procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert, passée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, avec maximum en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique : avec un montant maximum annuel HT de 100 000 €, pour une durée d'un an reconductible 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 70% pour le critère valeur technique au regard du mémoire technique
 - 30% pour le critère des prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 6 janvier 2022 a classé les offres et choisi le groupement Contemporary Landscape Creation – COLOCO / SAFRAN, sise 213 rue du Faubourg St Antoine 75011 Paris, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, pour la Ville de Montpellier.

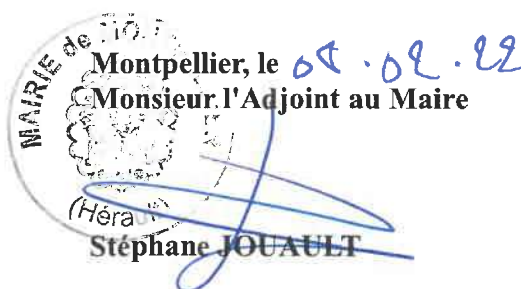
DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V1D0014PB « Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'accompagnement de la stratégie Montpellier Ville Nature » au groupement COLOCO -SAFRAN, pour une durée d'un an, reconductible trois fois, pour un montant maximum de 400 000 € HT sur la durée totale du marché.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05.02.22
Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOUAULT

Publiée le : 9.02.2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la rétrocession de concession
quinzenaire au cimetière Saint-Etienne - Acte
47350**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil à Monsieur le Maire, et notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK, Adjointe déléguée à la relation aux usagers ;

CONSIDÉRANT :

- la demande formulée par Madame Poroshat SHARIF POUR veuve ALIOUA, domiciliée 702 avenue du Maréchal Leclerc, résidence St André, 34070 MONTPELLIER, concessionnaire de la concession référencée Acte 47350, située au cimetière Saint Etienne à la section M7, au numéro 15 du 11^{ème} rang, acquise le 24 novembre 2020, d'une durée de 15 ans, au prix de 530 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- qu'elle avait acquis une autre concession dans ce même cimetière ;
- qu'à sa demande, il sera mis fin à ce contrat de concession le 24 janvier 2022 ;
- que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête .

DECIDE

ARTICLE 1 : Que la Ville reprendra cette concession au montant de 488,78 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 24 novembre 2020 pour une durée de 15 ans et pour un montant de 530 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 530 € correspond à 15 ans d'usage, soit 180 mois. Il restera 166 mois à courir, soit $530/180 \text{ mois} \times 166 = 488.78 \text{ €}$ à rembourser.

ARTICLE 2 : Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 65888 Fonction 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **27 JAN. 2022**
Madame l'Adjointe au Maire



Radia TIKOUK



Publiée le : **27 JAN. 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

27 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V9D0028AI -
Construction de l'école primaire - ZAC de la
RESTANQUE - Avenants n°1 pour les lots
2,3,5,6,7,8,10,11,13 - Avenant n°2 lot 9 -
Prolongation de la durée d'exécution du marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale » ;
- VU la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 du marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » attribuant le lot 2 « GROS ŒUVRE » à l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION LANGUEDOC ;
- VU la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 du marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » attribuant le lot 3 « ETANCHEITE » à l'entreprise SOPREMA ;
- VU la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 du marché « Construction de l'école primaire - ZAC de la RESTANQUE » attribuant le lot 5 « SERRURERIE METALLERIE » à l'entreprise TECHNICFER ;
- VU la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 du marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » attribuant le lot 6 « CLOISONS DOUBLAGES » à l'entreprise SODAC ;

- **VU** la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 du marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » attribuant le lot 7 « MENUISERIES INTERIEURES – SIGNALÉTIQUE » à l'entreprise ROUX FRERES ;

- **VU** la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 du marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » attribuant le lot 8 « REVETEMENTS DE SOLS » à l'entreprise CEM ;

- **VU** la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 du marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » attribuant le lot 9 « PEINTURE » à l'entreprise SOPEMUD ;

- **VU** la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 du marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » attribuant les lots 10 « COURANTS FORTS COURANTS FAIBLES SSI » et 11 « CHAUFFAGE PLOMBERIE VENTILLATION » à l'entreprise ENERGYS SAS ;

- **VU** la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 du marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » attribuant le lot 13 « ESPACES VERTS » à l'entreprise BRL ESPACES NATURELS ;

- **VU** la décision n°VD2021-086 du 2 mars 2021 du marché V9D0028AI « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » - lot 9 autorisant un avenant n°1 au lot 9 afin de transférer le marché de la société SOPEMUD à la société VASSILEO BATIMENT ;

CONSIDÉRANT :

- qu'un marché n°V9D0028AI « Construction de l'école primaire – ZAC de la Restanque » a été lancé ;

- que lors de la réalisation des travaux, l'entreprise titulaire du lot 4 « menuiseries extérieures protections solaires » a fait l'objet d'une résiliation puis d'une relance du lot entraînant pour l'ensemble des autres corps d'état un décalage sur le planning initial rendant nécessaire l'augmentation du délai d'exécution des travaux ;

- qu'il convient de préciser la durée du marché et d'augmenter le délai d'exécution du contrat indiqué dans l'acte d'engagement et le CCAP selon les dispositions prévues dans les avenants n°1 des lots 2,3,5,6,7,8,10,11,13 et dans l'avenant n°2 pour le lot 9.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants n°1 au marché V9D0028AI « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » avec l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION LANGUEDOC pour le lot 2, avec l'entreprise SOPREMA pour le lot 3, avec l'entreprise TECHNICFER pour le lot 5, avec l'entreprise SODAC pour le lot 6, avec l'entreprise ROUX FRERES pour le lot 7, avec l'entreprise CEM pour le lot 8, avec l'entreprise ENERGYS SAS pour les lots 10 et 11, avec l'entreprise BRL ESPACES NATURELS pour lot 13.

Et d'un avenant n°2 avec l'entreprise VASSILEO BATIMENT pour le lot 9 prolongeant le délai d'exécution global des travaux de 5 mois et 10 jours soit jusqu'au 04 juillet 2022.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 24 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

24 FEV. 2022



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V9D0028AI-2 -
Construction de l'école primaire - ZAC de la
RESTANQUE - Avenant n°1 - Lot 1 -
Prolongation de la durée d'exécution du marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale » ;
- **VU** la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 du marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » attribuant le lot 1 « VRD » à l'entreprise COLAS MEDITERRANEE ;

CONSIDÉRANT :

- qu'un marché n°V9D0028AI « Construction de l'école primaire – ZAC de la Restanque » a été lancé ;
- qu'aucune offre n'a été reçue pour le lot 1 « VRD » et que le lot a été déclaré infructueux et relancé sous la référence V9D0028AI-2 ;
- que lors de la réalisation des travaux du groupe scolaire, l'entreprise titulaire du lot 4 « menuiseries extérieures protections solaires » a fait l'objet d'une résiliation et le marché du lot d'une relance entraînant pour l'ensemble des autres corps d'état un décalage sur le planning initial rendant nécessaire l'augmentation du délai d'exécution des travaux ;
- qu'il convient de préciser la durée du marché et d'augmenter le délai d'exécution du contrat indiqué dans l'acte d'engagement et le CCAP selon les dispositions prévues dans l'avenant n°1.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché V9D0028AI-2 « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » avec l'entreprise COLAS titulaire du lot 1 prolongeant le délai d'exécution global des travaux de 5 mois et 10 jours soit jusqu'au 04 juillet 2022.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 24 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

24 FEV. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V9D0028AI-3 -
Construction de l'école primaire - ZAC de la
RESTANQUE - Avenant n°1 - Lot 12 -
Prolongation de la durée d'exécution du marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 202 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale ;
- VU la décision n°VD2020-427 du 12 janvier 2021 du marché V9D0028AI-3 « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » attribuant le lot 12 « ASCENSEURS » à l'entreprise CFA DIVISION NSA ;

CONSIDÉRANT :

- qu'un marché n°V9D0028AI « Construction de l'école primaire – ZAC de la Restanque » a été lancé ;
- qu'aucune des offres remises pour le lot 12 « ASCENSEURS » n'est conforme et que ce lot déclaré infructueux a été relancé sous la référence V9D0028AI-3 ;
- que lors de la réalisation des travaux, l'entreprise titulaire du lot 4 « menuiseries extérieures protections solaires » a fait l'objet d'une résiliation et le marché du lot d'une relance entraînant pour l'ensemble des autres corps d'état un décalage sur le planning initial rendant nécessaire l'augmentation du délai d'exécution des travaux ;

- qu'il convient de préciser la durée du marché et d'augmenter le délai d'exécution du contrat indiqué dans l'acte d'engagement et le CCAP selon les dispositions prévues dans l'avenant n°1.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché V9D0028AI-3 « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » - Lot 12 « ASCENSEURS » - avec l'entreprise CFA DIVISION NSA prolongeant le délai d'exécution global des travaux de 5 mois et 10 jours soit jusqu'au 04 juillet 2022.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 au marché V9D0028AI-3 « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » - Lot 12 « ASCENSEURS » et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 24 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

24 FEV. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V9D0028AI-4 -
Construction de l'école primaire - ZAC de la
RESTANQUE - Avenant n°1 pour le lot 4 -
Prolongation de la durée d'exécution du marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale » ;
- **VU** la décision n°VD2021-317 du 13 juillet 2021 du marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » attribuant le lot 4 « MENUISERIES EXTERIEURES PROTECTIONS SOLAIRES » à l'entreprise BARSALOU;

CONSIDÉRANT :

- qu'un marché n°V9D0028AI « Construction de l'école primaire – ZAC de la Restanque » a été lancé ;
- que le titulaire du lot 4 « MENUISERIES EXTERIEURES PROTECTIONS SOLAIRES » du marché n°V9D0028AI « Construction de l'école primaire – ZAC de la Restanque » a fait l'objet d'une résiliation entraînant une relance du lot sous la référence V9D0028AI-4 ;
- que la résiliation puis la relance du lot a eu pour effet pour l'ensemble des autres corps d'état un décalage sur le planning initial rendant nécessaire l'augmentation du délai d'exécution des travaux ;

- qu'il convient de préciser la durée du marché et d'augmenter le délai d'exécution du contrat indiqué dans l'acte d'engagement et le CCAP selon les dispositions prévues dans l'avenant n°1 du lot 4 – Menuiseries extérieures.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la RESTANQUE » Lot 4 – Menuiseries extérieures, avec l'entreprise BARSALOU prolongeant le délai d'exécution global des travaux de 5 mois et 10 jours soit jusqu'au 04 juillet 2022.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 24 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

24 FEV. 2022



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la donation à la Ville de 2
œuvres de Christian MARTEL par Madame
CRIVELLO**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant les délégations permanentes accordés au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1^{ière} Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale ;

CONSIDÉRANT :

- que Madame CRIVELLO et sa famille (descendants du peintre Christian MARTEL) ont souhaité, par lettre du 20 décembre 2021, donner à la Ville de Montpellier deux œuvres de Christian MARTEL (deux esquisses, une à la gouache, l'autre au fusain, toutes deux datant du 19 octobre 2006) pour qu'elles soient intégrées au dispositif « Artomômes » géré par le Pôle Education.

- que ce don présente un intérêt artistique et éducatif pour le dispositif précité.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le don des deux œuvres de Christian MARTEL.

ARTICLE 2 : D'intégrer ces œuvres au dispositif « Artomômes ».

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 09 FEV, 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Fanny Dombre-Coste", written over a horizontal line.

Publiée le : 09 FEV, 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire – Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

09 FEV, 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"ECUME" pour le 23 janvier 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la « Culture » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « ECUME » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 23 janvier 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60,80 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 26 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"What the Fest Productions" pour le 21 janvier
2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la « Culture » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « What the Fest Productions » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 21 janvier 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 26 JAN. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0030AI -
Transformation du site du conservatoire en école
primaire - Démolition de corps d'états
secondaires - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE Première Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de démolition de corps d'états secondaires pour la transformation du site du conservatoire en école primaire, 3 rue Candolle ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée sous la référence V1D0030AI « Transformation du site du conservatoire en école primaire - Démolition de corps d'états secondaires » conformément à l'article R.2123-1 du Code de la commande publique relatif aux « petits lots » ;
- que le délai d'exécution est de 4 mois dont 2 semaines de préparation comprises. L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux ;
- que marché s'inscrit dans le cadre d'un marché de travaux à venir tout corps d'état décomposé en 18 lots ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique 60%
- Prix des prestations au regard de la décomposition globale et forfaitaire 40%

- qu'après analyse, la SARL CASTELNAU DEMOLITION - 40 rue de la Bruyère, 83 170 Brignoles – présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°VID0030AI « Transformation du site du conservatoire en école primaire démolition de corps d'états secondaires » à la SARL CASTELNAU DEMOLITION pour un montant global et forfaitaire de 345 000 € HT ;

Le délai d'exécution est de 4 mois dont 2 semaines de préparation comprises. L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

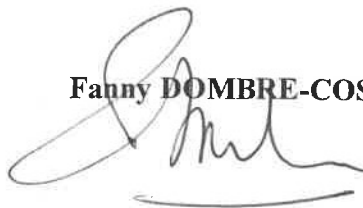
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 FEV. 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **02 FEV. 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

02 FEV. 2022



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative aux travaux de remise en état
des bâtiments communaux de la Ville -
Opérations programmées pour l'année 2022 -
Demande de permis de construire -
Administration des Cimetières**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire déléguée aux « Relations avec les usagers » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la gestion active de son patrimoine et en vue de garantir la pérennité de ses biens, la Ville de Montpellier en poursuit la valorisation en 2022 en procédant à l'entretien et à la remise en état de ses bâtiments communaux ;
- qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la réalisation des travaux qui s'effectueront sur le bâtiment suivant : service administration des cimetières rue Richard Wright à Montpellier ;
- que la gestion active de son patrimoine consiste aussi en l'optimisation des usages des locaux appartenant à la collectivité ;
- que les locaux du service administration des cimetières sis à Grammont rue Richard Wright sont exigus et ne répondent que de façon très imparfaite aux besoins tant en matière d'accueil du public que d'espaces de travail ;

- que le logement de fonction d'un surveillant, mitoyen de ces locaux, a été récemment libéré ;
- qu'il est donc envisagé d'affecter cet ancien logement de fonction au service administration des cimetières ce qui permettrait une augmentation de la superficie des bureaux de 132,10 m² ;
- que le projet de réaménagement global comprend :
 - une refonte de la partie accueil du public ;
 - la création d'un back office adapté ;
 - d'un bureau individuel du responsable de l'équipe administrative ;
 - la création d'un bureau de responsable du service ;
 - d'un bureau pour la régie, d'un bureau du responsable de l'équipe technique ;
 - de sanitaires femmes et hommes adaptés aux personnes à mobilité réduite ;
 - d'une salle de repli/restauration agrandie ;
 - de deux espaces d'archivage : un pour les archives vivantes et un second dans l'ancien garage pour les archives anciennes ;
- que le changement d'affectation de l'ancien logement de fonction et la modification d'une façade nécessitent le dépôt d'un permis de construire.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De Dire que les dépenses sont inscrites au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 JAN. 2022**
Madame Adjointe au Maire



Radia TIKOUK



Publiée le : **27 JAN. 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

27 JAN. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre n°G0D0051CO
- "Magazines institutionnels pour Montpellier
Méditerranée Métropole et la ville de
Montpellier" - Lot 1 : Impression - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2020-1188 attribuant le lot 1 : Impression du marché n°G0D0051CO « Magazines institutionnels pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier » à l'entreprise LPJ HIPPOCAMPE, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum et pour une durée de de 1 an renouvelable trois fois 1 an ;

CONSIDÉRANT :

- que la nouvelle maquette effective depuis le début d'année a révélé un besoin d'augmenter le nombre de page de l'encart à 20 au lieu de 16 ;
- qu'il convient donc d'ajouter 8 nouveaux prix au bordereau des prix unitaires.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot 1 : Impression du marché n°G0D0051CO « Magazines institutionnels pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier » avec l'entreprise LPJ HIPPOCAMPE, ajoutant des prix du BPU.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 FEV. 2022
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE


Publiée le : 09 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

09 FEV. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V9B0081AI -
Réfection de la toiture de l'église Sainte Eulalie
Mission de maîtrise d'œuvre - Avenant n° 1 -
Avenant de transfert**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du patrimoine municipal et de la sobriété énergétique ;
- VU la décision n°VD2019-593 du 13 décembre 2019 relative à l'attribution du marché « Réfection de la toiture de l'église Sainte Eulalie-Mission de maîtrise d'œuvre » n°V9B0081AI au groupement conjoint Marilyn GOBIN/SARL CALDER/Marc CUSY porté par le mandataire Marilyn GOBIN architecte ;

Considérant :

- que l'entreprise individuelle Marilyn GOBIN immatriculée à l'INSEE Midi Pyrénées sous le numéro de Siren 831 034 681 cède son contrat à l'Atelier Marilyn Gobin Architecte du Patrimoine (AMGAP), sous la forme d'une Société à Responsabilité Limitée (SARL) immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 903 449 627 pour le motif suivant : changement de statut juridique, avec effet au 22 septembre 2021 ;
- que l'Atelier Marilyn Gobin architecte du patrimoine (AMGAP) s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;

- qu'un avenant n°1 au marché V9B0081AI est nécessaire, ayant pour objet le transfert du marché de l'entreprise individuelle Marilyn GOBIN à la société l'Atelier Marilyn Gobin architecte du patrimoine (AMGAP) ;

- que conformément à l'article R2194-6 du Code de la Commande Publique, il est nécessaire de signer un avenant n°1.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché V9B0081AI « Réfection de la toiture de l'église Sainte Eulalie-Mission de maîtrise d'œuvre » ayant pour objet la cession du contrat, avec effet au 22 septembre 2021 à l'Atelier Marilyn Gobin Architecte du Patrimoine (AMGAP), 107 Rue du Faubourg Boutonnet 34090 Montpellier.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 10 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

10 FEV. 2022



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°5 au mandat de
gestion technique de l'ancienne mairie A et de sa
salle polyvalente Ville /SA3M - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;
- VU la décision n°2016/0363 du 28 octobre 2016 autorisant la signature du mandat de gestion technique de l'ancienne mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M ;
- VU la décision n°2017/0058 du 14 février 2017 autorisant la signature d'un avenant n°1 portant modification de l'article 3.1 alinéa 3 et l'article 9.2 du mandat de gestion de l'ancienne mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M ;
- VU la décision n°VD2017-115 du 30 juin 2017 autorisant la signature d'un avenant n°2 portant modification de l'article 3.1 alinéa 2 du mandat susmentionné ;
- VU la décision n°VD2019-154 du 15 mars 2019 autorisant la signature d'un avenant n°3 précisant d'une part, le budget d'investissement pour l'année 2019 à 130 000 € HT et d'autre part, portant modification de l'article 7 ;
- VU la décision n°VD2021-013 du 24 mars 2021 autorisant la signature de l'avenant n°4 portant modification de l'article 3.1 du mandat de gestion technique de l'ancienne mairie A et de sa salle polyvalente, afin de fixer le budget d'investissement maximum de travaux pour les années 2020 et 2021 à 50 000 € HT pour chaque année ;
- VU le projet d'avenant n°5 relatif à ce mandat ;

- CONSIDERANT :

- Que, par décision n°2016/0363 du 28 octobre 2016, la Ville de Montpellier a conclu un mandat de gestion technique de l'ancienne mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M ;
- Que, par décision n°2017/0058 du 14 février 2017, un avenant n°1 à ce mandat a été signé afin qu'il appartienne au mandataire et non au mandant de souscrire tous les contrats d'assurance relatifs au mandat ;
- Que, par décision n°VD2017-115 du 30 juin 2017, un avenant n°2 à ce mandat a été signé précisant le budget d'investissement maximum des travaux de 50 000 € TTC pour l'année 2017 ;
- Que, par décision n°VD2019-154 du 15 mars 2019, un avenant n°3 à ce mandat a été signé précisant d'une part, le budget d'investissement pour l'année 2019 à 130 000 € HT et d'autre part, portant modification de l'article 7, auquel est ajouté l'article « 7-1-3 Désamiantage », entraînant une rémunération fixe du mandataire d'un montant de 2 837, 50€ HT, pour la mission de suivi des travaux de désamiantage du niveau R-3 de l'ancien Hôtel de ville ;
- Que par décision n°VD2021-013 du 24 mars 2021, un avenant n°4 à ce mandat a été signé afin de fixer le budget d'investissement maximum de travaux pour les années 2020 et 2021 à 50 000 € HT pour chaque année ;
- Qu'un avenant n°5 est nécessaire à ce mandat car il convient de prolonger d'une année supplémentaire ce mandat, dont la date initiale d'échéance est prévue le 19 février 2022, soit jusqu'au 19 février 2023, de remettre à niveau le périmètre d'intervention et enfin de fixer le budget des travaux d'investissement à 50 000 TTC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°5 au mandat de gestion technique de l'ancienne mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 10 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 10 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

10 FEV. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Conduite et Opérations

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0008AI -
Missions d'Ordonnancement, Pilotage et
Coordination (OPC) - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT Adjointe déléguée au « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de services pour la Ville, de « Missions d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) » ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles L2124-2, R2124-2 1°, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre sans minimum et un maximum annuel de 240 000 € HT, et passé en application des articles L2125-1 1°, R 2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande publique conclu pour une durée de 1 an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 60%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 40%
 -

- que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 20 janvier 2022, a choisi l'offre économiquement la plus avantageuses de l'entreprise ARCOR INGENIERIE (10 rue des Tilleuls, 34160 Sussargues).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V1D0008AI « Missions d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) » à l'entreprise ARCOR INGENIERIE sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et un maximum annuel de 240 000 € HT.

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de notification du contrat.

Sa durée est d'un an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement d'adhésion
du parc de Lunaret aux réseaux professionnels
des parcs zoologiques - Exercice 2022 -
Modification de la décision n°VD2022-002 en date
du 13/01/2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier, notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;
- VU la Directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999, appelée « Directive zoo », transposée dans l'arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle le rôle des parcs zoologiques en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- Que le Parc de Lunaret, pour assurer son fonctionnement et la gestion de sa collection animale, se doit d'adhérer aux réseaux professionnels des parcs zoologiques au niveau français et européen ;
- Que les parcs zoologiques sont encouragés à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées ;
- Que le Parc de Lunaret participe aux Programmes Européens d'Elevage (E.E.P), Studbooks Européens (E.S.B) et Studbooks Internationaux (I.S.B) mis en place par l'European Association of Zoos and Aquarias (EAZA), qui développe des partenariats d'élevage et d'échanges d'espèces animales menacées ;
- Que l'adhésion à cette association et l'implication dans ces programmes d'élevage est par ailleurs une reconnaissance de l'implication concrète du Parc dans sa mission de conservation et de recherche scientifique ;
- Que cette mission, qui devait faire l'objet en 2021 d'une inspection de l'EAZA en vue de renouveler l'accréditation du zoo, a été reportée en 2022 du fait de la crise sanitaire liée à la COVID 19 ;

- Que ce programme d'accréditation offre un cadre pour valider les efforts et résultats issus des bonnes pratiques professionnelles et ce pour une durée de 10 ans. Les frais liés à cette inspection sont à la charge du parc et inscrits dans le montant de la cotisation demandée en 2022.
- Qu'il convient de modifier le montant alloué à l'ordre national des vétérinaires en raison d'une erreur matérielle figurant dans la décision n°VD2022-002 en date du 13 janvier 2022 ;
- Que les autres dispositions de la décision n°VD2022-002 demeurent inchangées ;

DECIDE

ARTICLE 1^{er} : De modifier le montant de l'adhésion alloué à l'ordre national des vétérinaires portant le montant de la cotisation annuelle à la somme de **1023,30 € TTC** (au lieu de 1005,30€ TTC) ; les autres dispositions de la décision n°VD2022-002 demeurent inchangées ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense est inscrite au budget 2022 de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 18 FEV. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Eddine ARIZTEGUI



Publiée le : 18 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
ECUME ' pour le 30 janvier 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « ECUME » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 30 janvier 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 31 JAN. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 01 FEV. 2022

Notifiée le :

01 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à un avenant n°1 à la convention
d'occupation du domaine public constitutive de
droits réels - Ancien Hôtel de Ville de Montpellier
1 place Francis Ponge - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU La délibération portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et à la sobriété énergétique ;

- CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de sa labellisation « French Tech », Montpellier Méditerranée Métropole a été reconnue comme un écosystème répondant aux besoins des start-up françaises, des investisseurs et des talents étrangers ;
- Que la Ville de Montpellier, propriétaire de l'Ancien Hôtel de Ville situé 1 place Francis Ponge à Montpellier, remplit les critères applicables pour accueillir la pépinière de start-up sur la Ville de Montpellier ;
- Que la Ville a consenti une convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de 6 ans à compter du 19 février 2016, pour la mise à disposition de l'Ancien Hôtel de Ville de Montpellier ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole sollicite une prorogation d'une année supplémentaire de la convention jusqu'au 19 février 2023 ;



DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la Ville à signer l'avenant n°1 de prorogation de la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels avec Montpellier Méditerranée Métropole dont le siège est situé 50 place Zeus à Montpellier, pour la mise à disposition de l'Ancien Hôtel de Ville situé 1 place Francis Ponge à Montpellier.

ARTICLE 2 : l'avenant n°1 porte sur la prorogation d'un an de la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels à compter du 19 février 2022, échéance de l'actuelle convention.

ARTICLE 3: Madame l'Adjointe déléguée au Patrimoine Municipale et à la Sobriété Energétique est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Principale sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 10 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

10 FEV. 2022

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

10 FEV. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Etudes et Conception Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un recours à l'Union des
Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour
l'acquisition d'une solution de gestion des
subventions et des prestations informatiques -
Marché n°V2D0006RI - Autorisation de recours**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, déléguée au « Renouveau démocratique et innovation sociale » ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a besoin d'acquérir une solution de gestion des subventions versées aux associations ; celle-ci permettra de faciliter la relation avec les associations par la mise en place d'un portail et d'améliorer le traitement des demandes ;
- Que les espaces collaboratifs de la Ville de Montpellier doivent être migrés vers une version récente, notamment pour des raisons de sécurité, et que la charge de travail des équipes ne permet pas de prendre en charge cette migration ;
- Que, pour assurer le maintien en condition opérationnelle du parc applicatif, il est nécessaire de renforcer les équipes par de la prestation de service ;

- Qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet de couvrir ces besoins ;
- Que l'UGAP a mis en place les marchés permettant de répondre à ces besoins.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour :

- L'acquisition et la mise en œuvre d'une solution de gestion des subventions aux associations pour un montant maximum de 120 000 € HT,
- Une prestation de migration des espaces collaboratifs pour un montant maximum de 130 000 € HT,
- Une prestation de maintien en condition opérationnelle du parc applicatif pour un montant maximum de 250 000 € HT,
- Sur une période débutant à la date d'effet de cette décision et une durée de deux ans.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits seront imputés sur le budget 2022 et suivant de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN

Publiée le : 11 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

11 FEV. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V2B0001RI -
Prestation d'assistance aux utilisateurs,
installation et maintenance - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Séverine SAINT-MARTIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN dans le domaine du renouveau démocratique et de l'innovation sociale ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville de Montpellier a ponctuellement besoin d'un renfort en prestation d'assistance aux utilisateurs, installation et maintenance sous la forme d'affectation de techniciens mis à disposition soit de l'équipe d'installation maintenance, soit du centre de service informatique ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum pour une durée d'un an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60 %
 - Coût de la prestation 40 %

- qu'après analyse, la société SAS EXPERIS France sise 15 rue Christian Pauc – 44000 NANTES a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de « Prestation d'assistance aux utilisateurs, installation et maintenance » à la SAS EXPERIS FRANCE, pour un montant total maximum de 89 000 € HT. Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée est d'un an.

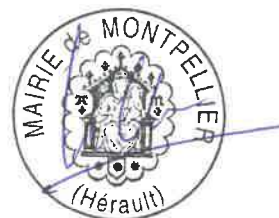
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN



Publiée le : 11 FEV. 2022

Notifiée le :

11 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion
à l'Association des Maires de France et des
Présidents d'Intercommunalité et de l'Association
des Maires du Département de l'Hérault**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité de d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux « Finances » ;

CONSIDÉRANT :

- que, créée en 1907 et reconnue d'utilité publique dès 1933, l'Association des Maires de France est aux côtés des Maires et des Présidents d'intercommunalité pour défendre les libertés locales, appuyer les élus dans la gestion au quotidien et préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements ;
- que l'Association des Maires de l'Hérault représente sur le plan départemental l'Association des Maires de France ;
- que la fonction de l'AMF 34 est donc de faire remonter les attentes, voire les revendications des communes de l'Hérault et que, pour cela, il est donc nécessaire de disposer d'un réseau départemental permettant de recueillir les avis des Maires de toute la France ;
- qu'aujourd'hui, 33 691 communes et 840 EPCI en sont adhérents ;
- qu'il est proposé au titre de l'année 2022 l'adhésion à l'Association de Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et celle des Maires du Département de l'Hérault, par le versement d'une cotisation d'un montant de 43 320 € TTC.


DECIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le versement de la cotisation à l'Association de Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et celle des Maires du Département de l'Hérault au titre de l'année 2022 pour un montant total de 43 320 € TTC.

ARTICLE 2 : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2022 en nature 6281, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8. 02. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

(M. Michel ASLANIAN)

Publiée le : 9 02. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'attribution d'un accord cadre
n°V1B0066EM - Achat de peintures bâtiment,
lasures pour les aménagements extérieurs et
fournitures pour l'agencement intérieur - Lots 1
et 2 - Attributions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances.

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de peintures bâtiment, lasures pour les aménagements extérieurs et fournitures pour l'agencement intérieur conformément aux besoins exprimés par les services de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V1B00066EM) a été lancée en date du 17 novembre 2021, sous forme d'un accord-cadre, pour un montant total maximum de 20 000 € HT pour le lot n°1 (*Produits peintures bâtiment*) et pour un montant total maximum de 30 000 € HT pour le lot n° 2 (*Lasures et agencement intérieur*).
Il s'agit d'un accord-cadre unique conclu pour une période d'exécution à compter de sa notification sans toutefois dépasser la date butoir du 31 décembre 2023 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°1 (*Produits peintures bâtiment*), étaient les suivants : La valeur environnementale pour 30%, le prix des prestations pour 60% et le délai réduit de livraison pour 10% ;

- qu'après analyse, l'entreprise COULEURS DE TOLLENS, 680 route de Nîmes, 34920 Le Crès, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°2 (*Lasures et agencement intérieur*), étaient les suivants : La valeur environnementale pour 30%, le prix des prestations pour 60% et le délai réduit de livraison pour 10% ;

- qu'après analyse, l'entreprise CAP 34, 2650 avenue de Maurin, 34070 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « l'achat de peintures bâtiment, lasures pour les aménagements extérieurs et fournitures pour l'agencement intérieur » n°V1B0066EM, pour :

- le lot n°1 à la société COULEURS DE TOLLENS, pour un montant total maximum de 20 000 € HT ;
- le lot n°2 à la société CAP 34, pour un montant total maximum de 30 000 € HT.

Il s'agit d'un accord-cadre unique conclu pour une période d'exécution à compter de sa notification sans toutefois dépasser la date butoir du 31 décembre 2023.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tout chapitre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 8.02.2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 9.02.2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2005308-5
TA - Association LES VERTS - Thierry
TEULADE"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant :

- la requête n°2005308-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 novembre 2020 par l'association LES VERTS et par Monsieur Thierry TEULADE contre la délibération du 30 juillet 2020 rendant obligatoire la consommation d'un repas végétarien dans les restaurants scolaires de la Ville de Montpellier ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005308-5 par l'association LES VERTS et par Monsieur Thierry TEULADE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 FEV. 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **02 FEV. 2022**

Notifiée le :

02 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2200271-5
TA - SAS AVVA GARDEN"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice.

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2200271-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 janvier 2022 par la SAS AVVA GARDEN contre la décision du 7 décembre 2021 par laquelle le directeur des usages et de la valorisation des espaces publics de la commune de Montpellier a rejeté ses demandes de dérogation exceptionnelle de fermeture ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2200271-5 par la SAS AVVA GARDEN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 FEV. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

03 FEV. 2022



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête en appel
CAA de Marseille - Jugement TA n°1906274-4"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- VU le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1906274-4 en date du 27 janvier 2022 annulant l'arrêté municipal du 21 janvier 2020 portant mesures de circulation et de stationnement rue de l'Aramon à Montpellier et ce, consécutivement à la requête de Monsieur Jean CROUZET ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts en appel devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1906274-4 en date du 27 janvier 2022.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 FEV. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 FEV. 2022

Notifiée le :

03 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
CIMM ' pour les 14-15-22-23 et 24 janvier 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « CIMM » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 14-15-22-23 et 24 janvier 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 305€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 21 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête Juge de
l'expropriation de Montpellier - Immeuble 9 rue
André MICHEL"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2022-008 en date du 6 janvier 2022 relative à l'exercice du droit de préemption urbain sur la propriété de Madame Aline BOUCHET veuve HONG CHANG situé 9 rue André Michel à Montpellier, cadastré HW 190 ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de saisir le Juge de l'Expropriation de Montpellier pour fixation judiciaire du prix de l'immeuble situé 9 rue André Michel à Montpellier, cadastré HW 190 dans le cadre du droit de préemption exercé par la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Juge de l'Expropriation de Montpellier pour fixation judiciaire du prix de l'immeuble situé 9 rue André Michel, cadastré HW 190 appartenant à Madame Aline BOCHET veuve HONG CHANG.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 FEV. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 FEV. 2022

Notifiée le :

03 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise en place de structures
modulaires à l'école élémentaire Charles
Baudelaire - Demande d'autorisation
d'urbanisme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire, déléguée à la « Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire, afin de pallier le manque de places, de construire une extension de l'école élémentaire Charles Baudelaire sise, 311 avenue Saint Clément à Montpellier, par l'implantation de bâtiments modulaires pour assurer l'accueil des enfants durant le temps périscolaire ainsi que l'agrandissement du restaurant scolaire situé sous le préau ;

- que pour répondre à cette demande, le projet prévu consiste à :

Concernant l'accueil des enfants :

La mise en place de bâtiments modulaires, soit :

- 1 salle d'activité de 86m²
- 2 sanitaires dont 1 PMR
- 1 local de rangement
- 1 bureau

Superficie de plancher créée : 150m²

Positionnement : Sur la cour

Concernant le restaurant scolaire :

- Réaménagement et extension des réfectoires
- Reconfiguration des offices
- Création d'un self

- que ce projet dont le coût est estimé à 1 000 000 € HT nécessite l'obtention d'un permis de construire.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense est imputée sur le budget de la ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 24 FEV. 2022

Notifiée le :

24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'extension du restaurant
scolaire de l'école élémentaire Victor Schoelcher -
Demande d'autorisation d'urbanisme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale » ;

CONSIDERANT :

- qu'afin d'augmenter la capacité d'accueil des réfectoires de l'école Victor Schoelcher sise, 65 rue de Robespierre à Montpellier, et répondre à une augmentation des effectifs des élèves mangeant à la cantine, il a été décidé de construire une extension du restaurant scolaire par l'implantation de bâtiments modulaires ;
- que pour répondre à la demande d'extension du restaurant scolaire, le projet prévu consiste à l'installation de bâtiments modulaires, soit :
 - La création de 2 salles de restauration supplémentaires : 100 m² ;

Ainsi que des travaux sur le bâtiment existant :

- L'amélioration de l'acoustique
- La réorganisation des offices
- Le réaménagement des sanitaires

- que ce projet dont le coût est estimé à 300 000 € HT nécessite l'obtention d'un permis de construire pour la réalisation de l'extension du restaurant scolaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense est imputée sur le budget de la ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la décision.

Montpellier, le 24 FEV, 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 24 FEV, 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture : 24 FEV, 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité rémunération portefeuille Ville

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un avenant de transfert -
Accord cadre n°V1D0018RH ayant pour objet
l'acquisition de titres restaurant pour le personnel
de la Mairie de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social ;
- VU la décision VD2021-405 relative à l'accord cadre V1D0018RH concernant l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de la Ville de Montpellier, signée le 28 octobre 2021.

CONSIDERANT :

- que le marché V1D0018RH a été attribué au groupement Natixis Intertitres (mandataire) / BIMPLI, présentant l'offre économiquement le plus avantageuse ;
- que le marché a pris effet à compter de sa notification au 2 novembre 2021 pour une durée de 12 mois ;
- que la société Natixis Interntitres a été absorbée et que la totalité de son patrimoine a été transmise à la société BIMPLI ;

- que l'avenant de transfert n°1 est devenu nécessaire pour acter l'absorption de l'entreprise Natixis Intertitres par BIMPLI et en conséquence le transfert des prestations du marché à l'entreprise absorbante BIMPLI.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant de transfert n°1 au marché VID0018RH concernant l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de la Maire de Montpellier actant le transfert des prestations du marché à l'entreprise BIMPLI, sise 110 avenue de France, 75013 PARIS.

ARTICLE 2 : de dire que cet avenant de transfert n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert n°1, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 24 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

24 FEV. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1B0077ST -
Gestion de l'Animal Domestique en Ville -
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Eddine ARIZTEGUI Adjoint Délégué au Bien-être animal ;

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu de confier un accord cadre multi-attributaire portant sur les prestations de Gestion de l'Animal Domestique en Ville ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée en date du 04 janvier 2022 conformément aux dispositions des articles R 2123-1 et R.2123-3 3° du Code de la Commande Publique ;
- que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un seuil maximum de 70 000 euros H.T. conclu avec plusieurs titulaires, passé à prix unitaires en application des articles L.2125-1 1° et R2162-1 à R2162-6 ainsi que des articles R2162-13 et R2162-14 sur la mise en œuvre des accords-cadres ;

- que les prestations sont réparties en deux lots suivants :

- Lot n°1 : Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins à la population animale
Le montant maximum des commandes pour la période initiale est de 25 000,00 € H.T.
Le montant sera identique pour la période de reconduction. Le nombre de prestataires retenus est de cinq ;
- Lot n°2 : Suivi du placement des animaux en lieux de dépôt à la demande du Maire
Le montant maximum des commandes pour la période initiale est de 10 000,00 € H.T.
Le montant sera identique pour la période de reconduction. Le nombre de prestataires retenus est de un ;

- que le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché, renouvelable une fois tacitement pour une durée de douze mois ;

- qu'après analyse pour le lot n°1 « Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins à la population animale », les cabinets vétérinaires désignés ci-dessous présentent les offres économiquement les plus favorables selon les critères de jugement des offres suivants :

- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 45%
- Montant des prestations : 55% ;

- SCP Rosa Cabezuelo - 34000 Montpellier
- CITY VETO Port-Marianne - 34000 Montpellier
- Clinique vétérinaire des Tonnelles - 34080 Montpellier
- SCP Vet Aiguelongue - 34090 Montpellier
- VETOCIA Montpellier - 34080 Montpellier

- qu'après analyse pour le lot n°2 « Suivi du placement des animaux en lieux de dépôt à la demande du Maire », le cabinet vétérinaire désigné ci-dessous présente l'offre économiquement la plus satisfaisante selon les critères de jugement des offres suivants :

- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 45%
- Montant des prestations : 55%

- Clinique vétérinaire les Patounes - 34170 Castelnau-le-Lez.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot n° 1 « Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins à la population animale », du marché relatif à la gestion de l'animal domestique en Ville aux cabinets vétérinaires SCP Rosa Cabezuelo, CITY VETO Port-Marianne, Clinique vétérinaire des Tonnelles, SCP Vet Aiguelongue, et VETOCIA Montpellier, conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché, pour un montant maximum de 25 000 € HT avec reconduction d'un an, pour un montant identique, sur la base d'un accord cadre à bons de commande.

ARTICLE 2 : D'attribuer le lot n°2 « Suivi du placement des animaux en lieux de dépôt à la demande du Maire » du marché relatif à la gestion de l'animal domestique en Ville à la clinique vétérinaire les Patounes, conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché, pour un montant total maximum de 10 000 € HT, avec reconduction d'un an, pour un montant identique, sur la base d'un accord cadre à bons de commande.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 02/03/2022
Monsieur l'Adjoint au Maire


Eddine ARIZTEGUI

Publiée le : 03 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête Conseil
d'Etat - Contre le décret n°2021-1583 du 7
décembre 2021 portant création de la Cour
Administrative d'Appel de Toulouse".**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU le décret n°2021-1583 du 7 décembre 2021 portant création de la Cour Administrative d'Appel de Toulouse ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Conseil d'Etat tendant à l'annulation du décret n°2021-1583 du 7 décembre 2021 portant création de la Cour Administrative d'Appel de Toulouse.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet CGCB et Associés.

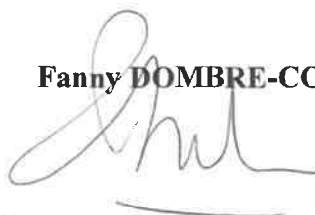
ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 FEV. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture : 03 FEV. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'Ribosome ' pour les 2-5 et 6 février 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « RIBOSOME » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 2-5 et 6 février 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 122€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V202-/477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 21 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Chœur Universitaire de Montpellier
Méditerranée ' pour les 2 et 16 février 2022, puis
les 2 et 16 mars 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 2 et 16 février 2022, puis les 2 et 16 mars 2022;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 152,40 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

The image shows a handwritten signature in blue ink over a circular official stamp. The stamp is blue and contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' around the top and 'Hérault' at the bottom. In the center of the stamp is a coat of arms featuring a crown, a lion, and a castle tower.

Publiée le : 28 FEV 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association ' LA
MORENA ' pour les 6 février, 13 mars, 3 avril, 25
mai et 12 juin 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « LA MORENA » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 6 février, 13 mars, 3 avril, 25 mai et 12 juin 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 305 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 21 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Chœur Universitaire de Montpellier
Méditerranée ' pour le 13 février 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 13 février 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 28 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
TUTTI ' pour les 14 février, 14 mars, 21 mars et
28 mars 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « TUTTI » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 14 février, 14 mars, 21 mars et 28 mars 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60,80 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 FEV. 2022

Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 21 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
DU VENT DANS LA VOIX ' pour le 8 février
2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « DU VENT DANS LA VOIX » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 8 février 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 21 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
L'ART SCÈNE ' pour les 7-8-9-10 et 11 février
2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « L'ART SCENE » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 7-8-9-10 et 11 février 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 182,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 FEV. 2022

Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 21 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
DANTE ALIGHIERI pour le 11 février 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- que l'association « DANTE ALIGHIERI » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 11 février 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 28 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
ENSEMBLE VOCAL ET INSTRUMENTAL DE
MONTPELLIER ' pour le 19 mars 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- que l'association « ENSEMBLE VOCAL ET INSTRUMENTAL DE MONTPELLIER » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 19 mars 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 28 FEV. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
JORDELAN ' pour les 21 et 28 février 2022.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « JORDELAN » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 21 et 28 février 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 28 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 01 MARS 2022

Notifiée le :

01 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
LES AMIS DE TRISTAN ' pour les 4-5 et 6 mars
2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « LES AMIS DE TRISTAN » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 4-5 et 6 mars 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 183€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 FEV. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 01 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

01 MARS 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'estimer en justice "Requête Société du Parking du Polygone - Juge de l'Exécution"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- **Considérant**
- L'assignation devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de Montpellier à la demande de la Société du Parking du Polygone tendant à ce que soit déclarée nulle la saisie administrative pratiquée le 22 juillet 2021 et notifiée le 27 août 2021 pour la somme de 205 592,09 euros relative au paiement des loyers concernant l'exploitation du parking du Polygone et à ordonner le remboursement de cette somme par la Ville de Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de Montpellier suite au dépôt de la requête par la Société du Parking du Polygone.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 24 FEV. 2022

Notifiée le :

24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision d'ester en justice "Requête n°2200357-1 TA - Eddie LEQUETTE"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant :

- La requête n°2200357-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Eddie LEQUETTE le 21 janvier 2022 tendant à l'annulation de l'arrêté n° PC34172 21 M0061 en date du 30 juillet 2021 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à la SNC PITCH PROMOTION pour la construction d'un immeuble de 17 logements rue des 4 seigneurs ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2200357-1 par Monsieur Eddie LEQUETTE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 24 FEV. 2022

Notifiée le :

24 FEV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à une convention de mise à
disposition de la Maison des Chœurs au profit de
l'association ' Ba.BACH ' pour le 20 novembre
2022 -**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Ba.BACH » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 20 novembre 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 28 FEV. 2022

Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 01 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

01 MARS 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE III
ARRETES
REGLEMENTAIRES

ARRÊTES REGLEMENTAIRES DU MOIS DE MARS

Sommaire

N° Arrêté	Titre des arrêtés	Pages
VAR2022-0012	Arrêté modificatif relatif à la composition des membres des Commissions administratives paritaires de la Ville de Montpellier	475
VAR2022-0029	Etat d'urgence sanitaire covid-19 - fermeture de la halte-garderie les Coquelicots	479
VAR2022-0030	Etat d'urgence sanitaire covid-19-Réouverture de la halte-garderie la Maison des Enfants	481
VAR2022-0031	Etat d'urgence sanitaire Covid-19-Réouverture du Jardin d'enfants les Boutons d'Or	483
VAR2022-0032	Etat d'urgence sanitaire Covid 19-Réouverture de la halte-garderie Mowgli	485
VAR2022-0033	Etat d'urgence sanitaire Covid-19-Réouverture de la halte-garderie les Coquelicots	487
VAR2022-0036	Etat d'urgence sanitaire covid-19-Réouverture de la halte-garderie André Chamson	489
VAR2022-0037	Etat d'urgence sanitaire covid-19-Réouverture de la halte-garderie l'Oustal dou Caganis	491
VAR2022-0038	Etat d'urgence sanitaire covid-19-Fermeture de la halte-garderie Mary Poppins	493
VAR2022-0041	Etat d'urgence sanitaire covid-19-Fermeture de la crèche Antigone	495
VAR2022-044	Etat d'urgence sanitaire Covid-19-Réouverture de la halte-garderie l'Oustal dou Caganis	487
VAR2022-0050	Délégations de signature - Pôle Ressources Humaines	499
VAR2022-0059	Marché Plein Air MOSSON - Fermeture exceptionnelle - Rencontre de football - MHSC/OGC Nice - Samedi 12 Mars 2022	505
VAR2022-0060	Marché Paysan d'Antigone - Fermeture exceptionnelle - Marathon 2022 - Dimanche 20 Mars 2022	507
VAR2022-0061	Fermeture exceptionnelle du square Louis Boffet jusqu'au 31 octobre 2022 en raison des problèmes d'insalubrité et des troubles à l'ordre public	509
VAR2022-0062	Suppléance de Madame Maryse FAYE par Monsieur Michel ASLANIAN du 15 au 27 mars 2022 inclus	511
VAR2022-0063	Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Clare HART le 28 mai 2022	513
VAR2022-0068	Suppléance de Madame Maryse FAYE par Monsieur Michel ASLANIAN du 15 au 27 mars 2022 inclus	514
VAR2022-0072	Service Communal Hygiène et Santé - Intérim de Madame Betty ZUMBO par Madame Nathalie GAY du 24 mars au 9 mai 2022 inclus	516

Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Ville

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté modificatif relatif à la composition des membres des Commissions administratives paritaires de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- **VU** la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** le décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- **VU** le décret n°2018-184 du 14 mars 2018 modifiant le décret n°95-1018 du 14 septembre 1995 fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** l'arrêté n°VAR2021-0024 en date du 22 mars 2021 relatif à la composition des membres des commissions administratives paritaires de catégories A, B et C ;
- **VU** le départ de la collectivité de Madame Josiane LAJOINIE, représentante du personnel titulaire de la commission administrative paritaire de catégorie A, groupe hiérarchique 5 pour l'organisation syndicale UNSA ;
- **VU** l'inscription de Madame Karine BARBIER en 5^{ème} position sur la liste des élus en commission administrative paritaire, groupe hiérarchique 5, de l'organisation syndicale UNSA ;
- **VU** le départ de la collectivité de Monsieur Franck FICARA, représentant du personnel titulaire de la commission administrative paritaire de catégorie B, groupe hiérarchique 3 pour l'organisation syndicale UNSA ;
- **VU** l'inscription de Madame Christelle OUASSOU BONNET en 3^{ème} position sur la liste des élus en commission administrative paritaire, groupe hiérarchique 3, de l'organisation syndicale UNSA ;

CONSIDERANT :

- que Monsieur Maarten THIELS, alors représentant suppléant, remplace Madame Josiane LAJOINIE en qualité de représentant du personnel titulaire de la commission administrative paritaire de catégorie A, groupe hiérarchique 5 pour l'organisation syndicale UNSA ;
- que Madame Karine BARBIER remplace Monsieur Maarten THIELS en qualité de représentante du personnel suppléante de la commission administrative paritaire de catégorie A, groupe hiérarchique 5 pour l'organisation syndicale UNSA ;

- que Madame Jessica ARNAL, alors représentante suppléante, remplace Monsieur Franck FICARA en qualité de représentante du personnel titulaire de la commission administrative paritaire de catégorie B, groupe hiérarchique 3 pour l'organisation syndicale UNSA ;

- que Madame Christelle OUASSOU BONNET remplace Madame Jessica ARNAL en qualité de représentante du personnel suppléante de la commission administrative paritaire de catégorie B, groupe hiérarchique 3 pour l'organisation syndicale UNSA ;

- qu'il convient de modifier l'article 1 de l'arrêté n°VAR2021-0024 en date du 22 mars 2021 relatif à la composition des membres des commissions administratives paritaires de catégories A, B et C.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : A compter de la signature de cet arrêté, la liste des représentants du personnel siégeant au sein des commissions administratives paritaires de catégories A, B et C est la suivante :

CAP de catégorie A :

Groupe hiérarchique	Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
GH 6	Sarah HAAS (CFDT)	Hélène PARTIMBENE (Siège en son nom propre)
GH 6	Olga KROMPASZKY (Siège en son nom propre)	Mario GIRARDI (Siège en son nom propre)
GH 5	Maarten THIELS (UNSA)	Karine BARBIER (UNSA)
GH 5	Patricia CLAVEL (CFDT)	Sylvie CENDRAS (CFDT)
GH 5	Ingrid CAZOTTES (UNSA)	Alexandra SOULAS (UNSA)

CAP de catégorie B :

Groupe hiérarchique	Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
GH 4	Céline EDOUARD (UNSA)	Thierry VAN DER EECKEN (UNSA)
GH 4	Olivier CONGE (FO)	Eric MARINIER (FO)
GH 4	Philippe PANETTA (CGT)	Emmanuel PASTOR (CGT)
GH 3	Aline DELACHAPPELLE (CFDT)	Maurice SCHMITT (CFDT)
GH 3	Jessica ARNAL (UNSA)	Christelle OUASSOU BONNET (UNSA)

CAP de catégorie C :

Groupe hiérarchique	Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
GH 2	Christophe JAUNE (CGT)	Virginie MUSQUIN-MESSAHLI (CGT)
GH 2	Fanny EDOUARD (UNSA)	Thomas BIBET (UNSA)
GH 2	Cécile JOURDAN (FO)	Julien SPECQ (FO)
GH 2	Isabelle CLARAC (CFDT)	Patricia PIRON (CFDT)
GH 2	Christelle FABRE (CGT)	Antoine CASTELLI (CGT)

GH 1	Nordine MAKTOUBI (UNSA)	Sabrina ANEB (UNSA)
GH 1	Icham TARIK (FO)	Laetitia ORTIZ (FO)
GH 1	César DA CONCEICAO SYLVA (CGT)	Stella AUDOUY (CGT)

ARTICLE 2 : La liste des représentants de la collectivité siégeant aux commissions administratives paritaires de catégories A, B et C est la suivante :

CAP de catégorie A :

Membres titulaires	Membres suppléants
Michel ASLANIAN	Tasnime AKBARALY
Fatma NAKIB	Élodie BRUN-MANDON
Michaël DELAFOSSE	Yves BARRAL
Fanny DOMBRE-COSTE	Maryse FAYE
Hervé MARTIN	Mikel SEBLIN

CAP de catégorie B :

Membres titulaires	Membres suppléants
Michel ASLANIAN	Tasnime AKBARALY
Fatma NAKIB	Élodie BRUN-MANDON
Michaël DELAFOSSE	Yves BARRAL
Fanny DOMBRE-COSTE	Maryse FAYE
Hervé MARTIN	Mikel SEBLIN

CAP de catégorie C :

Membres titulaires	Membres suppléants
Michel ASLANIAN	Tasnime AKBARALY
Fatma NAKIB	Élodie BRUN-MANDON
Michaël DELAFOSSE	Yves BARRAL
Fanny DOMBRE-COSTE	Maryse FAYE
Hervé MARTIN	Mikel SEBLIN
Emilie CABELLO	Séverine SAINT MARTIN
Michel CALVO	Georges ARDISSON
Clara GIMENEZ	Catherine RIBOT

ARTICLE 3 : Le Président de la Commission administrative paritaire désigné parmi les membres représentants de la collectivité est Monsieur le Maire Michaël DELAFOSSE.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 2 mars 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 3 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-181310-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 mars 2022 -Réception en Préfecture : 3 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19 - fermeture de
la halte-garderie les Coquelicots**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

Article 2 : La halte-garderie les Coquelicots est fermée du 01 au 02 février.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 mars 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 3 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182256-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 mars 2022 -Réception en Préfecture : 3 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19-Réouverture de
la halte-garderie la Maison des Enfants**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** l'arrêté municipal n°VAR2022-0023 portant fermeture de la halte-garderie municipale la Maison des enfants les 24 et 25 janvier 2022
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé sont réunies en raison de l'effectif du personnel à nouveau suffisant.

ARRETE

Article 1 : La halte-garderie la Maison des Enfants est ouverte à compter du mercredi 26 janvier 2022.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 mars 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 3 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182314-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 mars 2022 -Réception en Préfecture : 3 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19-Réouverture du
Jardin d'enfants les Boutons d'Or**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** l'arrêté municipal n°VAR2022-0020 portant fermeture de la halte-garderie municipale la Maison des enfants du 18 au 21 janvier 2022 ;
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé sont réunies en raison de l'effectif du personnel à nouveau suffisant.

ARRETE

Article 1 : Le Jardin d'enfants les Boutons d'Or est ouvert à compter du lundi 24 janvier 2022.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 mars 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 3 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182319-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 mars 2022 -Réception en Préfecture : 3 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid 19-Réouverture de
la halte-garderie Mowgli**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** l'arrêté municipal n°VAR2022-0026 portant fermeture de la halte-garderie municipale Mowgli les 18 et 21 janvier 2022 ;
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé sont réunies en raison de l'effectif du personnel à nouveau suffisant.

ARRETE

Article 1 : La halte-garderie Mowgli est ouverte à compter du lundi 24 janvier 2022.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 mars 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 3 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182325-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 mars 2022 -Réception en Préfecture : 3 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19-Réouverture de
la halte-garderie les Coquelicots**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** l'arrêté municipal n°VAR2022-0019 portant fermeture de la halte-garderie municipale les Coquelicots le 27 janvier 2022 ;
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 sont réunies en raison de l'effectif du personnel à nouveau suffisant.

ARRETE

Article 1 : La halte-garderie les Coquelicots est ouverte à compter du vendredi 28 janvier 2022.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 mars 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 3 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182327-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 mars 2022 -Réception en Préfecture : 3 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19-Réouverture de
la halte-garderie André Chamson**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** l'arrêté municipal n°VAR2022-0022 portant fermeture de la halte-garderie municipale André Chamson les 25 et 26 janvier 2022 ;
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 sont réunies en raison de l'effectif du personnel à nouveau suffisant.

ARRETE

Article 1 : La halte-garderie André Chamson est ouverte à compter du jeudi 27 janvier 2022.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 mars 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 3 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182346-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 mars 2022 -Réception en Préfecture : 3 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Etat d'urgence sanitaire covid-19-Réouverture de
la halte-garderie l'Oustal dou Caganis**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** l'arrêté municipal n°VAR2022-0024 portant fermeture de la halte-garderie municipale l'Oustal dou Caganis les 25 et 26 janvier 2022 ;
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 sont réunies en raison de l'effectif du personnel à nouveau suffisant.

ARRETE

Article 1 : La halte-garderie l'Oustal dou Caganis est ouverte à compter du jeudi 27 janvier 2022.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 mars 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 3 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182348-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 mars 2022 -Réception en Préfecture : 3 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19-Fermeture de la
halte-garderie Mary Poppins**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- Que trois enfants ont été testés positifs à la COVID 19 et qu'il y a nécessité de prendre toute mesure visant à limiter la propagation du virus,
- Qu'il convient de prendre les dispositions nécessaires pour protéger les enfants et les agents travaillant sur la structure.

ARRETE

Article1 : La halte-garderie Mary Poppins est fermée du 02 au 08 février inclus.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 mars 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 3 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182392-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 mars 2022 -Réception en Préfecture : 3 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19-Fermeture de la
crèche Antigone**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé ne sont pas réunies en raison de l'insuffisance du personnel provoquée par des contaminations à la Covid-19.

ARRETE

Article 1 : La crèche Antigone est fermée le 3 février 2022.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 mars 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 3 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182468-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 mars 2022 -Réception en Préfecture : 3 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Etat d'urgence sanitaire Covid-19-Réouverture de
la halte-garderie l'Oustal dou Caganis**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- **VU** l'arrêté municipal n°VAR2022-0040 portant fermeture de la halte-garderie municipale la Maison des enfants du 14 au 19 janvier 2022 ;
- **VU** le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé sont réunies en raison de l'effectif du personnel à nouveau suffisant.

ARRETE

Article 1 : La halte-garderie l'Oustal dou Caganis est ouverte à compter du mercredi 20 janvier 2022.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 mars 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 3 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182509-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 mars 2022 -Réception en Préfecture : 3 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Délégations de signature
Pôle Ressources Humaines**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle Ressources Humaines est composé des directions et du service suivants :

- Direction du Pilotage et de la Modernisation RH (DPMRH)
- Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH)
- Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC)
- Direction de la Santé et de la Prévention (DSP)
- Service Dialogue Social (DS)

Madame Blandine FORTIN-PEYRON, directrice du Pôle Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Blandine FORTIN-PEYRON, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Le directeur du Pilotage et de la Modernisation RH reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur du Pilotage et de la Modernisation RH, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 3 : La Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH) est composée des services suivants :

- Service Carrière
- Service Rémunération
- Service Juridique, Gestion du Temps de Travail, Expérimentation Gestion Intégrée

Madame Laurence BONNET, directrice de l'Administration des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Agnès FERVAL, Madame Ingrid CREVEAU et Madame Séverine ARRIAU, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, de Madame Agnès FERVAL, de Madame Ingrid CREVEAU et de Madame Séverine ARRIAU, chacune pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, la délégation est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 3-1 : Madame Agnès FERVAL, responsable du service Carrière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Agnès FERVAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Agnès FERVAL et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 3-2 : Madame Ingrid CREVEAU, responsable du service Rémunération, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ingrid CREVEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ingrid CREVEAU et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 3-3 : Madame Séverine ARRIAU, responsable du service Juridique, Gestion du Temps de Travail, Expérimentation Gestion Intégrée, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine ARRIAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Séverine ARRIAU et de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 4 : La Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC) est composée des services suivants :

- Mobilité interne, Recrutement et Stages
- Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours professionnels
- Formation
- Prospective Métiers et Compétences

Madame Cécile MATTERA, directrice des Parcours Professionnels et des Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Michel JULIEN, Madame Emilie CONSTABLE, Madame Nathalie CONNAC et Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, de Monsieur Michel JULIEN, de Madame Emilie CONSTABLE, de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, la délégation est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Michel JULIEN, responsable du service Mobilité Interne, Recrutement, Stages, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel JULIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel JULIEN et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 4-2 : Madame Emilie CONSTABLE, responsable du service Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours professionnels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie CONSTABLE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie CONSTABLE et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 4-3 : Madame Nathalie CONNAC, responsable du service Formation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie CONNAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 4-4 : Madame Monique COGOLLOS, responsable du service Prospective Métiers et Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Monique COGOLLOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Monique COGOLLOS et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 5 : La Direction de la Santé et de la Prévention (DSP) est composée des services suivants :

- Santé
- Qualité de vie au travail.

Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, directeur de la Santé et de la Prévention, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;

- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Karl LEGOUSSOUART et à Monsieur Mehdi JACQUET, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, la délégation est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 5-1 : Monsieur Karl LEGOUSSOUART, responsable du service Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl LEGOUSSOUART, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Mehdi JACQUET, responsable du service Qualité de Vie au Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mehdi JACQUET et de Monsieur Olivier JOCTEUR MONROZIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 6 : Madame Camille NOE, responsable du service Dialogue Social reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Camille NOE, responsable du service Dialogue Social, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Blandine FORTIN-PEYRON.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 mars 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 14 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-183386-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 14 mars 2022 -Réception en Préfecture : 14 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Marché Plein Air MOSSON
Fermeture exceptionnelle
Rencontre de football
MHSC/OGC Nice
Samedi 12 Mars 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger Yannick CHARTIER dans le domaine des commerces de proximité, de l'artisanat et du tourisme ;
- Vu l'arrêté municipal N° 2021/0109/T/R du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- Considérant la rencontre de football qui opposera le Montpellier Hérault Sport Club au club de l'OGC Nice, le samedi 12 Mars 2022 à 17 heures ;
- Considérant que pour des raisons de logistique et de sécurité des biens et des personnes il convient de fermer le marché de plein air qui se tient le samedi de 5h 14h » ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

Le marché de plein air de la Mosson situé sur le parvis des halles 4 Saisons, sur l'allée Heidelberg et sur le parking P2 sera exceptionnellement fermé le samedi 12 Mars 2022.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 7 mars 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 9 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-185536-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 9 mars 2022 -Réception en Préfecture : 9 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Marché Paysan d'Antigone
Fermeture exceptionnelle
Marathon 2022
Dimanche 20 Mars 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger Yannick CHARTIER dans le domaine des commerces de proximité, de l'artisanat et du tourisme ;
- Vu l'arrêté municipal N° 2021/0109/T/R du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- Considérant la manifestation « Marathon de Montpellier » qui se déroulera le dimanche 20 Mars 2022 ;
- Considérant que la place du nombre d'or est occupée par le Village du Marathon et que le départ et l'arrivée se font sur cette place.
- Considérant que pour des raisons de logistique et de sécurité des biens et des personnes il convient de fermer le marché paysan qui se tient le dimanche de 5h 14h, sur la place du nombre d'or » ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

Le marché paysan d'Antigone sera exceptionnellement fermé le dimanche 20 Mars 2022.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 7 mars 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 9 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-185551-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 9 mars 2022 -Réception en Préfecture : 9 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture exceptionnelle du square Louis Boffet
jusqu'au 31 octobre 2022 en raison des problèmes
d'insalubrité et des troubles à l'ordre public**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- **VU** l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** l'état d'insalubrité du square et les troubles à l'ordre public ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de procéder à une fermeture totale au public du square Boffet pour des raisons de sécurité, jusqu'à la remise en état des espaces verts du square ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le square Louis Boffet sis rue Lallemand sera fermé au public jusqu'au 31 octobre 2022 ;

ARTICLE 2 : L'ouverture du square Louis Boffet reprendra aux horaires habituels dès le lendemain si toutes les conditions de sécurité sont remplies ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 8 mars 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

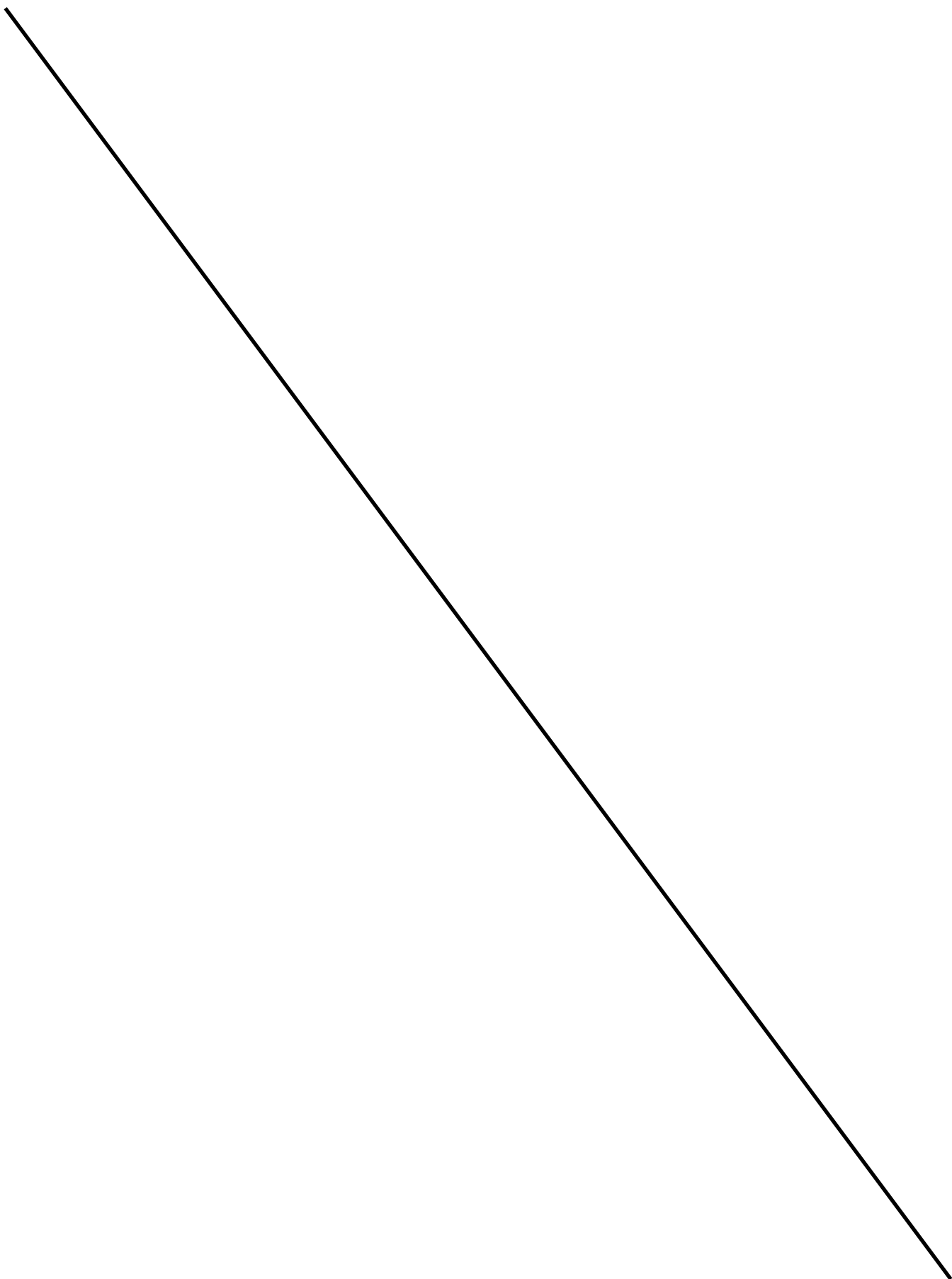
Stéphane JOUAULT

Publié le : 9 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-185775-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 9 mars 2022 - Réception en Préfecture : 9 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Madame Maryse FAYE
par Monsieur Michel ASLANIAN
du 15 au 27 mars 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L.2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la Commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière, du 15 au 27 mars 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 15 au 27 mars 2022 inclus :

- à l'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière, comprenant les domaines suivants :
 - Urbanisme et aménagement durable, notamment la planification communale, les actes relatifs et le suivi de toutes les procédures relatives aux opérations d'aménagement et notamment aux études préalables correspondantes et aux zones d'aménagement concerté (ZAC) ;
 - Urbanisme opérationnel, notamment l'instruction, délivrance et contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables, procès-verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux et tout document de même type), y compris lorsque l'autorisation au titre du Code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code du patrimoine) ;
 - Politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le Code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, totalité des actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du Code de l'urbanisme ;
 - Conventions et titres constitutifs de droits réels que la Commune soit preneur ou donneur à bail ;

- Rénovation urbaine (PRU 1) ;
- Logement : droit au logement et service municipal de la caution, Observatoire du logement précaire, hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO et dispositif Clé Montpellier Logement ;
- Réseaux et télécommunications.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 mars 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 14 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-186042-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 14 mars 2022 -Réception en Préfecture : 14 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Clare HART le 28 mai 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 28 mai 2022 de 10 heures à 17 heures 20 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Clare HART, conseillère municipale, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer les mariages du samedi 28 mai 2022 de 10 heures à 17 heures 20 à l'Hôtel de Ville.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 18 mars 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 18 mars 2022

Notifié le :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Madame Maryse FAYE
par Monsieur Michel ASLANIAN
du 15 au 27 mars 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L.2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- **VU** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **VU** le Code de la Commande publique ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière, du 15 au 27 mars 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 15 au 27 mars 2022 inclus :

- à l'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière, comprenant les domaines suivants :
 - Urbanisme et aménagement durable, notamment la planification communale, les actes relatifs et le suivi de toutes les procédures relatives aux opérations d'aménagement et notamment aux études préalables correspondantes et aux zones d'aménagement concerté (ZAC) ;
 - Urbanisme opérationnel, notamment l'instruction, délivrance et contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables, procès-verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux et tout document de même type), y compris lorsque l'autorisation au titre du Code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code du patrimoine) ;
 - Changement d'usage, notamment l'instruction, la délivrance et le contrôle des demandes de changements d'usage en application des articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;

- Politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le Code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, totalité des actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du Code de l'urbanisme ;
- Conventions et titres constitutifs de droits réels que la Commune soit preneur ou donneur à bail ;
- Rénovation urbaine (PRU 1) ;
- Logement : droit au logement et service municipal de la caution, Observatoire du logement précaire, hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO et dispositif Clé Montpellier Logement ;
- Réseaux et télécommunications.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 15 mars 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 15 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-186401-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 15 mars 2022 - Réception en Préfecture : 15 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Service Communal Hygiène et Santé
Intérim de Madame Betty ZUMBO
par Madame Nathalie GAY
du 24 mars au 9 mai 2022 inclus

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;
- **VU** l'arrêté de délégations de signature du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Betty ZUMBO, responsable du Service Communal Hygiène et Santé, du 24 mars au 9 mai 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Betty ZUMBO, Madame Nathalie GAY reçoit par intérim, du 24 mars au 9 mai 2022 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité pour le Service Communal Hygiène et Santé :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 mars 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 mars 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-187025-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 mars 2022 -Réception en Préfecture : 24 mars 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.